

REPONSES AUX QUESTIONS SUR L'ALBANIE

Edition électronique réalisée par Vincent Gouysse à partir de l'ouvrage publiée en 1969 aux Editions « NAIM FRASHËRI », Tirana.

WWW.MARXISME.FR

Sommaire :

NOTIONS GÉOGRAPHIQUES (p. 4)

- Où est située la République Populaire de l'Albanie et quel en est le relief ? (p. 4)
- Les cours d'eau et les lacs de l'Albanie (p. 5)
- Le climat de l'Albanie (p. 5)
- La richesse de la flore et de la faune albanaises (p. 6)
- Les richesses du sous-sol de l'Albanie (p. 7)
- Les principales villes de l'Albanie (p. 8)
- Que démontre l'accroissement naturel de la population et de la durée moyenne de la vie des Albanais ? (p. 10)

LE PEUPLE ALBANAIS A FRAYÉ SON CHEMIN DANS L'HISTOIRE L'ÉPÉE AU POING (p. 11)

- L'origine du peuple albanais et de sa langue (p. 11)
- Dans quelles circonstances historiques la nation albanaise a-t-elle vu le jour ? (p. 12)
- La vitalité de notre nation s'illustre dans la lutte incessante qu'ont livrée les ancêtres des Albanais pour la liberté et l'indépendance (p. 14)
- La contribution apportée par le peuple albanais, conduit par son héros national Gjergj Kastrioti Skanderbeg, à la défense de la civilisation européenne (p. 14)
- La voie suivie par le peuple albanais pour la conquête de son indépendance (p. 15)
- Les aspects essentiels de l'épopée de la Lutte de Libération Nationale (p. 18)
- La contribution du peuple albanais à la lutte des peuples contre le fascisme (p. 19)
- Quel fut le caractère de la Lutte de Libération Nationale du peuple albanais ? (p. 20)

L'ORDRE ÉTATIQUE DANS LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE D'ALBANIE (p. 23)

- Dans quelles circonstances est né le pouvoir populaire ? (p. 23)
- Comment fut brisée l'ancienne machine bureaucratique et se renforça le pouvoir populaire ? (p. 24)
- Les fonctions essentielles de l'État socialiste albanais (p. 27)
- En quoi consiste le caractère démocratique de l'État socialiste albanais ? (p. 28)
- De quelle manière sont appliqués chez nous le centralisme démocratique et la légalité socialiste ? (p. 29)
- Quel est le caractère du système électoral ? (p. 30)
- De quelle manière l'Assemblée Populaire exerce-t-elle en fait la souveraineté du peuple tout entier ? (p. 32)
- Quels sont les rapports existant entre le peuple et ses représentants élus ? (p. 34)
- Comment se manifeste le caractère populaire du Gouvernement de la R.P. d'Albanie ? (p. 35)
- Que représentent les conseils populaires et quelles sont leurs attributions (p. 36)
- Les organes judiciaires de la R.P. d'Albanie (p. 37)
- En quoi consiste le caractère démocratique du système judiciaire de la R.P. d'Albanie ? (p. 39)
- Qu'entendons-nous par démocratisation ultérieure du pouvoir populaire ? (p. 41)
- Comment est née et a grandi notre Armée Populaire ? (p. 43)
- Quel est le rôle du Parti du Travail d'Albanie et pourquoi n'existe-t-il pas plusieurs partis en Albanie ? (p. 46)
- La politique extérieure suivie par la République Populaire d'Albanie (p. 48)

PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DU DÉVELOPPEMENT DE LA BASE MATÉRIELLE ET TECHNIQUE DU SOCIALISME (p. 51)

- Quelle est la nature des rapports de production existant en Albanie ? (p. 51)
- Comment a-t-on pu passer au socialisme sans passer au préalable par le développement à grande échelle du capitalisme ? (p. 52)
- Quelles sont les transformations économiques accomplies par le pouvoir populaire et de quelle manière est né le secteur socialiste ? (p. 54)
- Le degré de concentration et de coopération atteint par notre économie en régime de pouvoir populaire (p. 57)
- Les proportions prises par la grande production mécanisée (p. 59)
- Que fait-on pour le développement et le perfectionnement de la technique dans l'économie populaire ? (p. 60)
- Comment a-t-on amélioré la structure de l'économie populaire et des diverses branches de la production ? (p. 62)
- Les rythmes d'expansion de l'économie populaire (p. 63)
- Comment a-t-on réussi à accroître la puissance économique du pays et à mettre plus largement en valeur ses ressources naturelles ? (p. 66)
- Comment a-t-on réalisé le développement proportionné de toutes les régions du pays ? (p. 67)
- Comment le problème de la formation et de la qualification des cadres a-t-il été résolu en Albanie ? (p. 67)
- Que signifie le principe qui consiste à compter sur ses propres forces ? (p. 68)
- Quelles sont les caractéristiques de la supériorité de la méthode de développement de l'économie planifiée ? (p. 70)
- En quoi consiste le caractère populaire de nos plans ? (p. 72)
- Que montre la comparaison entre un plan quinquennal et un autre ? (p. 73)
- Les principaux objectifs du quatrième plan quinquennal (p. 74)
- Quelles sont les principales réalisations du quatrième plan quinquennal ? (p. 76)
- Que représentera une journée en 1970 pour l'économie de la République Populaire d'Albanie ? (p. 76)

LE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE SOCIALISTE DANS LES ANNÉES DE POUVOIR POPULAIRE (p. 78)

- Les principaux traits caractéristiques de l'industrialisation socialiste en Albanie (p. 78)
- Principales étapes de l'industrialisation socialiste en Albanie (p. 80)
- Le degré de développement de l'industrie minérale dans la R.P. d'Albanie et ses perspectives d'avenir (p. 82)
- Comment s'est développée l'industrie des combustibles en Albanie ? (p. 84)
- Les bases de la décision sur l'électrification de tout le pays jusqu'au 8 novembre 1971 (p. 85)
- Les perspectives de développement de l'industrie mécanique (p. 87)
- Quelle est la plus jeune branche de l'industrie albanaise ? (p. 88)
- Sur quelles bases repose le développement de l'industrie alimentaire et de l'industrie légère ? (p. 89)
- Quelles sortes de grands travaux sont exécutés en Albanie et à qui servent-ils ? (p. 91)
- Comment résout-on chez nous le problème du logement ? (p. 92)
- Comment s'est accru le volume des investissements pendant les années de pouvoir populaire et de quelle manière cet accroissement influe-t-il sur le renforcement de la base matérielle et technique de l'économie populaire ? (p. 94)
- Les coopératives d'artisanat (p. 95)

LA POSITION ET LE RÔLE DES MASSES DANS LE PROCESSUS DE L'ÉDIFICATION SOCIALISTE DU PAYS (p. 97)

- Qui dirige les entreprises industrielles et quels rapports existent entre les travailleurs et les cadres dirigeants ? (p. 97)
- Comment a été éliminée en Albanie la disproportion entre les salaires des ouvriers et les traitements des cadres dirigeants ? (p. 98)
- Comment les salaires des travailleurs sont-ils fixés en Albanie ? (p. 99)

Comment le chômage a-t-il été supprimé en Albanie ? (p. 100)
La durée de la journée de travail (p. 103)
Comment est garanti le droit au congé payé ? (p. 104)
En quoi consiste le caractère démocratique du système des assurances sociales d'Etat ? (p. 105)
De quelle assistance bénéficie le travailleur en cas d'incapacité provisoire de travail ? (p. 107)
Quelles sont les conditions requises pour bénéficier d'une pension d'invalidité ? (p. 107)
En quoi consistent les pensions familiales et qui en sont les bénéficiaires ? (p. 109)
Quel soin témoigne le pouvoir populaire pour l'amélioration des conditions de travail ? (p. 110)
Pourquoi le rôle créateur des masses travailleuses dans notre régime socialiste ne cesse-t-il de croître ? (p. 111)
Comment est appliqué en Albanie le principe de la primauté de l'intérêt général sur l'intérêt personnel ? (p. 113)

L'AGRICULTURE ALBANAISE SUR LA VOIE DU DÉVELOPPEMENT SOCIALISTE (p. 115)

Quel fut le caractère de la réforme agraire ? (p. 115)
En quoi la collectivisation de l'agriculture albanaise a-t-elle été absolument nécessaire et quelles en sont les caractéristiques essentielles ? (p. 116)
Les principes qui président à la structure des coopératives agricoles (p. 118)
Les avantages de l'agriculture socialiste collectivisée (p. 120)
Le rôle des entreprises agricoles d'Etat dans le développement de l'agriculture albanaise (p. 122)
Les stations de machines et de tracteurs et leur rôle (p. 123)
Le niveau atteint par la mécanisation de l'agriculture en Albanie (p. 125)
L'ampleur des travaux de bonification et d'irrigation des plaines (p. 126)
Que fait-on pour l'intensification de l'agriculture ? (p. 128)
De quelle manière est appliqué le mot d'ordre « Attaquons-nous aux collines et aux montagnes, embellissons-les et rendons-les aussi fertiles que les plaines. » ? (p. 129)
Le degré de développement des cultures des champs et des cultures fruitières (p. 130)
Quel est l'intérêt montré pour le développement des cultures fruitières ? (p. 132)
Les mesures prises pour le développement ultérieur de l'élevage (p. 132)
La vente des produits agricoles et d'élevage est-elle garantie en Albanie ? (p. 133)
La voie suivie pour la réduction de la différence entre les villes et les campagnes (p. 134)

LE COMMERCE SOCIALISTE AU SERVICE DU PEUPLE (p. 139)

Les caractéristiques essentielles du commerce intérieur albanais (p. 139)
Les coopératives d'achat-vente (p. 140)
Les prix en Albanie sont-ils uniques ? (p. 141)
En quoi le monopole du commerce extérieur contribue-t-il au renforcement de l'indépendance économique du pays ? (p. 142)
Les principaux articles albanais d'exportation (p. 144)

L'INSTRUCTION ET LA CULTURE — PATRIMOINE DES MASSES (p. 145)

Comment l'analphabétisme a-t-il été éliminé en Albanie ? (p. 145)
Le système d'enseignement en vigueur en Albanie et les fins qu'il poursuit (p. 146)
Le caractère de la nouvelle réforme de l'enseignement (p. 147)
Que fait-on pour la révolutionnarisation de l'enseignement et sa liaison étroite avec la pratique et la production (p. 148)
L'ampleur de l'enseignement primaire et secondaire en Albanie (p. 150)
L'essor pris par l'enseignement supérieur en Albanie (p. 152)
Les conditions créées en faveur des travailleurs pour leur permettre de poursuivre leurs études sans se détacher de la production (p. 154)
A l'avantage de qui est conçu le système des bourses en Albanie ? (p. 154)
Comment la jeunesse albanaise est-elle éduquée à travers les actions à l'amour du travail ? (p. 155)
Les traditions culturelles du peuple albanais (p. 156)
Les principaux monuments de notre culture et le soin montré pour leur conservation (p. 157)
Les richesses folkloriques de l'Albanie (p. 159)
Que fait-on pour recueillir et conserver le patrimoine ethnographique ? (p. 161)
Le développement pris par la littérature albanaise (p. 162)
Quelle diffusion l'édition et la presse connaissent-elles en Albanie ? (p. 163)
Comment a pris naissance notre art dramatique ? (p. 164)
La voie suivie par la cinématographie albanaise (p. 165)
Notre culture socialiste est-elle le patrimoine des masses ? (p. 166)
Le sport et l'éducation physique ont-ils un caractère de masse ? (p. 168)
Quel intérêt présente l'Albanie pour les touristes ? (p. 169)

TOUT POUR LA PROTECTION DE LA SANTÉ DU PEUPLE ET LE RELEVEMENT DU BIEN-ÊTRE DES MASSES TRAVAILLEUSES (p. 171)

Les succès obtenus dans le domaine de la santé publique en Albanie (p. 171)
Quelles sont les mesures prophylactiques prises pour la protection de la santé du peuple ? (p. 173)
Comment l'assistance médicale est-elle organisée en Albanie ? (p. 174)
Comment est assurée la protection maternelle et infantile ? (p. 174)
Comment les services sanitaires se sont-ils étendus aux campagnes albanaises ? (p. 175)
Les mesures prises par le pouvoir populaire pour le relèvement du niveau de vie des masses travailleuses (p. 176)

TABLE DES DIAGRAMMES

ACCROISSEMENT DU RENDEMENT DU TRAVAIL ET DIMINUTION DU PRIX DE REVIENT DANS L'INDUSTRIE (1960 = 100) (p. 78)
PRODUCTION INDUSTRIELLE GLOBALE (p. 79)
PRODUCTION SUIVANT LES BRANCHES DE L'INDUSTRIE EN 1970 (1965 = 100) (p. 81)
PRODUCTION DE L'INDUSTRIE MINÉRALE PENDANT LES PÉRIODES 1961-1965 et 1966-1970 (1956-1960 = 100) (p. 83)
INVESTISSEMENTS ET GRANDS TRAVAUX (p. 91)
NOMBRE DES TRACTEURS CONVERTIS EN UNITÉS DE 15 CH (p. 125)
PRODUCTION AGRICOLE GLOBALE (p. 128)
APPROVISIONNEMENT DE LA POPULATION EN ARTICLES DIVERS EN 1970 (1965 = 100) (p. 139)
NOMBRE DES ÉLÈVES ET DES ÉTUDIANTS (En milliers) (p. 146)
NOMBRE DES CADRES SUPÉRIEURS ET MOYENS (p. 153)
NOMBRE DES HABITANTS POUR UN MÉDECIN (p. 172)
REVENU NATIONAL ET REVENUS PAR HABITANT (p. 180)

NOTIONS GEOGRAPHIQUES

OU EST SITUEE LA REPUBLIQUE POPULAIRE D'ALBANIE ET QUEL EN EST LE RELIEF ?

La République Populaire d'Albanie est située en Europe à l'ouest de la péninsule balkanique. Elle est comprise entre les 39°38' et 42°39' degrés de latitude nord et les 19°16' et 21°4' degrés de longitude est. Elle a la forme d'un hexagone irrégulier et s'étend sur une longueur maximale de 340 km du nord au sud et une largeur maximale de 148 km de l'est à l'ouest. Sa superficie est de 28.748 km². Elle confine au nord et à l'est à la Yougoslavie, au sud-est et au sud à la Grèce. A l'ouest et au sud-ouest elle est bornée par les mers Adriatique et Ionienne. La longueur totale de ses frontières est de 1204 km, (476 km avec la Yougoslavie et 256 km avec la Grèce) dont 577 km de frontières terrestres, 472 km de frontières maritimes, le restant de ses limites étant dessiné par des cours d'eau et des lacs.

L'Albanie est le pays le plus montagneux des Balkans et l'un des pays au relief le plus hérissé d'Europe. Un tiers seulement de sa superficie a une altitude inférieure à 300 mètres, les deux autres tiers s'élevant à une altitude comprise entre 300 et 2700 mètres. L'altitude moyenne du pays (714 mètres au-dessus du niveau de la mer) est environ deux fois supérieure à celle de l'Europe. L'exceptionnel enchevêtrement des hautes montagnes, des profonds défilés, des plaines, des collines, des lacs de montagne et de plaine et des cours d'eau qui la couvrent, ainsi que sa structure géologique très variée font de l'Albanie un pays des plus caractéristiques par la complexité et l'originalité de son relief, un pays fort pittoresque par sa nature riche en contrastes et par ses sites splendides.

Afin de mettre en lumière les variations du relief en même temps que son unité d'ensemble, on peut, sommairement, diviser le pays en trois zones naturelles : les Alpes de l'Albanie septentrionale, l'Albanie intérieure et l'Albanie côtière.

Les Alpes couvrent une partie du Nord du pays et leur altitude varie entre 2000 et 2700 mètres. Elles s'étendent, dans leur axe, de l'ouest à l'est sur 50 km environ et, en largeur, du nord au sud, sur 20 km. Ces Alpes avec leurs cimes couvertes de neige éternelle sont coupées de cours d'eau qui y creusent de profondes vallées d'une rare beauté où affluent les eaux limpides et glacées des torrents. De nombreuses voies permettent d'y accéder. L'une de ces routes conduit au cœur de ces monts, aux abords de Theth, un village alpin particulièrement pittoresque, entouré d'un admirable panorama et qui est en outre un excellent centre climatique et touristique. Le relief des Alpes albanaises est des plus attrayants. Il offre aux alpinistes de belles occasions d'exercer leur sport favori, suscite l'intérêt passionné des touristes et constitue un fonds de constants problèmes pour les géologues albanais. Les Alpes contiennent en outre de précieuses ressources minérales et forestières.

L'Albanie intérieure s'étend au-dessous des Alpes et elle couvre la partie orientale du pays depuis Shkodër au nord jusqu'à Leskovik au sud. Cette zone aussi est principalement montagneuse, mais de vastes vallées et des plateaux y occupent une superficie importante. Les chaînes de montagnes qui s'y élèvent peuvent être classées en trois groupes : le groupe des montagnes occidentales de l'Albanie centrale, avec notamment le mont Dajti qui domine Tirana, et surtout le Tomori (2417 m) dans la région de Berat ; le groupe central qui comprend, entre autres, les monts de Lurë avec leurs lacs et leurs prairies qui font l'admiration des visiteurs, centre d'alpinisme recherché ; et le groupe oriental où s'élève le mont du Korab, la plus haute cime d'Albanie (2751). Ces montagnes, par ailleurs très riches en bois de construction et en minéraux variés, constituent de vastes zones d'élevage. Les vallées et les plaines de cette région apportent une grande contribution à l'économie du pays comme productrices de céréales, de cultures industrielles et de fruits.

L'Albanie côtière s'étend à l'ouest de l'Albanie intérieure et comprend les plaines et les hautes montagnes littorales. Le tronçon nord du littoral est formé de collines et de plaines, le tronçon central, de plaines, et le tronçon méridional, de montagnes. Mais même la partie essentiellement constituée de plaines est traversée de cours d'eau et son relief se hérissé de collines et de montagnes de faible altitude. L'Albanie côtière comprend les plaines fertiles du Mati, de la Thumanë et la plaine de la Myzeqe, la plus vaste d'Albanie. Autrefois submergées d'étangs et de marécages, ces plaines, aujourd'hui bonifiées et aménagées, sont changées en grandes productrices de céréales panifiables et de plantes industrielles. La nature du tronçon montagneux de la côte allant de Vlorë jusqu'à près de

Sarandë, au sud, est d'une particulière beauté. C'est la réputée riviera albanaise, une région fort pittoresque baignée par la mer Ionienne et où les contrastes naturels sont fortement marqués.

Au long de la riviera qui s'étend sur quelque 80 kilomètres, s'égrène un chapelet de coquets villages, au demeurant excellents centres climatiques. Les montagnes et les collines plongent à pic sur la mer. La paysannerie coopérée et les travailleurs des entreprises agricoles d'Etat cultivent sur cette côte de grandes plantations d'agrumes, citronniers, orangers, mandariniers, cédratiers, des vignobles et des oliviers.

Sur toute sa longueur, de son extrémité nord à son extrémité sud, le littoral albanaise est jalonné de plages réputées. Les eaux pures, le sable fin, la grande teneur en iode et la beauté de la nature environnante en même temps que les maisons de repos, les hôtels et les restaurants qui y ont été mis sur pied, en ont fait des centres de villégiatures très appréciés pour des milliers de travailleurs et pour les touristes étrangers.

LES COURS D'EAU ET LES LACS DE L'ALBANIE

Le territoire de l'Albanie est couvert d'un dense réseau de cours d'eau et parsemé de nombreux lacs. Dans les hautes régions, ces cours d'eau sont des torrents étroits et impétueux qui se précipitent du haut de monts abrupts, alors que dans les basses régions, proches du littoral, ils s'élargissent et ralentissent leur courant.

Les principaux fleuves sont le Drin (281 km), le Seman (252 km) formé par la jonction du Devolli et de l'Osun, la Viosa (238 km), le Shkumbini (146 km), le Mat (104 km), l'Erzen (91 km) et la Buna (44 km).

La configuration montagneuse du sol d'Albanie influe considérablement sur le cours des fleuves. En raison des dénivellations, le courant des fleuves dans leur cours supérieur est très rapide. Le contraire se produit dans leur cours inférieur où l'inclinaison est très faible. Presque tous ces fleuves orientent leur cours dans le même sens, de l'est à l'ouest. La plupart d'entre eux se jettent dans la mer Adriatique, les autres dans la mer Ionienne.

En raison du relief très accidenté, les cours d'eau ont le caractère de cours d'eau de montagne avec un courant impétueux et un débit qui varie selon la saison, ce qui les rend innavigables. Une seule exception, la Buna, qui traverse une zone de plaine dans le nord-ouest de l'Albanie.

Bien qu'innavigables, les cours d'eau d'Albanie jouent un grand rôle dans l'économie nationale. Les cours d'eau et les lacs albanaise recèlent des ressources hydro-énergétiques dont la production annuelle peut atteindre des milliards de kilowattheures. Dans ce domaine les ressources de notre pays dépassent celles de la République Démocratique Allemande, et elles sont comparables à celles de la Tchécoslovaquie et de la Bulgarie. Mais ces ressources n'ont commencé à être mises en exploitation qu'après la libération du pays et avec l'instauration du pouvoir populaire.

L'Albanie comprend également de nombreux lacs. On en compte plus de 150 dans tout le pays. La plupart d'entre eux qui parsèment les régions de montagnes sont de dimensions réduites. Les plus grands sont les lacs frontaliers : tels ceux de Shkodër, de Ohri et de Prespa dont la partie albanaise atteint respectivement une superficie de 140, 92 et 100 km².

Par leurs eaux limpides et la nature majestueuse qui les environne nos lacs sont d'une grande beauté. Citons notamment les lacs pittoresques de type glaciaire de la région de Lure !

LE CLIMAT DE L'ALBANIE

En dépit de sa faible superficie l'Albanie comprend des zones climatiques variées. Cela est dû à une série de facteurs tels que la situation géographique du pays, à une distance à peu près égale de l'équateur et du pôle Nord, la proximité de la mer Adriatique et surtout de la mer Ionienne, la grande diversité du relief, l'altitude et la direction des chaînes de montagnes, l'influence des masses d'air chaud venant de l'Adriatique, de la mer Ionienne et de l'Atlantique, ainsi que des masses d'air froid qui soufflent dès profondeurs de l'Europe centrale et de la péninsule des Balkans. Le concours de tous ces facteurs est à l'origine de la diversité des données climatiques que l'on enregistre de l'ouest à l'est et du nord au sud du pays.

Jusqu'à ces derniers temps ces éléments n'avaient pas fait l'objet d'une étude scientifique et organisée par suite de l'absence de services météorologiques. Après la Libération ces services ont été institués sur des bases scientifiques et ils apportent une aide notable à l'économie populaire, en particulier à l'agriculture, à la navigation et à la pêche. Les études de ces dernières années dans ce domaine ont complété le tableau d'ensemble du climat du pays.

La température en Albanie tend à s'élever à mesure que l'on se déplace du nord au sud et de l'est à l'ouest. Cette hausse est encore plus marquée le long du littoral. La température baisse naturellement en même temps qu'on s'élève au-dessus du niveau de la mer. On relève en outre d'importantes différences entre les températures diurnes et nocturnes et entre celles de l'hiver et de l'été.

La température annuelle moyenne au nord-est du pays est de 14°, au sud-ouest de 18°. Le mois le plus froid de l'année est le mois de janvier, au cours duquel la température moyenne dans les diverses régions oscille entre 3° et 10°, alors que le mois le plus chaud est le mois de juillet avec une température moyenne de 25°-26°.

Ces données attestent que l'Albanie est l'un des pays les plus chauds des Balkans. Pour l'ensemble des saisons de l'année, la température est élevée et le total des températures quotidiennes moyennes varie d'une région à l'autre entre 2000 et 5000 degrés centigrades. La côte de Himarë, avec une température de 5000 degrés, est l'une des régions les plus chaudes.

Le niveau des précipitations annuelles dépasse 1000 mm avec une répartition des pluies fort inégale selon les saisons. Dans les régions du Sud et du littoral la période estivale est particulièrement sèche. Les périodes de sécheresse sont fréquentes et elles se prolongent parfois pendant plus d'un mois. L'automne et l'hiver sont marqués par de fortes pluies.

LA RICHESSE DE LA FLORE ET DE LA FAUNE ALBANAISES

Très peu de pays du monde, proportionnellement à leur superficie, possèdent une si grande variété de plantes, voire d'espèces d'origine si diverse, que la flore albanaise. La diversité du climat, de la structure géologique et de la géographie physique de l'Albanie conditionne la grande richesse et la variété de la flore et de la faune albanaises. L'Albanie voit croître sur son sol environ 3500 espèces diverses de plantes qui comprennent non seulement une bonne partie de la flore balkanique mais aussi des plantes des régions les plus lointaines. Les forêts occupent environ 45 pour cent de la superficie de l'Albanie ce qui la place en ce domaine à la troisième place en Europe après la Suède et la Finlande.

La flore albanaise se caractérise par le fait qu'elle diffère selon les régions et en fonction de leur éloignement de la côte et de leur altitude. C'est ainsi que, par exemple, la flore des régions côtières est du type méditerranéen et se compose principalement d'arbustes méditerranéens toujours verts. Dans cette même zone prédominent généralement les cultures de l'olivier, de la vigne et d'arbres fruitiers, notamment de figuiers, d'orangers, de citronniers et même de bananiers.

Parmi les arbres non fruitiers nous citerons entre autres le buis, le chêne, le genêt, le cyprès, etc. On y cultive dans d'excellentes conditions des céréales et des plantes industrielles telles que le coton et le tabac. Dans les régions de collines et de montagnes de l'intérieur du pays prédomine la flore type de l'Europe centrale. Des arbres fruitiers, noyers, pommiers, poiriers, cognassiers, pruniers ainsi que la vigne sont également fort répandus dans cette région. L'Albanie du nord est parsemée de forêts entières de châtaigniers. Citons parmi les arbres non fruitiers de cette région le chêne, le hêtre, le sapin, le pin noir, etc.

La flore d'Albanie comprend également pour une grande part des plantes médicinales des plus variées. Telles, notamment la sauge, la camomille, le sureau, le romarin. C'est seulement après la Libération que l'exploitation de ces plantes a été entreprise systématiquement. Notre pays exporte aujourd'hui environ 45 espèces de plantes médicinales.

Dans le passé, la riche flore de l'Albanie a été un objet d'étude pour de nombreux savants étrangers, alors que les régimes antérieurs ne lui attachaient pas le moindre intérêt. A cette époque non seulement aucune étude n'avait été faite dans ce domaine mais on n'avait même pas rassemblé une collection, fût-ce sommaire, de notre flore. Le pouvoir populaire estimant à sa juste valeur l'importance de l'étude de la végétation tant du point de vue scientifique qu'économique a pris une série de mesures en vue de

collectionner et d'étudier la flore albanaise. Aujourd'hui 90 pour cent des études et des publications parues et qui continuent de paraître dans ce domaine sont l'oeuvre des travailleurs scientifiques albanais.

Une série de travaux de grande valeur scientifique et pratique contribuant à la connaissance et à l'exploitation des richesses de la flore albanaise ont vu le jour sous le pouvoir populaire. Tels sont entre autres «les Arbres et arbustes d'Albanie», «la Flore de Tirana», «la Dendroflore d'Albanie», «les Plantes nuisibles», «les Plantes fourragères des pâturages de l'Albanie centrale», etc.

Le climat chaud, le grand nombre de forêts, l'hydrographie et l'orographie de l'Albanie sont autant de facteurs qui ont concouru pour donner à la faune du pays une richesse et une variété remarquables. Outre les animaux domestiques on y rencontre de nombreuses espèces d'animaux sauvages, loups, ours, renards, ainsi que lièvres, chevreuils, chèvres sauvages, etc.

L'Albanie a également de grandes richesses ornithologiques. En plus de toutes les espèces d'oiseaux domestiques elle est peuplée de très nombreux oiseaux sauvages des espèces les plus variées, rapaces et non rapaces.

Les eaux albanaises abritent les poissons les plus divers. On y rencontre environ 110 familles de toutes les espèces de la Méditerranée. Nous citerons notamment le mullet, le bar, le rouget, la carpe, etc.

Après la Libération, le pouvoir populaire, conscient de la grande richesse que représentent la flore et la faune, a pris des mesures afin d'en assurer le développement et l'exploitation rationnelle au profit de l'économie populaire. De nombreuses matières premières provenant de nos ressources naturelles sont maintenant transformées dans le pays par les industries des conserves, du bois, de la pelleterie et par l'industrie pharmaceutique, etc. Ces grandes ressources naturelles du pays alimentent aussi pour une importante part les exportations albanaises.

LES RICHESSES DU SOUS-SOL DE L'ALBANIE

En dépit de sa faible superficie, l'Albanie possède d'importantes ressources dans son sous-sol. Les études géologiques ont montré qu'il existe dans le pays plus de 30 sortes de minéraux métalliques et non métalliques. Le Sud-ouest est riche en hydrocarbures et en combustibles, alors que le Nord-est contient de grandes réserves de minéraux métalliques.

Parmi les hydrocarbures, viennent en tête le pétrole et le bitume naturel. De grandes réserves de pétrole ont été découvertes après la Libération. Les principaux gisements pétrolifères sont situés dans les zones de Qytet-Stalin, à Patos et à Marinzë. Notre pays possède également de grandes quantités de gaz naturel. Au cours du troisième quinquennat (1961-1965) un important gisement de gaz méthane a été découvert dans l'Albanie centrale. Le bitume naturel, d'excellente qualité, se trouve également en grandes quantités.

Le bitume est extrait aux mines de Selenicë, au sud-ouest du pays. C'est la plus ancienne mine d'Albanie et le bitume qu'elle renferme est d'une grande pureté.

Parmi les combustibles, il faut surtout citer le charbon de terre, d'un pouvoir calorifique atteignant 7000 calories. L'Albanie est l'un des pays les plus riches du monde en minerai de chrome. Ce minerai est d'excellente qualité et sa teneur en métal est de 48 pour cent. Le fait que les couches des gisements sont voisines de la surface en facilite grandement l'exploitation. Par la quantité des réserves industrielles de chrome ainsi que par sa capacité annuelle de production la mine de Bulqizë dans le Nord-est du pays, est l'une des importantes mines du monde.

En 1958, a été entreprise dans notre pays l'extraction et l'exploitation du ferronickel. Ce minerai contient 60 pour cent de fer, de 1 à 2 pour cent de nickel et un plus faible taux de cobalt. Actuellement le minerai de ferronickel est principalement extrait dans le Sud-est. La sidérurgie, s'appuyant sur les matières premières fournies par le pays, est en voie de développement. Le cuivre occupe une place importante parmi les ressources minérales du pays. Les principaux gisements de ce minerai sont situés à Kurbnesh, Rubik et Gjegjan dans le Nord. Sous le pouvoir populaire de nouvelles mines de cuivre ont été mises en exploitation. Des usines métallurgiques modernes ont été construites pour le traitement et le raffinage de ce minerai, ainsi qu'une tréfilerie pour la production des fils électriques. Le cuivre blister et les fils de cuivre produits en Albanie sont fort recherchés sur les marchés étrangers.

L'Albanie est également très riche en beaucoup d'autres minéraux, tels que bauxite, or, argent, etc. Outre les minéraux métalliques on y trouve aussi des minéraux non métalliques, qui sont largement utilisés dans l'industrie. Mentionnons parmi ces derniers le soufre, l'amiante, l'arsenic, le gypse, l'argile, etc.

Sous les régimes du passé, les grandes ressources du sous-sol albanais n'étaient pas mises au service du développement de l'économie nationale mais exploitées au profit des sociétés monopolistes impérialistes. Le pouvoir populaire a mis fin une fois pour toutes à cet état de choses. Toutes les sociétés et entreprises qui étaient la propriété du capital étranger et local ont été nationalisées. En dépit des sérieuses difficultés et des dommages causés par la guerre et les envahisseurs, l'industrie minière albanaise, en passant dans les mains de l'Etat, s'est vu ouvrir de grandes perspectives. Les géologues ont découvert de nouveaux gisements et une industrie lourde de transformation qui se développe rapidement a été mise sur pied dans le pays. Les produits de l'industrie extractive et de l'industrie minière de transformation sont exportés dans un assez grand nombre de pays du monde et représentent plus de 50 pour cent de la valeur totale des exportations albanaises.

LES PRINCIPALES VILLES DE L'ALBANIE

L'Albanie a pour capitale Tirana. C'est le principal centre économique, administratif et culturel du pays. Elle est située au centre de la République et est reliée par des routes asphaltées et des voies ferrées aux grandes villes et aux importants centres industriels du pays.

Tirana est une ville relativement jeune. Il en est fait état dans des documents historiques dès le XV^e siècle, époque des guerres antiturques menées par le peuple albanais sous la conduite de Skanderbeg. Elle est citée au XVII^e siècle comme une ville dotée de nombreuses mosquées, de magasins, etc. Quoique n'ayant pas été un centre administratif, elle a joué un rôle important dans l'histoire du pays.

En 1920, le Congrès patriotique de Lushnjë, a choisi Tirana comme capitale de l'Albanie. Sa population qui était de 10.845 habitants en 1923 est montée en 1938 à 25.000 et elle a atteint aujourd'hui le chiffre de 170.000 habitants.

Le 8 novembre 1941, pendant la période tourmentée de l'occupation fasciste, dans un quartier pauvre de Tirana, fut fondé, dans la clandestinité, le Parti Communiste Albanais qui guida le peuple dans la lutte de libération nationale et sociale. Des centaines d'actions furent accomplies à Tirana contre les occupants.

La bataille pour la libération de Tirana qui dura trois semaines (du 27 octobre au 17 novembre 1944) fut l'une des plus acharnées de la Lutte de Libération Nationale.

Le 28 novembre 1944, le premier gouvernement démocratique faisait son entrée dans Tirana.

Après la Libération, Tirana a connu un impétueux essor. Elle a été dotée d'une nouvelle industrie moderne qui compte des dizaines d'usines, de fabriques et de combinats, notamment dans les secteurs mécanique, textile, des matériaux de construction, du verre et de la porcelaine, des produits alimentaires, etc. Dans le domaine de l'enseignement et de la culture on a vu s'élever pour la première fois de grands établissements tels que l'Université d'Etat de Tirana, l'Institut Supérieur Agricole d'Etat, l'Institut Supérieur des beaux arts, l'Institut d'Histoire et de philologie, l'Institut du folklore, le Théâtre de l'opéra et des ballets, le Théâtre dramatique populaire, les Studios cinématographiques «l'Albanie nouvelle», le musée archéologique-ethnographique, les musées de la Lutte de Libération Nationale, des Sciences naturelles, le musée «Lénine-Staline», la maison-musée du Parti du Travail d'Albanie, la Galerie des beaux-arts, le Grand Palais de la culture, le Palais des pionniers, etc.

La construction de logements, de rues, de magasins, etc., et l'aménagement de parcs, qui ont reçu une forte impulsion et qui se poursuivent à une cadence soutenue, ont transformé Tirana en une ville moderne.

Durrës, situé à l'ouest de Tirana, est l'une des plus anciennes villes d'Europe. Fondée en 627 avant l'ère nouvelle, Dyrrhachion ou Epidamnos, comme on l'appelait dans l'Antiquité, n'a cessé de jouer un rôle important comme grande ville et principal port de la côte orientale de l'Adriatique. Le grand nombre de monuments qui y ont été découverts attestent le haut degré de son développement économique et culturel.

Durrës est la plus grande ville du littoral de notre pays, un important centre industriel pourvu de nombreuses fabriques et usines nouvelles de machines agricoles, de produits de caoutchouc et de matières plastiques, de cigarettes et de tabac. Dans les années qui suivirent la Libération le port a été agrandi et modernisé. Un chantier naval y a également été édifié. Durrës compte plus de 50.000 habitants.

La plage qui s'étend au sud de la ville est l'une des plus vastes et des plus salubres de l'Adriatique, par la pureté de son sable et le taux d'iode élevé. La plage est bordée d'un grand nombre de maisons de repos pour les travailleurs et les enfants ainsi que d'hôtels de tourisme.

Sbkodër, située au nord-ouest du pays, est une ville de 48.000 habitants. Il en est fait mention dix siècles déjà avant l'ère nouvelle, comme d'une cité de la tribu illyrienne des Labéates, et elle devint plus tard la capitale du grand Etat illyrien des Ardiéens, qui eut à mener de longues guerres contre Rome.

Elle a conservé son importance tout au long des siècles. Au sommet d'une colline qui domine la ville s'élève la citadelle historique de Rozafât.

Shkodër est l'un des principaux centres économiques et culturels du pays. Une tréfilerie très moderne produisant des fils électriques de cuivre y a été construite ces dernières années. Non loin de la ville, la grande centrale hydro-électrique de Vau i Dejës, d'une puissance installée de 250.000 kWh, est en cours de construction.

Korçë, avec une population d'environ 45.000 habitants, est la principale ville du Sud-est de l'Albanie. Elle fut l'un des principaux centres du mouvement patriotique et culturel albanais dans les luttes pour la liberté et l'indépendance. La ville est dotée d'une industrie moderne de bonneterie et possède un artisanat développé. Ses tapis sont particulièrement réputés.

La ville-héroïne de Vlorë se trouve au sud-ouest du pays. Elle est citée pour la première fois par le géographe Ptolémée d'Alexandrie au II^e siècle de l'ère nouvelle le nom d'Aulona. C'est à Vlorë que fut proclamée, le 28 novembre 1912, l'indépendance nationale de l'Albanie après 5 siècles de domination turque et institué le gouvernement albanais ayant à sa tête le patriote Ismail Qemal. Vlorë est devenue aujourd'hui un important port et un centre industriel et culturel en plein essor.

Elbasan est situé au centre de l'Albanie, Après la Libération la ville devint un important centre industriel aux brillantes perspectives. Elle est le centre d'une industrie moderne de travail du bois et d'établissements sidérurgiques.

En Albanie centrale également se dresse Krujë, avec sa citadelle historique, centre de la résistance légendaire, menée, au XV^e siècle, par le peuple albanais, conduit par Skanderbeg, contre les Turcs.

Pogradec est situé au sud-est. C'est une ville climatique et un centre balnéaire sur les rives du lac d'Ohri qui s'étend à 695 mètres au-dessus du niveau de la mer. Ce lac est l'un des plus pittoresques du pays. Ses eaux, extrêmement limpides, sont peuplées de truites rosées dont la chair est très estimée.

Berat ou, comme on l'appelle aussi, «la cité aux mille fenêtres» est l'une des plus anciennes villes d'Albanie. Elle n'a jamais perdu son importance au cours des siècles. Pour ses nombreux monuments culturels, sa citadelle grandiose et l'architecture caractéristique de ses maisons, Berat a été proclamée ville-musée.

Gjirokastër, qui s'adosse à une montagne dans le sud du pays, constitue dans son ensemble un grandiose musée. La ville se caractérise par un réseau fort originalement conçu de rues et de ruelles et par son architecture médiévale. Les maisons d'habitation y sont de solides bâtiments de pierres. Etagées sur un versant abrupt, elles paraissent avoir été construites les unes sur les autres et confèrent à la ville un aspect fort pittoresque.

Les visiteurs peuvent admirer de très beaux travaux de sculpture sur pierre et sur bois, un art traditionnel de la ville.

En dépit de nombreuses constructions nouvelles, la ville a préservé les traits qui lui ont toujours été propres. Elle compte aujourd'hui 15.000 habitants.

QUE DEMONTRE L'ACCROISSEMENT NATUREL DE LA POPULATION ET DE LA DUREE MOYENNE DE LA VIE DES ALBANAIS ?

En un peu plus de deux décennies de pouvoir populaire, la population albanaise a doublé. Elle a atteint en mars 1968 le chiffre de 2 millions. Les statistiques démographiques des 22 dernières années montrent qu'en ce qui concerne le taux d'accroissement naturel de la population l'Albanie occupe une des premières places parmi les divers pays du monde. Alors qu'avant la guerre le taux d'accroissement naturel était de 16 pour 1000 habitants, ce taux a atteint ces dernières années le chiffre de 30 pour 1000. Les indices d'accroissement de la durée moyenne de la vie humaine sont également fort significatifs. Avant la Libération la durée moyenne de la vie était de 38 ans, alors qu'à l'heure actuelle elle est montée à 66 ans, soit le double environ.

Ces deux données fort significatives attestent en premier lieu l'amélioration constante du bien-être des travailleurs dans l'Albanie socialiste, la grande sollicitude qui y est montrée pour l'homme. Par rapport à 1950, le salaire réel des ouvriers et des employés s'était élevé en 1965 à 157 pour cent et les revenus réels de la paysannerie à 162 pour cent environ.

En Albanie rien n'est épargné pour le bonheur de l'homme. L'Etat assure aux travailleurs les meilleures conditions de vie possibles, il prend des mesures de toutes sortes pour la sauvegarde de leur santé. De grosses sommes sont engagées à cet effet. Un vaste réseau d'établissements prophylactiques et thérapeutiques s'étend jusqu'aux coins les plus reculés de la République. L'assistance médicale est dispensée gratuitement à la population entière sans exception. Des maladies telles que la malaria qui frappait avant la Libération la moitié de la population ont été éliminées. Les cas de tuberculose et d'autres maladies contagieuses ont très sensiblement diminué. Dans le cadre de la prévention sanitaire, les enfants sont vaccinés non seulement contre la variole, comme on se bornait à le faire dans le passé, mais aussi contre la diphtérie, la poliomyélite, la rougeole, etc. Les médicaments à l'usage des enfants âgés de moins d'un an sont fournis gratuitement dans les pharmacies, même pour les cas de traitement ambulatoire. Les mères d'enfants malades bénéficient d'un congé payé pour la durée de présence requise auprès de leurs enfants. Environ les deux tiers des frais nécessités pour l'entretien des enfants dans les crèches et les garderies sont couverts par l'Etat. Des maisons de repos sont mises à la disposition des enfants et des travailleurs dans les stations climatiques. Dans ce domaine également la majeure partie des dépenses est supportée par l'Etat.

Ces mesures ont eu pour effet que l'Albanie, de pays à taux de mortalité élevé (17 pour mille) qu'elle était avant la Libération a accédé au rang de pays à faible taux de mortalité (8,4 pour mille). Le travailleur albanaise regarde l'avenir avec optimisme. Il ne craint point d'être injustement licencié, chassé de sa maison, il ne craint pas d'avoir une vieillesse sans toit, sans secours et sans appui, il ne craint pas que ses enfants demeurent analphabètes. Il attend l'avenir le front haut, conscient du fait que son labeur et sa peine ne sont exploités par personne. Le développement ininterrompu, sans crises ni dépressions, de l'économie, développement qui est la concrétisation du travail productif social de tous les travailleurs devenus propriétaires des moyens de production, concourt directement à l'élévation ultérieure de leur niveau de vie. C'est ainsi que, par exemple, au cours du quatrième quinquennat (1966-1970), les dépenses pour les secteurs socioculturels seront de 21 pour cent plus élevées qu'au cours du troisième quinquennat. Durant le quinquennat en cours le revenu réel par habitant s'accroîtra de 17 pour cent.

LE PEUPLE ALBANAIS A FRAYE SON CHEMIN DANS L'HISTOIRE L'EPEE AU POING

L'ORIGINE DU PEUPLE ALBANAIS ET DE SA LANGUE

Dès le XV^e siècle, les humanistes albanais, se fondant sur des arguments historiques, considéraient à juste titre notre peuple comme le descendant des anciennes populations établies dans l'Antiquité sur le territoire de l'Albanie, autrement dit des Illyriens ou Epirotes. Par la suite, cette thèse s'est vue scientifiquement confirmée par bon nombre d'historiens et de philologues qui apportèrent à l'appui de leur opinion de solides données historiques et linguistiques. Une foule d'éléments d'origine illyrienne et notamment des noms de lieux, de personnes et certains termes relevés sur des inscriptions et chez les écrivains antiques, ne peuvent s'expliquer qu'à l'aide de vocables albanais. Les observations anthropologiques viennent raffermir la thèse qui attribue une origine illyrienne au peuple albanais. Ces observations montrent que le caractère brachycéphale des Albanais actuels correspond au caractère brachycéphale de la plupart des crânes des anciens Illyriens.

Les arguments solides qui militent en faveur de l'origine illyrienne du peuple albanais et, par conséquent, du fait qu'il est autochtone dans les régions qu'il peuple aujourd'hui, réfutent nettement les thèses, à la vérité dénuées de tout fondement scientifique et avancées par certains auteurs, selon lesquels les Albanais auraient immigré du Caucase. Ces historiens prennent pour unique base de leur raisonnement le fait qu'il existait dans les temps antiques au Caucase une région appelée Albania et un peuple dénommé Albani (alors qu'en réalité ce nom, de racine très ancienne, se retrouve dans diverses régions de l'Europe n'ayant entretenu aucun rapport entre elles.).

Les liens génétiques de l'albanais et de l'illyrien étaient rejetés en outre par un groupe de linguistes étrangers qui pensaient que l'albanais et les Albanais actuels se rattachent à une autre population très ancienne des Balkans, aux Thraces, qui vivaient dans les régions de l'Est de la péninsule.

Mais les études et les recherches intensives auxquelles se sont livrés, au cours des deux dernières décennies, les hommes de science albanais, archéologues, linguistes, etc., ont réussi à jeter un nouveau jour sur ces questions et à étayer de nouveaux arguments la thèse de l'origine illyrienne de la langue du peuple albanais et du caractère autochtone de celui-ci.

Fondant leurs conclusions sur une étude approfondie et très vaste du lexique de leur langue, les philologues albanais ont fait ressortir que celle-ci comporte une série d'éléments empruntés non seulement au latin des zones côtières mais aussi à l'ancien grec. Or ces éléments n'ont pu être transmis qu'à travers les colonies des pays du littoral, ce qui aurait été impossible si les ancêtres des Albanais avaient habité les régions intérieures de l'Est de la péninsule.

Les éléments thraces que l'on trouve dans l'albanais, ainsi que les éléments communs aux deux peuples, albanais et roumain, que l'on relève dans leurs langues, leurs folklores et leurs cultures matérielles, doivent s'expliquer par le fait qu'il existait à l'intérieur du territoire illyrien des îlots thraces et, d'autre part, que ces populations entretenaient entre elles des rapports mutuels assez étroits en un temps où leurs habitats étaient fort probablement plus proches qu'ils ne le sont aujourd'hui.

La thèse selon laquelle les Albanais se seraient établis dans leur habitat actuel à l'époque des migrations des peuples aux IV^e-VI^e siècles de notre ère est réfutée aujourd'hui de manière probante par les travaux des archéologues albanais. Poursuivant leurs fouilles et leurs études sur la culture matérielle de notre pays, ils ont démontré que la culture albanaise du haut Moyen Age, que l'on dénomme la «Culture de Koman» et dont on retrouve les traces sur une assez grande partie du territoire de l'Albanie actuelle comporte un bon nombre de points communs d'une part avec la culture des Illyriens antiques et d'autre part avec la culture des Albanais des époques postérieures. La «culture de Koman», en ce qu'elle constitue un chaînon historique intermédiaire, démontre que le territoire de l'Albanie a été constamment habité par la même population illyro-albanaise.

Mais les Illyriens, tout en représentant un maillon important dans le processus de formation du peuple albanais actuel, n'en sont cependant pas la souche première. La science archéologique et linguistique s'emploie à rechercher plus en arrière dans le temps les prédécesseurs des Illyriens, autrement dit les tout premiers ancêtres des Albanais actuels. S'appuyant sur un bon nombre de très anciens vestiges

demeurés dans la langue albanaise comme dans la culture matérielle du pays, certains hommes de science étrangers ont, dès le siècle dernier, formulé la thèse selon laquelle l'Albanie et le peuple albanais seraient les successeurs directs des Pélasges, que l'on considère comme les plus anciens habitants de la péninsule balkanique et du bassin méditerranéen. Les résultats des fouilles et des récentes recherches des archéologues albanais montrent que l'ancienne thèse d'après laquelle les Illyriens auraient immigré dans les régions de l'Albanie actuelle au début du premier millénaire avant l'ère nouvelle, autrement dit au début de l'époque du fer, ne peut plus être soutenue. Concordant en cela avec un bon nombre de leurs collègues balkaniques, les archéologues albanais estiment que la présence des Illyriens et de leur culture dans les régions albanaises date du milieu de l'époque du bronze sinon d'une époque antérieure. On voit donc qu'on peut rechercher les ancêtres des Albanais en des époques encore plus reculées de l'histoire.

L'opinion selon laquelle le peuple albanais se serait établi très anciennement dans les régions qu'il habite aujourd'hui s'est vue étayée de plus en plus solidement. Tout en assimilant dans les périodes postérieures de nouveaux éléments ethniques et culturels, notamment sous la domination romaine et byzantine comme pendant la colonisation slave, la population illyrienne a préservé dans le fond son propre caractère ethnique de même que sa langue et sa culture, et formé ainsi, à la faveur de nouvelles circonstances historiques, sociales et économiques, la nationalité albanaise actuelle.

La langue albanaise fait partie de la famille des langues indoeuropéennes. L'albanais actuel est la continuation de l'ancien albanais que l'on parlait en des temps très anciens dans ces régions des Balkans. De nombreux savants étrangers et albanais étudient l'ancienne origine de cette langue. Par ailleurs, la confrontation de nombreux noms de ville, de mont, de cours d'eau, etc, d'Albanie, sous leurs formes ancienne et actuelle, attestent le caractère autochtone du peuple albanais, l'évolution de ces toponymes étant propre à l'albanais et ne trouvant pas d'explication dans aucune autre langue de la péninsule balkanique.

Les études des albanologues albanais prennent une importance sans cesse croissante. De grands succès ont été obtenus en Albanie dans ce domaine au cours de ces deux dernières décennies et les études albanologiques qui avaient auparavant leur centre à l'étranger ont aujourd'hui définitivement fixé leur siège en Albanie. Le développement ultérieur des sciences albanologiques a été encouragé notamment par les conférences des études albanologiques qui ont eu lieu à Tirana en novembre 1962 et en janvier 1968. De nombreux albanologues de divers pays du monde sont venus y apporter leur concours.

DANS QUELLES CIRCONSTANCES HISTORIQUES LA NATION ALBANAISE A-T-ELLE VU LE JOUR ?

Avant la constitution de la nationalité albanaise, le territoire de l'Albanie était habité par les tribus illyriennes. A l'aurore de l'histoire ces populations étaient organisées en une multitude de communautés tribales. Les tribus qui composaient ces communautés étaient unies par de solides liens économiques, sociaux, spirituels et culturels, mais chacune de celles-ci menait une vie détachée, sans aucun lien avec les communautés voisines, en dépit du fait qu'elles parlaient la même langue.

La division sociale du travail entraîna l'accroissement de la production, engendra la propriété privée et donna naissance aux classes. De l'échange des produits à l'intérieur de la communauté on passa aux rapports commerciaux entre les diverses communautés. Un pas ultérieur fut franchi avec la création de cités et de villages peuplés d'habitants non unis par un lien tribal ou de sang. Par suite de l'instauration des rapports esclavagistes qui commencèrent à se propager en Illyrie du cinquième au quatrième siècle avant notre ère, on assiste à la formation de grandes communautés illyriennes qui avaient en commun non seulement la langue et le territoire mais aussi une certaine culture matérielle et spirituelle et qui entretenaient également des relations économiques. Dans ces vastes communautés territoriales les noms particuliers des anciennes tribus furent peu à peu remplacés par une appellation commune pour tous les membres de la grande communauté. Ainsi par exemple, le nom d' «Enchéliens» devint la dénomination commune désignant tous les habitants qui furent englobés dans la communauté de l'Etat des Enchéliens, sans égard à la tribu à laquelle ils appartenaient. Le même phénomène s'est produit pour les autres communautés.

L'extension ultérieure de ce processus qui devait conduire à la formation de la nationalité illyrienne fut entravé et retardé par l'occupation romaine qui se poursuivit depuis le II^e siècle avant notre ère

jusqu'au IV^e siècle de notre ère. L'empire romain transplanta par la force des populations illyriennes entières, réduites à l'esclavage ou proscrites, dans diverses régions éloignées de l'Illyrie, et établit de façon stable sur les territoires de l'Albanie actuelle de puissantes colonies romaines, tout en exerçant par le moyen de sa culture et de sa technique plus avancées une forte pression sur les populations de ces régions, et cela dans les domaines les plus variés. Ces circonstances créèrent pour la population illyrienne le danger de romanisation, le danger d'être amenée à former non pas une nationalité illyrienne mais une nationalité romaine ou néo-latine, comme devait notamment se former la nationalité française par la romanisation des Gaulois, la nationalité espagnole par la romanisation des Ibères, etc.

Il est vrai que la romanisation toucha une bonne partie de la population illyrienne établie dans les régions côtières, autour des villes et sur les terres propres à l'agriculture. Mais en dehors de ces territoires et surtout dans les hautes régions de l'intérieur, les Illyriens préservèrent leurs caractéristiques ethniques dans leur langue comme dans leur culture. Les événements qui suivirent mirent aussi très nettement en lumière l'étonnante vitalité des populations illyriennes. Après l'effondrement de l'Empire romain, les territoires de l'Albanie actuelle passèrent comme on sait, sous la domination de l'Empire byzantin, lequel, pendant deux siècles environ, n'apporta aucun changement à l'état de choses qu'il y avait trouvé. Il y laissa en vigueur les institutions esclavagistes romaines et, avec elles, le latin comme langue officielle, ecclésiastique et culturelle. Il en résulta que la pression romanisante se poursuivit pendant deux autres siècles encore. Au cours de cette période, les territoires de l'Albanie subirent une série d'invasions de la part de diverses peuplades barbares, telles que Wisigoths, Ostrogoths, Huns, Vandales. En général, ces peuplades n'occupèrent pais longtemps ces territoires, quoique certaines d'entre elles s'y fussent établies pendant une période relativement longue. Tel est le cas, entre autres, d'une partie des Wisigoths, qui demeurèrent dans les régions de l'Albanie centrale pendant près de 150 ans. Vers le sixième siècle commença la migration en masse des populations slaves. Au cours du septième siècle elles se fixèrent définitivement dans ces régions et cherchèrent à en devenir les maîtres. A leur flot dévastateur ne purent résister ni les cités ni les colonies romanisées, qui diminuèrent d'importance avec une surprenante rapidité pour finalement disparaître complètement.

De même que la conquête romaine, la colonisation slave créa pour les Illyriens qui avaient pu échapper à la romanisation un nouveau danger d'assimilation. Ainsi commença pour eux une nouvelle phase, celle de la lutte pour leur survivance ethnique. La population illyrienne, bien qu'acculée sur la portion de territoire de l'Albanie, résistait incroyablement à la pression slave et byzantine. Elle commença même à regagner les positions qu'elle avait perdues. Elle se dégagait définitivement de la coquille des communautés tribales et paysannes dans laquelle les pressions étrangères l'avaient maintenue. Ce phénomène, qui se manifestait dans les conditions de la naissance et de l'essor des rapports féodaux, conduisit à la fusion et à la formation d'une nouvelle communauté ethnique. Le noyau de cette nouvelle communauté humaine était constitué par les populations illyriennes. Mais ses membres différaient des Illyriens de la première époque. C'étaient bien les successeurs des Illyriens, mais, tout au long de leur croissance historique, ils avaient assimilé une série d'éléments linguistiques et culturels des Thraces, des Hellènes, des Romains, des Slaves, et avaient perdu en même temps beaucoup de leur antique fonds linguistique et culturel. La nouvelle population qui s'était formée au cours de ce processus historique s'était dépouillée, entre autres, de ses anciennes distinctions tribales ainsi que de son nom antique d'illyrienne. Ainsi, à l'aboutissement de ce long processus historique qui se poursuivit pendant plus de mille ans, une nouvelle nationalité se trouvait formée sur le territoire de l'Albanie, la nationalité albanaise, avec sa langue, l'albanais, et avec comme habitat, les régions de l'actuelle Albanie centrale. Face à ses voisins balkaniques, puis face à tous les peuples du monde, la nouvelle nationalité fit son entrée sur la scène de l'histoire avec une appellation commune — celle d'«arbër» ou «arbëresh». Ces populations étaient dénommées «albanesi» par les Latins, «arbanasi» par les Slaves, «arvanites» par les Grecs, etc, les appellations des anciennes communautés illyriennes étant ainsi laissées dans l'oubli. L'appellation commune n'était autre que celle de la tribu illyrienne des Albanoi, qui peuplait dans l'Antiquité les régions comprises entre Durrës, Lezhë et Dibër. Au XI^e siècle, à l'occasion des expéditions normandes contre Byzance, qui eurent pour théâtre l'Albanie, les chroniqueurs byzantins Mihail Attaliates et la princesse Anne Comnène citent le pays des Albanais sous le nom d'Albanon et le peuple lui-même sous celui d'Albanoi, Albanitai, Arbanitai.

Le nom des Albanais avec sa racine Arbër est encore vivace chez les Arbëreshs de l'Italie méridionale où vit une population albanaise, établie dans ces régions à partir du Moyen Age pour échapper à la servitude ottomane. La nationalité arbëresh formée au cours du haut Moyen Age alla sans cesse se renforçant au cours des siècles qui suivirent. Le XIX^e siècle vit la nationalité albanaise croître et former une nation.

LA VITALITE DE NOTRE NATION S'ILLUSTRE DANS LA LUTTE INCESSANTE QU'ONT LIVREE LES ANCIENS DES ALBANAIS POUR LA LIBERTE ET L'INDEPENDANCE

La lutte contre les envahisseurs étrangers occupe une place importante dans l'histoire de l'Albanie. Par ses actions d'éclat dans sa lutte contre les invasions étrangères et l'oppression politique et sociale qui les accompagna, le peuple albanais a écrit des pages glorieuses au livre de l'histoire universelle. La résistance des Illyriens contre l'occupation romaine et leur longue lutte qui se fondit avec les révoltes des esclaves et des colons et les migrations des tribus barbares contribuèrent au renversement de l'empire esclavagiste romain. Suétone lui-même, l'historien des I^{er} et II^e siècles de notre ère, écrit que l'insurrection des Illyriens des années 6 — 9 fut la plus terrible de celles auxquelles Rome eut à faire face au cours de toutes ses guerres étrangères après celle de Carthage. A ces mouvements participèrent aussi, aux côtés des hommes, les femmes illyriennes qui donnèrent de sublimes exemples d'héroïsme en se jetant du haut des citadelles ou en se laissant brûler vives avec leurs enfants à l'intérieur des villes pour ne pas se rendre à l'ennemi. Les annales de l'histoire médiévale font état de révoltes des Arbëreshs contre le joug féodal byzantin.

Nos ancêtres ont eu à endurer de très rudes épreuves dans leur lutte incessante pour la liberté et la sauvegarde de leur langue, de leur culture, de leurs coutumes et de leurs meilleures traditions, mais ils ont réussi, grâce à cette lutte, à échapper à toute assimilation.

En 1185, les féodaux albanais s'affranchirent de la tutelle du pouvoir byzantin et créèrent leur premier Etat — la principauté d'Arberie. Le centre de ce nouvel Etat était Krujë. Plus tard se formèrent plusieurs grandes maisons féodales notamment celles des Thopia, des Shpataj, des Ballsha, des Kastrioti, etc., lesquelles constituèrent des principautés féodales, qui étaient en état de guerre entre elles pour l'extension de leurs possessions.

Précisément au moment où se dessinait dans le pays le processus historique de centralisation qui devait conduire à la constitution d'un Etat unique, aux portes de l'Albanie apparurent les Turcs osmanlis. Notre peuple héroïque et indomptable, qui ne pouvait supporter la servitude étrangère, se dressa en lutte pour la liberté. Mais l'Etat féodal des Turcs osmanlis, mettant à profit les dissensions féodales et l'affaiblissement de l'empire byzantin dans la seconde moitié du XIV^e siècle, lança attaque sur attaque contre l'Albanie. Grâce à leurs forces numériquement fort supérieures les Turcs réussirent à envahir presque toute l'Albanie à l'exception des hautes régions.

LA CONTRIBUTION APPORTEE PAR LE PEUPLE ALBANAIS, CONDUIT PAR SON HEROS NATIONAL GJERGJ KASTRIOTI SKANDERBEG, A LA DEFENSE DE LA CIVILISATION EUROPEENNE.

Au XV^e siècle, quand la civilisation européenne se voyait menacée par le péril turc, le peuple albanais écrivit de son sang une épopée glorieuse. Sous la conduite du grand stratège, leur héros national, Gjergj Kastrioti Skanderbeg, les Albanais refoulèrent en 25 ans 22 grandes expéditions des armées turques en l'emportant à chaque fois et ce en un temps où les Osmanlis étaient considérés comme invincibles. Le sultan Murât II qui, pendant les 30 années de son règne n'avait connu que des victoires, subit en 1450 sous les murs de Krujë (centre de la résistance albanaise) une défaite complète. De même, son fils Mehmet II, qui prit Constantinople et que les Turcs avaient surnommé «Fatih» le Conquérant, se couvrit de honte.

Mieux que quiconque au Moyen Age, Skanderbeg réussit à entraîner à sa suite les larges masses populaires et à donner à la lutte libératrice un caractère populaire. Ce n'est qu'ainsi que peut s'expliquer l'épopée légendaire qui eut pour théâtre pendant un quart de siècle les montagnes, les vallées, les plaines et les citadelles d'Albanie, alors que toute l'Europe était prise de terreur devant la poussée irrésistible des Turcs.

Les luttes du peuple albanais sous la conduite de Skanderbeg contre les Turcs ont dépassé, par leur importance, les frontières du pays et revêtu une portée internationale. Les Albanais immobilisèrent une partie considérable de l'armée ottomane, en lui infligeant défaite sur défaite. Cela allégera la tâche des Hongrois dans leur lutte et empêcha le passage des Turcs en Italie. Les Albanais devinrent une puissante barrière qui fit obstacle à l'occupation de l'Europe par les hordes turques. Ainsi, par leur lutte héroïque, les Albanais jouèrent un rôle d'importance internationale dans la défense de la civilisation européenne.

Skanderbeg fut un grand chef. Il réussit à limiter le morcellement féodal et à créer un pouvoir central fort. Dans le même temps, il renforça, au moyen d'accords conclus avec les autres puissances, la position de l'Albanie dans l'arène internationale. Sur le plan militaire, il se montra un grand stratège, un maître de la guerre populaire et sut exploiter magistralement les particularités du relief montagneux de l'Albanie.

Le nom de Skanderbeg et les luttes héroïques menées sous sa conduite pour la liberté, furent retransmis *de* génération en génération dans la mémoire du peuple albanais. Le folklore et les chants populaires albanais les ont à jamais consacrés.

Après la mort de Skanderbeg, le peuple albanais continua de résister aux hordes turques. Mais devant un ennemi de la puissance de l'Empire ottoman avec ses ressources inépuisables, la défaite temporaire du peuple albanais, petit par le nombre, mal armé et sans alliés, était inévitable. Finalement les Turcs réussirent à conquérir l'Albanie ou plutôt les ruines qui en étaient restées. La conquête marqua le début d'une sombre période. Le pays subit d'immenses pertes humaines ; la majeure partie de la population fut exterminée ou quitta le pays pour échapper à la terreur féroce ; un grand nombre de villes et de villages furent rasés.

Mais s'ils firent la conquête militaire de l'Albanie, les Turcs ne réussirent jamais à soumettre le peuple albanais épris de liberté. Les représailles, les mesures les plus barbares ne purent éteindre chez celui-ci son amour de la patrie, de sa langue, de sa liberté et de son indépendance.

LA VOIE SUIVIE PAR LE PEUPLE ALBANAIS POUR LA CONQUETE DE SON INDEPENDANCE.

Pendant des siècles les Turcs s'efforcèrent d'imposer leurs lois et leurs coutumes à l'Albanie conquise. Ils usèrent de tous les moyens pour turquiser le peuple albanais, mais tous leurs efforts pour rattacher les destinées du pays au sort de Constantinople furent voués à l'échec. Les Albanais opposèrent une résistance inouïe à l'occupant. Les cinq siècles de domination ottomane sont remplis de soulèvements incessants contre le joug turc. Les montagnes surtout, comme toujours, abritèrent les nids de la liberté, mais dans les villes non plus, les Turcs n'arrivèrent pas davantage à leurs fins. Le XIX^e siècle est marqué par un essor fougueux de la conscience nationale albanaise et de la lutte pour la liberté et l'indépendance. Cette lutte avait pour objectif non seulement de briser les chaînes de la multiséculaire servitude étrangère mais d'instaurer l'indépendance nationale, de créer l'Etat albanais, non plus un Etat féodal, mais un Etat démocratique. Cette période, connue sous le nom de «Renaissance Nationale Albanaise», constitue l'une des pages les plus glorieuses de l'histoire de notre peuple. La lutte était ardue. Elle était dirigée non seulement contre la domination ottomane, mais encore contre les cliques chauvines des pays voisins qui se préparaient à démembrement l'Albanie dès que celle-ci se serait affranchie du joug turc. La lutte était également difficile du fait qu'elle était dirigée contre les féodaux du pays, qui avaient lié leur sort à celui de la Turquie et qu'il fallait surmonter la scission religieuse et régionale que les envahisseurs avaient imposée au pays. En dépit de ces difficultés, les forces patriotiques et démocratiques albanaises, loin de renoncer à leur effort, poursuivirent leur lutte héroïque par les armes et par la plume jusqu'à la victoire définitive.

Les années 1878-1881 marquèrent le début d'une nouvelle phase de la lutte du peuple albanais pour sa liberté et son indépendance. Par le traité de San Stefano qu'elles signèrent en 1878, les grandes puissances mutilèrent l'Albanie en donnant à la Bulgarie, à la Serbie et au Monténégro, des territoires purement albanais. Cette décision suscita de vives protestations parmi le peuple albanais. Le patriote de la Renaissance, Pashko Vasa, dans un pro memoria adressé à l'Ambassade britannique à Constantinople, déclarait notamment qu'«annexer au Monténégro ou à tout autre pays des régions albanaises, signifie non seulement commettre une criante injustice mais également un acte de

mauvaise politique qui ne pourra manquer de susciter un conflit sanglant. Les Albanais réclament le droit d'entrer dans la grande famille européenne.»

La lutte du peuple albanais était alors dirigée à la fois contre la Turquie et contre les grandes puissances. Par le traité de San Stefano et surtout au Congrès de Berlin, celles-ci cherchèrent en effet à démembrer l'Albanie au profit des pays voisins. Cette politique cachait les visées coloniales des puissances elles-mêmes, attirées par la situation stratégique de l'Albanie dans l'Adriatique, qui en faisait une importante tête de pont sur la Méditerranée, ainsi que par ses ressources naturelles.

Au début du XX^e siècle, la lutte du peuple albanais pour sa liberté et son indépendance revêtit un caractère plus massif, surtout de 1908 à 1912. En 1912, les soulèvements des Albanais contre la Turquie se muèrent en une insurrection armée générale, qui se propagea dans l'Albanie entière et fut couronnée le 28 novembre de la même année par la proclamation de l'indépendance nationale et la création à Vlorë d'un gouvernement albanais. Ce gouvernement, présidé par le vieillard patriote Ismaïl Qemal, déploya de gros efforts aussi bien sur le plan intérieur pour la mise sur pied de l'Etat albanais que dans l'arène internationale pour la défense des frontières de l'Albanie et de la cause albanaise contre les menées des puissances impérialistes qui cherchaient à démembrer notre pays et à satisfaire aussi les aspirations chauvines des pays voisins.

L'action du gouvernement d'Ismaïl Qemal fit comprendre au monde entier que le peuple albanais est capable de se gouverner lui-même et de vivre en tant que nation.

Le 29 juillet 1913, à la suite de longs marchandages, propres à la diplomatie secrète, impérialiste, les grandes puissances se virent contraintes de reconnaître l'indépendance de l'Albanie mais sous leur contrôle et leur garantie. Une neutralité inconditionnelle fut imposée au pays. Les frontières fixées laissaient en dehors de l'Etat albanais presque la moitié des territoires qui devaient être les siens. Contrairement à la volonté du peuple et sans l'approbation du gouvernement national de Vlorë, qu'elles forcèrent à démissionner, les grandes puissances dictèrent au pays son Statut et placèrent à la tête du nouvel Etat un prince étranger. Toutes ces mesures représentaient un outrage cuisant pour l'indomptable peuple albanais. Mais la situation intérieure comme la conjoncture internationale n'étaient guère favorables à un nouveau soulèvement contre les grandes puissances. Le monde se trouvait à la veille de la première guerre mondiale. Les ennemis de l'Albanie tentaient de mettre à profit le «contrôle» international pour s'assurer, au moment opportun, un morceau de choix. Il apparut évident que le contrôle international n'était qu'une nouvelle forme de joug. La neutralité de l'Albanie proclamée par les grandes puissances devait être violée quinze mois plus tard par ces puissances elles-mêmes. Elles qui avaient garanti l'«indépendance» du pays, en devinrent les fossoyeurs les plus zélés.

Au cours de la première guerre mondiale, l'Albanie, bien que n'y étant nullement impliquée, fut convertie en un champ de bataille des pays belligérants. Le Nord du pays fut occupé par les Austro-Hongrois, le Sud par la Grèce, Vlorë par l'Italie et une partie de l'Albanie centrale par la Serbie et le Monténégro.

Les événements atteignirent leur point culminant en avril 1915 quand l'Angleterre, la France, la Russie tsariste et l'Italie, — quatre des six grandes puissances qui avaient signé l'acte proclamant l'indépendance de l'Albanie et garantissant ses frontières, — souscrivirent maintenant à l'infâme traité de Londres qui mettait fin à l'indépendance de l'Albanie et démembrait son territoire au profit des pays voisins.

A la fin de la première guerre mondiale, l'Albanie se trouvait de nouveau dans une situation tragique. Le pays, dévasté par la guerre, pouvait s'attendre à un démembrement complet. L'Albanie n'était pas du tout représentée à la Conférence de la paix réunie en 1919 à Paris sur l'invitation des grandes puissances, en vue de remanier la carte du monde, et elle n'y comptait aucun défenseur. Elle languissait encore sous l'occupation de divers pays étrangers qui décidaient de son sort. Mais ses enfants n'abandonnèrent pas le destin de leur pays entre les mains de la Conférence de Paris. Ils se dressèrent de nouveau en défense de la patrie. Le 21 janvier 1920, les patriotes albanais convoquèrent dans la petite ville de Lushnjë un congrès national historique qui dit «non» aux marchandages de Paris. Le Congrès ne se borna pas à adopter des décisions mais il prit aussi des mesures énergiques. Au point le plus névralgique des territoires qui étaient alors l'objet des complots et des convoitises impérialistes, précisément dans la région de Vlorë que Rome considérait comme le Gibraltar de

L'Adriatique, éclata en juin 1920, un soulèvement qui avait pour but la libération du pays. Les insurgés albanais, par leur héroïsme sans pareil, l'emportèrent sur les forces considérables de l'ennemi et contraignirent le gouvernement italien à entrer en négociations avec le gouvernement de Tirana et à signer avec lui, le 2 août 1920, l'accord stipulant le retrait de ses troupes des zones occupées, et à reconnaître l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Albanie.

Au lendemain de la première guerre mondiale, l'Albanie, qui ne s'était assurée son salut que grâce au combat de ses fils, entreprit son oeuvre d'édification étatique, sociale, économique et culturelle. Les milieux démocratiques, qui étaient en opposition avec les forces conservatrices et réactionnaires, menèrent une lutte résolue pour engager le pays dans la voie du progrès, de la civilisation et de la démocratisation. Les forces progressistes bénéficiaient de l'appui et du soutien du peuple tout entier, qui s'efforçait de s'affranchir de l'oppression des beys et de mettre un terme une fois pour toutes à l'état de régression séculaire.

Au cours des années 1920-1924 on vit se propager dans tout le pays un vaste mouvement antiféodal pour la démocratisation du pays. Ce mouvement, qui fut couronné par le triomphe de la révolution démocratique bourgeoise de juin 1924, amena au pouvoir le premier gouvernement démocratique bourgeois à caractère révolutionnaire dans les Balkans. Le programme de ce gouvernement, présidé par Fan Noli, était démocratique et promettait la mise en oeuvre de réformes progressistes.

Mais une fois de plus, les puissances impérialistes ne se firent pas faute d'intervenir. Par l'intermédiaire de traîtres et de féodaux du type d'Ahmet Zogu, lui-même secondé par l'armée yougoslave et les bandes de gardes blancs, ils renversèrent le gouvernement de Fan Noli et installèrent au pouvoir un régime réactionnaire et antinational.

Ahmet Zogu accéda d'abord au pouvoir en qualité de président de la République mais, en 1928, il institua la monarchie et se proclama lui-même roi des Albanais. Président ou roi, Zogu ne cessa d'être un dictateur, un despote de type oriental, un «petit sultan» comme on l'appelait ironiquement en Albanie. Il considérait et traitait le pays comme son domaine personnel. Le chômage, la pauvreté et la misère, l'oppression et la violence, l'injustice et la corruption, la faim et les maladies, voilà ce qu'apporta surtout la politique intérieure de Zogu. Le tapage démagogique mené à propos des réformes et les promesses rebattues ne visaient qu'à berner les masses, à camoufler la politique foncièrement réactionnaire, le pillage du trésor public et les exactions qui étaient le fait de Zogu et de sa clique.

Les résultats de sa politique étrangère étaient encore plus lamentables. Arrivé au pouvoir avec l'aide des baïonnettes étrangères et se sentant obligé envers ses patrons, Zogu pratiqua à leur égard la politique de la porte ouverte. Dès 1925, les monopoles italiens se voyaient accorder une série de concessions portant sur la prospection et l'exploitation des ressources du sous-sol, ainsi que dans les secteurs bancaire, commercial et agricole. En 1926 fut signé à Rome le «pacte d'amitié et de sécurité», et, une année plus tard, le «traité d'alliance défensive», aux termes desquels l'Italie acquérait le droit d'intervenir militairement en Albanie, sous le prétexte d'une menace étrangère ou intérieure. Les prêts italiens placèrent l'Albanie sous la tutelle économique de Rome. Les missions militaires italiennes et les organisations fascistes qui se diffusèrent largement dans les rangs de l'armée et dans l'administration albanaise préparèrent l'occupation du pays. Le 7 avril 1939, l'armée fasciste italienne attaqua l'Albanie. Par suite de la trahison du roi Zog qui s'enfuit lâchement à l'étranger le peuple albanais se trouva sans défense.

Les envahisseurs fascistes entreprirent une vaste campagne d'italianisation du pays, en combinant à cette fin la terreur et la diffusion de leur idéologie empoisonnée fasciste. Ils visaient à traduire dans la réalité la vieille politique coloniale romaine, mais par l'ambition de faire de l'Adriatique un lac italien. Cette politique impliquait l'italianisation des côtes orientales de l'Adriatique, comme s'était efforcé de le romainiser en son temps la Rome antique. Un an après l'invasion de l'Albanie le nombre des ouvriers italiens dans notre pays dépassait celui des ouvriers albanais. Les Italiens commencèrent à faire arpenter les terres et il fut question de transplanter la paysannerie albanaise dans les régions reculées de l'intérieur du pays. Les villes furent couvertes d'un dense réseau d'institutions culturelles italiennes, d'entreprises italiennes, etc.

Mais le peuple albanais ne fut ni effrayé ni dupe de la politique fasciste. Comme toujours, il se dressa en défense de la patrie et de sa liberté.

LES ASPECTS ESSENTIELS DE L'EPOPEE DE LA LUTTE DE LIBERATION NATIONALE

La Lutte de Libération Nationale s'engagea en Albanie dès les premiers jours de l'agression fasciste, en avril 1939, comme une résistance légitime contre les envahisseurs, comme une lutte de caractère purement national et antifasciste. Dès lors, elle ne cessa de croître. Les occupants et leurs valets de l'intérieur étaient incapables d'enrayer la propagation de la lutte antifasciste. La situation requérait à tout prix une direction solide, apte à réaliser l'union du peuple, à lui faire prendre profondément conscience des buts de la lutte et de le conduire à la victoire complète sur les ennemis de l'extérieur et de l'intérieur. Le peuple albanais trouva une telle direction dans le Parti Communiste Albanais qui fut fondé dans la clandestinité le 8 novembre 1941, dans un quartier pauvre de Tirana.

Avec la fondation du Parti Communiste, la Lutte de Libération Nationale en Albanie entra dans une nouvelle étape. Elle prit bien vite une grande ampleur, s'intensifia et se mua en une véritable révolution populaire. Le Parti Communiste dirigea la Lutte de Libération Nationale en s'appuyant sur un programme politique fort clair ayant pour objectif la libération nationale et sociale et fit comprendre au peuple quels étaient les buts de cette lutte. Les larges masses populaires virent dans le programme du Parti une juste politique qui répondait entièrement aux exigences politiques du moment et à leurs propres aspirations, aux intérêts supérieurs de la patrie. Ces masses se persuadèrent aussi par leur propre expérience que les communistes traduisaient leurs paroles en actes, en s'érigeant eux-mêmes en exemples d'héroïsme, d'abnégation au service de la grande cause de la Libération, d'attachement et de fidélité au peuple et à la patrie, de confiance inébranlable dans la victoire. Ainsi, moins de neuf mois après la fondation du Parti Communiste, celui-ci fut reconnu par les larges masses comme le seul dirigeant de la Lutte de Libération Nationale, capable de mener cette lutte jusqu'à la victoire complète sur les ennemis de l'extérieur et de l'intérieur.

Le Parti Communiste unit et organisa le peuple albanais en un Front unique de Libération Nationale, dont les fondements furent jetés à la Conférence de Pezë, conférence de Libération Nationale à l'échelle du pays tout entier, qui se réunit en septembre 1942. Sous la direction du Parti, la lutte armée sur une vaste échelle s'engagea en 1942 contre les envahisseurs et les traîtres, lutte qui servit de base à la préparation de la grande insurrection populaire antifasciste. Le nombre des combattants armés de la Résistance albanaise dépassait en 1942 déjà 10.000.

Dans le feu de la lutte contre les oppresseurs fascistes italiens et les traîtres, naquirent les conseils de Libération Nationale. Ces organes avaient pour fonction de mobiliser le peuple dans la lutte et constituaient en même temps les embryons du pouvoir politique révolutionnaire.

En 1943, surtout après la victoire historique de l'Armée Rouge à Stalingrad, qui marqua un tournant décisif dans la seconde guerre mondiale, la Lutte de Libération Nationale en Albanie prit une particulière ampleur. Dès l'été 1943, la majeure partie des régions d'Albanie (à l'exception des villes principales) se trouvait entre les mains des combattants pour la liberté.

La Lutte de Libération Nationale revêtait la forme d'une grande insurrection populaire. Dans ces conditions, sur l'initiative du Parti Communiste Albanais, se réunit, au début de juillet 1943, le Conseil Général de Libération Nationale qui décida la création de l'Etat-major général et la fusion de tous les détachements et bataillons partisans dans l'Armée de Libération Nationale.

L'Italie fasciste ayant capitulé le 8 septembre 1943, l'Albanie fut occupée par l'armée nazie. Les hitlériens s'efforcèrent d'abord de bernier le peuple albanais en se présentant comme les libérateurs de l'Albanie du joug italien. Mais les masses populaires ne se laissèrent pas abuser. Elles avaient clairement conscience que les nazis allemands étaient les ennemis jurés du peuple albanais, les ennemis de l'humanité entière, des bourreaux qui avaient massacré des millions d'innocents, les destructeurs de la culture universelle et qu'ils étaient venus chez nous en envahisseurs pour prendre la place des occupants fascistes italiens. Le peuple albanais ne pouvait s'accommoder à aucune sorte d'occupation, à aucune sorte de gouvernement de traîtres. Il ne reconnaissait que le pouvoir des conseils de Libération Nationale.

Ainsi, le peuple albanais poursuivit la lutte contre les nouveaux occupants avec encore plus d'ardeur. A la fin de 1943, le chiffre des effectifs des unités de l'Armée de Libération Nationale avait atteint 20.000 combattants.

En outre, quelque 20.000 personnes armées faisaient partie des détachements d'auto-défense des villages et des unités de combat des villes occupées.

Les envahisseurs fascistes allemands et les traîtres mirent tout en oeuvre pour détruire l'Armée de Libération Nationale et le Front de Libération Nationale, en organisant des opérations militaires exterminatrices avec la participation de divisions entières. Mais leurs tentatives se soldèrent toutes par des échecs complets.

En mai 1944, lorsque les grandes victoires de l'Armée soviétique, qui avait atteint les Balkans, et les effets de la lutte héroïque du peuple albanais permettaient d'entrevoir la proche libération de l'Albanie, se réunit dans la ville libérée de Permet, le premier Congrès Antifasciste de Libération Nationale, qui élit le Conseil Antifasciste de Libération Nationale — la première Assemblée populaire d'Albanie, et qui créa le gouvernement provisoire révolutionnaire avec à sa tête le camarade Enver Hoxha.

Le 26 juin 1944, l'Armée de Libération Nationale Albanaise, ayant pour but la libération complète du pays, lance son offensive dans le Nord de l'Albanie encore occupé par les nazis allemands et les traîtres. Cette date marque le début de l'étape définitive de la Lutte de Libération Nationale du peuple albanais. Dès lors l'Armée de Libération Nationale Albanaise avait pris la forme d'une armée régulière composée de divisions et de corps d'armée. Les effectifs de l'A.L.N.A. atteignirent le chiffre de 70.000 combattants, armés de fusils, d'armes automatiques, de mitrailleuses et de pièces d'artillerie, capturés dans leurs combats contre les envahisseurs italiens et allemands. Outre l'armée proprement dite, quelque 50.000 personnes prenaient les armes aux côtés des partisans chaque fois que se déroulaient des combats dans leur région.

Après d'âpres combats livrés contre les envahisseurs hitlériens et les traîtres du pays, les combattants de l'Armée de Libération Nationale libèrent coup sur coup, de juin à novembre 1944, toutes les régions et les villes du pays, détruisant d'importantes forces militaires et un abondant matériel de l'ennemi. Durant cette période, les unités de l'A.L.N.A., coordonnant leurs opérations avec les formations de l'Armée de Libération Nationale yougoslave, libèrent aussi les villes de Dibër, Prizren, Gjakovë, Pejë, presque tout le Kosovo et le plateau du Dukagjin.

L'une des plus grandes batailles livrées par l'Armée de Libération Nationale albanaise au cours de la phase définitive de la lutte fut sans conteste celle pour la libération de la capitale, Tirana. Elle dura 19 jours, du 29 octobre au 17 novembre 1944. La bataille de Tirana avait véritablement le caractère d'un combat frontal et elle se déroula selon toutes les règles d'une guerre mettant aux prises deux armées régulières. Quelque 5.000 soldats hitlériens furent tués et un nombre considérable de prisonniers capturés au cours des combats.

Le 29 novembre 1944, les forces de l'Armée de Libération Nationale libèrent l'Albanie entière. Dans tout le pays fut instauré le pouvoir populaire. La lutte héroïque du peuple albanais sous la conduite du Parti Communiste Albanais fut couronnée d'une victoire complète.

Aussitôt après la libération du pays deux divisions de l'Armée de Libération Nationale albanaise (les V^e et VI^e divisions) pourchassèrent les envahisseurs hitlériens sur les territoires yougoslaves et participèrent, aux côtés de l'Armée de Libération Nationale yougoslave, à la libération du Monténégro, de la Bosnie et de l'Herzégovine.

LA CONTRIBUTION DU PEUPLE ALBANAIS A LA LUTTE DES PEUPLES CONTRE LE FASCISME

Tout en luttant avec héroïsme pour sa libération nationale, le peuple albanais a apporté sa modeste contribution à la grande bataille des peuples contre le fascisme. Sa Lutte de Libération Nationale, livrée sur les arrières de l'ennemi en même temps que celle des autres peuples opprimés, constituait une aide importante et un soutien vigoureux pour la victoire finale sur le fascisme.

Par leur lutte héroïque, les partisans albanais ont engagé en Albanie 100.000 soldats italiens et 70.000 allemands en leur infligeant de lourdes pertes : environ 70.000 tués, blessés et prisonniers. L'Armée de

L.N. a, en outre, capturé ou détruit à l'ennemi 2.100 blindés, tanks ou véhicules militaires, plus de 4.000 mortiers, canons et mitrailleuses et incendié 216 dépôts de munitions.

En dépit de sa faible population qui ne dépassait pas alors 1.200.000 habitants, notre pays occupe une des premières places pour ce qui est des pertes humaines et des dégâts matériels subis dans la deuxième guerre mondiale. La petite Albanie a offert dans cette lutte titanique 28.000 martyrs, soit 2,48 pour cent de sa population, se classant ainsi à la cinquième place parmi les nations du bloc antifasciste. Ce pourcentage des tués est 3.1 fois supérieur à celui de l'Angleterre, 17,59 fois supérieur à celui des Etats-Unis d'Amérique. Les pertes militaires en hommes de l'Albanie s'élèvent à 11.000 tués, soit 0,97 pour cent de la population, ce qui la classe à la quatrième place parmi les nations du bloc antifasciste. Le pourcentage des blessés au cours de la guerre s'élève à 11 habitants pour 1.000, soit cinq fois plus que la moyenne générale des blessés des pays du bloc antifasciste, l'Union Soviétique exceptée. 44.500 personnes, soit 3,96 pour cent de la population, ont été emprisonnées ou déportées. Ainsi 86.000 personnes, soit 7,64 pour cent de la population albanaise ont été tuées, mutilées ou physiquement amoindries.

Les dégâts matériels subis par l'Albanie sont tout aussi colossaux. Qu'il suffise de rappeler que 36,66 pour cent des habitations ont été incendiées. Le total des dommages matériels est estimé à plus de 1 milliard 603 millions de dollars, au cours de 1938, soit 1.603 dollars par habitant.

Mais ces chiffres sont trop pauvres pour illustrer les sacrifices inouïs des vaillants partisans et de tout le peuple albanaise. Mal vêtus, mal chaussés, sans armes, souvent affamés, dans la neige et sous la tempête, ils n'ont pas laissé un instant de répit à l'ennemi.

QUEL FUT LE CARACTERE DE LA LUTTE DE LIBERATION NATIONALE DU PEUPLE ALBANAIS ?

La lutte du peuple albanaise avait pour but essentiel la libération complète de l'Albanie des envahisseurs étrangers, la conquête de la véritable indépendance nationale et l'instauration de la démocratie populaire. Les principales contradictions sociales qui existaient à l'époque en Albanie étaient en premier lieu la contradiction entre les envahisseurs fascistes, qui avaient asservi le pays d'une part et le peuple albanaise, qui désirait vivre libre et indépendant de l'autre ; la contradiction entre les vestiges du régime féodal — base sociale de l'occupation étrangère — et les larges masses populaires qui réclamaient l'instauration des libertés démocratiques.

C'est précisément à la solution de ces contradictions que visait la lutte du peuple albanaise contre les occupants fascistes et les traîtres. La classe des grands propriétaires féodaux, des bayraktars et des gros commerçants se mit au service des envahisseurs fascistes et lia son sort à celui de l'Italie et de l'Allemagne fascistes.

Ainsi donc, la Lutte de Libération Nationale du peuple albanaise avait un double caractère; c'était d'abord une révolution anti-impérialiste, antifasciste mais c'était aussi une révolution antiféodale, démocratique, populaire. Les forces motrices de la Lutte de Libération Nationale étaient représentées par la classe ouvrière, la paysannerie pauvre et moyenne, la petite et moyenne bourgeoisie des villes, les intellectuels patriotes. La force dirigeante était la classe ouvrière, les autres forces étaient ses alliées.

La classe ouvrière albanaise était fort jeune, petite en nombre et disséminée, encore à sa phase de formation en tant que prolétariat industriel, insuffisamment trempée dans la lutte révolutionnaire contre les exploiters capitalistes. Elle avait toutefois son propre parti marxiste-léniniste, le Parti Communiste d'Albanie (aujourd'hui le Parti du Travail d'Albanie) pour lequel les intérêts du peuple sont les intérêts suprêmes. La tâche stratégique fondamentale du Parti consistait à « combattre pour l'indépendance nationale du peuple albanaise et l'instauration d'un gouvernement démocratique populaire dans une Albanie libérée du fascisme. » Le Parti rassembla toutes les forces patriotiques et antifascistes du pays en un Front unique de Libération nationale. Le programme du Parti définissait comme principale forme de lutte, l'insurrection armée. L'Armée de Libération Nationale avait pour commandant suprême Enver Hoxha, secrétaire général du P.C.A. Le commandant de chaque subdivision de l'armée avait à son côté un commissaire politique, représentant du Parti. Aux Conseils

de Libération Nationale des régions et des districts participaient des communistes et des patriotes sans parti, qui avaient à coeur la cause de la libération de la patrie et du peuple.

La paysannerie était la base sociale la plus large de la Lutte de Libération Nationale albanaise, sa source et sa principale force de choc. Par sa participation active et multiforme à la lutte contre les occupants et les traîtres, elle joua un rôle décisif pour l'obtention de la victoire.

La paysannerie albanaise, qui constituait plus des 4/5 de la population du pays, conservait dans son sein de grandes énergies révolutionnaires et d'éclatantes traditions patriotiques et combattives.

La bourgeoisie nationale représentait sans doute dans cette lutte l'élément le plus contradictoire. Menacée de destruction par la pression constante du capital étranger et sujette à la fois à l'influence du patriotisme traditionnel du peuple albanais, la moyenne et petite bourgeoisie des villes était, en son essence, contre l'occupation fasciste du pays et elle haïssait les féodaux. Mais elle n'en était pas moins chancelante, peu résolue à mener jusqu'au bout une lutte sans compromis contre l'occupant.

Il convient de relever également que la bourgeoisie nationale, économiquement trop faible, manquant de maturité politique et d'expérience de la lutte politique n'était pas en mesure de jouer un rôle dirigeant dans la lutte contre les occupants fascistes. Elle n'avait pas son propre parti politique et ne constituait pas une force politique homogène.

Il en résulta qu'une partie de la bourgeoisie nationale et en particulier la petite et moyenne bourgeoisie des villes prit part à cette lutte sous la conduite du Parti Communiste d'Albanie.

Le Front de Libération Nationale créé sur l'initiative du Parti Communiste d'Albanie présentait ses traits originaux. Il ne fut pas organisé comme une coalition de partis et de groupes politiques mais comme un rassemblement volontaire de toutes les, forces révolutionnaires antifascistes du pays, sous la conduite unique et directe du Parti Communiste. Cette union avait pour fondement la lutte sans réserve et sans compromis contre les occupants étrangers. La base de ce Front était constituée par l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie laborieuse.

Les féodaux, les bayraktars, la grande bourgeoisie commerçante et la paysannerie riche, autrement dit les anciennes classes exploiteuses et leurs représentants étaient demeurés en dehors du Front antifasciste et lui étaient hostiles ; ils collaborèrent avec l'occupant fasciste. Ils se déclarèrent ouvertement contre le Front de Libération Nationale. Les forces de la réaction mirent sur pied les organisations de traîtres du «Balli Kombëtar», du «legaliteti», lesquelles, unies à l'occupant, se jetèrent dans la lutte armée contre l'Armée et le Front de Libération Nationale. A cette époque, la Lutte pour la libération nationale se transforma en une guerre civile qui prit un caractère généralisé.

La particularité essentielle de l'insurrection armée en Albanie consistait en ce qu'elle n'était pas une action unique et qui ne devait durer que quelques jours ou quelques semaines mais qu'elle représentait tout un long processus. La guerre partisane, qui prit de vastes proportions à l'été de 1942, servit de base réelle pour la préparation de l'insurrection armée populaire. A l'été de 1943, avec la création de l'Armée de Libération Nationale et de son Etat-major général, la guerre partisane se convertit en une authentique insurrection armée du peuple tout entier.

Dans les conditions concrètes de l'occupation du pays et de la seconde guerre mondiale, l'insurrection armée en Albanie ne devait cesser de croître jusqu'à la victoire complète, et cela principalement sous la forme de la guerre partisane.

Dans le cadre de la guerre mondiale, la lutte armée partisane du peuple albanais pouvait être considérée comme une lutte sur les arrières de l'ennemi. En tant que telle, elle jouait un rôle auxiliaire dans la lutte générale antifasciste. Mais à l'échelle nationale, son rôle était décisif. L'Armée de Libération Nationale Albanaise n'accomplissait pas seulement des tâches tactiques et opérationnelles mais aussi des tâches stratégiques, en d'autres termes elle s'était fixé pour objectif de libérer tout le pays et d'assurer l'instauration du pouvoir populaire sans attendre l'arrivée de forces de l'étranger.

La question essentielle de toute révolution est la question du pouvoir. Cette question décisive, les masses populaires d'Albanie la résolurent avec un plein succès par la Lutte de Libération Nationale. Avant même que le pays fût entièrement libéré des envahisseurs étrangers, l'ancien pouvoir oppresseur féodal et bourgeois fut détruit, et, à sa place, fut instauré le pouvoir des Conseils de Libération

Nationale, le pouvoir des forces démocratiques révolutionnaires du peuple albanais en tant qu'unique pouvoir politique légal en Albanie.

Par ses formes et les moyens qu'elle mettait en oeuvre, la Lutte de Libération Nationale s'apparentait à la révolution populaire, alors que son contenu était marqué par le développement des éléments de la révolution socialiste. Ces éléments consistaient d'abord dans le fait que la Lutte de Libération Nationale mit fin non seulement à la domination de l'impérialisme et de la classe féodale, mais aussi au pouvoir politique de la bourgeoisie; puis en ce que le Parti Communiste était l'unique parti dirigeant au sein du nouveau pouvoir politique, et dans toute la vie politique du pays ; enfin, en ce que le nouveau pouvoir politique, élu dès le premier Congrès Antifasciste de Libération Nationale réuni à Permet en mai 1944, représentait une dictature démocratique du peuple, qu'il contenait en soi les embryons en croissance rapide de la dictature du prolétariat.

La libération du pays marqua dans l'ensemble la fin de la première étape de la révolution populaire et inaugura le prompt développement de la révolution socialiste. Les tâches économiques et sociales de la révolution démocratique, qu'il n'était pas opportun de réaliser durant la Lutte de Libération Nationale, furent menées à bien après la guerre, dans le cadre du développement de la révolution socialiste.

La Lutte de Libération Nationale du peuple albanais n'était pas isolée de la lutte générale antifasciste que menaient les peuples et pays du monde contre les ennemis communs, les agresseurs fascistes allemands, italiens et japonais. Elle faisait partie intégrante de la grande lutte' antifasciste universelle. Sa portée était par conséquent internationale.

La grande lutte antifasciste des peuples du monde entier et en premier lieu la grande guerre patriotique de l'Union Soviétique représentaient l'appui extérieur à la Lutte de Libération Nationale en Albanie. Le Parti Communiste d'Albanie éduqua le peuple albanais dans un esprit d'authentique internationalisme, d'amitié et de fraternité avec les autres peuples. La juste attitude de principe du peuple et du Parti Communiste d'Albanie à l'égard de la grande coalition antifasciste en général et de chacun des alliés du dehors en particulier, fut d'un grand poids pour la victoire du peuple albanais dans sa Lutte de Libération Nationale. Dès le début, les masses populaires et le Parti Communiste d'Albanie jugèrent la coalition anglo-soviéto-américaine comme une grande alliance militaire nécessitée par les circonstances afin de sauver le monde du danger d'asservissement fasciste et apprécièrent à sa juste valeur le rôle historique de cette coalition tant pour le salut du monde que pour la libération de l'Albanie.

Le peuple albanais et le Parti Communiste d'Albanie adoptèrent une attitude différenciée à l'égard de chacun des alliés du dehors. Le Parti Communiste d'Albanie avait clairement expliqué au peuple qu'à cette époque seule l'Union Soviétique était son alliée fidèle et sincère et que, par conséquent, pour conquérir sa liberté et son indépendance, il devait rattacher sa lutte de libération nationale en premier lieu à la Grande Guerre patriotique de l'Union Soviétique.

Le peuple et le Parti Communiste Albanais ne tolérèrent aucune intervention des alliés du dehors dans les questions intérieures politiques, militaires et économiques du pays.

Les tentatives répétées des gouvernements anglo-américains et de leurs missions en Albanie pour s'ingérer dans les affaires intérieures du pays et empêcher la victoire des forces révolutionnaires et l'instauration du pouvoir populaire échouèrent toutes, car le Parti Communiste d'Albanie et le Commandement Suprême de l'Armée de Libération Nationale ayant à sa tête le camarade Enver Hoxha observèrent une attitude ferme et résolue à l'égard de toutes les pressions anglo-américaines, défendirent avec opiniâtreté les intérêts de la patrie et de la révolution.

Le peuple albanais et le Parti Communiste d'Albanie n'ont jamais attendu que la liberté leur soit offerte par autrui. Les masses populaires d'Albanie étaient pleinement conscientes que la liberté ne s'offre ni de dehors ni de dedans, mais qu'elle se conquiert au prix de beaucoup d'efforts, de sacrifices et de sang versé.

La lutte héroïque du peuple albanais lui-même, conduit par le Parti Communiste d'Albanie, a été le facteur intérieur déterminant pour la conquête de la pleine indépendance nationale et l'instauration du pouvoir populaire, alors que la victoire historique de l'Union Soviétique sur l'Allemagne hitlérienne a constitué le facteur extérieur décisif de ces succès.

L'ORDRE ETATIQUE DANS LA REPUBLIQUE POPULAIRE D'ALBANIE

DANS QUELLES CIRCONSTANCES EST NE LE POUVOIR POPULAIRE ?

L'instauration du nouveau régime socialiste en Albanie est la plus grande conquête de la révolution populaire réalisée par le peuple albanais héroïque et tant éprouvé. Pour la première fois dans l'histoire multiséculaire du pays, la domination des exploités a été renversée et tout le pouvoir est passé aux mains des masses laborieuses citadines et rurales conduites par la classe ouvrière. L'instauration du pouvoir populaire a marqué un grand tournant décisif dans le destin historique du peuple albanais et inauguré une nouvelle étape dans son existence. L'Albanie a rompu une fois pour toutes avec le système impérialiste et capitaliste et le peuple s'est vu ouvrir la large, la lumineuse voie de l'édification du socialisme où tout se fait au nom et dans l'intérêt des travailleurs.

Le pouvoir populaire a vu le jour dans le feu de la Lutte de Libération Nationale. Le premier document du Parti Communiste d'Albanie paru au mois de novembre 1941 posait devant les communistes et le peuple albanais non seulement le problème de la libération nationale mais aussi la question de la prise du pouvoir politique par les masses laborieuses, la lutte «pour une Albanie libre, démocratique et populaire.»

Le premier pas décisif vers la mise sur pied du nouveau pouvoir fut accompli à la Conférence de Libération Nationale, conférence à l'échelle nationale réunie le 16 septembre 1942 au village de Pezë, situé à 18 kilomètres seulement de Tirana et libéré par les forces partisans. C'est là que fut formé le Front de Libération Nationale qui groupa dans son sein toutes les forces patriotiques du pays sans distinction idéologique, régionale ou religieuse, dans la lutte contre l'occupant fasciste et les traîtres au pays. Le Front de Libération Nationale était dirigé par le Conseil Général de Libération Nationale qui se composait de représentants élus, communistes, nationalistes, démocrates, représentants de la jeunesse communiste, des femmes antifascistes, etc.

La Conférence de Pezë décida également de former dans tout le pays, légalement dans les zones libérées, et illégalement dans les zones qui languissaient encore sous la botte des occupants fascistes, des conseils de Libération Nationale élus par le peuple. Les conseils de Libération Nationale avaient deux sortes d'attributions : ils étaient d'une part les organes mobilisateurs de l'insurrection armée et d'autre part les organes du pouvoir local, le noyau du nouveau pouvoir révolutionnaire, érigé sur les ruines de l'ancien pouvoir des envahisseurs et des classes exploiteuses.

Après la conférence historique de Pezë, en dépit de tous les efforts de l'ennemi et de la terreur inouïe qu'il fit sévir, les conseils de Libération Nationale furent créés dans les villages comme dans les villes.

La vitalité et l'activité des conseils de Libération Nationale dans tous les domaines rehaussèrent le prestige du Front de Libération Nationale à l'intérieur du pays comme à l'étranger. C'est à cette activité que l'on dut, à la fin de 1942, la reconnaissance par les grandes puissances alliées — Union Soviétique, Angleterre et Etats-Unis d'Amérique — de la liberté et de l'indépendance de l'Albanie et du droit du peuple albanais de fixer lui-même, à l'issue de la guerre, le régime et la forme de gouvernement de son choix.

L'extension de la Lutte de Libération Nationale et le grossissement des rangs des partisans mirent à l'ordre du jour la nécessité de créer une armée régulière de volontaires. A cette fin, le Conseil Général de Libération Nationale réuni à Labinot le 10 juillet 1943 décida de créer l'Etat-major général de l'Armée de Libération Nationale.

La seconde conférence de Libération Nationale, tenue à Labinot le 4 septembre 1943, approuva le «Statut» et le «Règlement» des conseils de Libération Nationale. Le Statut stipulait que ces conseils dans les régions libérées «représentaient le pouvoir civil du pays», qu'ils étaient «le noyau du pouvoir politique du peuple albanais» et qu'après la Libération le peuple devait choisir lui-même la forme du régime.

Le «Règlement» précisait que les conseils étaient «des organes démocratiques et le véritable pouvoir du peuple», qu'ils devaient être élus «par la voie démocratique» et que le droit de vote et à l'éligibilité

appartenait à tous les citoyens âgés d'au moins 18 ans «indépendamment de leurs convictions politiques et religieuses, à l'exclusion des espions et des traîtres à la patrie.»

Dans les zones libérées tous les anciens organes du pouvoir, tels que municipalités, préfetures, tribunaux, police, gendarmerie, etc. furent supprimés et remplacés par les conseils de Libération Nationale, lesquels, aux termes du Règlement, étaient investis de toutes les attributions administratives, exécutives, judiciaires, etc.

Au printemps 1944, les forces de l'Armée de Libération Nationale albanaise, ayant libéré presque tout le Sud de l'Albanie, étaient elles-mêmes passées à l'offensive dans tout le pays. C'est dans ces circonstances que se réunit le 24 mai 1944, dans la ville libérée de Permet, le Congrès Antifasciste de Libération Nationale qui marqua une étape importante dans l'histoire de l'instauration et du renforcement du pouvoir populaire. Près de 200 délégués élus dans toutes les régions de l'Albanie participèrent aux travaux du Congrès. Ils représentaient le Conseil Général de Libération Nationale et l'Etat-major général, les conseils de Libération Nationale de chaque département, les états-majors de départements et les brigades de l'Armée de Libération Nationale, l'Union de la Jeunesse Antifasciste Albanaise et l'Union des Femmes Antifascistes d'Albanie, etc.

Le Congrès de Permet prit une série d'importantes décisions historiques. Il élut le Conseil Antifasciste de Libération Nationale (CALN) en tant qu'organe législatif et exécutif de la plus haute instance et représentant suprême de la souveraineté du peuple. Le Conseil Antifasciste choisit lui-même de son sein le Comité Antifasciste de Libération Nationale investi des attributions d'un gouvernement démocratique provisoire.

Le Congrès de Permet décida que la question du régime de l'Albanie serait réglée aussitôt après la Libération du pays ; il excluait le retour de l'ex-roi Zog-en Albanie, ne reconnaissait aucun autre gouvernement formé à l'extérieur ou à l'intérieur du pays contre la volonté du peuple albanais. Le Congrès décida également que devaient être revus tous les accords politiques et économiques passés par les gouvernements albanais antérieurs et principalement par le gouvernement zoguiste, et annulés tous ceux qui portaient atteinte à la souveraineté du peuple ou aux intérêts économiques du pays.

Au mois d'octobre 1944, lorsque les forces partisans avaient libéré plus des trois quarts de l'Albanie et que non seulement des tâches militaires pour mener jusqu'au bout la lutte de libération mais aussi les tâches politiques, économiques, sociales et culturelles propres à un Etat libre et indépendant se posaient au pays, se tint dans la ville libérée de Berat la seconde réunion du Conseil Antifasciste de Libération Nationale qui convertit le Comité Antifasciste de Libération Nationale en Gouvernement démocratique de l'Albanie ayant à sa tête Enver Hoxha. Le CALN approuva la loi sur les élections des conseils de Libération Nationale qui devaient avoir lieu dès que le pays aurait été entièrement libéré, la loi sur les attributions des conseils de Libération Nationale, qui se voyaient investis uniquement des fonctions d'organes du pouvoir d'Etat, alors que les fonctions politiques devaient être assumées par le Front de Libération Nationale. Le Conseil approuva également la «Déclaration des droits des citoyens» qui leur garantissait les droits et libertés démocratiques, tels que l'égalité devant la loi, la liberté de conscience, de réunion, d'expression, d'organisation et de la presse, l'égalité en droits de la femme et de l'homme tant dans la vie politique que dans l'activité sociale, le droit de vote secret, égal, direct et universel, les droits électoraux pour tous les citoyens âgés d'au moins 18 ans, le droit de requête devant toutes les instances du pouvoir d'Etat, le droit à l'instruction, etc. La déclaration interdisait toutes les organisations fascistes et profascistes et toute activité de leur part. «La déclaration des droits des citoyens» était l'un des premiers documents constitutionnels fondamentaux du, nouveau pouvoir démocratique populaire.

COMMENT FUT BRISEE L'ANCIENNE MACHINE BUREAUCRATIQUE ET SE RENFORÇA LE POUVOIR POPULAIRE ?

Le pouvoir populaire n'était pas un pouvoir qui se greffait sur l'ancien pouvoir de la bourgeoisie ou qui se fondait avec celui-ci. Il vit le jour au contraire dans le feu du combat et il s'instaura et se renforça sur les ruines de l'ancien pouvoir d'oppression et d'exploitation.

Le pays une fois entièrement libéré, l'ancienne administration publique fut complètement liquidée. Un nouvel appareil fut mis sur pied, qui englobait depuis les ministères et les directions centrales

jusqu'aux tribunaux et à la police populaire. Dans tout le pays eurent lieu des élections aux conseils populaires de villages, de villes et de districts. Ces conseils devinrent les organes politiques du nouveau pouvoir, au centre comme dans les provinces. Au mois de mai 1945, les statuts, lois, décrets-lois, règlements et décrets promulgués durant l'occupation italienne et allemande furent abrogés et déclarés nuls et non avenue. Les éléments ayant collaboré avec l'ennemi ou dont l'activité antipopulaire était notoire furent chassés des divers ministères et des autres maillons de l'appareil administratif. Leur remplacement par des cadres nouveaux, issus de la lutte de Libération Nationale et fidèles aux intérêts du peuple, l'établissement de la direction et du contrôle du Parti sur l'appareil d'Etat convertirent ce dernier en un puissant levier pour l'heureuse poursuite de la révolution socialiste, pour le combat encore à mener contre les classes exploiteuses. L'organisation de l'armée sur des bases modernes et la mise sur pied des organes de la Sûreté de l'Etat, furent d'une particulière importance pour défendre les conquêtes de la révolution populaire. Dès le début, les forces de l'Armée, concertant leur action avec les unités de la Défense du peuple (la Sûreté de l'Etat), engagèrent la lutte contre les débris des bandes réactionnaires, pour écraser les complots ourdis par l'impérialisme. L'appui que trouva le jeune pouvoir populaire auprès des larges masses des villes et des campagnes, les liens étroits qui l'unissaient à ces masses firent en sorte que les tentatives des forces hostiles tendant à organiser des foyers de révolte furent étouffées à l'embryon. La lutte pour la poursuite et l'anéantissement des bandes de hors-la-loi ou d'agents de diversion venus de l'étranger se poursuivit pendant plusieurs années.

Afin d'assurer la défense de l'ordre public, le pouvoir créa, après la Libération, la police populaire et prit des mesures en vue de mettre sur pied un nouvel appareil judiciaire qui fût au service du peuple. La loi sur «l'organisation des tribunaux militaires» promulguée en janvier 1945, instituait des tribunaux militaires, qui connaissaient, en plus des crimes commis par les militaires, des délits des criminels de guerre et des ennemis du peuple. Plus tard, au mois de mai 1945, la nouvelle division administrative fut accompagnée de la création des tribunaux populaires de sous-préfecture, des tribunaux de préfecture et de la Cour suprême.

Les organes judiciaires jouèrent un rôle important dans la lutte contre les débris du fascisme et de la réaction. Avant même la libération du pays, le Conseil Antifasciste de Libération Nationale, décidait le 28 mai 1944, de créer une commission chargée d'enquêter sur les crimes des occupants et de leurs collaborateurs. En outre, une décision du Conseil Antifasciste de Libération Nationale créait, à Tirana, le Tribunal spécial ayant pour tâche de juger les criminels de guerre et les collaborateurs de l'ennemi.

La lutte des forces de la réaction contre le Pouvoir revêtit des formes diverses. En même temps que la résistance des bandes armées particulièrement actives dans la période qui suivit immédiatement la Libération, les classes exploiteuses renversées se mirent à user toujours davantage d'autres formes de lutte, notamment en montant des complots et des organisations contre-révolutionnaires, en étroite collaboration avec les officines d'espionnage des pays impérialistes, et en tentant d'entraver et de saboter le relèvement de l'économie nationale, laquelle, outre la charge que constituait pour elle l'état de régression que lui avaient légué les régimes antipopulaires, devait surmonter aussi les énormes difficultés et réparer les immenses dégâts causés par la guerre.

Afin de réprimer l'activité hostile des classes renversées, le pouvoir populaire promulgua certaines lois et dispositions importantes. La loi du 12 décembre 1946 sur «Les délits pénaux contre le peuple et l'Etat», prévoyait des peines sévères contre les traîtres à la patrie, saboteurs, espions, terroristes, contre les participants aux organisations contre-révolutionnaires, aux complots et révoltes contre le pouvoir populaire.

La répression de l'activité hostile des classes exploiteuses renversées n'était qu'un aspect de la politique que le pouvoir populaire pratiquait à leur encontre. Cet aspect reflétait principalement la détermination de défendre les conquêtes réalisées, et de prendre les mesures visant à réduire à néant toute tentative de restaurer l'état de choses antérieur. Toutefois le principal objectif de notre pouvoir était de faire progresser la révolution, d'opérer les transformations radicales sociales et économiques qui allaient frayer la voie à l'édification du socialisme, édification qui, une fois la tâche de la libération du pays et de l'instauration du pouvoir populaire menée à bien, était dès lors devenue le but stratégique du Parti.

Le gouvernement démocratique prit une série d'importantes mesures de caractère anti-impérialiste et antiféodal. Toutes les conventions asservissantes conclues par les régimes antérieurs furent annulées ; les biens du capital étranger et des criminels de guerre furent confisqués, la réforme agraire mise en application, le commerce extérieur, la production industrielle et la répartition placés sous le contrôle de l'Etat. C'est à cette époque que vit également le jour la législation du travail qui fixait pour la première fois en Albanie la journée de travail de huit heures, le droit au congé annuel payé de 15 jours, etc.

Le jeune Etat démocratique joua, dès le début, un rôle décisif dans toute la vie du pays. Au cours des années 1946-1947 toutes les industries et les mines furent nationalisées, sans indemnité, la production de l'industrie capitaliste privée fut ainsi liquidée et le nouveau secteur socialiste créé.

La réforme agraire, appliquant le principe selon lequel «la terre doit appartenir à celui qui la travaille», liquida complètement la grande propriété terrienne et frappa lourdement la propriété de la bourgeoisie rurale.

Les grandes réformes mises en oeuvre par le Pouvoir populaire dans la première période qui suivit la Libération créèrent de meilleures conditions de vie pour les larges masses populaires, balayèrent les débris du féodalisme, ébranlèrent profondément le système capitaliste en Albanie et ouvrirent la voie au développement ultérieur du pays dans la voie du socialisme.

Ces conquêtes devaient être également consacrées par voie constitutionnelle. Le peuple, comme en avait décidé le Congrès de Permet, devait s'exprimer sur l'avenir de l'Albanie, fixer lui-même définitivement la forme de gouvernement qui répondait à ses vœux.

Le 26 septembre 1945, le Conseil Antifasciste de Libération Nationale approuvait la loi sur l'Assemblée Constituante. Cette loi prévoyait que l'Assemblée déciderait de la forme du régime et qu'elle entérinerait tous les actes approuvés avant sa convocation par le Conseil Antifasciste de Libération Nationale et par la présidence de ce Conseil. Le Conseil Antifasciste de Libération Nationale approuva également la loi sur les élections des représentants du peuple à l'Assemblée constituante et la loi sur l'établissement des listes électorales.

Le 2 décembre 1945, notre pays, pour la première fois dans son histoire connaissait des élections véritablement démocratiques fondées sur le suffrage universel, au scrutin direct et secret. L'Assemblée Constituante issue de ces élections se réunit le 10 janvier 1946.

Le 11 janvier 1946 elle proclamait l'Albanie, République Populaire. Comme l'avait recommandé le Congrès de Permet, la question de la forme politique de l'Etat fut résolue librement par le peuple albanais et la monarchie de Zogu officiellement abolie, «de jure». Ce même jour, l'Assemblée Constituante décida «l'approbation de toutes les lois et décisions émanant du Conseil Antifasciste de Libération Nationale et de la Présidence du Conseil Antifasciste de Libération Nationale depuis le Congrès de Permet jusqu'au jour de l'Assemblée Constituante.»

Après avoir proclamé la République Populaire d'Albanie, l'Assemblée Constituante approuva, le 14 mars 1946, la Constitution de la République Populaire d'Albanie, après que le projet de cette Constitution eut été discuté au cours de vastes réunions par les travailleurs des villes et des campagnes. Sa tâche historique remplie, l'Assemblée Constituante décida de se constituer en Assemblée Populaire.

La proclamation du «Statut» (la Constitution) fut un événement de grande portée pour notre jeune Etat. Elle consacrait le régime social de la République Populaire d'Albanie, la structure de classe de la société, sa base économique, les droits et les devoirs fondamentaux des citoyens, le système des organes d'Etat, leur sphère de compétence ainsi que le système électoral.

La Constitution de la R.P. d'Albanie est l'une des plus démocratiques au monde, par les principes qu'elle proclame comme par les garanties qu'elle prévoit pour leur mise en application.

Ainsi la perspective d'édification du socialisme qui s'ouvrit le 29 novembre 1944, avec la libération du pays et l'instauration du pouvoir des ouvriers et des paysans travailleurs, commença à passer dans les faits sur un vaste front, entraînant du même coup une profonde et rapide transformation des rapports de production.

LES FONCTIONS ESSENTIELLES DE L'ETAT SOCIALISTE ALBANAIS

La République Populaire d'Albanie est un Etat qui exerce les fonctions de la dictature du prolétariat. L'Albanie, en tant qu'Etat libre et souverain, ne serait pas en mesure d'accomplir la grande tâche historique d'édification du socialisme dans les conditions exceptionnellement difficiles d'encerclement impérialiste et révisionniste qui sont les siennes, et de tenir victorieusement tête aux attaques et aux complots des ennemis acharnés du peuple albanais et du socialisme, si notre Etat issu de la révolution, ne conservait en lui, vivaces et toujours agissants, les traits de la dictature prolétarienne et ne remplissait les fonctions de cette dictature (qui se manifeste par la violence contre les ennemis et par la plus vaste démocratie pour les masses laborieuses), s'il se libérait et dégénérait en un Etat amorphe qui, répondant aux vœux des révisionnistes modernes, aiderait à restaurer le régime capitaliste.

La pratique albanaise dans l'heureuse édification de la société socialiste et dans la défense de cette société a pleinement légitimé le caractère indispensable de la dictature révolutionnaire du prolétariat. Cette pratique est fondée sur la nécessité d'exproprier graduellement les exploités et de liquider la propriété privée en tant que source de l'exploitation de l'homme par l'homme, de préserver les conquêtes de la révolution socialiste et d'écraser la résistance des classes exploiteuses poussées par les impérialistes étrangers, de bâtir la société socialiste en mobilisant, autour de la classe ouvrière et sous la direction de son parti marxiste-léniniste, les larges masses populaires dans la lutte contre l'idéologie et les traditions réactionnaires et antisocialistes, dans la lutte pour la défense de la patrie, contre l'intervention armée de l'impérialisme.

La pratique de la révolution socialiste dans notre pays a pleinement confirmé que les intérêts supérieurs de la classe ouvrière, de la défense des conquêtes de la révolution, ne permettent pas le moindre affaiblissement de l'Etat socialiste, que précisément ces intérêts lui imposent de remplir minutieusement et avec énergie les fonctions de la dictature révolutionnaire du prolétariat. Tant qu'existeront des éléments et des groupes sociaux intéressés au retour du passé et à la restauration du capitalisme, tant qu'existera l'impérialisme puissant et agressif, anxieux de renverser le régime socialiste par la violence ou par la voie «pacifique», tant qu'existera le péril du «Cheval de Troie», du révisionnisme de marque Tito ou Khrouchtchev, il faudra absolument préserver et renforcer la dictature révolutionnaire du prolétariat et non pas la laisser s'affaiblir ou permettre sa liquidation, il conviendra de vivifier et d'acérer les rouages d'Etat de cette dictature, d'élargir et de perfectionner ses fonctions intérieures et extérieures. Tant que vivra l'impérialisme avec à sa tête les Etats-Unis d'Amérique, l'ennemi le plus féroce des peuples et du socialisme, le péril d'agression, de guerre et de complots contre le système socialiste sera toujours présent.

Voilà pourquoi l'une des fonctions essentielles de notre Etat socialiste en tant que forme de la dictature du prolétariat est la répression de la résistance des éléments des classes renversées et la lutte contre les survivances du passé dans la conscience des hommes qui constituaient un danger intérieur d'apparition du révisionnisme et de restauration du capitalisme. La lutte de classes ne s'éteint pas même après la liquidation des classes exploiteuses. Elle revêt de nouvelles formes, elle a ses oscillations. Dans ces conditions le rôle de l'Etat socialiste en tant qu'architecte de l'homme nouveau, dépouillé des vestiges du passé, son rôle décisif dans la lutte du nouveau contre l'ancien, ne fait que s'accroître.

La lutte de classes dépasse les frontières de chaque Etat et se manifeste également dans l'arène internationale sous la forme de l'âpre lutte que se livrent aujourd'hui l'impérialisme et le socialisme, le révisionnisme et le marxisme-léninisme. Dans cette lutte à mort de proportions gigantesques notre République n'épargne pas sa contribution. Par sa ferme politique de principe anti-impérialiste et antirévionniste non seulement elle défend sa liberté, son indépendance et sa dignité mais elle apporte aussi son concours au progrès de la société humaine. C'est ainsi que se concrétise la fonction de notre Etat socialiste tendant au renforcement de l'amitié et de la collaboration fraternelle avec les pays qui se tiennent sur de saines positions marxistes-léninistes, sa fonction d'appui au mouvement révolutionnaire de libération nationale, à la lutte pour le socialisme.

L'une des fonctions essentielles de l'Etat socialiste albanais, aujourd'hui comme par le passé, concerne l'organisation, la gestion et le développement de l'économie socialiste sur la base des lois objectives de la production socialiste, et l'organisation, la direction et le développement de la culture. Cette fonction a revêtu une importance particulière dans les conditions du lourd retard économique et culturel que

l'Albanie hérita du passé. Ce n'est que sous le pouvoir populaire que l'Albanie a réussi à éliminer son état de régression séculaire et que, sûre d'elle, elle peut bâtir aujourd'hui le socialisme. Les rapports socialistes de production ont été instaurés dans tout le pays, dans les villes comme dans les campagnes. La structure économique du pays se modifie à des cadences rapides. De pays agricole le plus arriéré d'Europe qu'elle était dans le passé l'Albanie s'est changée en un pays agricole-industriel ; et elle se transforme actuellement en un pays industriel-agricole, avec la perspective de devenir un pays industriel à l'agriculture avancée.

Les magnifiques succès remportés par l'Albanie ne l'ont été que grâce aux conditions que crée le régime social et politique le plus avancé, le régime socialiste, l'Etat de type nouveau qui exerce les fonctions de la dictature du prolétariat, un Etat qui, guidé par le parti marxiste-léniniste, est capable de remplir heureusement son rôle historique, de conduire la classe ouvrière, la paysannerie coopérée et l'intelligentsia populaire, qui constituent la base sociale inébranlable du pouvoir populaire, — le peuple albanais tout entier, — vers l'édification complète de la société socialiste, de réduire à néant les plans agressifs et les complots anti-albanais et antisocialistes des ennemis impérialistes et révisionnistes.

La République Populaire d'Albanie est devenue un facteur important de progrès social et de paix, un lumineux exemple d'application créatrice des idées vivifiantes du marxisme-léninisme. «L'Albanie nouvelle — a dit le camarade Enver Hoxha — est un témoignage irrécusable de la supériorité incomparable du régime socialiste sur tout régime d'oppression et d'exploitation.»

EN QUOI CONSISTE LE CARACTERE DEMOCRATIQUE DE L'ETAT SOCIALISTE ALBANAIS ?

Le caractère démocratique de notre Etat socialiste procède directement du fait que le régime social et étatique de la R.P. d'Albanie s'érige sur une base économique qui repose elle-même sur la propriété sociale des moyens et des instruments de production, autrement dit sur une propriété qui appartient aux masses laborieuses. A partir du moment où ces masses détiennent les moyens et les instruments de production, qu'elles dirigent tout le développement économique de l'Etat, la superstructure politique, à savoir l'Etat et son appareil, édifiés sur une pareille base économique et qui interprètent et exécutent la volonté de ces masses, ne saurait, elle non plus, se concevoir en dehors des liens qui l'unissent à celles-ci, sans la participation directe de ces masses à l'action de l'Etat.

La participation des masses laborieuses à l'édification de l'Etat et à son action se manifeste sous certaines formes essentielles et précisément par l'élection des organes représentatifs, par l'intégration systématique des travailleurs dans l'activité de l'appareil d'Etat et par l'exercice du contrôle des travailleurs sur l'activité de cet appareil.

En République Populaire d'Albanie, tous les citoyens, sans distinction, âgés d'au moins 18 ans, jouissent du droit de vote et sont éligibles à tous les organes du pouvoir d'Etat, y compris l'Assemblée Populaire, qui en est l'organe suprême. Il faut voir là l'un des principes fondamentaux de notre démocratie socialiste, principe qui s'accompagne de l'autre principe tout aussi essentiel, celui du contrôle constant des masses sur les organes élus, sur l'activité des élus, en sorte que les représentants du peuple à tous les organes du pouvoir d'Etat soient responsables devant leurs électeurs.

Le peuple, par l'intermédiaire de ses représentants aux organes de l'Etat, participe directement au gouvernement du pays, et à la direction de toute la vie politique, économique, culturelle et sociale.

La participation des masses au gouvernement du pays n'a cessé d'accroître l'efficacité des organes du pouvoir, a étroitement relié les organes du pouvoir aux masses, a permis d'apporter une juste solution à d'importants problèmes d'Etat dans le sens des objectifs de l'édification socialiste. Cette participation des masses laborieuses au gouvernement du pays a permis à des organisateurs de talent d'émerger des rangs des ouvriers et des paysans et de se voir confier divers postes de direction dans l'appareil d'Etat.

Les formes de la participation des masses laborieuses au gouvernement du pays sont nombreuses et variées. C'est ainsi que les travailleurs participent par milliers aux travaux des congrès, conférences et actifs convoqués par les organes gouvernementaux, ainsi qu'aux diverses commissions instituées en vue de seconder les organes du pouvoir, aussi bien centraux que locaux.

Nombre de travailleurs participent également aux activités de toute nature par l'entremise des organisations de masses, des organisations sociales, des Unions Professionnelles (de syndicats), de l'Union de la Jeunesse du Travail, du Front Démocratique, de l'Union des Femmes, ainsi que des autres organisations volontaires.

Notre pouvoir, dans toute son activité législative, bénéficie du concours actif des masses laborieuses. La Constitution elle-même, loi fondamentale de l'Etat albanais, a été approuvée à l'issue de débats approfondis auxquels ont participé tous les travailleurs. Il a été procédé de même pour de nombreuses autres lois, en particulier pour celles des plans quinquennaux de développement de l'économie et de la culture populaires, de la réforme de l'enseignement, etc.

Les nombreuses initiatives des masses laborieuses, les inventions et les rationalisations, l'accomplissement et le sur-accomplissement des plans d'Etat sont autant de formes diverses d'auto-gouvernement de peuple. On peut, en outre, considérer comme une forme de gouvernement du pays le contrôle et l'oeuvre des commissions créées au sein des entreprises d'Etat et des coopératives agricoles pour l'amélioration du travail de production, l'organisation de la sauvegarde et de la gestion du patrimoine socialiste et des autres biens matériels, la campagne en faveur de l'épargne, etc., et le contrôle exercé par ces commissions. Devenus maîtres des principaux moyens de production, maîtres du pouvoir politique et économique du pays, les travailleurs de notre pays jouissent d'une série de droits et de libertés démocratiques, ample manifestation de notre démocratie socialiste, qui se caractérise par l'égalité complète, politique, économique et sociale de tous les travailleurs, en tout domaine, par la garantie réelle des droits et des devoirs proclamés, par le renforcement et le développement ultérieur des moyens mis en oeuvre afin de garantir ces droits et ces libertés.

Le droit au travail, rémunéré selon sa quantité et sa qualité, le droit à l'instruction, au congé payé, la sécurité sociale assurant contre la vieillesse, l'invalidité et les accidents du travail, l'assistance médicale gratuite, l'égalité de l'homme et de la femme dans tous les domaines de notre vie, — économique, politique et social, — l'égalité effective de tous les citoyens devant la loi, le droit de vote et l'éligibilité à tous les organes élus du pouvoir, l'inviolabilité de la personne humaine, du domicile, le secret de la correspondance, le droit à la défense judiciaire, la liberté de conscience et de croyance, la liberté d'expression, de la presse, d'organisation, de réunion, de rassemblement et de manifestation publique, etc. ainsi que toute une série d'autres conquêtes sociales, économiques et politiques, sont autant d'éclatants indices illustrant irréfutablement que seul le socialisme est en état de garantir l'émancipation et le développement le plus général de l'individu sur de sains fondements économiques et politiques.

Notre démocratie socialiste se distingue de celle des pays capitalistes, en ce que chez nous le peuple au pouvoir dirige, guide et administre lui-même effectivement le pays. Le peuple, à travers ses organes et d'autres formes d'organisation, prend une part active et directe à la gestion du patrimoine socialiste, base matérielle de notre régime socialiste, de la puissance de la patrie et du niveau de vie matériel et culturel des masses laborieuses de notre pays. Le peuple, par ses organes d'Etat et par la voie de la planification économique oriente le développement du système socialiste de notre économie.

Le caractère démocratique conséquent de notre Etat est assuré par le fait qu'il a à sa tête notre Parti du Travail, qui assume un rôle de direction dans toute la vie de notre pays. Son programme et sa ligne politique générale matérialisent les intérêts et la ligne des masses dans l'édification de la société socialiste. Le Parti du Travail d'Albanie est l'unique parti au pouvoir qui dirige et guide notre pays.

DE QUELLE MANIERE SONT APPLIQUES CHEZ NOUS LE CENTRALISME DEMOCRATIQUE ET LA LEGALITE SOCIALISTE.

Le centralisme démocratique est le principe d'organisation de l'appareil d'Etat de la République Populaire d'Albanie et il préside au fonctionnement de ses systèmes particuliers. Pour notre Etat socialiste, la centralisation de l'appareil d'Etat est une condition indispensable pour le développement maximal des forces de production, pour la garantie d'une gestion unique de l'économie reposant sur la loi du développement harmonieusement proportionné de l'économie populaire, et plus généralement, pour la direction de l'activité de l'Etat. Sans une telle centralisation, l'on ne saurait concevoir la concentration du pouvoir politique et économique entre les mains des masses laborieuses, ni assurer la réalisation de leurs vœux à l'échelle de l'Etat.

Mais dans le même temps, la centralisation de l'appareil d'Etat socialiste, à la différence de la centralisation de l'appareil d'Etat bourgeois, ne consiste pas purement et simplement dans la concentration de l'activité étatique entre les mains des organes d'Etat relevant bureaucratiquement les uns des autres. Une pareille centralisation ferait de l'appareil d'Etat un appareil étranger au peuple, séparé du peuple, un appareil qui, par sa nature même, exclurait toute possibilité de démocratisation. Tout au contraire, la centralisation de notre appareil d'Etat socialiste s'entrelace avec la démocratisation de cet appareil, autrement dit avec une structure de celui-ci apte à créer les plus amples possibilités de participation du peuple à l'activité de l'Etat, à l'accomplissement des tâches d'Etat.

Dans la structure de l'appareil d'Etat de la République Populaire d'Albanie, le principe du centralisme démocratique se manifeste sous diverses formes, selon les éléments (systèmes) particuliers qui composent cet appareil. Ainsi les systèmes des organes représentatifs et de l'administration de l'Etat sont structurés et agissent selon le principe du centralisme démocratique de la manière suivante : les organes de l'administration d'Etat relèvent des organes représentatifs, et ceux-ci des électeurs. En conséquence de quoi, les premiers sont contraints de rendre compte de leur activité aux organes représentatifs, lesquels, de leur côté, rendent compte de leur travail aux électeurs; les actes juridiques des organes représentatifs constituent le fondement juridique des actes édictés par les organes de l'administration d'Etat et ont à la fois force exécutoire.

L'un des principes essentiels sur lesquels est fondée l'activité de notre appareil d'Etat est celui de la légalité socialiste. Ce principe implique, de la part des organes d'Etat, des organisations sociales, des fonctionnaires et des citoyens, le respect inconditionnel et scrupuleux de la Constitution, des lois et autres actes juridiques édictés par les organes d'Etat compétents.

La légalité socialiste, en tant que principe régissant l'activité de l'appareil d'Etat, se manifeste sous de multiples aspects : avant tout, par le fait que l'appareil d'Etat dans son ensemble et les organes particuliers qui le composent élaborent et déploient leur activité d'Etat en pleine conformité avec la Constitution qui définit, dans leurs grandes lignes, les attributions des organes particuliers de cet appareil. L'exercice de ces attributions se traduit surtout dans les actes juridiques qu'édictent les divers organes d'Etat. Ainsi l'Assemblée Populaire remplit ses attributions d'instance suprême principalement en promulguant des normes juridiques légales qui régissent les plus importants rapports de la vie sociale et étatique dans le respect des prescriptions prévues par la Constitution.

Les actes des autres organes de l'Etat, en tant qu'actes sublégaux, doivent avoir un contenu qui n'aille pas à l'encontre non seulement de la Constitution et des lois, mais non plus des actes des organes d'une instance supérieure.

QUEL EST LE CARACTERE DU SYSTEME ELECTORAL ?

Le système électoral de la République Populaire d'Albanie, en tant que composante de la superstructure juridique, repose sur la base économique socialiste de l'Albanie. Cette base économique, où les moyens de production sont entre les mains du peuple qui jouit des biens matériels qu'elle comporte, assure un système électoral pleinement démocratique. Le système électoral en Albanie vise à assurer par tous les moyens l'expression de la libre volonté des électeurs, leur participation électorale volontaire massive.

Le droit de vote et l'éligibilité sont reconnus à tous les citoyens âgés de 18 ans. Ce droit a un caractère d'égalité absolue, car tout électeur, homme ou femme, civil ou militaire, ne dispose que d'une seule voix de pouvoir identique. En effet les circonscriptions électorales sont délimitées de façon à compter le même nombre d'électeurs (ainsi les représentants à l'Assemblée populaire sont élus à raison d'un député par 8000 habitants) et de plus tous les représentants sont investis de droits égaux. Le suffrage est direct car les électeurs votent directement pour élire leur représentant, fût-ce un membre de conseil populaire de village, un juge populaire, ou même un député à l'Assemblée populaire. Le vote est secret. Les modalités du vote, qui s'exprime dans des bulletins pliés, en des isolements installés dans chaque bureau sous la surveillance et par les soins des organisations de masses, qui délèguent leurs représentants dans les diverses commissions, ainsi que les sanctions pénales prévues contre ceux qui violent le secret du vote, etc., assurent le respect absolu de ce secret.

Seules ne figurent pas sur ces listes les personnes privées par décision judiciaire de leurs droits électoraux ainsi que celles souffrant de déficience mentale. La date des élections est publiée pas plus tard que deux mois avant le jour des élections, alors que les listes électorales doivent être dressées 1 mois avant cette date. Tout électeur a le droit de réclamer auprès des organes compétents et même devant les tribunaux la correction d'erreurs éventuelles concernant son inscription ou celle de tout autre électeur sur les listes électorales.

Les circonscriptions électorales formées proportionnellement au nombre des habitants, assurent une égale représentation de chaque groupe d'habitants. Chaque candidat proposé y fait connaissance de ses électeurs et a avec eux de fréquentes rencontres qui aident à resserrer les liens qui les unissent.

Les tâches qui incombent aux commissions électorales consistent notamment à inscrire les candidats proposés, à proclamer les résultats des élections et à enregistrer les représentants élus.

Les commissions électorales se composent de représentants des organisations des masses laborieuses, des collectifs de travailleurs des entreprises et des départements ministériels, des coopératives agricoles et autres institutions.

Les représentants des organisations sociales et des associations de travailleurs spécialement désignés par leurs organisations ainsi que les correspondants de la presse ont le droit d'assister au dépouillement du scrutin par les commissions électorales. Ainsi les élections sont conduites, surveillées, contrôlées et réalisées par les travailleurs eux-mêmes.

Aux termes des lois électorales, le droit de présenter des candidats est reconnu aux organisations sociales et aux associations de travailleurs, au Parti du Travail, au Front Démocratique, aux Unions Professionnelles, aux organisations de la jeunesse, des femmes et aux associations culturelles. Ce droit peut être exercé aussi bien par les organes centraux de ces organisations que par leurs organes de districts, ainsi que directement par les réunions générales des ouvriers et des employés dans les entreprises, des militaires dans leurs unités, des paysans dans les coopératives agricoles. Aucune taxe, garantie ou caution, etc. n'est réclamée pour la présentation des candidats, ni du candidat lui-même, ni de l'organisation qui le présente ; il suffit que le candidat jouisse de ses droits électoraux et que l'organisation qui le parraine déclare en une demande en bonne et due forme sa volonté de présenter ce candidat et que celui-ci accepte la présentation de sa candidature à l'organe concerné et au nom de l'organisation qui le présente.

Les débats dans les réunions préélectorales portent toujours sur un nombre de candidatures supérieur à celui des personnes à élire. Ces réunions se caractérisent par l'esprit de critique et d'autocritique qui y domine. Les électeurs y choisissent les candidats qui méritent réellement leur confiance, les personnes le plus dévouées au peuple, le plus disposées à le servir, et qui sont le mieux en mesure de s'acquitter des responsabilités qui seront les leurs. A cette fin, les réunions préélectorales comportent de vastes débats au cours desquels le travail et l'activité des représentants du peuple qui rendent compte de leur action devant leurs électeurs, sont passés au crible. A l'occasion des propositions de candidatures et au cours des discussions qui ont lieu à leur sujet, l'électeur a non seulement le droit et la possibilité réelle mais encore le devoir d'exprimer son approbation ou sa désapprobation à propos de toute candidature et, le cas échéant, de proposer lui-même des candidats.

Le jour des élections est toujours fixé un jour férié. Les opérations de vote ont lieu, dans la journée, de 6 à 22 heures sur tout le territoire de la République. Les personnes qui, le jour du vote, ne peuvent matériellement se trouver à l'endroit où elles sont inscrites, sont pourvues d'un certificat qui leur permet de voter ce jour-là dans n'importe quel bureau de vote du pays. A l'intention des malades, des bureaux de vote sont constitués dans les hôpitaux ou encore une commission du bureau de vote se rend avec une urne spéciale chez les personnes impotentes ; celles-ci peuvent ainsi voter où qu'elles se trouvent. Les invalides ne pouvant remplir eux-mêmes leur bulletin de vote ont le droit de demander qu'une personne de confiance entre avec eux dans l'isoloir pour effectuer l'opération en leur présence et selon leur volonté. Pour les marins en haute mer le jour du vote, des bureaux de vote spéciaux sont créés à bord des navires.

Est élu le candidat qui obtient la majorité absolue des voix des électeurs inscrits dans sa circonscription. Le résultat est proclamé par la commission de la circonscription, qui remet le certificat

attestant son élection au nouvel élu. Si cette majorité absolue n'est pas assurée au premier tour, on procède, aux termes de la loi électorale, à un nouveau scrutin pas plus tard que quinze jours après le premier scrutin.

Les élections en République Populaire d'Albanie sont considérées par les citoyens comme un haut devoir patriotique qui se rattache au renforcement et à la démocratisation ultérieurs du pouvoir populaire. En toute occasion, la participation électorale a été de près de 100 pour cent, et les élections se sont toujours conclues par le succès à une quasi unanimité des candidats désignés par les électeurs eux-mêmes au cours de réunions organisées par le Front Démocratique pendant la campagne électorale.

DE QUELLE MANIERE L'ASSEMBLEE POPULAIRE EXERCE-T-ELLE EN FAIT LA SOUVERAINETE DU PEUPLE TOUT ENTIER ?

L'Assemblée Populaire est l'organe suprême du pouvoir d'Etat en République Populaire d'Albanie. Se composant de députés élus directement par le peuple, l'Assemblée Populaire est investie de la souveraineté de la nation et de l'Etat au nom du peuple qu'elle représente. L'Assemblée Populaire par son activité a pour mission d'exercer les principales fonctions de direction et de contrôle dans l'appareil d'Etat démocratique populaire. Le champ de cette action est très vaste. Il embrasse pratiquement tous les domaines de la vie économique, politique, sociale et culturelle, chacun de ces domaines étant régi par des lois qui y définissent l'activité des organes étatiques et sociaux.

La concentration de tout le pouvoir d'Etat entre les mains de l'Assemblée populaire est la vivante expression de la démocratie socialiste, de l'ordre socialiste.

En tant qu'organe suprême du pouvoir d'Etat, l'Assemblée Populaire se caractérise par certains traits essentiels qui la distinguent radicalement des organes correspondants des Etats fondés sur l'exploitation, et surtout du parlement bourgeois. Il convient de rappeler ici que l'Assemblée Populaire n'est pas purement et simplement un organe législatif dans le sens du parlement bourgeois, qu'elle ne se borne pas à discuter et à voter des lois. L'élaboration et la promulgation des lois n'est qu'un aspect de sa fonction législative, l'autre aspect de cette fonction consistant à organiser la manière dont les lois seront mises en application.

Une autre de ses particularités réside dans le fait que les actes de l'Assemblée Populaire ne peuvent être l'objet d'un examen successif par les autres organes d'Etat. En d'autres termes, la loi, aussitôt adoptée par l'Assemblée Populaire, a force exécutoire ; son pouvoir coercitif, et, partant, les conséquences juridiques qui en dérivent ne dépendent que de la volonté de l'Assemblée Populaire ; cet organe fixe lui-même le moment où la loi entre en vigueur et aucun autre organe n'a le droit de l'annuler, de la modifier, de la suspendre ou de la renvoyer pour nouvel examen à l'Assemblée Populaire.

Les lois adoptées par l'Assemblée populaire ne sont soumises au contrôle d'aucun autre organe d'Etat qui en vérifierait la constitutionnalité comme cela se produit dans certains Etats bourgeois. La Constitution reconnaît l'absolue primauté de l'organe suprême du pouvoir d'Etat.

Une autre caractéristique essentielle de l'Assemblée Populaire consiste dans le fait qu'elle ne peut être dissoute par aucun autre organe d'Etat avant l'échéance de son mandat. L'Assemblée Populaire peut seule décider, sans l'intervention d'aucun autre organe, de la poursuite de son activité jusqu'à l'échéance de son mandat ou de l'interruption de cette activité avant terme.

Tous les organes de l'Etat relèvent de l'Assemblée Populaire. Celle-ci approuve les lois, le budget d'Etat et les plans économiques de la République. Elle désigne les organes des instances supérieures de l'Etat, tels que le Présidium de l'Assemblée Populaire, le gouvernement, la Cour Suprême de la République, elle nomme le Procureur Général et son substitut. L'Assemblée Populaire est seule détentrice du pouvoir législatif. Les principes fondamentaux qui président au travail de l'Assemblée Populaire sont définis dans la Constitution de la République.

La période de base du travail de l'Assemblée Populaire est la session. Les sessions ordinaires se réunissent deux fois par an.

Le déroulement des travaux par sessions permet aux députés du peuple d'exercer, outre les fonctions qu'ils remplissent à l'Assemblée Populaire, une activité déterminée dans la vie de tous les jours et de se maintenir ainsi en contact constant avec le peuple.

Afin d'assurer la direction des travaux des sessions, l'Assemblée Populaire élit au début de chaque législature une présidence composée d'un président, de deux vice-présidents et d'un secrétaire. Les premières séances de chaque législature jusqu'à l'élection de la présidence sont présidées par le doyen d'âge des députés de l'Assemblée.

L'Assemblée Populaire approuve elle-même l'ordre du jour des sessions.

L'Assemblée Populaire élit des commissions pour étudier en détail tous les projets qui lui sont soumis. Telles sont la commission des mandats, la commission des lois, la commission du budget, la commission économique, la commission des affaires sociales et culturelles et la commission des affaires étrangères. L'Assemblée Populaire peut également créer, en cas de besoin, de nouvelles commissions provisoires pour des questions déterminées, augmenter ou diminuer le nombre des commissions existantes, destituer ou remplacer à tout moment, en partie ou totalement, les membres des commissions. Au sein des commissions, les divers projets sont soumis à une discussion très approfondie. Souvent les commissions délèguent de leurs membres ou des spécialistes divers qu'ils chargent d'étudier sur place le travail des organes de l'Etat ou des entreprises, dont l'activité se rattache au projet en examen. Parfois les commissions créent aussi des sous-commissions qui sont obligatoirement présidées par un membre de la commission. Des spécialistes qui ne sont pas députés peuvent également être appelés à travailler dans ces commissions. Tous les organes d'Etat sont obligés de fournir aux commissions de l'Assemblée Populaire toutes les données nécessaires et toute autre assistance pour leur permettre d'accomplir leur tâche avec succès.

Les commissions soumettent à l'Assemblée Populaire un rapport contenant leurs conclusions. Les thèses de ce rapport, retranscrites, sont distribuées aux députés 24 heures au moins avant la réunion. Lorsque les avis au sein de la commission sont partagés, le rapport est rédigé par la majorité, mais les députés demeurés en minorité ont le droit de défendre leurs vues à la réunion de l'Assemblée Populaire.

Les lois promulguées par l'Assemblée Populaire passent par diverses phases. L'initiative de présentation des lois appartient au Présidium de l'Assemblée Populaire, au Gouvernement, aux commissions de l'Assemblée Populaire et à chaque député. Les conditions à remplir pour la présentation d'un projet de loi sont les suivantes : il doit être présenté par écrit, être rédigé en bonne et due forme et accompagné d'un rapport. Seules les propositions d'amendements à la Constitution ne peuvent être faites par un député isolé. L'initiative dans ce domaine appartient au Présidium de l'Assemblée Populaire, au Gouvernement et aux députés réunis en un groupe comprenant les deux cinquièmes au moins de leur nombre total. Le projet de loi est d'abord examiné par la commission compétente puis soumis à la réunion plénière de l'Assemblée Populaire. Le projet est d'abord discuté en principe, puis voté en principe. Il est ensuite discuté en seconde lecture, article par article et voté de même. Il est enfin procédé à un vote définitif sur la loi dans son ensemble. Les amendements sont votés avant le vote du projet initial. Le vote définitif porte également sur les amendements approuvés au cours de la discussion de chaque article. La phase de promulgation de la loi est purement procédurale. La loi est promulguée par le Présidium de l'Assemblée Populaire et porte la date de son approbation par la session.

Le Présidium de l'Assemblée Populaire est l'organe permanent de l'Assemblée Populaire. Il exerce les fonctions de la présidence collégiale de l'Etat. Dans les rapports avec les pays étrangers, le président du Présidium agit en personne, mais tous les décrets et les décisions sont examinés de façon collégiale au cours des réunions du présidium. Les attributions du présidium en tant que présidence de l'Etat sont très vastes et définies par la Constitution de la République.

Le Présidium de l'Assemblée Populaire convoque les sessions de l'Assemblée Populaire, fixe la date des élections, décide de la constitutionnalité des lois (à charge que cette décision soit entérinée par l'Assemblée Populaire), interprète les lois, promulgue les lois adoptées, prend des décrets (lorsque les décrets comportent des dispositions juridiques, ils doivent être présentés pour approbation à l'Assemblée Populaire à sa première session à venir), exerce le droit de grâce conformément aux

prescriptions de la loi, décerne des décorations et titres honorifiques, ratifie et dénonce les traités internationaux, à l'exception des cas où il juge opportun que cette ratification ou dénonciation soit faite par l'Assemblée Populaire, nomme et révoque, sur proposition du gouvernement, les envoyés extraordinaires et ministres plénipotentiaires, reçoit les lettres de créance des représentants diplomatiques des pays étrangers, nomme et révoque le commandement suprême des forces armées de la R.P. d'Albanie dans l'intervalle séparant deux sessions de l'Assemblée Populaire, proclame la mobilisation générale et l'état de guerre dans le cas d'une agression armée contre la R.P. d'Albanie, nomme et démet de leurs fonctions les ministres sur proposition du chef du gouvernement entre deux sessions de l'Assemblée Populaire et, sur la proposition du gouvernement, organise des référendums populaires sur des questions diverses. La Constitution a, en outre, conféré au Présidium de l'Assemblée populaire toute une série d'attributions qu'il exerce même pendant les sessions de l'Assemblée Populaire. Toutefois le Présidium, tout en étant la présidence collégiale de l'Etat, répond de son activité devant l'Assemblée Populaire qui l'a élu et qui peut le destituer à tout moment.

QUELS SONT LES RAPPORTS EXISTANT ENTRE LE PEUPLE ET SES REPRESENTANTS ELUS ?

En R.P. d'Albanie les liens entre le peuple et ses représentants ne cessent pas avec la conclusion des élections et l'obtention par ces représentants du mandat d'exercer au nom du peuple le pouvoir d'Etat. Ces rapports se poursuivent même après les élections et se reflètent surtout dans le contrôle des électeurs sur les organes électifs d'Etat, en ce qui concerne tant leur activité d'ensemble que celle de chaque représentant en particulier.

La forme habituelle sous laquelle s'exerce ce contrôle consiste dans l'obligation pour le représentant du peuple de rendre périodiquement compte de son activité devant les électeurs de sa circonscription. Au cours de ces rencontres avec ses électeurs, le représentant du peuple doit les mettre au courant de l'activité de l'organe d'Etat dont il fait partie, de sa propre activité au sein de cet organe, écouter les observations de ses électeurs et appliquer leurs recommandations ou leurs instructions si, bien entendu, celles-ci relèvent directement de la sphère de ses compétences et si elles sont légitimes, etc.

Dans le cas où les représentants n'entretenaient pas des rapports constants avec les électeurs de leur circonscription et, par surcroît, n'exécuteraient pas leurs recommandations ou leurs instructions, ou lorsqu'ils se livrent à des actes incompatibles avec leur qualité de représentant, les électeurs ont le droit de les révoquer et d'élire à leur place d'autres représentants qui jouissent de leur confiance politique.

Le droit des électeurs de révoquer leurs représentants est l'expression directe du principe constitutionnel de la souveraineté populaire et, en conséquence, du démocratisme de l'appareil d'Etat. L'initiative de la révocation des représentants peut être prise soit par les électeurs eux-mêmes de la circonscription intéressée, soit par les organisations ou les associations de travailleurs qui ont présenté la candidature de ces représentants, ou bien encore par les organes d'Etat eux-mêmes dont ceux-ci font partie.

Dans l'accomplissement de ses tâches, le représentant du peuple jouit de l'immunité parlementaire qui comporte a) l'irresponsabilité pénale ; b) l'inviolabilité pénale. Il se voit en outre revêtu d'une série d'autres droits dérivant de son mandat, et qu'il continue d'exercer pour toute la durée de celui-ci. En tant que membre de l'Assemblée Populaire, le représentant du peuple jouit d'une série de droits par l'exercice desquels il participe à la haute activité étatique.

La participation aux travaux de l'Assemblée populaire offre au représentant la possibilité d'exprimer son opinion sur toutes les questions soumises à l'examen de l'organe représentatif suprême, de faire des propositions se rattachant à ces questions, de voter pour ou contre, de poser des questions ou d'adresser des interpellations à chaque ministre en particulier et au gouvernement en général, etc., et d'exercer ainsi, au nom du peuple et de concert avec les autres représentants du peuple, le pouvoir du peuple, en conférant à ce pouvoir, à travers les actes adoptés par l'Assemblée Populaire, le caractère d'un pouvoir général d'Etat.

En tant que membre de l'Assemblée Populaire, le représentant a le droit d'être élu aux organes de l'Assemblée Populaire, qui ne peuvent être formés que de députés. Ces organes de l'Assemblée Populaire sont : le Présidium, la Présidence et les commissions (permanentes ou spéciales).

Outre ces droits qui se rattachent directement à l'exercice du pouvoir d'Etat par l'Assemblée populaire et à l'organisation de ses organes, le représentant du peuple jouit d'une série d'autres droits, dont l'usage, bien que n'ayant pas de rapport direct avec les fonctions d'Etat, concourt à leur exercice par les organes d'Etat compétents. Ces droits, — exercés par le représentant en dehors de l'Assemblée populaire (dans l'intervalle entre deux sessions) sont : le droit de participer aux sessions des conseils populaires et aux réunions de leurs comités exécutifs, et celui de visiter librement les diverses institutions, entreprises et organisations et de s'informer sur leur activité.

Tout en prenant part aux travaux des organes locaux du pouvoir et de l'administration, ou en cherchant à s'informer sur le travail d'autres organes, le représentant du peuple ne peut modifier leurs attributions ni se substituer à eux, dans l'accomplissement de leurs fonctions. Le but de sa participation est de leur venir en aide pour la réalisation des tâches concrètes d'Etat, pour une compréhension et une application uniforme des lois.

De même que ses droits, les devoirs du représentant du peuple dérivent directement de son mandat; ils concernent son activité au cours des sessions de l'Assemblée Populaire comme en dehors de ces sessions, au sein de l'Assemblée comme avec ses électeurs.

Le devoir essentiel qui détermine aussi en fin de compte les autres devoirs du représentant est celui de servir fidèlement le peuple et l'Etat.

Le représentant doit en même temps maintenir des liens étroits avec ses électeurs. Ces liens permettent, en premier lieu, aux électeurs de contrôler l'activité de leurs représentants et, en second lieu, aux représentants eux-mêmes de mieux connaître les électeurs de leur circonscription, leurs besoins et leurs aspirations et d'intervenir auprès des organes compétents pour la satisfaction de ces besoins et de ces aspirations ou, le cas échéant, de les soumettre à l'examen même de l'Assemblée Populaire.

La meilleure forme de ces liens, sous laquelle s'exprime aussi la dépendance même du représentant à l'égard de ses électeurs, est la pratique qui consiste, pour l'élu, à leur rendre compte de son activité.

Le Règlement de l'Assemblée Populaire prévoit que «les députés doivent rendre compte de leur activité devant leurs électeurs et leur présenter, à la fin de chaque session, un rapport sur l'activité de l'Assemblée Populaire, «expliquer aux électeurs les lois et les décisions adoptées par l'Assemblée Populaire.»

COMMENT SE MANIFESTE LE CARACTERE POPULAIRE DU GOUVERNEMENT DE LA R.P. D'ALBANIE ?

Le Gouvernement de la R.P. d'Albanie est un organe véritablement populaire, en ce qu'il est nommé et relevé de ses fonctions par l'Assemblée Populaire, qui est elle-même un organe directement élu par le peuple. Il est responsable devant l'Assemblée Populaire, à laquelle il rend compte de toute son activité. Dans l'intervalle de deux sessions de l'Assemblée Populaire il répond de ses actes devant le présidium de l'Assemblée Populaire. Ainsi le pouvoir qu'il exerce ne représente pas en soi un pouvoir séparé, indépendant. En outre, l'existence de l'Assemblée Populaire et du présidium de l'Assemblée Populaire exclut pratiquement pour le gouvernement toute possibilité d'agir en organe indépendant des organes supérieurs du pouvoir d'Etat.

A la première session de chaque législature le chef du Gouvernement choisi par l'Assemblée Populaire présente à la nouvelle Assemblée la démission du Gouvernement. La démission est mise aux voix et peut être approuvée ou non. Lorsque l'Assemblée Populaire accepte la démission du gouvernement, elle charge, sur proposition d'un député ou d'un groupe de députés, une nouvelle personne de former le nouveau gouvernement. La liste des membres du Gouvernement présentée par le chef de celui-ci à l'Assemblée est mise en discussion et, en cas d'approbation, l'Assemblée décide la nomination du nouveau gouvernement. Les membres du Gouvernement sont des fils du peuple, de ceux qui ont combattu et versé leur sang pour la libération du pays, qui travaillent sans épargner leurs forces pour le construire et le faire prospérer, qui suivent et appliquent fidèlement la ligne des masses et sont prêts à tous les sacrifices pour les intérêts de la patrie et du peuple.

Le Gouvernement agit conformément à la Constitution et aux lois, il édicte des décisions et des ordonnances et exerce le contrôle de leur exécution et de celle des lois en vigueur.

Le Gouvernement élabore le plan économique général et le budget général de l'Etat, qu'il soumet pour approbation à l'Assemblée Populaire. Il en contrôle l'application et dirige le système du crédit et le système monétaire, prend toutes les mesures nécessaires pour garantir et défendre l'ordre constitutionnel et les droits des citoyens, dirige dans ses grandes lignes l'organisation de l'armée, entretient des relations avec les pays étrangers, veille à l'application des traités et au respect des obligations internationales, soumet à l'Assemblée Populaire les projets de lois élaborés par lui et par les ministres, définit l'organisation interne des ministères et des institutions qui en dépendent, crée des commissions et des institutions pour la mise en application des mesures économiques, culturelles et de défense nationale.

Le caractère populaire de notre Gouvernement est également illustré par son programme qui exprime pleinement, en politique étrangère comme en politique intérieure, les intérêts du peuple.

La principale tâche du programme intérieur du gouvernement de la République Populaire d'Albanie consiste à développer toujours davantage les forces productives du pays, en accroissant la production industrielle, en imprimant un vigoureux essor à la production agricole, et à susciter ainsi une élévation ultérieure du niveau de vie matérielle et culturelle du pays. Il a aussi pour tâches essentielles de développer encore davantage les rapports socialistes de production, d'approfondir la révolution socialiste dans le domaine de l'idéologie et de la culture, de renforcer le pouvoir populaire, de consolider l'unité morale et politique du peuple autour du Parti et du Gouvernement.

En matière de politique extérieure, le programme du Gouvernement a pour objectifs la garantie de l'indépendance et de la souveraineté nationale contre tout danger extérieur éventuel, le renforcement de l'amitié, de la collaboration sincère et de l'entraide avec les pays socialistes sur la base du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien ; le soutien sans réserve aux luttes révolutionnaires et de libération nationale des peuples opprimés ; l'extension des rapports et de la coopération avec tous les pays à système social différent sur la base des principes d'égalité, de non-ingérence dans les affaires intérieures de chacun, du respect et de l'avantage mutuels; la sauvegarde et le renforcement de la paix véritable.

Notre Gouvernement déploie toute son activité dans l'intérêt des masses laborieuses. Issu du peuple, il est constamment à ses côtés aux jours de joies comme aux jours d'épreuves. Lors du tremblement de terre de novembre 1967, qui frappa gravement les populations des districts de Peshkopi et de Librazhd, le Gouvernement prit des mesures immédiates pour venir en aide aux sinistrés. Le Président du Conseil lui-même et plusieurs autres membres du Gouvernement visitèrent les régions sinistrées et y dirigèrent les travaux en sorte que, en un mois, toutes les conséquences de ce fléau naturel furent liquidées. Ce n'est là qu'un exemple qui illustre les liens unissant le peuple et le Gouvernement, la sollicitude dont celui-ci entoure celui-là. Mais la vie quotidienne abonde en de pareils exemples qui témoignent du caractère démocratique de notre gouvernement.

QUE REPRESENTENT LES CONSEILS POPULAIRES ET QUELLES SONT LEURS ATTRIBUTIONS ?

Aux termes de l'article 71 de la Constitution de la République populaire d'Albanie les organes locaux du pouvoir d'Etat sont les conseils populaires qui, avec l'Assemblée Populaire, constituent la base politique de l'Etat albanais.

Les principes fondamentaux de l'organisation et de l'activité des conseils populaires sont consacrés par la Constitution de la R. P. d'Albanie et développés plus en détail par la loi sur les conseils populaires du 26 novembre 1953. Cette loi, à part quelques légères modifications qui y ont été apportées dans les années qui suivirent, est toujours en vigueur. Les principes de l'organisation et de l'activité des conseils populaires, énoncés par la Constitution et les lois de la R.P. d'Albanie, ont pour but d'assurer un caractère véritablement représentatif aux organes locaux du pouvoir populaire, le contrôle constant et effectif des masses sur leur activité, la participation active de ces masses au travail quotidien des organes locaux du pouvoir.

Le système des conseils populaires est édifié conformément à la division administrative territoriale du pays.

Conformément à cette division administrative (territoriale) du pays, il existe en République Populaire d'Albanie des conseils populaires de district, de ville, de localité, de village et de quartier.

Les conseils populaires sont élus pour une période de trois ans.

Les conseils populaires convoquent périodiquement des réunions d'électeurs auxquels ils rendent compte du travail qu'ils ont accompli. Les électeurs ont le droit de révoquer avant le terme de leur mandat le conseil populaire ou tout membre de ce conseil qui ne s'est pas montré digne de la confiance que le peuple lui a témoignée.

Le conseil populaire d'une instance inférieure relève du conseil populaire de l'instance supérieure et lui rend compte de ses activités. Ainsi donc les conseils populaires sont assujettis à une double dépendance, à l'égard du peuple et du conseil populaire de l'instance supérieure.

Les conseils populaires tiennent périodiquement des sessions ordinaires et extraordinaires. Les sessions ordinaires sont convoquées par les comités exécutifs des conseils populaires cependant que les sessions extraordinaires le sont par les comités extraordinaires ou à la demande d'un tiers des membres du conseil populaire ou à celle des conseils populaires d'instance supérieure et de leurs comités exécutifs ou encore à la demande des organes supérieurs du pouvoir d'Etat et de l'administration publique.

Les réunions des conseils populaires ne peuvent prendre de décisions que si un quorum de la moitié des membres du conseil est atteint.

Afin d'accomplir leurs tâches, les conseils populaires élisent de leur sein leurs organes — comités exécutifs et commissions diverses. Les conseils populaires accomplissent la plupart de leurs tâches par l'intermédiaire de leurs comités exécutifs ; ils exercent leur contrôle sur l'activité des entreprises, des institutions et des organisations de leur ressort par l'entremise de leurs commissions. Les conseils populaires ont pour tâche de diriger l'activité économique et culturelle sur le territoire de leur juridiction, de contrôler l'exécution des lois, d'assurer l'ordre public, de sauvegarder les droits des citoyens, de veiller à la réalisation du plan économique et à l'application du budget local, d'élire le comité exécutif, de démettre ce comité en bloc ou un de ses membres en particulier lorsqu'ils faillissent à leur tâche, de créer des commissions permanentes et provisoires.

Aux termes de l'article 73 de la Constitution les conseils populaires ont, entre autres attributions, celle d'édicter des décisions et des ordonnances conformes à la Constitution, aux lois et aux dispositions générales des organes supérieurs du pouvoir d'Etat. Les conseils populaires peuvent annuler les arrêtés et les ordonnances des comités exécutifs formés par eux ainsi que les décisions et les ordonnances des conseils populaires d'une instance inférieure.

Les comités exécutifs sont élus par les conseils populaires au cours de la première séance qui suit l'élection de ces derniers par le peuple.

Les comités exécutifs ont des sections et des bureaux dont l'activité embrasse toutes les branches de l'administration d'Etat dans les districts. C'est ainsi que les comités exécutifs ont des sections de l'industrie, de l'agriculture, de l'instruction publique, etc.

Les comités exécutifs élaborent et soumettent à l'approbation des conseils populaires les plans d'édification économique et culturelle du territoire de leur ressort et arrêtent les mesures requises pour la mise en oeuvre de ces plans, ils dressent le budget local et le présentent à l'approbation des conseils populaires, prennent les dispositions nécessaires pour son application, garantissent l'exécution des lois, des décrets, des décisions et ordonnances du gouvernement et des autres organes supérieurs ainsi que des décisions et ordonnances de leurs conseils populaires, veillent à la sauvegarde de la propriété socialiste et des droits et des intérêts des citoyens résidant sur le territoire de leur ressort.

LES ORGANES JUDICIAIRES DE LA R.P. D'ALBANIE

La justice en République Populaire d'Albanie est rendue par la Cour Suprême, les tribunaux de district, et les tribunaux populaires des villages, des villes et des quartiers. Les tribunaux, par leur action, ont

pour mission de protéger contre toute atteinte : l'organisation sociale et étatique de la République Populaire d'Albanie, le système socialiste de l'économie et le patrimoine socialiste ; les droits et les intérêts politiques, relatifs au travail, au logement et au patrimoine des citoyens ; les droits et les intérêts, garantis par la loi, des institutions d'Etat, des entreprises, des coopératives et des autres organisations sociales.

Ils ont pour tâche d'une part de lutter en usant de la violence révolutionnaire contre les ennemis de l'extérieur et de l'intérieur et tout élément malfaisant, et d'autre part d'éduquer à travers leur activité les masses laborieuses dans l'esprit de discipline de la légalité socialiste et des normes de la morale socialiste, et de concourir à l'édification du socialisme.

Les séances des tribunaux sont publiques, en dehors des cas où il convient de préserver un secret d'Etat, militaire ou diplomatique, et lorsque les affaires jugées concernent des crimes ayant un caractère sexuel ou commis par des enfants âgés de moins de 16 ans. Même dans ces cas cependant, la sentence est prononcée publiquement.

La langue en usage dans tous les tribunaux est l'albanais. Les personnes ne la parlant pas sont assistées d'un interprète.

La Cour Suprême est la plus haute instance des juridictions de l'ordre judiciaire en R.P. d'Albanie. Elle est désignée par l'Assemblée Populaire pour une période de quatre ans.

La Cour Suprême exerce un contrôle sur l'activité judiciaire de tous les tribunaux. Elle statue en appel sur les décisions rendues en première instance par les tribunaux de district et sur les demandes de révision pour inobservance de la légalité, présentées par le Procureur Général ou le Président de la Cour Suprême à rencontre des sentences prises en dernier ressort.

Les tribunaux de district sont élus pour une période de trois ans par les conseils populaires des districts qui constituent leur juridiction territoriale.

Les tribunaux populaires dans les villages, les villes et les quartiers ont été créés en 1968. Ce sont des organismes à caractère social qui règlent les conflits civils ordinaires, ceux-ci cessant d'être du ressort des tribunaux de district pour devenir de la compétence des collectifs de travailleurs au sein desquels ils surgissent, et qui connaissent de ces conflits par le truchement des organismes de caractère social. Ainsi, les tribunaux populaires sont portés plus près des masses, dans les villages et les quartiers, en sorte qu'une série d'affaires ayant pour origine des infractions aux lois et à la morale socialistes soient jugées rapidement par les tribunaux populaires au sein du peuple même. Les tribunaux des villages, des villes ou des quartiers sont présidés par un juge assesseur élu, membre du tribunal de district, assisté de deux activistes sociaux.

Le droit de présentation des candidats à la fonction de juge et de juge assesseur populaires appartient aux organisations et aux associations de travailleurs, ainsi qu'aux assemblées générales des ouvriers, des employés, des paysans et des militaires à leurs lieux de travail ou de service.

Les juges populaires rendent compte de leur activité et de celle des tribunaux populaires devant les électeurs et ils peuvent être relevés de leurs fonctions à tout moment s'ils se sont montrés indignes de la confiance qui a été placée en eux.

Le Ministère public est un organe de l'Assemblée Populaire. La principale tâche du Ministère public est le renforcement de la légalité et la protection du patrimoine étatique et social. Guidé par cet objectif le Parquet vérifie si les décisions, les ordonnances, les ordres et les instructions des institutions et des organes locaux du pouvoir sont conformes à la Constitution, aux lois, aux décisions et aux ordonnances du Gouvernement. Il contrôle la juste et minutieuse application des lois et des autres dispositions législatives de la part des institutions, des organes locaux du pouvoir, des organisations sociales, des fonctionnaires et des citoyens, surveille la juste et uniforme application des lois par les organes judiciaires, entame les poursuites pénales et assume l'accusation dans tous les tribunaux de la République Populaire d'Albanie, vérifie conformément à des dispositions particulièrement édictées la légalité et la régularité de l'activité des organes du ministère de l'Intérieur.

Le Ministère public a à sa tête le Procureur Général et ses substituts, qui sont nommés et révoqués par l'Assemblée Populaire. Le Procureur général répond de l'activité du Ministère public devant l'Assemblée Populaire.

Les procureurs des districts, les procureurs militaires et leurs substituts sont nommés et révoqués par le Procureur Général à qui ils doivent rendre compte de leur activité.

Les organes du Ministère public sont indépendants de tous les organes locaux et ne relèvent que du Procureur Général.

Les organes du Parquet sont structurés selon le principe de la centralisation la plus entière. Le procureur d'une instance supérieure a le droit de suspendre et d'annuler tout acte irrégulier du procureur d'une instance inférieure. Le principe de démocratisation s'exprime dans le fait que le Procureur Général et ses substituts sont nommés par l'Assemblée Populaire.

Le procureur a le droit de recourir contre les décisions des tribunaux de sa juridiction. Le Procureur Général peut, en défense de la légalité, recourir contre les décisions prises en dernier ressort, en ordonnant la suspension de l'exécution de la sentence contre laquelle il présente son recours.

Tous les organes d'Etat, les institutions, les organisations sociales et les citoyens ont l'obligation de fournir au procureur, sur sa demande, les informations, éclaircissements et la documentation qui peuvent lui être utiles.

Nul ne peut être maintenu en état d'arrestation plus de trois jours sans l'approbation du procureur ni mis en état de détention préventive sans décision du tribunal ou sans que cet acte soit sanctionné par le Parquet.

Les procureurs sont assistés dans l'accomplissement de leurs tâches par les procureurs populaires qui sont élus par le peuple dans chaque quartier, village ou lieu de travail.

Le Parquet concourt par son action au renforcement de la légalité, au raffermissement de la conscience socialiste des citoyens.

EN QUOI CONSISTE LE CARACTERE DEMOCRATIQUE DU SYSTEME JUDICIAIRE EN R.P. D'ALBANIE ?

Le caractère démocratique de notre système judiciaire est illustré par les principes mêmes sur lesquels reposent l'organisation et l'activité des tribunaux en R.P. d'Albanie. Ces principes sont les suivants :

1) L'égalité des citoyens devant la justice ; 2) l'électivité des juges et des assesseurs ; 3) la participation du peuple à l'exercice de la justice ; 4) l'indépendance des juges et des assesseurs et leur seule subordination au contrôle du peuple ; 5) la garantie du droit de défense pour l'accusé ; 6) le caractère public du procès judiciaire ; 7) le déroulement du procès judiciaire en albanais et la possibilité donnée aux personnes ignorant cette langue de s'exprimer en leur langue maternelle.

Le principe de l'égalité des citoyens devant les tribunaux est une des plus importantes expressions du caractère démocratique des organes judiciaires. La sanction légale et l'application conséquente d'un pareil principe sont conditionnées par le caractère même de ces organes, par leur qualité d'organes d'Etat socialiste, et par les rapports qui existent entre eux et les citoyens : du fait que les tribunaux sont des organes d'Etat qui traduisent dans la réalité la volonté des travailleurs, leur attitude à l'égard des citoyens en particulier, ne peut être discriminatoire et prendre pour critère la situation sociale, la fortune, le degré d'instruction, la nationalité, la race, ou la croyance. Leur comportement est le même envers tous les citoyens et ils leur appliquent uniformément, dans des conditions identiques, la législation pénale ou civile et la procédure en vigueur dans notre Etat.

L'électivité des juges et des juges assesseurs est une autre expression du caractère démocratique de nos tribunaux.

En spécifiant que les divers maillons du système judiciaire sont élus par des organes déterminés de l'Etat (organes représentatifs) ou directement par le peuple, la Constitution de la République Populaire d'Albanie a exclu toute possibilité d'immixtion des autres organes de l'Etat dans la formation de ces maillons, même si ces autres organes font eux-mêmes partie des organes représentatifs ou sont

contrôlés directement par ceux-ci. Ainsi, ni le Présidium de l'Assemblée Populaire, ni les comités exécutifs des conseils populaires ne peuvent compléter ni modifier, dans l'intervalle des sessions de l'Assemblée Populaire ou des conseils populaires, la composition individuelle de la Cour Suprême et des tribunaux de district, et encore moins destituer ces juridictions en bloc et renouveler leur composition.

Le caractère démocratique des tribunaux s'exprime aussi dans le fait que les organes judiciaires ne peuvent rendre la justice que pour une période dont la durée maximale est fixée par la Constitution. En outre, aucun organe d'Etat, fût-ce l'organe représentatif même qui a institué une juridiction donnée, ne peut proroger la durée des fonctions de cette dernière.

Les membres de tous les maillons de notre système judiciaire peuvent être révoqués en bloc ou individuellement, et cela par l'Assemblée Populaire pour ce qui est de la Cour Suprême ; par les conseils populaires de district pour les tribunaux de district, et par le peuple pour les tribunaux populaires.

La révocabilité des juges et des juges assesseurs constitue une garantie contre tout abus de pouvoir dans l'exercice du pouvoir d'Etat dont ils sont investis dans la sphère judiciaire.

La participation du peuple à l'exercice de la justice est l'un des plus importants facteurs de la démocratisation des tribunaux. Ce principe essentiel se matérialise de façon conséquente dans l'édification et l'activité des tribunaux, sous deux aspects : d'abord, par le fait que les juges élus sont issus du sein des travailleurs, et en second lieu, à travers l'institution des juges assesseurs.

L'institution des juges assesseurs vise principalement aux objectifs suivants : faire participer directement les larges masses travailleuses à l'administration de l'Etat, dans l'un des domaines les plus importants de cette administration, l'exercice de la justice, et insuffler le plus possible dans les actes de la justice (les décisions judiciaires) la conscience juridique socialiste de ces masses.

Dans le même temps, la participation des juges assesseurs à l'exercice de la justice permet de mettre aussi en application, dans ce domaine de l'activité d'Etat, le principe de collégialité dans l'examen de questions aussi importantes, diverses et complexes que les affaires judiciaires, d'assurer l'examen le plus ample et le plus complet de ces questions et de faire en sorte que les décisions rendues soient justes, fondées sur la loi.

Les juges assesseurs sont appelés à remplir leurs fonctions tour à tour pour une période de 15 jours par an, mais cette durée peut être prolongée lorsqu'il est estimé opportun que le jugement d'une affaire s'achève avec la participation des mêmes juges assesseurs.

Afin que soit assurée une participation réelle des juges assesseurs à l'exercice de la justice, ceux-ci, quand ce sont des ouvriers ou employés, continuent de recevoir leur salaire ou traitement de l'institution, de l'entreprise ou de l'organisation à laquelle ils sont attachés. Lorsqu'ils n'ont pas d'emploi rémunéré, ils reçoivent une indemnité dont le montant est fixé par arrêté gouvernemental.

Les juges assesseurs, dans l'exercice de leurs fonctions, disposent des mêmes pouvoirs que les juges; ils jouissent des mêmes droits et sont assujettis aux mêmes obligations. Surtout, ils disposent, tout comme les juges, d'une voix pour les sentences judiciaires rendues.

L'activité de juridictions telles que les tribunaux de village, de ville et de quartier, est une manifestation de plus du caractère démocratique de nos tribunaux. Cette activité revêt un caractère éducatif marqué. A travers l'action de ces tribunaux, qui connaissent des conflits civils ordinaires, les collectifs de travailleurs renforcent, d'une part, leur vigilance en défense de notre ordre étatique et social, en défense du patrimoine socialiste, de la légalité socialiste, et exercent, d'autre part, une grande influence éducatrice sur des éléments particuliers de la société. La création de juridictions ayant un caractère social et devant connaître d'une série d'affaires qui expriment habituellement une série de contradictions non antagonistes au sein du peuple, aide à résoudre vite et bien ces contradictions avec la participation des masses elles-mêmes, conduit à l'atténuation de ces contradictions, et, partant, au renforcement ultérieur de l'unité du peuple. Ainsi sont créées des conditions permettant aux masses de mieux connaître et de comprendre plus à fond le contenu politique et idéologique des lois, de s'employer avec plus de conscience à leur application et de lutter résolument pour la défense de notre

légalité socialiste. La création d'organismes à caractère social, chargés de résoudre les conflits civils courants, constitue un nouveau pas dans la lutte contre le bureaucratisme, un pas qui contribue à la révolutionnarisation ultérieure de notre justice socialiste. De la sorte, le terrain favorable est créé pour une plus large participation des masses à l'exercice de la justice, une plus étroite collaboration est établie entre les organes de la justice et le peuple, des conditions plus propices sont créées pour un meilleur exercice du rôle de direction et de contrôle des masses sur les organes judiciaires.

Le caractère démocratique du système judiciaire dans notre pays trouve son expression dans le fait que c'est le peuple lui-même qui fait les lois. Un large débat populaire s'est déroulé ces dernières années en vue de rendre nos lois plus simples, plus compréhensibles pour les masses et à la fois plus pratiques, de les dépouiller de leurs surcharges bureaucratiques. Les larges masses, exerçant leur souveraineté, ont amendé et modifié de nombreuses lois et ordonnances surannées en les adaptant aux conditions actuelles. Mais la vérification pratique de l'exactitude et de la justesse de nos lois n'est pas une question qui puisse se circonscrire dans les limites d'une campagne, c'est un droit permanent des masses qui émane de leur souveraineté même.

En République Populaire d'Albanie, le rôle de guide du Parti à l'égard des tribunaux et leur subordination à la critique et au contrôle des masses laborieuses sont sanctionnés par la loi. Ainsi le prétendu principe bourgeois et révisionniste de la pleine indépendance des tribunaux se voit opposer le principe marxiste-léniniste de la conduite des tribunaux par le Parti et sa politique et celui de la subordination de ces juridictions au contrôle et à la critique du peuple qui est au pouvoir dans notre pays. Nos tribunaux et nos juges, guidés par la politique du Parti et s'appuyant sur nos lois, agissent de leur propre initiative et sous leur responsabilité, mais les masses laborieuses ont le droit de contrôler, de critiquer leur activité et de leur en demander compte.

L'indépendance des juges ne doit pas être entendue absolument comme une indépendance qui leur permet d'agir en toute puissance, en dehors de la politique de l'Etat socialiste et du Parti de la classe ouvrière ; une telle conception de l'indépendance des juges conduirait à la méconnaissance de la réalité objective attestant que les tribunaux, en tant qu'institutions de la dictature d'une ou de plusieurs classes données, ne se situent pas au-dessus des classes, de la société, mais qu'ils en servent les intérêts et qu'ils ont en tant que tels, un caractère de classe.

Nos tribunaux socialistes remplissent leurs fonctions en étant constamment guidés par la politique de notre Etat socialiste et du Parti du Travail d'Albanie, force directrice de l'Etat et de la société ; aussi leur indépendance a-t-elle un caractère relatif, elle a le sens d'une indépendance des tribunaux dans l'exercice de leurs attributions judiciaires, par rapport aux autres organes d'Etat.

Dans le même temps, une pareille indépendance des juges n'exclut pas, mais au contraire implique une dépendance à l'égard du peuple, laquelle se traduit par la dépendance à l'égard des organes représentatifs qui les ont élus. Cette dépendance s'exprime dans les rapports d'activité que les juges doivent présenter à leurs électeurs, par le truchement des organes représentatifs correspondants. Cette obligation pour les tribunaux de rendre compte de leur activité a pour conséquence que les électeurs ou les organes représentatifs, selon le cas, influent sur l'activité judiciaire future des juges et contrôlent leur travail.

Un tel contrôle a un double aspect: en premier lieu il rend possible la révocation des juges lorsqu'il appert qu'ils n'ont pas accompli conformément à la loi les tâches qui leur étaient confiées ; en second lieu, grâce à ce contrôle, les électeurs sont informés, à travers les organes représentatifs, si les décisions judiciaires ont été rendues dans le respect des lois, si elles répondent aux exigences de la légalité socialiste et aux intérêts des masses travailleuses.

QU'ENTENDONS-NOUS PAR DEMOCRATISATION ULTERIEURE DU POUVOIR POPULAIRE ?

La démocratisation continue est la caractéristique essentielle du processus de développement du pouvoir populaire. Notre pouvoir diffère foncièrement du pouvoir déchu des classes exploiteuses. Il est aujourd'hui, comme il l'était dès sa naissance, le pouvoir des larges masses laborieuses — la dictature du prolétariat. Le renforcement de notre ordre social et économique constitue un facteur important pour l'élargissement de la base sociale de cette dictature.

Ce fait crée aujourd'hui des conditions particulièrement favorables pour le développement de la démocratie socialiste dans tous les domaines, pour l'extirpation du bureaucratisme qui est l'antithèse de cette démocratie, pour l'établissement de liens aussi étroits que possible entre le pouvoir et les masses. Le pouvoir populaire ne connaît d'autres intérêts que ceux des masses laborieuses. Ce pouvoir s'appuie sur le puissant concours des masses, son but est l'activation la plus large des travailleurs au gouvernement du pays, au contrôle de l'appareil d'Etat, sur la base du principe que le peuple au pouvoir, dirige, conduit, administre le pays.

L'expérience de l'édification socialiste confirme de la façon la plus probante, aujourd'hui comme par le passé, que le renforcement de la dictature du prolétariat, le développement en tout domaine de la démocratie socialiste, ne peuvent être assurés sans une lutte résolue contre le bureaucratisme. Les profondes racines du processus régressif et contre-révolutionnaire, qui s'affirme dans les pays où les révisionnistes détiennent le pouvoir, sont à rechercher dans la bureaucratization progressive de l'appareil d'Etat socialiste, dans son détachement des masses populaires, dans la création d'une couche privilégiée de bureaucrates. La diffusion du bureaucratisme fut précisément un des principaux facteurs qui préparèrent, dans le domaine pratique, un terrain très favorable pour l'usurpation du pouvoir par la clique renégate khrouchtchéviennne.

Le Parti du Travail d'Albanie a toujours porté son attention sur la lutte contre le bureaucratisme et a constamment mis en garde contre le péril que celui-ci représente. Le bureaucratisme est un vestige du passé et une manifestation de la pression de l'ennemi de la classe ouvrière, et de son idéologie hostile. Le Parti du Travail fixe pour tâche de lutter inlassablement pour la démocratisation ultérieure du pouvoir, non seulement dans ses formes mais aussi dans son contenu, en le rapprochant le plus possible des masses populaires, afin que s'affirment de façon prépondérante son essence démocratique, son caractère foncièrement populaire et que soient ainsi nécessairement extirpés les éléments bureaucratiques hérités du passé ou réapparus sous des formes nouvelles. Le bureaucratisme a pour caractéristiques le détachement des masses, une façon de considérer les questions non pas sous leur aspect politique mais de l'oeil du technocrate, la liquidation de l'esprit révolutionnaire, la création graduelle d'une couche privilégiée, sensible à l'influence des idées bourgeoises et révisionnistes, partant, la création de la base sociale du révisionnisme.

Le Parti du Travail d'Albanie a souligné que le renforcement de la dictature du prolétariat, et la lutte contre le bureaucratisme, ne peuvent être menés à bien que par l'appui sur la ligne des masses et le rehaussement du rôle des organes représentatifs du pouvoir, élus par les masses et placés sous leur contrôle direct.

A cette fin, une série d'importantes mesures ont été prises. Leur caractère n'est pas purement organisationnel, mais profondément politique. Elles visent au renforcement du pouvoir et à sa révolutionnarisation ultérieure. Une lutte efficace a été menée contre le bureaucratisme ; l'appareil de l'Etat a été réorganisé et simplifié grâce à l'élimination des maillons superflus et des états de personnel gonflés, en dépouillant les organes centraux des attributions excessives qui pesaient sur leur travail et les empêchaient de contrôler et d'assister les organes subordonnés ; les organes de base ont été renforcés et leurs attributions étendues ; les organes représentatifs et les autres organismes de la démocratie socialiste ont été vivifiés, l'initiative des masses et leur contrôle sur tout l'appareil d'Etat ont vu leur rôle accru.

Une série d'autres mesures de grande portée politique et idéologique ont également été prises récemment. Telles sont, entre autres, la diminution à deux reprises successives des traitements élevés, sans que soient touchés les salaires inférieurs et moyens, afin d'établir entre eux un rapport plus équitable ; la vaste participation des cadres, du personnel administratif et de toute l'intelligentsia et de la jeunesse scolaire et étudiante au travail direct de production aux côtés des ouvriers et des paysans, la rotation systématique continue des cadres du centre à la base et de la base au centre ; la mise des cadres, des communistes et de tous les fonctionnaires des organes du pouvoir sous le contrôle rigoureux des masses populaires ; l'application plus conséquente du principe de centralisme démocratique contre toute manifestation de centralisme bureaucratique, l'amélioration de la méthode et du style de travail, en engageant les organes du pouvoir à considérer essentiellement les problèmes

non pas d'un oeil de «technocrate» et d'«économiste», mais dans l'optique de la politique et de l'idéologie du Parti, en accordant toujours la primauté à la politique prolétarienne.

Le Parti du Travail d'Albanie s'en est toujours tenu avec conséquence à la ligne des masses, à la ligne qui consiste à s'appuyer puissamment sur les masses, à développer leur initiative et leur activité créatrice, à respecter les masses, à apprendre à leur école et à les instruire. Actuellement, cette ligne des masses a reçu une nouvelle poussée en avant et elle s'approfondit toujours davantage. L'activité des masses a été portée aujourd'hui dans notre pays à un niveau plus élevé que jamais. Elles se sont engagées dans un bon nombre de grands mouvements révolutionnaires de caractère politique, idéologique, culturel, économique, scientifique et militaire.

A la suite de ces mesures, le travail de l'appareil d'Etat s'est amélioré, est devenu plus vivant, plus opérationnel, plus créateur ; il est aujourd'hui plus étroitement rattaché à la vie pratique, des rapports plus justes ont été établis entre les organes élus du pouvoir et leurs organes exécutifs, au centre comme dans les districts ; un gros effort a été fait et continue de l'être pour épurer nos lois et autres normes juridiques de tout esprit bureaucratique, pour les dépouiller de tout formalisme, pour les rendre encore plus révolutionnaires et plus compréhensibles pour le peuple, en sorte qu'elles répondent pleinement à la politique du Parti, aux conditions et aux besoins du pays.

Mais la lutte contre le bureaucratisme et les mesures visant à l'amélioration du style et de la méthode de travail de l'appareil d'Etat ne se confinent pas au cadre d'une campagne provisoire, elles constituent une campagne permanente, indispensable pour le renforcement du pouvoir populaire, pour le renouveau de son appareil, afin de l'adapter aux conditions qui sont celles du pays à des étapes déterminées de son développement. La lutte contre le bureaucratisme est une lutte de classes, une lutte incessante pour maintenir le pouvoir entre les mains de la classe ouvrière et des masses laborieuses, pour éviter qu'il ne dégénère en une dictature d'une couche privilégiée.

L'amélioration ultérieure du travail des organes représentatifs et de leurs organes exécutifs ainsi que de tout l'appareil d'Etat se réalise en combattant toute manifestation de bureaucratisme et en développant encore davantage la démocratie socialiste. Cette lutte se rattache étroitement à l'approfondissement de la ligne des masses.

Les masses ont le droit de formuler des critiques et des suggestions quant à la politique du Parti et de l'Etat et à l'activité de leurs différents organes.

S'appuyant puissamment sur les masses, notre Etat de la dictature du prolétariat ne cessera de se renforcer et notre démocratie socialiste de se développer et de s'élargir.

COMMENT EST NEE ET A GRANDI NOTRE ARMEE POPULAIRE ?

Notre armée populaire ne tire pas son origine de l'ancienne armée royale albanaise. Elle n'a rien hérité de celle-ci. L'ancienne armée, celle du régime de Zogu, était un instrument entre les mains de la clique dominante féodalo-bourgeoise, elle défendait les intérêts de cette coterie et servait à la répression des masses laborieuses quand celles-ci se dressaient en lutte pour la conquête de leurs droits. L'exemple le plus probant de son manque de dévouement au peuple et au pays est fourni par sa capitulation le 7 avril 1939, sans engager le combat contre les troupes fascistes italiennes qui assaillirent notre pays. L'armée, dégénérée, antipopulaire, jeta bas les armes et, seuls les authentiques fils du peuple, ceux qui étaient véritablement attachés à leur patrie accueillirent l'envahisseur l'arme à la main.

Notre armée populaire est née du sein du peuple, dans le feu de la Lutte de Libération Nationale.

Dans le temps où le mouvement de libération nationale contre les envahisseurs fascistes et les traîtres au pays se changeait rapidement en une insurrection générale populaire, le Parti Communiste Albanais, qui dirigeait ce mouvement, convoqua sa première Conférence Nationale, en vue de fixer les nouvelles tâches de l'heure. Cette Conférence, qui tint ses assises à Labinot (district d'Elbasan) du 17 au 22 mars 1943, prit d'importantes décisions en vue du renforcement ultérieur du mouvement de Libération Nationale. Elle décida que la mesure essentielle à prendre, afin d'intensifier la Lutte de Libération Nationale était la création de l'Armée de Libération Nationale. La Conférence décida «de créer à partir des unités partisans volontaires l'Armée régulière de Libération Nationale, une force redoutable dans la lutte contre l'occupant et une sûre et puissante garantie de la libération du peuple.»

Le 10 Juillet 1943, fut formé l'Etat-major Général de l'Armée de Libération Nationale qui avait pour mission de diriger la lutte armée du peuple albanais. Ce jour est entré dans l'Histoire comme celui de la fondation de l'Armée Populaire d'Albanie. A la suite de la création de l'Etat-major Général, la lutte contre les ennemis revêtit un caractère plus organisé, plus large et plus âpre. Un ordre de l'Etat-major général, adressé le 30 juillet à tous les états-majors départementaux, leur recommandait: «tant que sur le sol de notre Patrie bien-aimée il y aura encore ne fût-ce qu'un seul fasciste armé, notre lutte doit se poursuivre avec le plus grand acharnement.» Le 15 août 1943, la 1ère Brigade de Choc qui comptait dans ses rangs des partisans de toute l'Albanie était formée au village de Vithkuq, dans la région de Korçë. Elle fut suivie de nombreuses autres brigades de choc, des divisions et de corps d'armée, qui livrèrent des batailles acharnées et chassèrent l'ennemi de tout le territoire de la patrie, apportant au peuple la liberté. En 1944, l'Armée de Libération Nationale comptait dans ses rangs 70.000 partisans, fils et filles du peuple: ouvriers, paysans, hommes et femmes, jeunes gens et jeunes filles, intellectuels patriotes.

Dans le feu de la lutte, le Parti Communiste résolut le problème de la formation des cadres dirigeants de l'Armée issus des rangs des ouvriers, des paysans et des intellectuels patriotes les plus vaillants et les plus résolus; le problème du ravitaillement des unités partisans en armes, munitions et vêtements, en les enlevant à l'ennemi au combat, il fixa comme tactique de harceler l'ennemi par des attaques incessantes en évitant les combats de front et de mettre plus amplement à profit la configuration du terrain, les effets de surprise et la mobilité de manoeuvre.

Le Parti éduqua les effectifs des unités partisans dans un noble esprit de patriotisme populaire et d'internationalisme prolétarien, en leur inculquant de hautes qualités morales et politiques. Ce sont ces qualités qui expliquent les innombrables actions d'éclat accomplies par les partisans qui surent triompher en surmontant les difficultés extrêmes que comportait leur lutte contre des ennemis très supérieurs en nombre, armés jusqu'aux dents et pourvus des armements les plus modernes.

L'Armée de Libération Nationale s'acquitta dignement de ses tâches au combat et se couvrit de gloire.

La libération complète du pays, accompagnée de l'instauration du pouvoir populaire, inaugura, le 29 novembre 1944, une nouvelle étape dans l'histoire du pays — elle ouvrit la voie à l'essor et au progrès vers le socialisme. Sous le pouvoir populaire, de grands pas en avant ont été accomplis dans le développement de l'économie et de la culture populaires. Ce progrès a également servi de solide base à la croissance et au renforcement incessants des forces armées devenues aujourd'hui une armée moderne. Poussant plus avant la grande expérience de la Lutte de Libération Nationale qui devint une précieuse source d'éducation et d'inspiration, nos militaires s'acquittèrent honorablement des nouvelles tâches qui leur furent assignées. Si, auparavant, notre armée n'avait été qu'une force terrestre, elle devint graduellement une force équipée des types les plus variés d'armes modernes et dotée de services multiples. Notre pays a réussi à se constituer aujourd'hui une invincible armée d'acier pourvue d'une technique et de moyens de combat les plus modernes. Mais la puissance de notre armée ne réside pas seulement dans la technique moderne dont elle est dotée, elle tient aux liens étroits qui l'unissent au peuple, à sa haute conscience et formation idéologique et politique, à la profonde compréhension de la part de tout militaire de la haute mission dont il est chargé: défendre jusqu'à la dernière goutte de son sang chaque pouce du territoire de notre patrie socialiste et les conquêtes de la révolution.

Les grands succès obtenus par notre armée dans son renforcement et sa modernisation et qui la mettent pleinement en mesure d'accomplir la tâche qui lui est confiée, ont été rendus possibles grâce à la juste ligne du Parti du Travail, qui, s'appuyant sur les enseignements du marxisme-léninisme, s'en est toujours tenu au principe selon lequel tant qu'existent l'impérialisme et son officine, — le révisionnisme moderne, — le danger de guerre subsiste. Notre Parti, tenant compte de la situation, a défini une juste et ferme attitude révolutionnaire à la fois pour l'édification du socialisme et pour la défense de la patrie. Cette attitude s'exprime par le mot d'ordre de combat «Edifions le socialisme en tenant d'une main la pioche et de l'autre le fusil.»

Une série de mesures ont été prises ces derniers temps en vue du renforcement et de la démocratisation ultérieurs de l'armée. Tels sont entre autres le rétablissement de la fonction de commissaire politique aux commandements de tous les échelons, la suppression des grades et la simplification de l'uniforme.

Ces importantes mesures ont resserré encore davantage les liens les soldats avec les cadres, et ceux de l'armée avec le peuple, et l'ont rendue plus forte, invincible.

L'armée populaire, en tant qu'arme de la dictature du prolétariat, s'est fixé pour haute mission de défendre la liberté et l'indépendance du pays, les brillantes conquêtes réalisées par le peuple albanais en régime de pouvoir populaire, de défendre le socialisme et la paix. En tant qu'armée socialiste de type nouveau, elle ne menace personne, mais ne permet pas non plus qu'il soit porté atteinte aux frontières sacrées de la patrie, aux intérêts de la paix et du socialisme.

Notre armée se caractérise par l'unité morale et politique qui la soude au peuple qu'elle sert, et par l'unité monolithique de ses rangs.

Jamais autant qu'aujourd'hui l'histoire de notre pays n'a connu de liens si solides, étroits et indissolubles entre l'armée et le peuple. Ces liens sont objectifs, du fait qu'ils sont conditionnés par le caractère de notre pouvoir populaire, par la composition de l'armée et par les intérêts qu'elle défend.

Notre armée est issue des masses laborieuses citadines et rurales; elle puise son sang et son énergie dans le peuple. Chez nous, chaque travailleur est à la fois bâtisseur du socialisme et soldat. Par ailleurs, tout militaire se sent en contact avec le vaste front d'édification socialiste.

Le mot d'ordre révolutionnaire du Parti du Travail, qui appelle à construire le socialisme en «tenant d'une main la pioche et de l'autre le fusil», exprime l'ardente détermination du peuple au travail et pour la défense du pays et illustre clairement les liens mutuels qui unissent l'armée et les travailleurs, la grande cause de l'édification du socialisme et la défense de cette cause contre les ennemis.

Le peuple et l'armée constituent une unité organique indivisible. L'amour du peuple pour l'armée, la sollicitude constante dont il fait preuve à son égard, l'empressement des citoyens à aider les forces armées en grossissant ses rangs à la moindre alerte, le travail qu'ils accomplissent et le vif intérêt qu'ils ressentent pour le renforcement continu des capacités défensives du pays, constituent une base puissante de sa force vitale. Cette base d'acier assure des arrières sûrs et solides, condition importante pour la victoire sur l'ennemi.

Le peuple albanais, côte à côte avec les unités de frontières et l'armée, avec les organes de la sûreté et la police, ne relâche jamais sa vigilance pour la défense du pays contre les espions et les agents de diversion, les bandes d'assassins et les émissaires envoyés chez nous par les ennemis de la République Populaire d'Albanie.

Les exemples ne se comptent plus de gens du peuple, de petits pionniers et de vieillards, qui ont pris une part active à la découverte, à la destruction ou à la capture de groupes de diversion ou d'agents isolés de diversion.

En même temps que le gros effort qu'elle fournit pour la défense de la patrie, pour le renforcement de son esprit combatif et l'élévation de son niveau de préparation guerrière et politique, notre Armée prend une part active à l'édification du pays et aux grandes transformations sociales.

Elle a apporté une contribution considérable au travail qui a été fait pour la transformation des collines et des montagnes en terres fertiles ; aux côtés des volontaires accourus des différentes régions du pays, elle a concouru activement à éliminer en moins d'un mois les conséquences du violent tremblement de terre du 30 novembre 1967, qui a dévasté les districts de Dibër et de Librazhd.

L'armée est devenue une véritable école pour les fils du peuple. Le citoyen albanais sait bien qu'en servant dans les rangs de l'armée, il accomplit un devoir qui est en même temps un honneur, qu'il sert son pays et son peuple. Pendant leur service militaire, les soldats acquièrent la maîtrise de diverses professions et de travaux qualifiés les plus variés, ce qui leur est d'un grand secours dans la vie civile.

Les masses laborieuses de l'Albanie socialiste n'oublient pas un seul instant leur noble devoir de défense de la patrie et des conquêtes de la révolution.

La nécessité d'assurer la défense du pays, dans les conditions d'encerclement géographique impérialiste-révisionniste, qui sont les siennes, a conduit notre peuple à ne jamais relâcher sa vigilance et à tenir toujours les poudres sèches.

QUEL EST LE ROLE DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE ET POURQUOI N'EXISTE-T-IL PAS PLUSIEURS PARTIS EN ALBANIE ?

Le rôle dirigeant du Parti du Travail d'Albanie dans la vie étatique et sociale est reconnu par la Constitution de la République Populaire d'Albanie, qui déclare que le Parti est «l'avant-garde organisée de la classe ouvrière et de toutes les masses laborieuses dans leur lutte pour l'édification des bases du socialisme et le noyau dirigeant de toutes les organisations de travailleurs aussi bien sociales qu'étatiques.»

Le Parti du Travail d'Albanie, fondé le 8 novembre 1941 par les communistes albanais, en tant que parti marxiste-léniniste révolutionnaire, en tant qu'avant-garde consciente et organisée de la classe ouvrière, représente et défend pleinement les intérêts du peuple albanais tout entier.

Le Parti Communiste Albanais (aujourd'hui le Parti du Travail d'Albanie) n'a cessé d'être, dès le début, le seul parti d'avant-garde qui a assumé et mené dignement à bien la lourde mais glorieuse tâche de la mobilisation et de l'organisation du peuple, de la conduite de ce peuple dans la lutte contre les envahisseurs du dehors et les traîtres du dedans. Grâce à la direction du Parti, le peuple albanais a triomphé de ses ennemis, totalement détruit l'ancien pouvoir, érigé son pouvoir nouveau de la dictature du prolétariat, assuré et renforcé sa pleine liberté et indépendance et il bâtit aujourd'hui avec succès la société socialiste. Le Parti du Travail est l'unique force qui dirige et oriente notre système de la dictature du prolétariat.

La force de notre Parti réside dans les liens étroits et permanents qui l'unissent aux larges masses laborieuses. Dans la pratique de la lutte révolutionnaire quotidienne des masses, en s'appuyant sur elles et en prêtant l'oreille à leur voix, le Parti éprouve la justesse et l'exactitude de la ligne qu'il a suivie dans ses décisions, il enrichit son expérience et puise son inspiration pour aller encore de l'avant.

Conformément aux aspirations des masses, le Parti impartit des directives et des instructions relatives à d'importantes questions politiques, économiques, social-culturelles, ou organisationnelles. C'est à l'initiative et sous la conduite du P.T.A. qu'ont été élaborés la Constitution de la R.P. d'Albanie, les lois relatives aux plans économiques, les principaux actes législatifs, le système électoral, l'organisation et le mode de fonctionnement des organes locaux du pouvoir, etc. Une telle influence du Parti sur l'activité de l'Etat a été surtout obtenue par l'intermédiaire des membres du Parti, qui, par les postes de commande qu'ils assument, rendent possible l'application de ces directives et dirigent ainsi eux-mêmes cet appareil.

Afin d'assurer son rôle de direction dans la vie du pays, le Parti du Travail d'Albanie crée des groupes du Parti au sein de tous les organes élus de l'Etat démocratique populaire et des organisations sociales. Ces groupes, comme l'énonce l'article 69 des statuts du P.T.A., sont formés dans tous les organes ou organisations comptant au moins trois membres du Parti. Les groupes du Parti ont pour tâche de renforcer son influence et la mise en pratique de sa politique parmi les non-membres, de raffermir la discipline étatique, la lutte contre le bureaucratisme, le contrôle sur l'application des directives du Parti. Les groupes du Parti relèvent des organes d'instance supérieure du Parti (des Comités du Parti et du Comité Central du P.T.A.) et sont guidés dans leur activité par les décisions des organes dirigeants du Parti.

Le Parti remplit son rôle dirigeant dans l'activité sociale et étatique surtout par l'intermédiaire de son Comité Central et de ses comités locaux.

Toutefois, le fait que le Parti du Travail dirige l'Etat démocratique populaire en général et son ordre social et étatique en particulier, ne signifie nullement que ses organes, dans l'activité qu'ils déploient, se substituent aux organes respectifs de l'Etat. Les actes des organes du Parti ne sont pas et ne peuvent être des actes juridiques ayant force exécutoire. Ils ne sont coercitifs que pour les citoyens qui sont membres du Parti et non pas pour le peuple tout entier.

Néanmoins, les actes adoptés par les organes du Parti revêtent une importance particulière pour les actes juridiques émanant des organes de l'Etat. Leur importance réside dans le fait qu'ils définissent, dans les grandes lignes, le contenu, la teneur des actes des organes d'Etat. Dans certains cas déterminés, surtout en ce qui concerne les questions présentant une importance particulière pour le développement de l'ordre social et étatique, les organes dirigeants du Parti adoptent des actes

conjointement avec les organes dirigeants de l'Etat. En de tels actes, les directives du Parti se changent en actes juridiques et les normes qu'ils comportent sont obligatoires pour tous les citoyens, pour les organes de l'Etat et du Parti, comme pour les organes des organisations sociales.

Parmi les actes émanant des organes du Parti, ceux adoptés par le plus haut forum du Parti du Travail d'Albanie, par son Congrès, revêtent une importance particulière. Ces actes constituent une base très importante sur laquelle se fondent les organes d'Etat dans l'élaboration de mesures données, qu'ils énoncent à leur tour en des actes juridiques, ayant trait au développement de la vie sociale et étatique.

Le Parti du Travail d'Albanie guide non seulement l'activité des organes d'Etat mais aussi celle de toutes les organisations de masses d'Albanie. La plus vaste organisation de masses faisant partie de notre système de dictature du prolétariat, est le Front Démocratique. Ce système englobe toutes les autres organisations de masses telles que les Unions Professionnelles, l'Union de la Jeunesse du Travail d'Albanie, l'Union des Femmes d'Albanie. Les membres de ces organisations sont en même temps membres du Front Démocratique, en lequel se réalise l'union politique du peuple tout entier. Les organisations de masses sont des leviers du Parti qui l'aident à maintenir ses liens avec les masses et qui n'ont cessé de jouer un rôle très important dans la vie du pays. Le Parti du Travail d'Albanie a rejeté et dénoncé les prédications des révisionnistes modernes qui se prononcent pour l'«indépendance» des organisations de masses de l'influence du Parti, ce qui équivaut purement et simplement à une indépendance à l'égard de la politique prolétarienne, du Parti communiste, et le passage sous l'entière dépendance de la politique bourgeoise et des partis bourgeois.

Le Parti du Travail d'Albanie représente un des très rares exemples de parti marxiste-léniniste créé dans un pays où n'existaient pas auparavant de parti socialiste ou de parti social-démocrate, ni d'autres partis bourgeois, et resté le seul Parti de la classe ouvrière et le seul parti politique dans la vie du pays.

Durant la guerre il n'existait en Albanie aucune autre force sociale ni aucun parti politique apte à assumer et à diriger victorieusement la lutte de libération de notre peuple. Les principales classes exploiteuses — les grands propriétaires terriens et la grande bourgeoisie, — qui avaient trafiqué de la liberté et de l'indépendance du pays, se mirent ouvertement au service de l'ennemi dès les premiers jours de l'invasion fasciste.

Le Parti Communiste Albanais appela tous les Albanais à s'unir dans la lutte contre l'occupant «sans distinction de religion, de région ou convictions idéologiques». A l'appel du Parti répondirent tout le peuple albanais, tous les patriotes qui avaient à coeur la liberté de la Patrie. Grâce à l'union des larges masses populaires qui se vouèrent à la cause de la libération du pays, fut créé le Front Antifasciste de Libération Nationale. Ce large front populaire avait pour fondements l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie, sous la conduite de la classe ouvrière, alliance qui constituait la base sociale de notre révolution populaire.

Mais les classes réactionnaires loin de se rallier à la lutte du peuple prêtèrent au contraire leur appui aux envahisseurs fascistes et s'employèrent par tous les moyens à endiguer l'élan du mouvement révolutionnaire. C'est à ces fins que servit la création de l'organisation traîtresse du «Balli Kombëtar», qui défendait surtout les intérêts des gros propriétaires terriens et de la bourgeoisie réactionnaire. La création du «Balli Kombëtar», surtout sa collaboration déclarée avec l'envahisseur à partir de l'automne 1943, accentua le processus de différenciation des classes. En particulier, après l'entrée des occupants nazis en Albanie, toute la réaction intérieure se rallia aux organisations traîtresses du «Balli Kombëtar» et du «Legaliteti» avec l'objectif de détruire le Front de Libération Nationale.

Au lendemain de la libération du pays, les débris des classes exploiteuses et les agents de l'impérialisme américano-anglais s'efforcèrent de créer leur propre parti politique, afin de miner le pouvoir populaire et les conquêtes de la Lutte de Libération Nationale. Cette tentative avait pour but de fournir un appui aux couches et éléments de la minorité exploiteuse qui furent vaincus dans la lutte, politiquement et économiquement écrasés par la classe ouvrière en alliance avec la paysannerie. Ce faisant ils dressèrent contre eux la grande masse des travailleurs albanais et échouèrent complètement dans leur action.

Le fait qu'il n'existait pas d'autres partis politiques, en dehors du Parti du Travail d'Albanie, a été, pour la classe ouvrière et le peuple albanais, pour la cause de la révolution et du socialisme, un grand

bienfait, tandis qu'il était fatal pour la réaction intérieure et extérieure. C'est ce qui explique les accusations de violation de la démocratie que la propagande bourgeoise adresse à notre Parti et à notre Pouvoir. Mais le caractère démocratique d'un régime ne se mesure ni au nombre des partis, ni à leurs programmes ou à leur activité, ni aux campagnes électorales tapageuses et aux promesses démagogiques ; ce caractère est déterminée par sa base économique, par la classe qui détient le pouvoir, par toute la politique et l'activité de l'Etat, par le fait que cette politique et cette activité sont ou non dans l'intérêt des larges masses du peuple, servent ou non ces masses. L'expérience de l'Albanie a d'ores et déjà prouvé que le parti marxiste-léniniste de la classe ouvrière est en mesure de représenter et de défendre au mieux et pleinement les intérêts de tout le peuple travailleur. Les intérêts et les objectifs de la classe ouvrière que représente le Parti du Travail d'Albanie sont à la fois les intérêts et les objectifs de la paysannerie travailleuse et de l'intelligentsia populaire. De plus, l'expérience de notre peuple a démontré que, lorsqu'il n'existe pas d'autres partis bourgeois, le parti marxiste-léniniste remplit encore mieux sa mission historique pour la libération nationale, pour l'accomplissement de la révolution socialiste et l'édification du socialisme.

Une longue survivance des autres partis après l'instauration et la consolidation de la dictature du prolétariat, surtout après que l'édification de la base économique du socialisme a été achevée, n'a aucun sens, aucune raison d'être. «Du moment que la lutte de classes se poursuit au cours de toute la période d'édification de la société socialiste et de passage au communisme, et étant donné que les partis politiques expriment les intérêts de classes déterminées — a dit le camarade Enver Hoxha — la présence d'autres partis non marxistes-léninistes dans le système de la dictature du prolétariat serait absurde et opportuniste, surtout après l'édification de la base économique du socialisme. Leur absence ne porte aucune atteinte à la démocratie, mais renforce au contraire la véritable démocratie prolétarienne.»

LA POLITIQUE EXTERIEURE SUIVIE PAR LA REPUBLIQUE POPULAIRE D'ALBANIE

La République Populaire d'Albanie a, dès sa fondation, pratiqué fidèlement et sans défaillance une politique étrangère de principe, léniniste, conforme aux profondes aspirations du peuple albanais à la paix et à l'amitié entre les peuples, une politique qui a toujours eu pour objectifs la défense de la République Populaire d'Albanie et la garantie de l'édification du socialisme dans notre pays, la défense du marxisme-léninisme et l'unité du mouvement révolutionnaire fondé sur les principes du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien, l'appui résolu aux luttes de libération nationale et anti-impérialistes des peuples opprimés, la réalisation de la coexistence pacifique entre Etats à systèmes sociaux différents, la défense de la paix dans le monde et la dénonciation de la politique agressive de l'impérialisme, avec à sa tête l'impérialisme américain.

Cette politique de principe, conséquente, a non seulement garanti le développement souverain et l'édification socialiste de l'Albanie mais rendu aussi de réels services à la cause du socialisme et du communisme ; elle a accru la sympathie qui entoure l'Albanie socialiste et le nombre de ses amis aux quatre coins du monde. Aujourd'hui le nom de la République Populaire d'Albanie est connu et honoré comme celui d'un pays socialiste qui lutte implacablement contre l'impérialisme et le révisionnisme moderne, qui prouve que même un petit peuple peut accomplir la révolution socialiste, se défendre et édifier le socialisme avec succès à la seule condition d'être uni et d'avoir une direction révolutionnaire dévouée, de demeurer inébranlable sur les questions de principe et devant tout ennemi, de lutter avec une pleine confiance dans la victoire de sa juste cause et de ne reculer devant aucune difficulté ni aucun sacrifice. La République Populaire d'Albanie soutient la conception selon laquelle tous les pays souverains, grands et petits, sont égaux et que chacun d'entre eux apporte sa contribution dans le domaine international.

La politique extérieure de la République Populaire d'Albanie a toujours visé à l'élargissement de la coopération internationale et au renforcement de l'amitié entre les peuples. Dans les rapports avec les Etats socialistes frères, le Parti du Travail et le Gouvernement de la R.P. d'Albanie, se sont toujours guidés sur les principes du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien, qui constituent la seule base juste de ces rapports. Un exemple lumineux de la justesse et de la force de ces principes nous est fourni par nos rapports avec la R.P. de Chine. L'étroite amitié révolutionnaire qui unit l'Albanie et la Chine et les rapports qu'elles entretiennent en tout domaine, ont pris ces dernières

années un grand et très fructueux essor. La R.P. d'Albanie étend ses relations diplomatiques à un bon nombre de pays du monde, indépendamment de la forme différente de leur régime social et politique, mais toujours sur la base des principes connus de l'égalité, de la non-ingérence, du respect mutuel de l'intégrité territoriale et de la souveraineté nationale de chacun, de l'avantage mutuel et de la coexistence pacifique.

La République populaire d'Albanie s'oppose résolument à la politique d'agression et de guerre poursuivie par l'impérialisme ayant à sa tête les Etats-Unis d'Amérique; elle soutient sans réserve la lutte du peuple vietnamien contre l'agression américaine et pour le salut de sa patrie, elle appuie résolument le mouvement de libération nationale en Asie, en Afrique et en Amérique latine et la lutte révolutionnaire des peuples du monde entier, elle mène une lutte implacable contre le révisionnisme moderne pour préserver la pureté du marxisme-léninisme et dénonce avec fermeté les complots impérialistes et révisionnistes contre les intérêts des peuples.

La République Populaire d'Albanie déploie une activité inlassable sur le terrain international pour la sauvegarde de la paix dans les Balkans et dans le monde entier. Elle fut l'une des premières à proposer que la zone des Balkans et de l'Adriatique et toute la Méditerranée fussent dénucléarisées, elle a soutenu aussi les plans visant à faire de l'Europe centrale ainsi que d'autres régions du monde des zones dénucléarisées ; elle s'est prononcée fermement pour l'interdiction des essais nucléaires, pour l'interdiction de l'usage et de la production de ces armes et pour la destruction totale et définitive des stocks existants, pour le désarmement général. Dans le même temps, le gouvernement albanais a dénoncé les négociations stériles sur le désarmement, négociations qui, avec la complicité des révisionnistes modernes, servent aux Etats-Unis d'Amérique à poursuivre à des rythmes encore accélérés la course aux armements ; il a dénoncé le traité de Moscou sur l'interdiction partielle des expériences nucléaires comme une grande mystification, comme un instrument visant à assurer le monopole nucléaire aux deux grandes puissances, comme une arme pour l'instauration de leur hégémonie sur le monde.

Le Parti et le Gouvernement ont toujours soutenu le principe selon lequel la paix et le désarmement ne peuvent être assurés par des flagorneries et des concessions aux impérialistes mais en les leur imposant par la force unie des pays socialistes, de la classe ouvrière internationale, du mouvement de libération nationale, de tous les peuples et de toutes les forces anti-impérialistes et éprises de liberté.

En ce qui concerne le problème allemand notre Parti et notre Gouvernement ont toujours observé une ferme attitude conforme à la sécurité de la République Démocratique Allemande et aux intérêts vitaux de l'Europe, ils se sont déclarés avec insistance pour la signature au plus tôt du traité de paix avec l'Allemagne et la conversion, sur cette base, de Berlin-Ouest en une ville libre et démilitarisée. Ils ont également dénoncé les attermolements et les marchandages dangereux auxquels la direction soviétique khrouchtchévienne se livre sur cette question avec les impérialistes américains et les militaristes revanchards de Bonn, dans le dessein de liquider la République Démocratique Allemande, et qui constituent un réel danger pour la paix et la sécurité en Europe.

Sur toutes les questions internationales, notre Parti et notre Gouvernement s'en tiennent toujours à une inébranlable attitude de principe en faveur du socialisme contre l'impérialisme, en faveur de la révolution contre la réaction et la contre-révolution, en faveur de la paix, contre la guerre agressive impérialiste. Ils n'ont jamais fait de marchandages ni de diplomatie aux dépens des principes et des droits des peuples, ils n'ont jamais cherché à tirer avantage de certaines situations données et ils n'ont pas reculé devant les difficultés et les sacrifices quand il s'est agi de la cause de la paix, du socialisme et du communisme.

Dans ses efforts tendant au renforcement de la paix et de la coopération internationale, la République Populaire d'Albanie n'a cessé de mener une lutte résolue et de principe au sein de l'Organisation des Nations Unies et des autres organisations internationales. Nos délégations à ces organisations ont fait entendre la voix de la vérité, elles ont dénoncé vigoureusement les manoeuvres des puissances impérialistes et défendu la cause des peuples qui luttent pour la liberté, l'indépendance nationale et le progrès.

La politique de principe révolutionnaire de notre Parti et de notre Gouvernement, leur lutte sur le plan international contre l'impérialisme, le colonialisme et le révisionnisme moderne en faveur du

mouvement de libération nationale et révolutionnaire, ainsi que leur juste attitude sur les importantes questions internationales ont renforcé la position et l'autorité internationales de la République Populaire d'Albanie, ont accru la sympathie que leur portent les pays amis, les peuples épris de liberté et les forces révolutionnaires dans le monde entier.

Aujourd'hui notre pays entretient des relations diplomatiques avec 35 pays et des relations commerciales avec 40 pays. Dans le domaine culturel il a des rapports et échange des délégations avec un nombre encore plus élevé de pays. La République Populaire d'Albanie fait partie de 24 organisations internationales. Des associations d'amis de l'Albanie ont été créées dans maints pays du monde, nos hommes de science et de culture, nos groupes artistiques, sportifs et culturels ont porté dans des dizaines de pays le message d'amitié de l'Albanie nouvelle aux forces révolutionnaires et progressistes. Ils ont été accueillis partout avec chaleur et respect par nos nombreux amis. Les révolutionnaires et les hommes de progrès du monde entier suivent avec intérêt et appuient ardemment la lutte indomptable du Parti du Travail d'Albanie et du peuple albanais pour faire avancer dans tous les domaines la cause de la révolution et de l'édification socialiste.

La République Populaire d'Albanie édifie le socialisme dans les conditions d'encerclement géographique impérialiste et révisionniste, cela ne l'a cependant pas empêché de se développer en tant qu'Etat socialiste souverain, de prendre une part active et d'apporter sa contribution à la lutte historique des peuples pour la cause de la liberté, de la paix et du socialisme contre l'impérialisme agresseur et le révisionnisme moderne. Le Parti du Travail d'Albanie et la R.P. d'Albanie pratiquent dans les conditions concrètes qui sont celles de notre pays une politique extérieure révolutionnaire fondée sur le marxisme-léninisme. «La République Populaire d'Albanie, a dit le camarade Enver Hoxha à la tribune du 5^e Congrès du P.T.A., n'a permis et ne permettra jamais à qui que ce soit de porter atteinte à aucun de ses droits nationaux et internationaux, elle luttera encore à l'avenir de toutes ses forces et ne cédera jamais devant aucune pression politique, économique ou militaire qui pourrait lui être faite pour imposer à notre peuple des diktats lésant ses intérêts.»

PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DU DEVELOPPEMENT DE LA BASE MATERIELLE ET TECHNIQUE DU SOCIALISME

QUELLE EST LA NATURE DES RAPPORTS DE PRODUCTION EXISTANT EN ALBANIE.

Les rapports de production existant en Albanie sont des rapports socialistes. La base économique de notre société est constituée par le système d'économie socialiste. Les moyens de production sont propriété sociale, autrement dit ils appartiennent aux travailleurs, représentés par l'Etat socialiste ou les coopératives agricoles et autres unions coopérées.

L'exploitation de l'homme par l'homme est inconnue en Albanie. Les rapports socialistes se caractérisent par la coopération et l'entraide des travailleurs. La grande production socialiste, dans les régions rurales comme dans les centres urbains, se développe pour satisfaire au mieux les besoins matériels et culturels sans cesse croissants du peuple tout entier. La juste répartition du revenu national assure un impétueux essor économique et culturel du pays sur la voie du socialisme, et l'élévation continue du niveau de vie de la population.

Affranchis de l'oppression et de l'exploitation du passé, devenus maîtres de leur destin et de leur pays, nos ouvriers, paysans et intellectuels, sont aujourd'hui des bâtisseurs conscients et actifs du socialisme. Ils travaillent avec abnégation, car ils savent qu'ils le font pour eux-mêmes et pour le bien de toute la société.

La propriété sociale est la base de notre régime socialiste, la source de la richesse et de la puissance de la patrie, de la prospérité et du bien-être de tous les travailleurs.

Notre pays connaît deux formes de propriété sociale : la propriété d'Etat et la propriété coopérée.

La propriété d'Etat en Albanie comprend : les ressources du sous-sol, les eaux et forêts, les usines et fabriques, les mines, les transports automobiles, ferroviaires, maritimes et aériens, les moyens de communication, les banques, les Entreprises agricoles d'Etat, les stations de machines et de tracteurs, les Entreprises commerciales et de stockage ainsi que les entreprises communales et le fonds des logements dans les villes et les centres industriels, etc.

La propriété coopérée comprend les terres des coopératives agricoles, leurs bêtes et instruments de travail, leurs produits ainsi que leurs bâtiments sociaux.

Les deux formes susmentionnées sont, de par leur nature sociale, du même type. Entreprises d'Etat et exploitations collectives s'appuient les unes et les autres sur la socialisation des moyens de production sur des bases socialistes et le travail collectif ; elles excluent toute possibilité d'exploitation de l'homme par l'homme ; elles développent l'économie suivant un plan et mettent en pratique le principe socialiste de la répartition du produit proportionnellement au travail.

Il existe cependant entre les deux formes précitées de propriété certaines différences. La propriété d'Etat est la propriété du peuple tout entier tandis que la propriété coopérée est la propriété de collectifs déterminés ou d'unions de travailleurs. Alors que dans les entreprises d'Etat tous les moyens de production, sans exception, sont socialisés, dans les coopératives agricoles une partie de ces moyens, tels les enclos des coopérateurs et une partie du matériel agricole demeurent propriété personnelle des membres. Une autre différence réside dans le fait que la production des entreprises d'Etat est propriété de l'Etat socialiste, cependant que la production de la coopérative agricole demeure propriété de celle-ci.

D'où la différence dans le mode de répartition du produit social. Dans les entreprises d'Etat, en effet, la répartition se fait sous forme de salaires, tandis que dans les coopératives agricoles le produit est réparti en fonction des journées de travail accomplies. Des différences existent également dans le mode de gestion de ces deux formes de propriété.

Mais les différences entre les entreprises d'Etat et les exploitations coopérées ne sont pas des différences fondamentales. Ce sont des différences qui se manifestent dans le cadre des rapports socialistes de production.

Notre société connaît également la propriété individuelle. Celle-ci englobe les revenus des travailleurs et leurs épargnes, les habitations et les enclos d'exploitation domestique auxiliaire, les objets servant à l'économie domestique et le mobilier, les objets de consommation et de confort personnel.

La propriété individuelle dans notre pays se rattache étroitement à la propriété sociale, base du bien-être de tout travailleur. L'accroissement de la propriété sociale entraîne la satisfaction des besoins individuels des travailleurs par une quantité sans cesse croissante de produits.

La propriété sociale des moyens de production et du produit du travail ainsi que la répartition du produit du travail dans l'intérêt des travailleurs, déterminent la supériorité décisive du système socialiste sur le système capitaliste. En régime socialiste tous les biens de la grande production sociale, qui assure un énorme accroissement du rendement du travail, vont en faveur de la société, des masses travailleuses et non pas au profit des exploités, comme cela se produit en régime capitaliste.

COMMENT A-T-ON PU PASSER AU SOCIALISME SANS CONNAITRE AU PREALABLE LE DEVELOPPEMENT A GRANDE ECHELLE DU CAPITALISME ?

Avant la Libération, l'Albanie était un pays semi-colonial, semi-féodal, souffrant d'un grand retard technique et économique. Elle avait amorcé le cycle du mode capitaliste de production mais n'était pas entrée dans la phase du capitalisme industriel avancé. Les vestiges du féodalisme qui avaient poussé de profondes racines, surtout dans les campagnes, freinaient le libre développement des forces productives.

La clique féodalo-bourgeoise, par sa politique d'entière soumission aux intérêts de l'impérialisme, fraya la voie et aida à l'asservissement économique du pays par le capital monopoliste étranger, et en premier lieu par le capital italien. La domination du capital étranger entraîna la perte de la souveraineté politique du pays et plus tard l'occupation du pays par les envahisseurs fascistes qui y établirent l'oppression et le joug coloniaux.

Avant de s'engager dans la voie du développement socialiste, l'Albanie était un pays typiquement agraire, à l'agriculture primitive et morcelée, dépourvu d'industrie. En 1938, l'immense majorité, soit 87 pour cent de la population apte au travail, s'occupait d'agriculture, et 13 pour cent seulement était employée dans l'industrie et dans les autres branches de l'économie. Cette même année, la part de l'industrie dans la création du revenu national représentait 4,5 pour cent seulement de ce revenu, alors que la part de la production agricole dans le volume global de la production industrielle et agricole du pays représentait 90,2 pour cent de cette production.

Les idéologues des classes dominantes, dans leurs tentatives de pérenniser la rapine du pays de la part des grands propriétaires terriens, de la bourgeoisie et des impérialistes étrangers, prêchaient et propageaient la conception que l'on peut définir du nom de fatalisme agraire. Ils alléguèrent que le retard technique et économique de l'Albanie était le résultat inévitable et le reflet des conditions naturelles et climatiques du pays, voire même, qui pis est, de la nature même et du caractère du peuple albanais.

Mais les grands succès de l'édification socialiste en Albanie dans les années qui suivirent la Libération sont venus réfuter ces conceptions réactionnaires.

Bien que l'Albanie ait été par le passé un pays arriéré et semi-féodal, le Parti, appliquant avec conséquence la ligne révolutionnaire qui consiste à s'appuyer sur ses propres forces, n'a pas hésité un seul instant à engager dès le début le pays dans la voie du socialisme, sans passer par la phase intermédiaire de développement à grande échelle du capitalisme. Les grandes transformations sociales et économiques réalisées après la Libération influèrent de façon déterminante sur ce processus.

L'ancien appareil d'Etat féodalo-bourgeois fut brisé et, à sa place, fut mise sur pied une nouvelle organisation d'Etat, dès lors entre les mains des larges masses laborieuses. Ce nouvel état de choses permit au peuple, devenu maître de ses destinées et de celles de son pays, de développer ses énergies créatrices et de mettre en valeur toutes les ressources et les richesses du pays pour l'heureux épanouissement de la patrie et l'édification de la vie nouvelle. L'acheminement de notre pays sur la voie du socialisme sans passer par le stade de développement avancé du capitalisme s'est fait grâce à une lutte de classes acharnée et en combattant contre les déviateurs qui, dans les rangs mêmes du Parti,

niaient la possibilité de succès de la ligne définie par le Parti pour le passage direct de notre pays de l'ancien ordre semi-féodal à la voie du développement socialiste et de l'édification de la société socialiste, et qui tendaient à encourager le développement à grande échelle du capitalisme.

L'acheminement direct de l'Albanie sur la voie du développement socialiste était la seule voie juste et possible qui s'offrait pour son renouveau sur de nouvelles bases économiques et sociales, pour l'élimination de son lourd retard séculaire hérité du passé dans tous les domaines de l'activité sociale, pour le libre développement des forces créatrices du peuple.

Le socialisme ne pouvait s'édifier en Albanie sans que ne fussent préalablement réalisées deux tâches fondamentales. Il fallait en premier lieu instaurer dans toute l'économie populaire, des rapports socialistes de production reposant sur la propriété sociale des moyens de production ; il fallait, autrement dit, établir la base économique du socialisme en liquidant l'économie multiforme et en mettant sur pied une économie unique socialiste. Cette tâche a été pleinement accomplie. En second lieu, il fallait opérer la transformation de la structure économique du pays, substituer à l'ancienne structure dans laquelle prévalait la petite production éparse et primitive agricole et artisanale une structure dominée par l'industrie et la grande production de machines ; il fallait, en d'autres termes, jeter la base matérielle technique du socialisme. Cette tâche aussi importante qu'ardue sera parfaitement menée à bien grâce à la révolution technique et scientifique que réalisent actuellement les masses laborieuses sous la conduite du Parti du Travail d'Albanie.

Dès les premiers pas faits dans l'édification socialiste en Albanie, on vit se manifester avec une force particulière une contradiction entre le pouvoir politique avancé et l'économie arriérée, entre les nouveaux rapports socialistes de production instaurés dans le secteur socialiste de l'économie populaire et le bas niveau des forces productives. Le niveau inférieur de développement des forces productives, la part fort réduite de la production industrielle dans la production globale du pays, le très faible développement de la production agricole destinée au marché, le bas rendement du travail social, la pénurie de cadres techniques et d'ouvriers qualifiés, constituaient autant de lourdes difficultés sur la voie de l'édification socialiste. Ces contradictions et ces obstacles ont été surmontés et continuent de l'être grâce à la juste et clairvoyante politique marxiste-léniniste du Parti du Travail, à la manière scientifique et créatrice dont il aborde les problèmes dans les conditions concrètes du pays. Afin de résoudre les contradictions et de surmonter les difficultés sur la voie de l'édification socialiste, le Parti a su mobiliser les larges masses laborieuses en faisant d'elles des bâtisseuses conscientes de la nouvelle société socialiste.

La liquidation de la propriété privée capitaliste (dans l'industrie, les transports, le commerce, les banques, etc.) et l'apparition de la propriété socialiste, des rapports socialistes, ont ouvert des horizons nouveaux au développement des forces productives dans la voie socialiste. Toutefois, l'absence de grande industrie dans le pays ne permettait pas que les avantages créés par les rapports socialistes de production fussent exploités dans la mesure et de la manière souhaitables. On vit alors surgir la contradiction (incompatibilité) entre le pouvoir politique avancé et l'économie retardataire, entre les nouveaux rapports de production et le bas niveau de développement des forces productives. Sans l'élimination de cette incompatibilité, le développement ultérieur du pays dans la voie du socialisme était impensable. Une seule voie s'offrait pour aplanir cette contradiction, pour élargir et renforcer les nouveaux rapports socialistes de production, la voie de l'industrialisation socialiste du pays.

La création de la base matérielle technique du socialisme était inconcevable sans industrialisation. Aussi le Parti du Travail, à peine le pays se fut-il engagé dans la voie du développement socialiste, posa devant les masses travailleuses comme une des tâches les plus vitales et les plus urgentes de l'édification socialiste, la mise sur pied d'une industrie moderne à branches multiples, en même temps que l'électrification du pays. Le Parti du Travail d'Albanie n'a cessé de considérer l'industrialisation comme une des tâches primordiales de l'édification du socialisme dans notre pays, une tâche dont l'accomplissement est indispensable pour faire avancer la révolution socialiste sur le front économique. Après la Libération, une série de branches nouvelles de l'industrie d'extraction et de transformation, de l'industrie lourde et légère, ont été créées. Le passage de la petite production primitive de caractère artisanal à la grande production industrielle reposant sur une nouvelle technique moderne a été assuré. C'est là une grande victoire historique dans la voie de l'établissement de la base

technique du socialisme. De pays agraire arriéré qu'elle était dans le passé, l'Albanie s'est changée en pays agricole-industriel et elle se transforme en un pays industriel-agraire, avec la perspective de devenir un pays industriel à agriculture avancée.

Pour l'Albanie, où prévalait la petite production agricole et artisanale, la réorganisation des exploitations agricoles sur des bases socialistes, sans passer par la phase de développement avancé du capitalisme dans l'agriculture, était d'une grande importance pour l'édification socialiste. Pour réaliser cette transformation il n'existait qu'une seule voie éprouvée par la pratique — la voie de la coopération bénévole des larges masses de la paysannerie laborieuse et des petits producteurs des villes, des artisans. En s'en tenant à cette voie, la collectivisation intégrale de l'agriculture est devenue une réalité. La base économique du socialisme fut également établie dans les régions rurales.

Après la Libération les artisans, gravement appauvris sous l'occupation fasciste, bénéficièrent de l'appui du pouvoir populaire pour se relever et développer leur économie, réussissant ainsi à améliorer en même temps leurs conditions de vie matérielle. Mais leur activité productive, du fait qu'elle s'appuyait sur des instruments de travail primitifs et qu'elle était dispersée, ne pouvait leur assurer une condition fort stable, et leurs perspectives de la voir se développer sur l'ancienne voie étaient restreintes. Les artisans, ayant une juste compréhension de la politique du Parti et de l'aide que leur prêtait l'Etat, soutinrent activement la voie de la coopération socialiste et s'y engagèrent de leur plein gré.

Avec l'heureuse réalisation de ces grandes transformations sociales et économiques, l'économie multiforme fut généralement éliminée dans notre pays. Elle y fut remplacée par une forme unique — l'économie socialiste. La propriété sociale des moyens de production sous ses deux formes — étatique et coopérée — et les rapports socialistes de production ont été instaurés dans toutes les branches de l'économie populaire. Ainsi la base économique du socialisme a été créée dans les villes comme dans les campagnes. L'économie capitaliste, les classes exploiteuses et l'exploitation de l'homme par l'homme ont été abolies une fois pour toutes.

La période d'édification de la base économique du socialisme dans notre pays a été une période de profondes transformations révolutionnaires, dirigées de façon consciente et planifiée par le Parti, dont l'instrument principal et décisif pour l'accomplissement de cette tâche a été le pouvoir politique de la classe ouvrière — la dictature du prolétariat.

Les masses laborieuses du pays se virent obligées de livrer une lutte acharnée, surtout dans les premières années de l'édification socialiste, lorsque les ennemis du dedans, aidés et organisés par l'impérialisme, tentèrent par des complots et des activités de sabotage, par la terreur et l'assassinat, de saper l'édification socialiste du pays et de restaurer l'ancien ordre des grands propriétaires terriens et de la bourgeoisie. Mais toutes leurs tentatives échouèrent totalement. L'Albanie avance, sûre d'elle-même, dans, la voie de l'édification complète du socialisme.

QUELLES SONT LES TRANSFORMATIONS ECONOMIQUES ACCOMPLIES PAR LE POUVOIR POPULAIRE ET DE QUELLE MANIERE EST NE LE SECTEUR SOCIALISTE ?

La prise du pouvoir politique par la classe ouvrière, en alliance avec la paysannerie, n'est que la première phase, la condition déterminante de l'accomplissement de la révolution socialiste. Pour que cette révolution se développe plus avant sur le front économique, pour que s'édifie le socialisme il faut supprimer la propriété privée capitaliste des moyens de production et lui substituer la propriété socialiste. A cet effet notre Parti a élaboré un vaste programme de développement de la révolution socialiste dans le domaine de la propriété des moyens de production et de circulation. La base de ce programme était la nationalisation de tous les moyens de production et des moyens de circulation dont l'importance était décisive pour l'économie populaire.

Le contrôle de l'Etat sur la production et la répartition, mis en application dès les premiers jours de l'instauration du pouvoir populaire, en vertu de la loi du 15 décembre 1944, marqua, en tant que mesure préliminaire, le premier pas dans la nationalisation des principaux moyens de production.

Le contrôle de l'Etat, institué dans les conditions qui étaient celles de notre pays, constituait en réalité une certaine forme de contrôle ouvrier, car dès cette époque la classe ouvrière était la dirigeante du nouvel Etat de démocratie populaire. Le contrôle était exercé par un commissaire, désigné par le

ministère. Ses principales tâches consistaient 1) à dresser l'inventaire des ressources de l'entreprise, 2) à participer activement à la gestion de l'entreprise, 3) à contrôler la production et la répartition des produits, 4) à autoriser ou non tout acte d'achat ou de vente et tout autre contrat relatif à l'activité productive de l'entreprise.

Afin de mener à bien ces tâches, les commissaires bénéficiaient de l'appui direct de l'organisation du Parti et des unions professionnelles (syndicats). C'est là une preuve de plus du fait que le contrôle d'Etat était effectivement un contrôle ouvrier.

Le processus d'exercice du contrôle d'Etat (ouvrier) permit de mettre à jour et de bien faire connaître les capacités productives des entreprises, les ressources et les réserves de matières premières, le matériel et les combustibles. Ce contrôle permit aussi aux ouvriers et aux commissaires d'acquérir des connaissances pratiques dans le domaine de l'organisation et de la gestion de la production, connaissances qui devaient être utilisées plus tard pour la gestion planifiée des entreprises industrielles nationalisées.

La nationalisation des principaux moyens de production et de circulation se fit, dans l'ensemble, dans les années 1945-1946. La nationalisation sur une grande échelle fut mise en train par le décret du 13 janvier 1945. Au cours de l'année 1945, la nationalisation porta principalement sur toutes les entreprises commerciales, sur les entreprises de transports, les sociétés par actions et les banques, propriété du capital étranger. Au total, 90 sociétés par actions appartenant au capital italien furent nationalisées.

En 1946, toutes les entreprises et sociétés par actions appartenant au capital national de la bourgeoisie locale furent nationalisées à leur tour.

Une autre mesure de grande importance fut la socialisation du commerce intérieur et l'institution du monopole d'Etat sur le commerce extérieur. La loi établissant «l'impôt extraordinaire sur les bénéficiaires de guerre» joua un rôle déterminant dans la socialisation du commerce intérieur. Cette loi prévoyait la confiscation immédiate, sans indemnité, des biens de tous ceux qui ne payaient pas l'impôt qui les frappait. Dès 1945, la plus grande part du commerce intérieur était socialisée. Ce commerce intérieur socialisé servit de base à la création du commerce intérieur d'Etat de gros et de détail. Presque aussitôt après, le monopole d'Etat fut établi sur le commerce extérieur, monopole légalement sanctionné par la Constitution de la République Populaire d'Albanie de 1946.

La socialisation socialiste des principaux moyens de production et de circulation marqua : premièrement, la suppression de la domination économique de la bourgeoisie étrangère et locale et le passage des postes de commande de l'économie aux mains de l'Etat ; deuxièmement, la création de la base économique de la dictature du prolétariat, sans laquelle le pouvoir politique même était mis en péril et toute avance victorieuse sur la voie du développement socialiste était impossible ; troisièmement, l'apparition des rapports socialistes de production et du secteur socialiste dans l'industrie, le commerce, les transports, les finances, l'agriculture, jetant ainsi les fondements pour la création et l'extension planifiée du mode socialiste de production.

La socialisation socialiste des principaux moyens de production et de circulation s'acheva dans notre pays en un fort bref espace de temps, en deux ans (1945-1946). Au début de 1947, les moyens de production dans l'industrie étaient pour ainsi dire entièrement devenus la propriété de l'Etat. A la fin de la même année, le secteur socialiste fournissait 87 pour cent de la production industrielle globale.

Les rythmes accélérés de nationalisation des principaux moyens de production et de circulation constituent une particularité caractéristique de notre révolution socialiste dans le domaine des transformations économiques. Ces rythmes élevés étaient dus au passage immédiat du pouvoir politique entre les mains de la classe ouvrière et de son Parti. L'instauration de la dictature du prolétariat constituait le facteur déterminant de la nationalisation accélérée et la base réelle de ce processus.

Dans les nouvelles conditions créées, le pouvoir populaire devait, le plus promptement possible, créer ses propres cadres de l'économie, issus des rangs des éléments instruits à l'école de la révolution populaire.

Cette tâche ardue et complexe fut menée à bien en un laps de temps relativement bref. Afin de pourvoir aux besoins des entreprises nationalisées en techniciens moyens et en cadres de l'économie, divers cours professionnels furent institués. En vue de préparer des cadres supérieurs de techniciens et d'économistes, des jeunes ayant terminé leurs études secondaires et embrassé la politique du Parti furent envoyés faire leurs études à l'étranger, dans les pays socialistes.

Bien que la nationalisation se fût accomplie de façon pacifique, elle s'accompagna d'une âpre lutte de classes. Les classes exploiteuses, adoptant une attitude hostile à l'égard des transformations socialistes, s'efforcèrent de freiner le rythme des nationalisations. Les impérialistes ne ménagèrent pas leur appui à la réaction intérieure dans sa lutte contre le pouvoir populaire et les transformations socialistes.

L'attitude hostile de la bourgeoisie et sa réaction résolue à l'égard des transformations socialistes déterminèrent aussi les formes et les méthodes de nationalisation dans notre pays ; dans nos conditions concrètes, le pouvoir populaire fut contraint d'user de la méthode de confiscation de la propriété capitaliste sans aucune indemnité. Cette méthode, bien que n'étant pas la seule forme de rationalisation socialiste, s'imposait absolument.

En ce qui concerne la propriété des petits producteurs, — paysans travailleurs et artisans, — elle ne fut pas touchée. Cette attitude vis-à-vis de cette forme de propriété était déterminée par des facteurs à la fois politiques et économiques. Economiques, car dans l'agriculture prévalaient les petites exploitations reposant sur le travail individuel des paysans; politiques, car la paysannerie laborieuse était l'alliée étroite et fidèle de la classe ouvrière dans la lutte pour la liquidation des rapports capitalistes et l'instauration des rapports socialistes. La socialisation socialiste des moyens de production des petits producteurs ne pouvait se réaliser que sur des bases pleinement bénévoles, par le moyen de la coopération, et c'est cette voie que notre Parti a fidèlement suivie.

Partant de la nécessité urgente de supprimer les vestiges du féodalisme et de la grande propriété terrienne, le pouvoir populaire, exauçant les aspirations séculaires de la paysannerie, réalisa la réforme agraire conformément au principe selon lequel «la terre appartient à celui qui la travaille». Aux termes de la loi de réforme agraire, approuvée en 1945 et complétée en 1946, toutes les terres qui n'étaient pas directement cultivées par leurs propriétaires furent expropriées sans indemnité. Plus de 320.000 hectares furent ainsi arpentés et redistribués.

La réforme agraire limita la propriété privée du sol à 5 ha. Elle ne toucha pas la petite propriété privée des paysans qui travaillaient leur terre. Les ouvriers journaliers, les paysans ayant peu ou pas de terre reçurent des parcelles à titre gratuit. La mise en oeuvre de la réforme agraire supprima la grande propriété du sol dans l'agriculture et, en même temps, la classe des grands propriétaires terriens, la classe la plus réactionnaire de notre société de l'époque.

En vertu de la réforme, une partie des terres confisquées devinrent la propriété de l'Etat et servirent de base à la création des entreprises agricoles d'Etat, qui marquèrent l'apparition du secteur socialiste dans l'agriculture. Les eaux et forêts et les ressources du sous-sol devinrent aussi la propriété de l'Etat.

La réforme agraire fut mise en oeuvre par la voie révolutionnaire. Elle fut appliquée par les masses laborieuses des campagnes elles-mêmes, conduites par la classe ouvrière. Elles prirent une part active et directe à l'arpentage et à la répartition des terres confisquées. La création des comités de paysans pauvres pour la mise en application de la réforme agraire fut d'une grande importance et aida beaucoup à l'élévation de la conscience de classe de la paysannerie laborieuse.

La mise en oeuvre de la réforme agraire dans notre pays démontre que seuls la classe ouvrière et son Parti sont capables, une fois qu'ils se sont emparés du pouvoir, d'accomplir des transformations radicales dans les rapports agraires à la campagne. La réforme agraire marqua la première révolution dans les rapports sociaux et économiques de la campagne albanaise. Le trait essentiel de cette révolution consistait dans la transformation démocratique des rapports de propriété du sol, dans la suppression définitive des vestiges du féodalisme dans l'économie, dans la liquidation de la classe des grands propriétaires terriens, dans la remise à titre gratuit de la terre à la paysannerie possédant peu ou pas de terre. A la suite de l'application de la réforme agraire, la grande majorité des exploitations des paysans pauvres s'agrandirent pour atteindre la superficie des exploitations des paysans moyens. L'interdiction de vendre, de donner à bail et d'hypothéquer la terre, ainsi que d'autres mesures prises

par le pouvoir populaire limitèrent considérablement la différenciation de la paysannerie en deux pôles extrêmes — en riches et en pauvres. Mais la seule voie conduisant à l'édification du socialisme dans les campagnes était la création des nouveaux rapports socialistes de production en substituant à la petite propriété individuelle de la paysannerie la grande propriété collective. La seconde révolution, le tournant révolutionnaire le plus radical dans les rapports sociaux et économiques de la campagne albanaise, est constituée par la collectivisation de l'agriculture. La réforme agraire fut également très importante pour la création des prémisses de la transformation socialiste des zones rurales.

C'est à cette même époque que l'Etat socialiste procéda aussi à la réforme monétaire. L'inflation et le chaos de la circulation monétaire, legs de l'ancien ordre féodalo-bourgeois et des occupants étrangers, ainsi que la nécessité d'enlever des mains de la bourgeoisie une bonne part des moyens monétaires exigeaient la mise en oeuvre de la réforme monétaire, comme une réforme qui s'insérait au reste de façon organique dans les transformations socialistes de la période de passage du capitalisme au socialisme. Les banques furent nationalisées et tout le système du crédit concentré entre les mains de l'Etat. La véritable réforme monétaire fut opérée au mois de juillet 1946. L'échange des anciens symboles monétaires contre les nouveaux se fit dans la proportion de 5 contre 1 et la somme maximale pouvant être échangée par famille fut fixée à 1000 unités monétaires nouvelles. Grâce à cette réforme, la quantité de papier monnaie en circulation diminua de 8 fois, les conséquences de l'inflation furent éliminées, une bonne part des moyens monétaires furent enlevés aux éléments capitalistes et spéculateurs, un certain équilibre s'établit sur le marché et le pouvoir d'achat du nouveau franc se stabilisa. Le système monétaire du pays fut soumis à une refonte complète.

Le passage du pouvoir politique entre les mains de la classe ouvrière et de son Parti et les premières transformations révolutionnaires dans le domaine de la propriété des moyens de production et de circulation inaugurèrent le processus d'édification du socialisme dans notre pays.

LE DEGRE DE CONCENTRATION ET DE COOPERATION ATTEINT PAR NOTRE ECONOMIE EN REGIME DE POUVOIR POPULAIRE

Le système d'économie socialiste concourt à l'amélioration des formes d'organisation de la production sociale et à leur essor rapide grâce à une concentration et à une coopération croissantes ainsi qu'à une spécialisation plus poussée des diverses branches de la production.

La concentration de la production dans notre pays n'est pas un processus spontané ; elle s'opère de façon planifiée afin que ses avantages puissent être exploités au profit de l'extension ultérieure de la production sociale. La propriété socialiste des moyens de production crée des conditions très favorables pour la concentration de la production.

[Un paragraphe manquant : bas de page déchiré.]

L'énorme majorité des ouvriers est concentrée dans les grandes entreprises. Cela illustre le progrès assez important qui a été fait vers la concentration de la production en de grandes entreprises pourvues d'une technique avancée, bases solides d'un impétueux développement ultérieur des forces productives du pays. La concentration est particulièrement marquée dans les entreprises industrielles.

A la suite de la collectivisation intégrale de l'agriculture, de grandes exploitations à technique avancée ont également été créées dans ce secteur. Dans les autres branches de l'économie populaire l'on note aussi une grande concentration de la production et de la force de travail.

La concentration et la spécialisation de la production offrent une série d'avantages du fait qu'elles permettent une utilisation plus efficiente et rentable des principaux éléments de la production, de l'outillage et des équipements, de la force de travail, des matières premières et auxiliaires, des bâtiments et des installations. L'accroissement de la concentration favorise la mise en service d'un outillage et d'un équipement de plus grandes capacités et d'une technique plus moderne, dont l'efficacité accrue entraîne une baisse des frais par unité de production, assure une élévation sensible de la productivité du travail et réduit le coût de revient dans l'industrie.

[Un paragraphe manquant : bas de page déchiré.]

Le troisième plénum du Comité Central du P.T.A. (octobre 1967) a imprimé une nouvelle impulsion à la concentration et à la spécialisation de l'industrie, en fixant dans ce domaine et plus spécialement pour l'industrie mécanique une série de tâches importantes qui ouvrent des perspectives nouvelles au développement ultérieur de l'économie populaire dans son ensemble et de l'industrie socialiste en particulier.

Ce plénum a également posé des tâches importantes à remplir en vue d'étendre et d'approfondir la coopération dans l'économie populaire, en tant que levier important pour le développement et le renforcement de celle-ci.

La coopération socialiste s'est développée et renforcée dans notre pays parallèlement au développement de l'économie populaire. Sous des formes diverses elle a été appliquée tant dans l'industrie que dans l'artisanat, au sein de chacune de leurs branches comme dans leurs rapports mutuels, ainsi qu'entre l'industrie, l'agriculture et les autres secteurs. Ces formes de coopération ont pris dès maintenant un grand essor. Elles se développent et se perfectionnent, et le troisième plénum du Comité Central du P.T.A. a inauguré une phase de coopération plus élevée, plus complexe qui nous permettra de construire des machines et des fabriques par nos propres moyens. L'élévation du degré de coopération socialiste dans les diverses branches de l'industrie, qui entraînera l'extension des liens et de la coopération avec de nombreux secteurs de notre économie, avec l'agriculture, les transports, la construction, l'industrie alimentaire, le secteur de l'instruction et de l'éducation, constitue une caractéristique marquante de la période actuelle de développement de notre économie populaire.

En notre régime de pouvoir populaire, la collectivisation de l'agriculture a créé dans nos campagnes de grandes exploitations agricoles et, par là même, les prémisses pour la réalisation de la coopération dans cette importante branche de notre économie populaire. Le mot même de «coopérative» implique l'idée de coopération. Dans nos coopératives agricoles les moyens de production sont propriété commune, et c'est sur cette base que les gens travaillent, collaborent, coopèrent côte à côte, collectivement. Ainsi, la coopération socialiste dans les coopératives agricoles repose sur le travail en commun et sur la propriété collective des moyens de production. Le développement de la coopération à l'intérieur même des divers secteurs des coopératives agricoles favorise leur essor économique, l'élévation du niveau de vie des coopères, la réduction du décalage existant entre la ville et la campagne. Les coopératives groupées, en grandes exploitations qu'elles sont, organisent aux échelons successifs la transformation sur place des produits de l'élevage, des fruits et des légumes, l'élaboration d'une série de produits de première nécessité pour la vie des campagnes, à partir des déchets des produits végétaux, le développement de l'artisanat non seulement pour assurer la réparation des instruments de travail, mais aussi pour la confection d'articles d'habillement, la fabrication de meubles, la construction, etc. Cette coopération influe sur l'élévation ultérieure du niveau de vie des campagnes albanaises.

La coopération entre l'agriculture et l'élevage s'est renforcée sous le pouvoir populaire. Ce sont deux branches du même tronc économique, et l'une ne peut se passer de l'autre. Cette coopération existait aussi par le passé dans les petites exploitations privées mais, par suite de la collectivisation de l'agriculture, elle s'est développée encore davantage et a été acheminée sur une voie scientifique.

Seul le système socialiste crée les possibilités pour une coopération plus vaste et plus juste entre les deux principales branches de l'économie populaire, l'industrie et l'agriculture. Ces deux branches essentielles de la production matérielle sont unies par une interdépendance et des liens mutuels qui s'affirment de plus en plus, parallèlement au développement de l'économie. Il s'ensuit que si, auparavant, notre industrie fournissait à l'agriculture quelques instruments des plus simples, et ce souvent en quantité insuffisante, ces dernières années, et particulièrement durant le troisième quinquennat et actuellement dans le quatrième, le renforcement du rôle de direction de l'industrie a créé des conditions permettant de mieux approvisionner l'agriculture en instruments agricoles, en engrais chimiques, en combustibles, en matériaux de construction, etc. Inversement, l'agriculture, en réalisant les tâches qui lui ont été assignées, sera en mesure de fournir à l'industrie légère et alimentaire une plus grande quantité de matières premières et de mieux subvenir aux besoins de la population.

C'est ainsi que, selon les prévisions, l'industrie fournira en 1970 à l'agriculture, une quantité de machines agricoles de 419 pour cent plus élevée qu'en 1965. Les taux respectifs seront pour les pièces de rechange de 170 pour cent, pour les instruments de travail de 141 pour cent, pour les aliments destinés au bétail de 65 pour cent. L'industrie chimique travaillant pour l'agriculture connaîtra un grand essor, ce qui permettra un approvisionnement de cette dernière en engrais chimiques, azotés et phosphatés, d'une ampleur sans précédent. Ainsi ont été créées de plus vastes possibilités pour un développement harmonieux de ces branches, pour la réduction des disproportions existant entre elles.

LES PROPORTIONS PRISES PAR LA GRANDE PRODUCTION MECANISEE

Depuis l'instauration du pouvoir populaire de gros efforts n'ont cessé d'être déployés pour l'extension de la grande production mécanisée dans toutes les branches de l'économie populaire.

Au fil des années, notre édification socialiste s'accompagne de la construction de grands ouvrages qui, par leurs proportions, le progrès technique qu'ils représentent et le volume de leur production, n'ont aucun point de comparaison avec ceux du passé et peuvent rivaliser avec les ouvrages analogues des pays industriels les plus avancés. On peut citer notamment à cet égard, les entreprises pétrolières, les entreprises minières, les combinats de textiles «Staline» et «Mao Tsé-toung», le combinat des articles de bonneterie «La Faucille et le marteau», le combinat de conditionnement du bois «Nako Spiru», les cimenteries, les centrales hydro-électriques, l'usine de pièces de rechange pour tracteurs, les nouvelles usines métallurgiques et chimiques, sans mentionner des dizaines d'autres entreprises.

La collectivisation intégrale de l'agriculture qui s'est achevée en 1967, la création de coopératives agrandies, l'aide multiforme prêtée par l'Etat à travers les stations de machines et de tracteurs pour la mécanisation des travaux agricoles ont permis à l'agriculture aussi de s'engager dans la voie de la grande production mécanisée. Il est ainsi satisfait à l'une des exigences essentielles pour la mise sur pied de la base matérielle et technique du socialisme, à savoir l'extension de la grande production mécanisée en agriculture.

Les premières années du quatrième plan quinquennal (1966-1970) ont été marquées par la mise en service de deux grandes usines d'engrais chimiques, d'une usine de soude calcinée et caustique, d'une usine sidérurgique, de l'usine de pièces de rechange pour tracteurs, de deux cimenteries produisant du ciment de qualité supérieure, d'une grande centrale thermique, d'une usine de traitement et de raffinage du cuivre, etc.

En outre, ce quinquennat ou les premières années du prochain verront l'achèvement et la mise en service d'une série d'ouvrages. Tels notamment la centrale hydro-électrique de Vau i Dejës d'une puissance installée de 250.000 kW, l'usine métallurgique du ferrochrome, une nouvelle raffinerie de pétrole, plusieurs fabriques pour l'enrichissement du charbon, du minerai de chrome et du minerai de cuivre, de nouvelles mines de charbon, de cuivre, de chrome et de ferronickel, plusieurs usines mécaniques, une usine de produits en matières plastiques, une fabrique de lampes électriques, une verrerie, des centaines de kilomètres de lignes électriques à haute tension, etc.

Alors que les établissements économiques, éducatifs, culturels et sociaux construits durant le troisième quinquennat étaient au nombre de 430, le quinquennat actuel verra ce chiffre augmenter de 50 pour cent.

Durant cette période, les autres branches de l'économie populaire seront elles aussi dotées d'une technique moderne. Dans le secteur de la construction, grâce à l'accroissement et à la meilleure exploitation des mécanismes et des éléments préfabriqués, le degré de mécanisation des travaux sera rehaussé, et les chantiers de construction transformés en chantiers de montage. Les transports maritimes seront pourvus de nouveaux navires, les transports ferroviaires de nouveaux wagons et locomotives, la capacité de transport du parc automobile sera accrue, etc.

Les masses travailleuses d'Albanie sont actuellement engagées avec des forces décuplées au développement en profondeur de la révolution technique et scientifique dans tous les secteurs de la production matérielle. Cette révolution assurera un nouvel essor de la production sociale en la basant sur la technique avancée et sur des méthodes modernes de culture, elle accélérera la construction de la base matérielle et technique du socialisme.

QUE FAIT-ON POUR LE DEVELOPPEMENT ET LE PERFECTIONNEMENT DE LA TECHNIQUE DANS L'ECONOMIE POPULAIRE ?

Le développement des forces productives du pays à des rythmes accélérés a été réalisé en premier lieu grâce à l'application et au perfectionnement ininterrompu et planifié de la technique nouvelle dans toutes les branches de l'économie populaire.

Le pouvoir populaire a considéré le perfectionnement incessant de la production fondée sur la technique nouvelle comme un des moyens essentiels pour mettre sur pied la base matérielle et technique du socialisme dans notre pays. Une telle pratique constitue une nécessité objective car seule une technique élevée permet d'atteindre un rendement du travail d'un niveau susceptible de satisfaire au mieux les besoins sans cesse croissants des masses laborieuses dans notre pays.

Afin d'assurer une élévation du rendement du travail et un accroissement de la production à des rythmes soutenus, les différentes branches de l'économie populaire sont constamment approvisionnées en machines et en équipements d'un haut niveau technique.

Les nouvelles installations industrielles, minières, etc., sont pourvues de machines et d'appareils modernes, qui correspondent dans la plupart des cas aux plus récentes réalisations de la technique moderne. Les premiers ouvrages construits après la Libération, ainsi que ceux que nous avons hérités du passé, ont été reconstruits et modernisés. La technique avancée et même la technique de pointe sont employées sur une échelle de plus en plus vaste. L'industrie pétrolière utilise les puissantes sondes 3D et 5D et les turbines de forage à grande vitesse qui ont permis d'effectuer des forages profonds dépassant les 3.000 mètres.

Dans les mines le processus délicat de bourrage des mines explosives est mécanisé grâce à l'emploi de perforatrices pneumatiques. Dans les mines de charbon on utilise des scies sectionneuses et des perforatrices électriques, des marteaux-piqueurs, des convoyeurs, des tractrices électriques et des chargeuses automatiques sans parler d'un grand nombre d'autres machines et équipements.

Dans les mines de ferronickel où l'extraction du minerai se fait à ciel ouvert, on emploie de façon généralisée des machines telles que excavateurs, bulldozers, berlines automatiques, etc. et l'on s'achemine vers une mécanisation complète de tous les processus du travail, depuis l'extraction du minerai jusqu'à son chargement sur les véhicules de transport.

Afin de permettre l'application de la nouvelle technique avancée dans toutes les branches de l'économie, le développement de l'énergie électrique est rapidement activé. Les taux d'accroissement de la production d'énergie électrique pour chacun des quinquennats, ont été plus élevés que ceux de la production industrielle globale. La construction d'importants ouvrages énergétiques tels que les centrales hydro-électriques «Karl Marx» et «Friedrich Engels» dans le Nord du pays, «Joseph Staline» dans le Sud, les centrales thermiques installées auprès des grandes entreprises industrielles, etc, ont permis un accroissement remarquable, par rapport au passé, de la production d'énergie électrique. En 1965, dernière année du troisième quinquennat, celle-ci était 41 fois plus élevée qu'en 1938. La plus grande part de l'énergie électrique va à la production.

Le Parti du Travail témoigne un intérêt constant pour le développement à long terme de l'électrification. Outre la puissante centrale thermique de Fieri d'une puissance installée de 100.000 kW et qui a été mise en service en 1968, on travaille actuellement à la construction de la centrale hydro-électrique de Vau i Dejës dans le Nord du pays, qui est non seulement le plus important ouvrage de l'industrie électrique mais encore la plus grande réalisation industrielle de tous les quinquennats antérieurs et du quinquennat actuel. Selon les prévisions, cette centrale hydro-électrique dont les projets ont été mis au point par nos propres cadres aura une puissance installée d'environ 250.000 kilowatts. Elle produira, dans la première phase, 720 millions de kWh et, lorsque la seconde centrale hydroélectrique sur le Drin sera construite, elles fourniront à elles deux plus d'un milliard 100 millions kWh.

La mise sur pied de la base matérielle et technique du socialisme est étroitement liée à la création d'une puissante base mécanique appelée à produire au début les pièces de rechange nécessaires pour la réparation des nombreuses machines de l'industrie, de l'agriculture, des transports, de la construction, etc., pour passer plus tard, comme elle a du reste commencé à le faire, à la production en série de

certaines machines, d'outils et équipements devant pourvoir aux besoins des différentes branches de l'économie populaire. Dans ce domaine également les résultats sont remarquables. Notre pays compte actuellement 170 usines et ateliers mécaniques de production, 25 de ces usines et ateliers étant des entreprises d'importance nationale. Rien qu'au cours du troisième quinquennat 6 nouvelles usines mécaniques et des dizaines d'ateliers mécaniques ont été mis sur pied, sans parler du renforcement de toutes les usines et de tous les ateliers existants. La création de cette solide base de l'industrie mécanique a fait en sorte que la production du pays pourvoit aujourd'hui à 54 pour cent des besoins de l'économie populaire en pièces de rechange. Elle permettra que ce chiffre, au quatrième quinquennat, monte à 70 pour cent et que le travail entrepris pour la production des équipements techniques de complexité réduite et de diverses machines se poursuive avec succès. En ce qui concerne la production des pièces de rechange pour tracteurs, une usine moderne a été mise en service ces dernières années à Tirana.

L'industrie mécanique, de pair avec l'artisanat, a pour tâche de produire tous les instruments de travail nécessaires à l'agriculture. Au cours du quatrième quinquennat l'industrie mécanique assurera en quantité suffisante tous les types de pièces de rechange de machines agricoles, environ 80 pour cent des pièces de rechange pour tracteurs, elle continuera de produire des machines agricoles diverses, telles que batteuses, trieuses, ventilateurs, charrues et cultivateurs, machines égreneuses de maïs, machines pour l'épandage du fumier, pompes à eau, etc. Elle produira en outre des équipements simples et des machines et appareils divers pour les autres secteurs de l'économie également, pour la mécanisation ultérieure des processus de travail, essentiels ou auxiliaires.

La collectivisation de l'agriculture, la grande extension des stations de machines et de tracteurs, leur équipement et celui des entreprises agricoles avec une technique moderne, sont autant d'importants facteurs qui ont entraîné l'augmentation planifiée de la force de traction dans l'agriculture. Le nombre des tracteurs n'a cessé de croître d'une année à l'autre, ce qui a entraîné une modification de la structure de la force de traction, au bénéfice de la force mécanisée. Ainsi donc, alors qu'en 1938 la force énergétique motorisée ne représentait que 0,8 pour cent de la puissance énergétique globale en agriculture (99,2 pour cent étant constitués par la puissance de traction des bêtes de trait), la puissance énergétique des moteurs en représente actuellement plus de 85 pour cent.

Au lieu de 30 tracteurs, calculés en unités de 15 ch, employés en 1938, notre agriculture actuelle bénéficie de l'appoint de 9.000 tracteurs, dont 7.000 travaillent pour les coopératives agricoles. L'Albanie possède aujourd'hui 1 tracteur de 15 ch pour 50 hectares de terre en culture.

L'Etat n'a cessé de faire de gros investissements pour des bonifications et des canalisations. Les grands ouvrages réalisés dans ce domaine ont permis d'étendre considérablement les surfacesensemencées et irriguées. Par rapport à la période d'avant-guerre, la superficieensemencée a plus que doublé, alors que celle des terres irriguées s'est étendue d'environ 7 fois et demie. A l'heure actuelle, environ la moitié des terres en culture est irriguée.

Le quatrième quinquennat sera marqué par l'achèvement des travaux d'assèchement de la lagune de Durrës, par la bonification de la zone de la Myzeqe de Vlorë, du marais de Kakariqi, l'amélioration du régime des eaux d'une partie de la plaine de Shkodër, la bonification et l'irrigation de la plaine de Gjirokastër, l'irrigation de la plaine de Durrës, la bonification et l'irrigation de la plaine de Korçë, l'irrigation de la plaine de Mbishkodër, la construction par l'Etat, la paysannerie, etc., de centaines de réservoirs servant à l'irrigation des terres.

La base matérielle et technique de l'agriculture se fortifie également par le défrichement de terres nouvelles, défrichement qui constitue un des facteurs de l'accroissement de la production agricole. Rien qu'au cours du quatrième quinquennat 115.000 hectares de terres nouvelles seront défrichées, principalement dans les zones de collines et de montagnes.

L'application sur une toujours plus grande échelle de la technique moderne sera favorisée par l'approfondissement ultérieur de la révolution technique et scientifique et par l'application de la décision sur l'électrification intégrale de tous les villages à la date du 8 novembre 1971, soit quatorze ans avant le terme prévu par le plan à long terme dans ce domaine. La vaste participation des masses travailleuses à l'approfondissement de la révolution technique et scientifique, les propositions qu'elles présentent pour l'accroissement des capacités productives par nos propres moyens, les nombreuses

inventions et rationalisations dont elles sont les auteurs témoignent de l'intérêt que ces masses portent à l'application de la technique nouvelle. Et cela est dans la nature des choses car ce processus de progrès non seulement ne les menace pas de les jeter sur le pavé comme cela se produit dans les pays capitalistes, mais il s'accomplit au contraire avant tout pour accroître la production sociale et rehausser par là le niveau de vie des travailleurs et améliorer leurs conditions de travail.

COMMENT A-T-ON AMELIORE LA STRUCTURE DE L'ECONOMIE POPULAIRE ET DES DIVERSES BRANCHES DE LA PRODUCTION ?

Le système d'économie socialiste met en mesure même un pays arriéré comme l'était l'Albanie dans le passé d'améliorer, de rationaliser et de rendre le plus efficace possible la structure de l'économie populaire en général et celle des diverses branches de la production matérielle, — industrie, agriculture, transports, etc., — en particulier.

Le Parti du Travail n'a cessé de considérer l'industrialisation comme l'une des principales tâches de l'édification du socialisme dans notre pays, dont la réalisation est indispensable pour faire avancer la révolution socialiste sur le front économique. Dans les années qui suivirent la Libération, l'Albanie vit croître une industrie nouvelle à plusieurs branches. De pays arriéré agraire qu'il était avant la Libération, notre pays se changea en un pays agraire-industriel et il est actuellement en voie de se transformer en un pays industriel-agricole avec la perspective de devenir un pays industriel à agriculture avancée. La part de la production industrielle dans le cadre général de la production industrielle et agricole globale, était, à la fin du troisième quinquennat, de 56,6 pour cent, au lieu des 8 pour cent que cette production représentait avant la Libération.

Dans les années de pouvoir populaire la structure même de la production industrielle n'a cessé de s'améliorer. Afin de renforcer l'indépendance de l'économie populaire, le pouvoir populaire a pratiqué avec conséquence la politique d'accroissement de la production des moyens de production à des rythmes plus rapides que celle des biens de consommation. Cette politique a à sa base le progrès technique et l'élévation, sur cette base, du rendement du travail social, ce qui rend indispensable l'accroissement plus rapide des moyens de production par rapport à l'accroissement des biens de consommation, l'accroissement plus rapide des moyens de production servant à la production des moyens de production par rapport aux moyens de production servant à la production des biens de consommation, l'accroissement plus rapide de la production industrielle par rapport à la production agricole, de l'industrie lourde par rapport à l'industrie légère, des branches évoluées de l'industrie, (industrie minière, énergétique, industrie des combustibles, industrie chimique, mécanique, métallurgique, etc.) par rapport aux autres branches.

Le rapport entre les rythmes respectifs de l'accroissement annuel moyen des moyens de production et de l'accroissement des biens de consommation dans l'industrie était, pour la période 1938-1950, de 1,07 (en faveur des moyens de production), pour le premier plan quinquennal (1951-1955) d'environ 0,82 (en faveur des biens de consommation), pour le deuxième quinquennat (1956-1960) d'environ 1,11, pour le troisième quinquennat (1961-1965) d'environ 1,09, pour le quatrième quinquennat de plus de 1,71 (en faveur des moyens de production). Des données susmentionnées il apparaît que le développement de notre économie populaire se caractérise par un accroissement plus rapide et justifié de la production des moyens de production.

La poursuite de l'industrialisation socialiste, en tant qu'une des tâches les plus importantes de l'édification du socialisme dans notre pays, les importants pas en avant à faire pour accélérer l'édification intégrale de la base matérielle et technique du socialisme, le progrès accéléré et la poursuite conséquente de la ligne qui tend à transformer notre pays agraire-industriel en pays industriel-agricole puis en pays industriel à agriculture avancée, l'application constante du principe socialiste qui consiste à s'appuyer sur ses propres forces pour construire une économie avancée dotée d'une industrie puissante et d'une agriculture avancée, reposant sur les richesses et les ressources intérieures, qui soit en mesure de garantir l'indépendance du pays et son développement ininterrompu sur la voie du socialisme, sont autant d'objectifs qui exigeaient et exigent toujours une croissance plus rapide des moyens de production par rapport aux biens de consommation. Graduellement se créent aussi toutes les conditions nécessaires pour un développement dynamique plus rapide des moyens de

production, ce qui est à son tour une condition indispensable pour réaliser dans l'avenir la supériorité absolue de la production des moyens de production sur celle des biens de consommation.

Au cours du quatrième quinquennat la production des moyens de production s'accroîtra de 65-69 pour cent, alors que celle des objets de consommation de 33-38 pour cent.

La part de la production des moyens de production dans la production industrielle globale de 50,7 pour cent qu'elle était en 1965, se montera en 1970 à 55,8 pour cent (aux prix de 1966). La priorité accordée aux branches de l'industrie produisant des moyens de production, particulièrement aux branches de l'industrie minière, d'extraction et de traitement, est absolument nécessaire pour le développement de toute la production industrielle, ainsi que pour celui de notre économie populaire dans son ensemble. L'industrie joue aujourd'hui un rôle dirigeant dans le cadre général de notre économie.

Le quatrième quinquennat est le quinquennat de l'atténuation des disproportions existant entre l'industrie et l'agriculture, celui de l'offensive générale pour l'intensification ultérieure de l'agriculture, de la concentration du meilleur de nos forces pour un accroissement de la production agricole supérieur à celui de tout autre quinquennat. Il est marqué par l'heureuse application de la juste ligne du Parti du Travail d'Albanie pour la création d'une industrie développée et d'une agriculture avancée, pour la construction d'une économie solidement campée sur ses deux jambes : sur l'industrie comme sur l'agriculture.

Notre pays est un pays agraire-industriel et l'agriculture y constitue une des branches essentielles de l'économie populaire. La majorité de la population active, les 2/3 environ, est occupée dans l'agriculture. L'accroissement de la population et l'élévation constante de son niveau de vie s'accompagnent de l'accroissement de ses besoins et de ceux de l'économie en produits agricoles. L'agriculture produit les céréales panifiables qui constituent la base de la subsistance de la population. L'agriculture produit aussi d'autres denrées alimentaires. Elle fournit des matières premières à l'industrie légère et à l'industrie alimentaire, qui, en les transformant, créent environ la moitié du volume global de la production industrielle du pays. L'agriculture fournit une bonne part des produits destinés à l'exportation.

Au cours du quatrième quinquennat les rythmes de croissance de l'agriculture sont fort élevés et dépassent ceux de l'industrie. Le taux d'accroissement annuel moyen de la production agricole est d'environ 11,5 pour cent, alors que le taux d'expansion de l'industrie est de 8,7 pour cent. L'établissement de ce rapport entre l'expansion de l'industrie et celle de l'agriculture au cours du quatrième quinquennat servira de base pour établir dans l'avenir de nouveaux rapports plus rationnels, plus harmonieux.

En 1970, le volume de la production agricole globale sera de 71-76 pour cent supérieur à celui de 1965, et quant aux cultures des champs en particulier de 115 pour cent plus élevé. La tâche essentielle qui se pose à notre agriculture au cours de ce quinquennat consiste à accroître à un rythme élevé la production des céréales panifiables et de la pomme de terre. En 1970, la production des céréales panifiables doublera et la production de la pomme de terre augmentera de 22 fois par rapport à 1965. De même, l'augmentation de la production du tournesol et du riz constitue un objectif important de ce quinquennat. D'après les prévisions du plan, la production du tournesol doit quintupler. La forte augmentation de la production de cette plante, en même temps que l'accroissement de la production des olives, résoudra le problème tendant à pourvoir, par la production nationale aux besoins du pays en matières grasses alimentaires.

Les profondes modifications qualitatives apportées à la structure de la production sociale contribuent efficacement au développement accéléré de l'économie populaire, au renforcement de son indépendance et du potentiel du pays.

LES RYTHMES D'EXPANSION DE L'ECONOMIE POPULAIRE

Le caractère distinctif de l'édification de la base matérielle et technique du socialisme dans notre pays réside dans ses taux élevés d'expansion. Ces taux élevés constituent une nécessité objective dictée par le besoin de combler au plus tôt le retard technique et économique hérité du passé, pour élever au plus vite le niveau des forces productives à celui des rapports socialistes de production, de manière à assurer l'amélioration incessante du bien-être des masses laborieuses, objectif suprême de notre Parti.

La juste détermination des rythmes d'expansion et des proportions optimales à établir entre les branches de l'économie et les divers aspects du processus de reproduction a toujours été l'un des principaux problèmes de chaque plan quinquennal. Ce problème revêt pour notre pays, dans les conditions d'encerclement impérialiste qui sont les siennes, une importance politique et économique particulière en raison du fait que les taux d'expansion respectifs des diverses branches de l'économie, et avant tout de l'industrie et de l'agriculture, et les proportions existant entre elles, sont liés non seulement à l'élévation ultérieure du niveau de vie de la population mais encore au renforcement de l'indépendance économique du pays.

Le rythme d'accroissement annuel moyen de la production industrielle globale au cours des trois quinquennats passés a été de 15,1 pour cent. Par suite de ces rythmes d'expansion si élevés, la production industrielle globale s'était accrue en 1965, au terme du troisième plan quinquennal, de 35 fois par rapport à 1938. En moins d'un quart de siècle, la production agricole a augmenté de deux fois et demie, cependant que le revenu national a quintuplé.

Des rythmes d'expansion élevés sont également prévus pour le quatrième quinquennat. Le taux d'accroissement annuel moyen de la production industrielle et agricole prise dans son ensemble montera au cours du quatrième quinquennat d'environ 10 pour cent au lieu des 6,7 pour cent du troisième quinquennat. Grâce à ces rythmes élevés de développement, la production industrielle globale a été, en 1967, 44 fois plus élevée qu'en 1938.

Production industrielle de 1967 comparée à celle de	1938 (en fois)	1950 (en fois)	1965 en %	1970 (plan) par rapport à 1965
Production globale	43,9	10,6	126	150-154
Groupe A	46,9	10,9	137	165-169
Groupe B	40,7	10,1	116	133-138
Pétrole	33,4	9,1	121	183-185
Charbon	139,1	12,3	131	183-185
Chrome	47,3	6,3	105	165-169
Cuivre	105,6	19,7	172	113-117
Ferronickel	—	—	193	247-251
Energie électrique	68,8	33,8	168	198-202
Produits chimiques	1549,9	95,8	407	206-211
Ind. mécanique	76,7	19,8	171	près de 7 fois
Ind. mat. de construction	50,4	14,2	134	221-226
Industrie du verre et céramique	—	118,2	124	143-147
Ind. du bois	86,1	13,4	119	195-200
Ind. légère	39,0	28,1	124	121-125
Ind. alimentaire	33,9	5,9	108	143-147
Divers	11,9	2,9	138	145-150

L'Albanie, naguère encore le pays d'Europe le plus arriéré quant au rythme de développement économique, se classe aujourd'hui sur ce plan (comme le fait clairement apparaître le tableau ci-joint) bien avant un bon nombre d'autres pays européens.

Taux d'accroissement annuel moyen de la production industrielle globale pour la période 1951-1966 comparé à certains pays	
Albanie	15,0
Yougoslavie	9,9
Grèce*	8,3
Italie*	8,2
Bulgarie	13,6
Roumanie	13,2
Angleterre	3,1
U.R.S.S.	10,6
France	5,6
Etats-Unis d'Amérique	4,7

* par rapport à 1965.

Accroissement de la production industrielle par rapport à 1938	1950	1960
Albanie	435	2621
Yougoslavie	170	444
Grèce	107	242
Italie	126	295
Bulgarie	312	1236
Roumanie	147	500
Angleterre	133	181
U.R.S.S.	222	677
France	120	214
Etats-Unis d'Amérique	232	337

La production industrielle globale sera en 1970 de 50-54 pour cent supérieure à celle de 1965 avec un taux moyen d'expansion annuelle de 8,7 pour cent au lieu de 6,8 pour cent, chiffre du troisième quinquennat. Au cours du quatrième quinquennat le volume de la production globale s'accroîtra à un taux annuel moyen de 11,5 pour cent. L'augmentation du produit social entraînera, pour 1970, un accroissement du revenu national de 45-50 pour cent par rapport à 1965. Bien des branches, en particulier celles de l'industrie minière, — cuivre, ferronickel, pétrole, etc. — croissent à des rythmes plus élevés que celui de la production industrielle globale.

Afin que l'industrie devienne un puissant appui pour l'agriculture, le 5^e Congrès du P.T.A. fixe comme orientations pour le quatrième quinquennat un grand essor des branches industrielles, qui se rattachent à l'agriculture, notamment de l'industrie chimique (dont la production prévue pour 1970 doit être de 7 fois supérieure à celle de 1965) et de l'industrie mécanique (dont la production au cours de ce quinquennat s'accroîtra de 153 pour cent par rapport au troisième quinquennat). Tenant compte des besoins en énergie électrique des autres branches de l'économie populaire et de l'industrie elle-même, on prévoit que la production de l'énergie électrique sera en 1970 2,3 fois plus élevée qu'en 1965.

Les rythmes moyens prévus pour le quatrième plan quinquennal sont pleinement réalisables et nos masses populaires sont même en train de les dépasser. C'est ce qu'attestent les résultats obtenus en 1967. En ce qui concerne le volume global de la production industrielle, les prévisions du plan ont été réalisées à 102 pour cent, soit une augmentation de 11 pour cent par rapport aux chiffres de 1966.

Notre développement industriel a pour caractéristique que les taux moyens d'expansion annuelle de la production industrielle sont de 2 à 3 fois supérieurs à l'accroissement naturel moyen de la population, encore que celui-ci dans notre pays soit l'un des plus élevés du monde (environ 3 pour cent).

Des résultats supérieurs à ceux de toute autre année antérieure ont également été obtenus en agriculture. Le plan de la production agricole a été réalisé à 100 pour cent, soit une augmentation de 12 pour cent par rapport à 1966 et de 26 pour cent par rapport à 1965, cependant que le plan de mise en culture de terres nouvelles a été réalisé à 118 pour cent.

Grâce à l'appui que constituent les résultats déjà obtenus et à l'élan révolutionnaire qui anime les masses laborieuses au travail pour atteindre avant terme les objectifs assignés par le quatrième plan quinquennal, les tâches fixées pour 1968 ont été réalisées à un niveau supérieur à celui prévu par le plan. Le plan prévoit un accroissement du volume global de la production industrielle de 20,7 pour cent, ce qui permettra d'atteindre dès 1968 le niveau de la production industrielle prévu pour 1969.

En 1968, le volume global de la production agricole doit s'accroître de 12 pour cent par rapport à 1967, cette augmentation, par rapport à 1965, étant de 41 pour cent.

Ces rythmes élevés de développement dans notre pays ont été atteints grâce à une judicieuse harmonisation de l'augmentation du nombre des travailleurs productifs et de l'élévation de la productivité du travail. C'est ainsi par exemple qu'environ les 3/5 de l'augmentation du revenu national pour le quinquennat en cours seront dus à l'accroissement du nombre des travailleurs productifs et environ les 2/5 à l'élévation de la productivité. Dans l'industrie, l'augmentation du nombre des travailleurs productifs assurera environ 68 pour cent de l'augmentation de la production industrielle globale qui sera enregistrée en 1970 par rapport à 1965.

COMMENT A-T-ON REUSSI A ACCROITRE LA PUISSANCE ECONOMIQUE DU PAYS ET A METTRE PLUS LARGEMENT EN VALEUR SES RESSOURCES NATURELLES ?

L'un des objectifs essentiels de la politique économique du pouvoir populaire fut, dès les premiers jours de son existence, la liquidation des séquelles de la domination des monopoles étrangers dans notre pays et la création d'une économie indépendante et puissante grâce à l'élévation du degré de transformation et à une meilleure mise en valeur des matières premières minérales et des produits agricoles ainsi qu'à l'extension du front d'exploitation de nos ressources naturelles. Par suite de l'heureuse application du programme du Parti du Travail en vue de l'industrialisation socialiste il s'est créé dans notre pays une industrie lourde et légère à branches multiples qui s'appuie sur les matières premières fournies par le pays et qui ne dépend plus de l'étranger.

L'élévation du degré de transformation grâce à la mise sur pied et au développement ultérieur de l'industrie de transformation, dans de justes et harmonieuses proportions avec le développement des branches de l'industrie d'extraction, a beaucoup accru la puissance économique des investissements et la capacité productive des diverses branches de la production.

L'élévation du degré d'industrialisation des matières premières dans le pays même se reflète en premier lieu sur le marché. Si, naguère, l'Albanie importait de l'étranger presque tous les types d'articles industriels, aujourd'hui par contre, la liste des produits industriels qu'elle exporte s'allonge de jour en jour. Aujourd'hui les produits de l'industrie constituent la moitié du volume de nos exportations. A la fin du 3^e quinquennat, nos exportations se sont multipliées par 9 par rapport à 1938. L'augmentation de la puissance économique du pays et une plus large mise en valeur de nos richesses représentent la base sur laquelle s'appuie le pouvoir populaire dans sa politique d'accroissement des exportations et de diminution des importations dans la mesure où le permettent les conditions concrètes du développement économique du pays. C'est ainsi par exemple que le volume des exportations au cours du 3^e quinquennat s'est accru de 63 pour cent par rapport au 2^e quinquennat, celui des importations de 22 pour cent. Au cours du 4^e quinquennat les exportations augmenteront de 36 pour cent alors que les importations de 28 pour cent seulement.

Le présent quinquennat est marqué par la poursuite sur une grande échelle de l'effort tendant à la mise en valeur des ressources naturelles du pays et à l'élévation du niveau d'industrialisation. Une série d'usines et de fabriques nouvelles sont en cours de construction, les recherches géologiques s'intensifient et de nouvelles mines sont mises en service, les ressources du pays, minéraux utiles, sources de combustibles et d'énergie hydro-électrique, richesses forestières, produits agricoles, etc., sont de mieux en mieux exploitées, etc.

Pour la première fois dans notre pays on voit se développer d'importantes branches de l'industrie de transformation, telles que l'industrie chimique des engrais azotés et phosphatés, la sidérurgie, l'électrometallurgie du cuivre et la métallurgie du ferrochrome, etc. Dans le même temps, les géologues albanais mettent au jour de nouvelles réserves industrielles des principaux minéraux particulièrement importants pour notre économie comme le sont le pétrole, le gaz naturel, le chrome, le charbon de terre, le cuivre, le ferronickel, etc.

Au cours du quatrième quinquennat les réserves industrielles de pétrole s'accroîtront de 120 pour cent, celles de chrome de 104 pour cent, de cuivre de 54 pour cent, de charbon de 84 pour cent et de ferronickel de 35 pour cent. Le quatrième quinquennat marque donc un important pas en avant dans le sens d'une meilleure exploitation de nos richesses naturelles.

De la sorte, le pays se voit garantir un développement ininterrompu et accéléré de l'industrie en particulier et de l'économie populaire dans son ensemble.

Le quatrième quinquennat, plus que tout quinquennat précédent, sera marqué par un grand progrès dans la construction de nouvelles mines et usines, qui permettront d'accroître la production et la transformation du pétrole et d'autres minéraux utiles et d'améliorer la structure de la production industrielle. Au cours de ce quinquennat la construction de 57 mines et usines nouvelles sera achevée et de nombreuses autres seront mises en chantier pour être terminées au cours du prochain quinquennat.

COMMENT A-TON REALISE LE DEVELOPPEMENT PROPORTIONNE DE TOUTES LES REGIONS DU PAYS ?

Grâce au pouvoir populaire, le pays s'est vu délivrer d'un des plus grands maux que lui avait légués le passé, à savoir, le développement mal proportionné de ses diverses régions, et a connu une répartition judicieuse et rationnelle des forces productives. Celles-ci ont été distribuées de la façon la plus juste et rationnelle possible sur la base des principes fondamentaux de la répartition socialiste et des conditions concrètes du pays.

Le développement impétueux et planifié de l'industrie et des autres branches de la production matérielle au cours des plans quinquennaux successifs a assuré, dans l'ensemble, une juste localisation des forces productives, créant par là les conditions favorables pour une exploitation rationnelle des ressources matérielles, des matières premières, des sources énergétiques et des sources de travail. Ce développement fougueux et harmonieux a transformé la carte économique de notre pays. Dans tout le pays, des centaines de nouveaux ouvrages industriels, fabriques, usines, combinats, centrales hydro-électriques et centrales thermiques, mines, ont été construits, sans parler des nombreux et importants travaux de construction qui sont venus équiper notre agriculture. En un espace de temps relativement court, le pays s'est enrichi d'un nombre considérable de villes et d'agglomérations nouvelles, telles,, entre autres, Qyteti-Stalin, Memaliaj, Bulqizë, Patos, Laç, etc. Dans les districts autrefois considérés comme des districts agricoles arriérés, et dépourvus de toute perspective, la nouvelle industrie moderne se développe aujourd'hui à une cadence accélérée. Ces districts croissent même à des rythmes bien plus rapides que les autres régions. C'est ainsi, par exemple, que si la production industrielle globale était en 1966, pour toute la République, 8,2 fois plus élevée qu'en 1950, la production industrielle dans le district de Fier pour la même période a augmenté de 16,5 fois, dans le district de Librazhd de plus de 26 fois, dans celui de Mat d'environ 41 fois, dans celui de Pogradec de 13,5 fois, dans celui de Kukës de 16,4 fois, etc. Cela aide à éliminer les disproportions de développement des diverses régions et favorise le développement harmonieux du pays tout entier.

Les usines et fabriques sont construites à proximité des sources de matières premières. Dans les régions agricoles on a construit et on continue de construire des fabriques pour la transformation et la mise en conserves des produits agricoles. La construction de nouveaux ouvrages de caractère économique et socio-culturel contribue effectivement à combler le retard économique et culturel, hérité du régime féodal-bourgeois ; en particulier dans les zones reculées de montagnes, elle a ouvert de nouveaux fronts de travail pour les habitants des divers districts et élève leur niveau de vie.

L'achèvement de la collectivisation de l'agriculture même dans les régions reculées de montagnes et surtout l'électrification de tous les villages du pays, laquelle, selon les prévisions, doit être terminée pour le 8 novembre 1971, 30^e anniversaire de la fondation du P.T.A., constitueront d'importants facteurs pour rattraper le retard des zones montagneuses et développer de façon proportionnée toutes les régions du pays.

Un gros effort est actuellement accompli pour le rapide développement des zones de montagnes, afin de rendre les collines et les monts aussi fertiles que les plaines. Les forces unies de la paysannerie coopérée et surtout la jeunesse y aménagent des champs en terrasse et y sèment des plantes agricoles variées.

Dans le domaine de la construction également, les grands travaux du quatrième quinquennat se poursuivent conformément aux principes de la répartition socialiste des forces productives. Une telle pratique assure un développement ultérieur de l'économie populaire dans son ensemble et des diverses régions en particulier.

COMMENT LE PROBLEME DELA FORMATION ET DE LA QUALIFICATION DES CADRES A-T-IL ETE RESOLU EN ALBANIE ?

L'Albanie a hérité du passé un gros retard dans le domaine de la formation et de la spécialisation des cadres. En 1938 on comptait environ 15.000 ouvriers et 380 cadres supérieurs, dont 102 médecins, 35 ingénieurs, 45 agronomes et vétérinaires, 60 professeurs dotés d'une préparation supérieure. Avant la Libération, la plupart des cadres supérieurs et moyens et des ouvriers qualifiés, dans l'industrie dominée par le capital monopoliste extérieur étaient des étrangers.

Un tel état de choses plaçait le nouveau pouvoir populaire devant une alternative : ou bien résoudre par la voie révolutionnaire la question de la formation des cadres nécessaires pour l'économie et la culture populaires, ou bien voir échouer ses plans d'édification du socialisme en Albanie. Il opta pour la voie révolutionnaire de la préparation du cadre nécessaire.

Pendant la guerre déjà le pouvoir populaire avait entrepris une campagne, de vaste envergure, pour les conditions d'alors du moins, contre l'analphabétisme. Au lendemain de la Libération une série de réformes furent réalisées et des mesures prises pour la propagation de l'instruction dans tout le pays. Les cadres révolutionnaires qui détenaient le pouvoir et dirigeaient l'économie et la culture populaires, fréquentaient, sans quitter leur travail et la production, les écoles et les cours divers alors créés dans tout le pays. L'enseignement du soir et par correspondance, grâce auquel furent préparés des milliers de cadres moyens et supérieurs, prit un grand essor. Le pouvoir attachait une importance particulière à l'extension de l'enseignement technico-professionnel et à l'institution d'établissements supérieurs, qui venaient le jour pour la première fois dans notre pays. Ainsi, en un espace de temps relativement bref, fut préparée une armée entière de spécialistes, qui dirigent aujourd'hui tous les secteurs économiques et socio-culturels. Le nombre des travailleurs et des cadres n'a cessé de croître d'année en année. En 1965 on comptait 203.740 ouvriers, 9,200 spécialistes dotés d'une instruction supérieure et 22.500 spécialistes pourvus d'une instruction secondaire. En ce qui concerne la préparation des cadres, on note une importante différence par rapport au passé du point de vue non seulement quantitatif mais encore qualitatif. Aujourd'hui les ingénieurs représentent 25 pour cent des cadres supérieurs, les agronomes 12,4 pour cent, les vétérinaires 13,3 pour cent, les spécialistes en économie 13,3 pour cent, etc.

Ce problème de la formation et de la qualification des cadres demeure une préoccupation particulière du 4^e plan quinquennal également. Par rapport à 1965, le nombre des cadres supérieurs s'accroîtra en 1970 de 67 pour cent et le nombre des cadres moyens de 68 pour cent. Rien qu'en 1967, les établissements d'enseignement supérieur du pays ont formé plus de 1400 spécialistes de 45 secteurs différents (soit près de 4 fois plus de cadres supérieurs qu'il n'y en avait en Albanie avant la Libération et qui au reste avaient été formés à l'étranger au cours des 15 années de régime féodal-bourgeois de l'ex-roi Zog). En 1967, plus de 4600 cadres moyens de dizaines de spécialités différentes ont été diplômés dans les établissements d'enseignement secondaire du pays. Le nombre des cadres supérieurs et des cadres moyens préparés en 1967 était respectivement de 25 et de 15 pour cent plus élevé que celui de 1965, dernière année du 3^e quinquennat. 2200 ouvriers de divers métiers ont terminé en 1967 les cours de qualification et des milliers d'autres suivent ces cours en dehors de leurs heures de travail. Rien que le système des entreprises du ministère de l'Industrie et des Mines comporte des centaines de cours de qualification fréquentés par quelque 60.000 ouvriers.

Le développement général de notre pays sur la voie de l'édification du socialisme, le progrès de la technique et de la science rendent absolument nécessaire l'élévation ultérieure du niveau d'instruction et de préparation technique et professionnelle des masses, la formation des cadres que requièrent tous les secteurs de l'économie et de la culture. Aussi le problème des cadres, leur formation accélérée et proportionnée aux besoins de chaque secteur, la propagation de l'instruction, l'extension du réseau d'établissements d'enseignement et leur renforcement, le travail d'élévation du niveau idéologique et politique, technique et professionnel, du niveau d'instruction et de culture des travailleurs, sont autant de problèmes qui demeurent parmi les plus importants et les plus actuels. De leur heureuse solution dépend dans une large mesure la réalisation des tâches à long terme qui se posent au pouvoir pour le développement de l'économie et de la culture populaires.

QUE SIGNIFIE LE PRINCIPE QUI CONSISTE A COMPTER SUR SES PROPRES FORCES ?

Souvent les étrangers s'étonnent de voir que la petite Albanie, encerclée de toutes parts par des ennemis, a résisté et résiste toujours héroïquement aux pressions, chantages et blocus des impérialistes et des révisionnistes, qu'elle va de l'avant, sûre d'elle et conséquente, dans la voie du socialisme, qu'elle se transforme, de pays agraire arriéré qu'elle était dans le passé en un pays doté d'une industrie moderne et d'une agriculture socialiste avancée, s'érigeant par là en exemple pour tous les jeunes pays qui ont brisé les chaînes du colonialisme et qui cherchent à se construire une économie et une politique indépendantes.

Le secret de ce phénomène réside dans l'application conséquente du principe marxiste-léniniste qui consiste à compter sur ses propres forces. La mobilisation de la part de nos travailleurs de toutes leurs énergies et capacités créatrices en vue d'accroître la puissance économique du pays et de bâtir le socialisme par leurs propres moyens, représente en soi la manifestation la plus lumineuse du patriotisme socialiste.

Le principe qui consiste à compter sur ses propres forces prend une importance sans cesse croissante dans notre pays. L'économie nationale se développe en s'appuyant avant tout sur le labeur et la pensée de notre peuple, sur la mise en valeur de toutes les ressources du pays, sur le développement de la production par l'utilisation des réserves de force de travail et par celle de nos ressources matérielles et financières.

Quelles sont l'origine théorique du principe qui consiste à compter sur ses propres forces et l'importance de ce principe pour l'heureuse édification du socialisme ? Ce principe dérive de la thèse marxiste-léniniste sur l'importance du facteur interne comme de celle qui affirme le rôle déterminant des masses dans l'édification du socialisme. Tout comme la révolution populaire, l'édification du socialisme est l'oeuvre des larges masses. Sans leur participation il n'aurait pu y avoir d'Albanie libre, socialiste.

Le Parti et le pouvoir s'en sont tenus, dès le début, au principe suivant lequel on doit compter sur ses propres forces. Tant durant la Lutte de Libération Nationale pour la libération du pays des envahisseurs et le renversement du pouvoir réactionnaire des classes exploiteuses du pays, que pendant la période d'édification socialiste, le Parti du Travail et le pouvoir populaire se sont appuyés sur les énergies du peuple. Dès le premier Congrès du Parti Communiste Albanais (1948), le camarade Enver Hoxha déclarait que «le peuple albanais qui avait combattu avec héroïsme pour la libération du pays et pour son pouvoir démocratique populaire, avait fort bien compris qu'il devait faire reposer tous ses espoirs de progresser, avant tout sur ses propres forces, imposantes et intarissables, et qu'il devait cette fois encore consentir de grands sacrifices, en étant sûr cependant de travailler pour lui-même et non plus pour les autres, d'aider par son travail son Parti et son pouvoir, qui le conduiraient le plus sûrement du monde, sur la voie de la prospérité, du socialisme.»

Le principe qui consiste à compter sur ses propres forces revêt une importance particulière dans la période actuelle du blocus impérialiste-révisionniste. En ce qui concerne notre pays, ce principe exige la mobilisation de toutes les ressources, de toutes les réserves et possibilités matérielles et humaines de notre économie pour l'édification complète du socialisme. C'est précisément grâce à cette mobilisation qu'ont été obtenus tous les succès de notre édification socialiste. Aujourd'hui les possibilités qui s'offrent à nous pour que notre économie s'appuie de plus en plus sur ses propres forces se sont accrues. Nous avons fait de grands progrès dans le développement des forces productives, nous avons créé une base matérielle et technique relativement puissante dans toutes les branches de l'économie populaire, nous possédons une industrie dotée d'une technique nouvelle et en croissance constante, une agriculture socialiste qui s'est acheminée sur la voie de son développement intensif; les rapports socialistes de production qui créent toutes les conditions favorables pour le développement le plus complet de notre économie, ont été partout instaurés. Une armée entière de cadres et d'ouvriers qualifiés a été mise sur pied et une riche expérience accumulée.

Certes, notre petit pays, avec ses possibilités réduites, ne peut viser à édifier une économie nationale absolument indépendante et développée dans tous les domaines, qui comporte toutes les principales branches de l'industrie lourde, y compris celle des constructions mécaniques, qui soit en mesure de satisfaire à toutes les exigences et à tous les besoins du pays. Fidèles à la ligne qui consiste à compter sur ses propres forces, nous nous efforçons de construire une économie des plus avancées, de développer les branches de l'économie qui présentent une importance économique et politique vitale pour notre pays et auxquelles se prêtent nos ressources naturelles et nos autres possibilités.

Nous ne visons pas à mettre sur pied une économie close, de caractère autarcique. Le fait de compter sur ses propres forces, d'exploiter au maximum toutes les ressources et réserves intérieures et de construire une économie nationale puissante qui assure elle-même la reproduction élargie, permet de coopérer avec les autres pays sur un pied d'égalité et de mieux mettre à profit l'entraide et la collaboration avec les pays socialistes. D'autre part, il ne faut pas perdre de vue que l'extension de la

collaboration et des rapports économiques mutuels avec les autres pays est impossible sans l'expansion et le perfectionnement de la production du pays.

Appliquer avec conséquence le principe marxiste-léniniste qui consiste à compter sur ses propres forces dans la révolution comme dans l'édification socialiste ne signifie pas renier le rôle du facteur extérieur. Toutefois, le facteur décisif demeure en toute circonstance le facteur intérieur. L'aide extérieure ne constitue qu'un facteur de second ordre, un facteur auxiliaire. Nous pouvons constater la justesse de cette affirmation dans les conditions de notre pays depuis la première période de relèvement économique jusqu'à l'époque actuelle où il s'est créé une puissante base matérielle et technique. Le rôle prépondérant pour l'établissement de cette base a toujours appartenu au facteur intérieur, à la mobilisation, à l'enthousiasme, à l'esprit de combat et de sacrifice de notre peuple, à nos ressources matérielles et financières, et aussi à la fixation et à l'application de rapports judicieux entre l'accumulation et la consommation. Il va de soi que nous avons également bénéficié de l'aide internationaliste des pays frères, grâce au développement des échanges et du crédit. Le Président du Conseil des ministres, Mehmet Shehu a déclaré au 5^e Congrès du Parti du Travail d'Albanie : «Le principe de l'édification du socialisme en nous appuyant sur nos propres forces ne nous impose pas de nous enfermer dans notre coquille nationale et d'ignorer l'expérience d'avant-garde d'au-delà des confins de notre pays ou d'ignorer l'aide internationaliste des pays frères, mais au contraire, il présuppose que nous devons l'apprécier à sa juste valeur, suivre et assimiler l'exemple positif des autres et profiter de l'aide internationaliste de nos véritables amis dans le but d'édifier le socialisme chez nous ; telle est, dans notre cas concret, l'aide internationaliste que nous recevons de la République Populaire de Chine.»

Le peuple albanais n'a jamais sous-estimé ni renié le rôle de l'aide et du soutien des forces révolutionnaires extérieures. En authentiques internationalistes qu'ils sont, notre Parti et notre peuple ont toujours beaucoup apprécié cette aide et ce soutien et ont toujours exprimé leur gratitude à ceux qui les leur ont apportés.

Le 4^e quinquennat verra, comme toujours, appliquer avec succès le principe révolutionnaire d'édification du socialisme en comptant sur ses propres forces. A cet effet et pour que les grandes tâches que pose le développement de l'économie et de la culture puissent être affrontées avec succès, on a pourvu aux moyens qui assureront les investissements et les grands travaux. La majeure partie de ces moyens sont fournis par nos ressources intérieures. Les travailleurs albanais s'appuyant sur leurs propres forces ont assumé la réalisation de nombreux ouvrages. Les géologues ont pris en main toutes les recherches géologiques. Les projets pour le creusement de toutes les nouvelles mines sont élaborés dans le pays. D'importants ouvrages industriels sont projetés et construits par nos propres forces. Telles sont entre autres la grande centrale hydro-électrique de Vau Dejës, la grande raffinerie de pétrole de Fier et de nombreuses autres usines et fabriques, sans mentionner les dizaines de nouvelles chaînes de fabrication et de nouveaux ateliers de production créés dans chaque district, auprès des entreprises existantes. Dans le même temps, grâce au développement de la pensée créatrice des masses, on produit aujourd'hui chez nous de nombreux nouveaux articles, équipements et machines, autrefois importés. De leur côté, les travailleurs de l'agriculture déploient de fructueux efforts pour assurer sur place les céréales panifiables nécessaires à la consommation intérieure. Les écoles du pays préparent les cadres requis par les divers secteurs de l'économie et de la culture.

QUELLES SONT LES CARACTERISTIQUES DE LA SUPERIORITE DE LA METHODE DE DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE PLANIFIEE ?

La production socialiste chez nous se caractérise par un développement planifié et proportionné de l'économie nationale. La nécessité absolue et la possibilité du développement planifié de notre économie sont dues à la propriété sociale des moyens de production. La grande production de la société socialiste ne peut pas se développer en dehors du plan général qui assure une unité de but et d'action à toute la société. On ne saurait concevoir le socialisme sans une coordination planifiée entre l'industrie et l'agriculture.

A la différence des Etats du type bourgeois, où l'activité dans le domaine de l'économie est concentrée entre les mains de la classe bourgeoise et où l'Etat n'intervient pas dans la sphère de son agencement et de sa gestion, dans la République Populaire d'Albanie il serait inconcevable de voir l'Etat adopter une

attitude indifférente à l'égard du développement de l'économie populaire. Au contraire, l'existence de la propriété socialiste, surtout de sa forme la plus élevée, la propriété d'Etat, exige non seulement la gestion de cette propriété par l'Etat socialiste, mais aussi celle de la propriété coopérée, sur la base d'un plan d'Etat général de l'économie populaire.

La planification étatique de l'économie populaire part des besoins matériels de la vie de la société, de la nécessité de satisfaire toutes les exigences ayant trait à son développement sous tous les rapports, dans le domaine de la production industrielle et agricole, dans le domaine de la création des valeurs culturelles, scientifiques, etc. De cette façon, la planification d'Etat apparaît en soi comme une activité s'étendant aussi bien à la vie économique qu'à la vie culturelle et sociale.

Mais cette activité, sous la forme de la planification d'Etat, se développe toujours en se basant sur l'application scrupuleuse des lois économiques objectives, en premier lieu de la loi économique objective du développement proportionné de l'économie populaire, en harmonisant cette loi avec toutes les autres lois économiques principales du socialisme.

C'est d'une telle conception de la planification d'Etat que sont partis notre Etat démocratique populaire et le Parti de la classe ouvrière dans l'édification de la base économique du socialisme. Ils ont toujours eu en vue que édifier cette base, dans les conditions concrètes du pays, signifie, selon l'expression de J. V. Staline, «rattacher l'économie agricole à l'industrie socialiste en une économie unique, subordonner l'économie agricole à la direction de l'industrie socialiste, bien coordonner les relations entre la ville et le village sur la base de l'échange des produits agricoles et industriels ; boucher et supprimer tous les canaux à l'aide desquels apparaissent les classes et apparaît, avant tout, le capital ; créer, en fin de compte, des conditions de production et de distribution permettant de conduire directement à la liquidation des classes».

Tous les plans de développement économique et culturel de la République Populaire d'Albanie sont dressés de façon à réaliser des tâches déterminées dans des périodes déterminées du développement de l'Etat démocratique populaire. Ainsi, grâce au plan biennal de développement de l'économie populaire (1949-1950), on a obtenu de grands succès dans le développement et la concentration de l'industrie légère existante et on a entrepris les travaux en vue de mettre sur pied une industrie nouvelle ; grâce au premier plan quinquennal (1951-1955), notre pays s'est transformé de pays agraire arriéré en pays agraire-industriel ; par le second plan quinquennal (1956-1960) a été édifiée la base économique du socialisme et le troisième plan quinquennal (1961-1965) a marqué un important pas en avant dans l'édification de la base matérielle et technique du socialisme.

Le 4^e plan quinquennal (1966-1970) marquera de nouveaux et importants pas sur la voie de la transformation de l'Albanie de pays agraire-industriel en pays industriel-agraire.

En raison de la grande importance que revêt la planification dans l'accomplissement, par l'Etat socialiste, de sa fonction principale dans les domaines économique et organisationnel et dans les domaines culturel et éducatif, la Constitution de la République Populaire d'Albanie consacre explicitement, par la voie législative, la planification de l'économie populaire comme un principe constitutionnel. Dans la Constitution il est souligné que «l'Etat dirige la vie et le développement économique sur la base d'un plan économique d'Etat qui englobe aussi bien le secteur d'Etat que le secteur coopéré. De la sorte, la Constitution crée aux organismes d'Etat respectifs l'obligation d'élaborer, d'approuver et d'appliquer le plan économique afin que soient mises en valeur toutes les possibilités et les forces économiques pour «défendre les intérêts vitaux du peuple et élever le niveau de son bien-être».

Le développement planifié de notre économie nationale assure à notre pays une très grande supériorité non seulement par rapport à l'économie semi-féodale qui dominait dans le passé en Albanie, mais aussi par rapport aux pays capitalistes les plus développés.

Notre économie socialiste se développe sans cesse en allant toujours de l'avant à des rythmes rapides, suivant les proportions fixées par l'Etat. Elle ne connaît pas les crises économiques, elle prévient le chômage et assure l'utilisation rationnelle de toute la force ouvrière de la société.

Notre économie tend à ce que la production se développe de manière à satisfaire les besoins de toute la société et elle ne suit pas la voie de la réalisation de bénéfices.

En écartant la concurrence et l'anarchie dans la production, le développement de l'économie planifiée dans notre pays se base sur le développement de la science et de la technique conformément aux besoins de l'économie nationale.

L'économie planifiée non seulement évite la dépense inutile du travail social, mais aussi assure l'exploitation plus économique et plus fructueuse de toutes les ressources aussi bien à l'intérieur des entreprises, que dans toute l'économie nationale, découvre constamment des ressources et des réserves nouvelles pour l'accroissement de la production.

Contrairement au principe capitaliste de la rentabilité, la loi du développement planifié et la planification socialiste assurent la forme la plus élevée de la rentabilité, autrement dit une rentabilité envisagée à travers le prisme de toute l'économie nationale. C'est pour cette raison que dans notre pays sont réalisés de grands travaux dont on ne pouvait même pas rêver dans le passé.

EN QUOI CONSISTE LE CARACTERE POPULAIRE DE NOS PLANS ?

Nos plans sont l'oeuvre collective des masses travailleuses. Cela trouve son expression tant dans leur élaboration que dans leur réalisation. Dès le début, lors de la mise au point des plans, le pouvoir populaire s'est fondé sur les principes marxistes-léninistes de la planification socialiste, sur la participation des masses et sur la centralisation démocratique.

Que ce soit dans les lieux de travail ou dans les quartiers, les institutions culturelles et partout, les masses travailleuses ont toujours discuté les projets de directives des plans relatifs, elles ont formulé leurs observations et propositions.

Sur la base des riches matériaux des importants débats populaires, les chiffres initiaux ont toujours subi des modifications. Les masses travailleuses ont apporté des modifications même au cours du processus d'exécution des plans, en augmentant les indices et en accélérant les rythmes de développement.

La participation des masses dans une mesure sans précédent est un trait caractéristique en particulier pour le 4^e plan quinquennal. A l'aide de conseils de planification et d'autres formes de participation des masses qui furent utilisées au cours de l'élaboration de l'actuel plan quinquennal, les masses d'ouvriers et de paysans se sont largement activées et, en mettant à profit leurs connaissances et leur longue expérience, ont élaboré un plan réel, mobilisateur et révolutionnaire.

Les chiffres du 4^e plan quinquennal ont été examinés et approuvés à deux reprises par tous les collectifs de travail. Ces chiffres ont été analysés par environ 16.000 commissions d'entreprises d'Etat et de coopératives. Au cours de l'examen du projet de directives pour le troisième plan quinquennal (1961-1965), dans les réunions des collectifs de travail convoquées à cette fin, ont eu lieu 48.000 débats environ et ont été formulées 33.000 propositions environ.

Tandis que dans les réunions des collectifs de travail pour l'élaboration du projet du quatrième plan quinquennal (1966-1970) et pour l'examen du projet de directives de ce plan, dans les deux cas pris ensemble, ont eu lieu plus de 174.000 débats, soit 262 pour cent de plus que pour le projet du troisième plan quinquennal et on a formulé 141.000 propositions environ, soit 327 pour cent de plus que pour le projet du troisième plan quinquennal.

Les masses travailleuses ont renversé les chiffres du projet de plan qui avaient été envoyés à titre d'orientation préliminaire du centre et ont fixé des tâches plus mobilisatrices et plus importantes. L'accroissement et l'intensification des rythmes de développement a surtout été un trait caractéristique de l'agriculture. Ainsi donc, pour ne citer qu'un exemple, dans le projet initial des organes d'Etat on prévoyait le défrichement de 52.000 hectares de terres nouvelles. Toutefois, les masses ont assumé le défrichement d'une plus vaste étendue et, en conséquence, les organes centraux ont planifié le défrichement de 115.000 hectares de terres nouvelles au cours du quinquennat.

Des exemples semblables d'accroissement des tâches de la part des masses, par rapport aux prévisions initiales du plan élaboré par les organismes d'Etat, ont caractérisé presque tous les indices du plan de production prévus pour le quatrième plan quinquennal. Les plans d'Etat de développement économique et culturel du pays portent le «sceau du peuple», ce qui est la plus importante garantie pour leur heureuse réalisation.

QUE MONTRE LA COMPARAISON ENTRE UN PLAN QUINQUENNAL ET UN AUTRE ?

La planification et le développement, sur la base du plan unique d'Etat, des branches de notre économie et de notre culture populaires traduisent l'une des supériorités de notre système socialiste sur le système capitaliste et révisionniste. Le système étatique de direction et d'organisation planifiée de l'économie populaire a été engendré par quelques formes simples d'organisation et il est parvenu graduellement aux formes perfectionnées actuelles, parallèlement à l'extension de la propriété sociale socialiste sur les moyens de production et de la sphère d'action des lois économiques objectives du socialisme.

Le premier organe général de planification chargé de la coordination de l'activité économique des entreprises et des organes économiques centraux, au début du développement planifié de notre économie populaire, a été le Conseil économique créé en janvier 1945 et répondant aux conditions de notre pays. Au début de sa mise en application et de son développement, la planification de notre économie populaire a été partielle. Les plans partiels pour les années 1945 et 1946 se fixaient pour tâche le relèvement de l'économie populaire. La réalisation avec succès des premiers plans partiels des années 1945 et 1946, grâce à l'élan révolutionnaire des masses travailleuses, se traduisit par un grand travail pour le relèvement de l'économie, pour la mise en service des mines et de la petite industrie ravagées par les occupants étrangers, pour l'aménagement de nouvelles routes automobiles, etc.

Après la réalisation des premiers plans partiels, notre économie populaire se développa au début sur la base de plans courants uniques et non pas de plans à long terme. Le premier plan courant unique de développement de notre économie populaire est le plan général d'Etat pour l'année 1947. Il marque un pas important en tant que point de départ du développement de notre économie populaire reposant sur des plans uniques d'Etat. L'expérience de travail acquise dans l'élaboration et la réalisation du plan de l'année 1947, premier plan unique d'Etat, a servi de base importante pour la fixation de tâches nouvelles et pour l'élévation, dans une certaine mesure, du niveau de la planification dans le cadre du plan de l'année 1948. Le plan de 1948 a parachevé le relèvement des branches de l'économie et a aussi assuré leur développement ultérieur. En cette année, la production industrielle globale a dépassé de deux fois le niveau de l'année 1938. On a entièrement réaménagé les moyens de transport, les ponts et les routes et on a construit une série d'ouvrages nouveaux.

Un nouveau pas dans la voie du développement et de l'élévation du niveau de planification de notre économie populaire est le passage de la planification courante s'échelonnant sur un an à celle s'échelonnant sur deux ans. Grâce à la réalisation du plan biennal 1949-1950, de nombreux changements se sont produits dans la structure de la production industrielle globale et agricole globale. En 1951, la planification de notre économie populaire s'achemina dans une nouvelle période de son développement, dans la période de la planification à long terme ou quinquennale.

A la suite de la réalisation heureuse de trois plans quinquennaux, l'Albanie a fait de grands pas en avant dans la voie du développement économique et culturel.

Par rapport à l'année 1938, à la fin du premier quinquennat (1951-1955), la production industrielle globale s'est accrue de 11,5 fois, à la fin du second quinquennat (1956-1960) de 25 fois et à la fin du troisième quinquennat (1961-1965) de 35 fois environ. En 1965 par rapport à 1960, le nombre de la population de notre pays a augmenté de 15 pour cent. Mais cela n'a pas empêché l'accroissement de la production industrielle exprimée par tête d'habitant. Rappelons à titre d'exemple que la production industrielle globale par habitant en 1965 a été de 20 pour cent supérieure à celle de 1960 et, sur ce chiffre, la production des moyens de production de 23 pour cent supérieure. Un simple examen de la question de quelques-uns des articles les plus importants fait ressortir que dans notre pays, à la fin du troisième quinquennat par rapport au second, on a extrait, par habitant, 36 pour cent plus de minerai de fer, 3,7 fois plus de cuivre blister, on a produit 53 pour cent plus d'énergie électrique, 9,3 fois plus de machineries et d'équipements, 2,1 fois plus de pièces de rechange, 50 pour cent plus d'articles de bonneterie.

On remarque d'un quinquennat à l'autre une extension de la superficie cultivée. Ainsi donc, alors que celle-ci était de 406.000 hectares en 1955, elle a atteint 466.000 hectares en 1960 et 510.000 hectares en 1965.

Nos plans quinquennaux se caractérisent comme des plans de grands travaux. Cela est illustré au mieux par le grand accroissement des investissements. Ainsi donc, rappelons que par rapport à l'année 1950, à la fin du premier quinquennat, les investissements ont été de 152,8 pour cent plus élevés, à la fin du second de 350 pour cent plus élevés et à la fin du troisième de 548,4 pour cent plus élevés.

Au cours des années de pouvoir populaire, en Albanie on a construit plus de 1.000 ouvrages importants, industriels, agricoles, de transport, de caractère socio-culturel et autre.

A la suite de la réalisation victorieuse des plans quinquennaux, le potentiel économique de notre pays s'est accru. Cela apparaît en particulier dans l'accroissement du revenu national dans son ensemble et par habitant. Par rapport à l'année 1938, il a augmenté respectivement de 288 et 218 pour cent en 1955, de 404 et 262,5 pour cent en 1960, de 536 et 300 pour cent en 1965.

A présent, le peuple albanais est en train de réaliser victorieusement le quatrième plan quinquennal qui est un programme grandiose du développement incessant du pays.

LES PRINCIPAUX OBJECTIFS DU QUATRIEME PLAN QUINQUENNAL

Le quatrième plan quinquennal (1966-1970) est l'oeuvre collective de toutes les masses travailleuses du pays et constitue un programme révolutionnaire de travail qui assurera le développement ultérieur à des rythmes élevés des forces productives dans les diverses branches de l'économie et de la culture, le perfectionnement ultérieur, sur une juste voie révolutionnaire, des rapports socialistes de production et l'approfondissement de notre révolution idéologique et culturelle.

L'Albanie s'est engagée dans la période du quatrième plan quinquennal avec une base matérielle et technique plus développée. La production industrielle globale en 1965 s'est accrue de 39 pour cent par rapport à 1960, soit 34,8 fois de plus qu'en 1938. En agriculture, la production globale s'est accrue de 36 pour cent en 1965 par rapport à 1960. La superficie irriguée des cultures des champs a été portée de 32 pour cent en 1960 à 46 pour cent en 1965, le volume des travaux mécanisés s'est accru de 80 pour cent en 1965 par rapport à 1960.

La principale tâche du quatrième plan quinquennal c'est d'assurer un développement ultérieur des forces productives du pays afin d'accélérer l'édification intégrale de la base matérielle et technique du socialisme. On y parviendra en continuant l'industrialisation socialiste du pays et en augmentant la production industrielle à l'aide de l'utilisation plus complète des capacités productives en exploitation et à l'aide de la construction de nouveaux établissements industriels; en concentrant les forces en vue d'un développement plus rapide de la production agricole, surtout de la production des céréales panifiables, en premier lieu à l'aide de l'intensification ultérieure de l'agriculture. L'accroissement de la production sociale permettra d'élever le bien-être matériel et le niveau culturel de la population et d'accroître le potentiel défensif de la patrie. Cela sera accompagné par le perfectionnement ultérieur, sur une juste voie révolutionnaire, des rapports socialistes de production et par le rétrécissement graduel de la différence entre la ville et la campagne, entre l'industrie et l'agriculture, entre le travail intellectuel et le travail physique; en même temps on approfondira la révolution socialiste sur le plan idéologique et culturel et on renforcera la dictature du prolétariat, l'unité du peuple et du Parti.

En 1970, la production industrielle globale augmentera de 50 ou 54 pour cent par rapport à 1965, à un rythme annuel moyen d'accroissement de 8,7 pour cent. Dans le cadre du développement industriel et dans le processus de l'industrialisation socialiste ultérieure du pays, une attention particulière est consacrée au développement de l'industrie lourde de transformation, afin d'assurer la supériorité de la production des moyens de production. Pour cette raison, le développement de l'industrie au cours du quatrième quinquennat se fera en étroite liaison en premier lieu avec l'extension du front de la mise en valeur des richesses naturelles, en englobant dans la circulation économique toujours plus de nouveaux gisements de minéraux utiles et de combustibles et en en accroissant la valeur par un traitement sur place.

En 1970 par rapport à 1965, la production des moyens de production augmentera de 65 ou 69 pour cent. En conséquence, la part de la production des moyens de production dans la production industrielle globale s'élèvera à 55,8 pour cent en 1970, contre 50,7 pour cent en 1965.

Le trait caractéristique de l'industrialisation ultérieure au cours du quatrième quinquennat est l'aide apportée par l'industrie à l'agriculture. Cela renforcera encore davantage l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie travailleuse. Pour cette raison, une grande importance a été attachée au développement de l'industrie chimique à des rythmes plus rapides.

La construction de deux grandes usines d'engrais azotés et superphosphatés, qui ont déjà été mises en service, permet de s'assurer les engrais chimiques nécessaires à l'accroissement des rendements des cultures agricoles.

Outre l'industrie chimique, l'industrie mécanique aussi se développera et se renforcera plus avant. Elle fabriquera environ 80 pour cent des pièces de rechange pour tracteurs, des machines et équipements agricoles et des machineries et mécanismes divers destinés aux différents secteurs de l'économie populaire.

Parallèlement au développement de l'industrie lourde de transformation et des autres branches de l'industrie produisant des moyens de production, un développement ultérieur marquera l'industrie légère et l'industrie alimentaire. On assurera le traitement sur une plus vaste échelle des produits agricoles et d'élevage. La production des biens de consommation augmentera de 33 ou 38 pour cent en 1970 par rapport à 1965.

Notre pays s'en tient invariablement à la juste ligne de conduite impliquant que l'économie populaire, pour être une économie forte, développée et indépendante, doit être une économie à plusieurs branches et ferme sur ses jambes, aussi bien dans l'industrie que dans l'agriculture. Le quatrième plan quinquennal assigne à l'agriculture la première place dans le développement de l'économie populaire dans son ensemble. Elle sera marquée par un très grand développement.

En 1970, par rapport à 1965, la production agricole globale sera de 71-76 pour cent plus élevée. L'accroissement de la production agricole dans de telles proportions repose sur l'augmentation des rendements en premier lieu et sur l'extension des superficies de la terre cultivée.

L'accroissement de plus de deux fois de la production des céréales panifiables, prévu pour ce quinquennat, sera assuré pour 82 pour cent par l'augmentation du rendement et pour 18 pour cent par l'extension de la superficie des emblavures. Pour le développement rapide de l'agriculture, de pair avec les mesures visant à son intensification, on travaillera aussi au défrichement des terres nouvelles.

La base matérielle et technique de l'agriculture, au cours du quatrième quinquennat, se renforcera considérablement. Le nombre des tracteurs convertis en unités de 15 chevaux vapeur s'élèvera, selon les prévisions, à 10.000 en 1970, soit 34 pour cent de plus qu'en 1965. La superficie irriguée représentera environ 53 pour cent de toute la surface ensemencée. C'est là une mesure très importante pour l'accroissement des rendements des cultures agricoles.

D'importants investissements seront effectués dans toutes les branches de l'économie populaire. Le volume des investissements au cours du quatrième quinquennat s'accroîtra de 34 pour cent environ par rapport au troisième quinquennat, tandis que le volume des travaux de construction de 18 pour cent environ.

Le développement des forces productives fera l'objet d'une attention particulière. Au développement des secteurs productifs on destinera 80 pour cent des investissements et 72 pour cent des travaux de construction. Au cours de ce quinquennat, seront construits environ 50 pour cent plus d'importants établissements économiques, scolaires, culturels et sanitaires en comparaison du troisième quinquennat.

Le développement de la production sociale rendra possible un accroissement de 45 ou 50 pour cent du revenu national en 1970 par rapport à 1965. Cela sera suivi d'une augmentation ultérieure des revenus réels de la population et d'un accroissement de la circulation des marchandises du commerce de détail.

Le quatrième plan quinquennal repose en premier lieu sur les ressources matérielles et humaines intérieures, sur la base matérielle et technique créée, sur le travail créateur du peuple albanais et sur la vitalité de notre ordre social et économique. Une aide internationaliste fraternelle a été et est donnée au peuple albanais par la République Populaire de Chine.

QUELLES SONT LES PRINCIPALES REALISATIONS DU QUATRIEME PLAN QUINQUENNAL ?

1. Usine des superphosphates à Laç.
2. Usine de la métallurgie du ferrochrome à Laç.
3. Usine de la soude à Vlorë.
4. Usine de raffinage et de traitement du cuivre à Rubik.
5. Fabrique d'enrichissement du minerai de chrome à Bulqizë.
6. Fabrique d'enrichissement du cuivre à Spaç.
7. Cimenterie de Fushë-Krujë.
8. Centrale hydro-électrique de Vau i Dejës.
9. Cimenterie d'Elbasan.
10. Usine des engrais azotés à Fier.
11. Raffinerie de pétrole à Fier.
12. Centrale thermique de Fier.
13. Combinat textile «Mao Tsé-toung» à Berat.
14. Centrale thermique de Korçë.
15. Fabrique d'enrichissement du charbon à Memaliaj.
16. Fabrique de production du lait condensé et en poudre à Shkodër.
17. Frigorifère de la plage de Durrës.
18. Usine de production d'articles en matière plastique à Durrës.
19. Grand Palais de la Culture à Tirana.
20. Verrerie de Kavajë.
21. Chemin de fer Rrogozhinë-Fier.
22. Fabrique de fils à coudre et à broder à Korçë. 23 à 28. Bonifications de marais.
- 29, 30 et 43. Améliorations des cours d'eau.
- 31, 33, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 42, 44, 45 et 51. Systèmes d'irrigation.
- 32, 34 et 41. Canaux d'irrigation.
- 46, 47, 48, 49, 50, 52, 53, 54, 55, 59, 60 et 61. Réservoirs.
- 56, 57 et 58. Réseaux de conduites d'eau.
62. Défrichement d'un total de 115.000 hectares de terres nouvelles.
63. Route forestière Hani Hotit-Vermosh.
64. Route automobile Kukës-Krumë.
65. Route forestière Lurë-Mezdej.
66. Lignes de haute tension.

L'électrification de tous les villages du pays sera terminée d'ici au 8 novembre 1971.

QUE REPRESENTERA UNE JOURNEE DE TRAVAIL EN 1970 POUR L'ECONOMIE DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE D'ALBANIE ?

Les objectifs prévus par le quatrième plan quinquennal ouvrent une brillante perspective à l'économie populaire et accroissent encore davantage la valeur d'une journée de travail.

Le revenu national réalisé en moyenne en une journée du quatrième quinquennat équivaut à trois journées du premier quinquennat, à deux journées du second quinquennat et à une journée et demi du troisième quinquennat.

En une journée notre industrie livrera en moyenne une production équivalant à 6 journées du premier quinquennat et à 1,7 journée du troisième quinquennat.

— En sept jours de l'année 1970 on produira autant que la production de toute l'année 1938.

— Rien qu'en sept jours de l'année 1970 sera fournie une production égale à toute celle de l'industrie pétrolière de l'année 1938 et la production de pétrole réalisée en un jour de l'année 1970 sera égale à celle de deux jours environ de l'année 1965.

— Pour fournir la production de houille de l'année 1938 il suffira seulement de deux jours de l'année 1970 et pour le minerai de chrome sept jours seulement.

— La production d'énergie électrique réalisée en 1938 sera obtenue en 4,5 jours de 1970.

— La production de l'industrie mécanique de 1938 sera obtenue en quatre jours de 1970.

— En 1970, le cuivre extrait en une journée sera égal à celui extrait en six jours de l'année 1960 ou en 1,5 journée de l'année 1965.

— Rien qu'en 10 jours on réalisera toute la production de l'industrie alimentaire de l'année 1938, en 9 jours on réalisera toute la production de ciment, en 3,5 jours toute la production de cotonnades et de lainages, en 25 jours toute la production de chaussures, etc.

— En 1970, l'agriculture fournira une production de plus de 4 fois plus élevée que celle de l'année 1938 et de 71 ou 76 pour cent plus élevée qu'en 1965.

— En une journée du quatrième quinquennat on produira une valeur matérielle égale à celle produite en 2,3 jours du premier quinquennat et en 1,5 jour du troisième quinquennat.

— Les investissements effectués en 3 jours du quatrième quinquennat seront équivalents à l'ensemble des investissements effectués par l'Etat pendant toute l'année 1938 ou bien les investissements d'une journée du quatrième quinquennat seront équivalents à ceux de 3,6 jours du premier quinquennat.

— En ce qui concerne le transport automobile, il suffira de deux jours de 1970 pour faire circuler tout le volume de marchandises en tonnes transporté en 1938, tandis que, pour le transport maritime, il suffira d'une demi-journée environ.

LE DEVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE SOCIALISTE DANS LES ANNEES DE POUVOIR POPULAIRE

LES PRINCIPAUX TRAITS CARACTERISTIQUES DE L'INDUSTRIALISATION SOCIALISTE EN ALBANIE

Le Parti du Travail d'Albanie a considéré l'industrialisation comme l'une des tâches les plus importantes de l'édification socialiste, sans la réalisation de laquelle on ne saurait faire progresser la révolution socialiste sur le front économique. Dans nos conditions historiques concrètes, la nécessité absolue d'industrialiser le pays était dictée par une série de facteurs, dont les principaux sont :

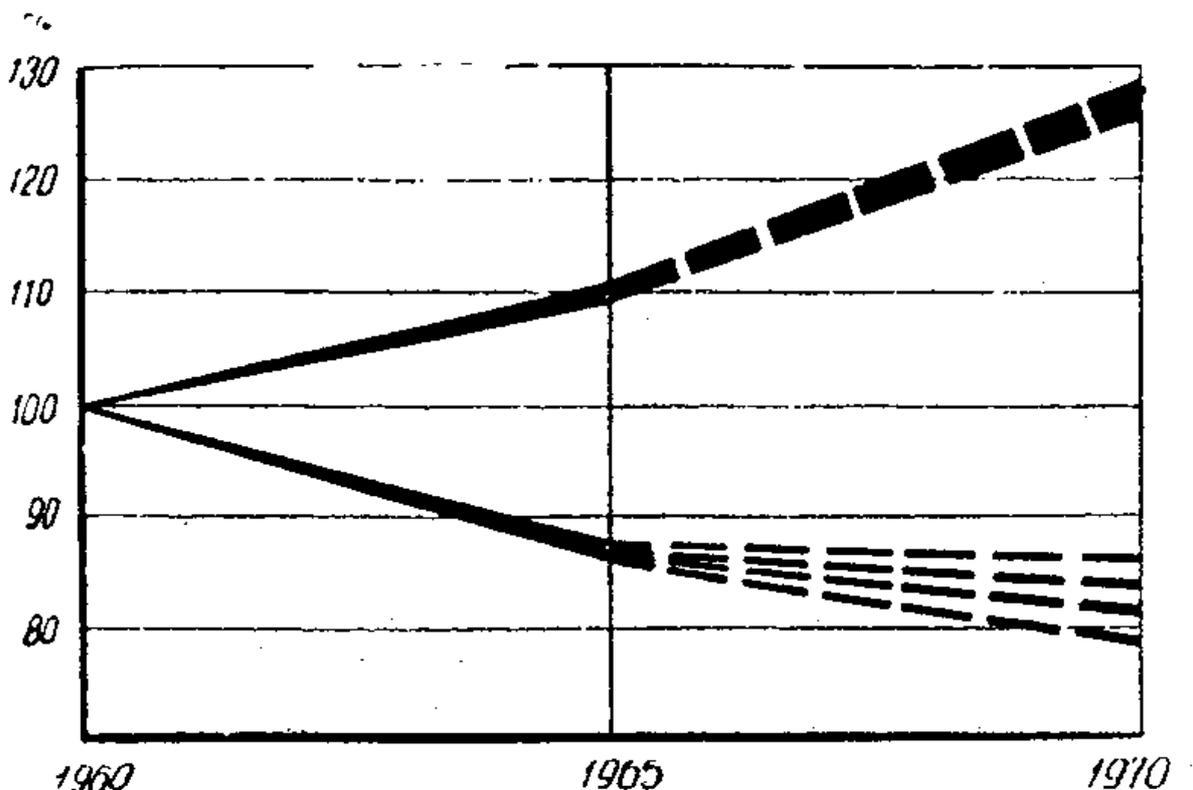
Primo, la réalisation du développement impétueux et multiforme des forces productives pour l'édification de la base matérielle et technique du socialisme, pour la création d'une structure aussi efficace que possible de la production sociale.

Secundo, l'industrialisation socialiste est une condition indispensable pour le perfectionnement continu des nouveaux rapports socialistes de production. En reposant sur la propriété sociale des instruments et des moyens de production, sur la socialisation du travail sous sa forme la plus élevée, l'industrie représente le type le plus élevé de la propriété socialiste. C'est à son exemple que s'accomplit la transformation socialiste des autres branches de l'économie populaire.

Tertio, l'industrialisation socialiste accroît à des rythmes rapides le rendement du travail social.

Quarto, l'industrialisation socialiste est indispensable pour l'élévation incessante du niveau d'instruction, technique et professionnel de la classe ouvrière, qui constitue la principale base sociale du pouvoir populaire.

Accroissement du rendement du travail et diminution du prix de revient dans l'industrie (1960 = 100)

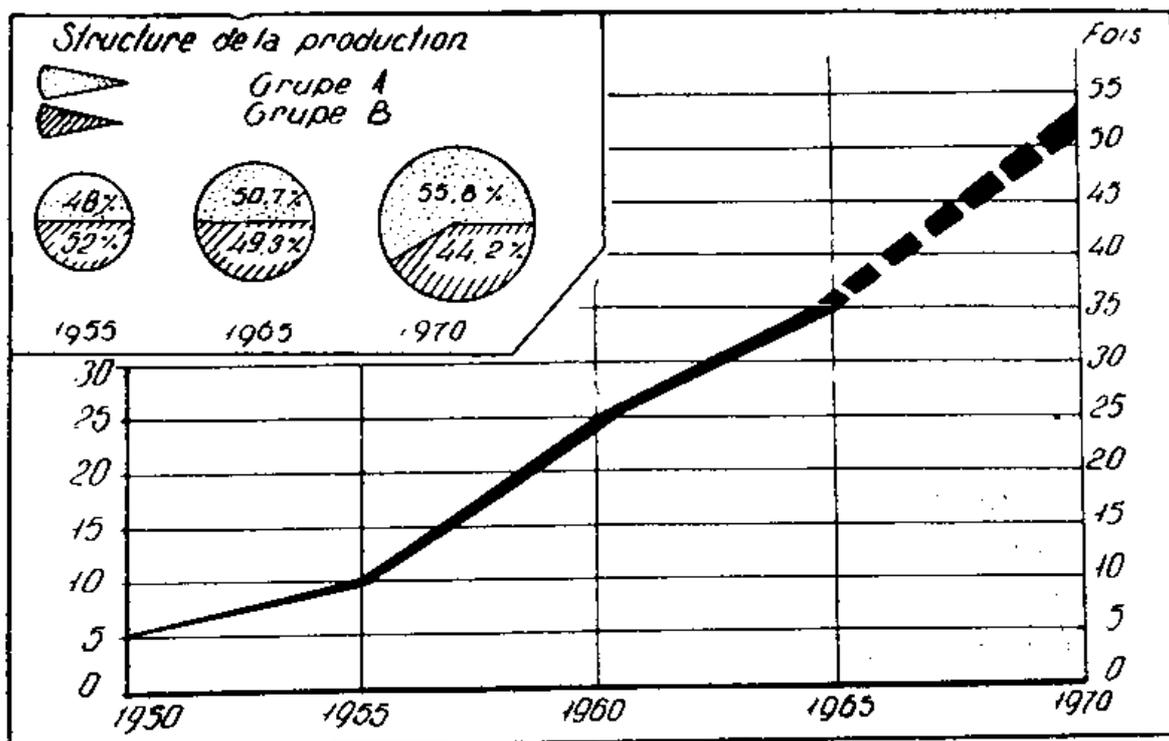


L'industrialisation socialiste du pays était dictée aussi par la nécessité de renforcer sa capacité défensive, de rendre la patrie socialiste plus puissante. Notre cours de l'industrialisation a pour fondement la thèse marxiste-léniniste bien connue de la priorité de la production des moyens de production sur la production des biens de consommation. Cela est d'importance pour le renforcement de l'indépendance économique du pays.

Contrairement à l'industrialisation capitaliste, qui est accompagnée par l'exploitation des travailleurs, par l'accentuation de la pauvreté du prolétariat et par l'aggravation de la lutte de classes, l'industrialisation socialiste dans notre pays a liquidé l'exploitation de l'homme par l'homme dans l'un des secteurs les plus importants de l'économie et a directement influé sur l'élévation du niveau matériel et culturel de la population. Dans l'application de la politique d'industrialisation socialiste du pays, le Parti a dès le début fixé de manière juste les voies et les possibilités d'accroissement et d'utilisation de l'accumulation socialiste interne. Il a mobilisé les ressources monétaires et matérielles et toutes les capacités physiques et intellectuelles de notre peuple laborieux et habile. Par ailleurs, il s'est servi de façon juste de l'aide internationaliste des pays amis. Les principales ressources de l'accumulation socialiste pour notre pays c'étaient l'expropriation de la bourgeoisie et des grands propriétaires terriens et le passage des moyens de production à l'état de propriété sociale, l'annulation des emprunts contractés par le régime de Zogu, les bénéfices réalisés par l'industrie nationalisée, par le commerce extérieur et intérieur, par le système bancaire, les ressources budgétaires utilisées par le pouvoir pour le développement de l'économie nationale. Avec ses ressources intérieures, notre pays a créé des accumulations relativement importantes, qui lui ont permis de réaliser l'industrialisation.

L'instauration de la propriété socialiste sur les moyens de production permet de mobiliser toutes les ressources matérielles et financières et d'en utiliser une bonne partie pour le développement de l'industrie et avant tout de l'industrie lourde. L'industrialisation socialiste du pays a entraîné l'agrandissement des villes et la création de plusieurs centres industriels nouveaux, l'accroissement numérique de la classe ouvrière et l'augmentation de sa proportion dans notre société, et enfin le renforcement de la base sociale de la dictature du prolétariat. Le développement de l'industrie socialiste a renforcé l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie coopérée. L'industrialisation socialiste en Albanie se poursuit à des rythmes très rapides. Le résultat c'est que la production industrielle a été, en 1967, 44 fois plus élevée qu'en 1938. Au bout d'une courte période, l'Albanie s'est transformée d'un pays agraire arriéré en un pays agraire-industriel et elle est en train de se transformer maintenant en un pays industriel-agricole. Le développement heureux de l'industrie a créé les conditions pour la liquidation de la contradiction entre le pouvoir politique avancé et la base technico-scientifique arriérée héritée du passé. L'industrialisation socialiste a renforcé l'indépendance de l'Albanie socialiste, devant laquelle ont honteusement échoué toutes les tentatives des impérialistes et des révisionnistes de la soumettre.

Production industrielle globale



L'industrialisation socialiste en Albanie a été réalisée dans les conditions d'une âpre lutte de classes, aussi bien contre les ennemis intérieurs que contre les ennemis extérieurs. Au début les révisionnistes yougoslaves et plus tard les révisionnistes soviétiques se sont efforcés, par tous les moyens, de détourner notre peuple de la voie de l'industrialisation socialiste, sous le prétexte que, soi-disant, leur industrie était en mesure de satisfaire nos besoins, que l'industrie pétrolière en Albanie n'avait prétendument pas de perspectives de développement et autres. Mais le Parti du Travail et le pouvoir populaire en Albanie ont résolument démasqué ces points de vue et ils ont lutté avec courage pour le développement du pays dans la voie socialiste, en suivant de façon conséquente la juste voie marxiste-léniniste dans l'industrialisation socialiste, conformément aux conditions concrètes du pays.

PRINCIPALES ETAPES DE L'INDUSTRIALISATION SOCIALISTE EN ALBANIE

L'industrialisation socialiste du pays a été réalisée par étapes successives. Pendant la période du plan biennal (1949-1950) les investissements pour le développement de l'industrie ont représenté 47 pour cent de tous les investissements de l'économie populaire. Avec ce plan on a entrepris la construction d'installations industrielles nouvelles, telles que la centrale hydro-électrique «Lénine» à proximité de Tirana, le Combinat textile «Staline» à Tirana, la sucrerie de Maliq et autres. De même, un grand travail a été effectué pour le développement de l'industrie minière, à laquelle on a affecté 20 pour cent de l'ensemble des investissements du plan biennal. De pair avec la construction des nouveaux établissements industriels s'est poursuivi aussi le développement ultérieur des branches existantes de l'industrie. En 1950, la production industrielle globale a atteint le niveau de 415 pour cent par rapport à l'année 1938. La part du secteur socialiste dans la production industrielle s'est élevée à 97,2 pour cent.

Cependant, le développement de l'industrie à des rythmes rapides a commencé surtout avec le premier plan quinquennal (1951-1955). La principale tâche économique de ce plan était «la continuation, à des rythmes plus rapides, du travail d'édification de la base économique du socialisme, pour faire en sorte qu'à la fin du quinquennat l'Albanie se transforme de pays agraire arriéré en pays agraire-industriel». Cette tâche fut réalisée avec succès. Au cours du premier quinquennat on termina avec succès le Combinat textile «Staline» à Tirana, la centrale hydroélectrique «Lénine» et on construisit également de nombreux établissements industriels, à savoir le Combinat du traitement du bois à Elbasan, la cimenterie de Vlorë, les usines d'égrenage du coton à Fier et à Rrogozhinë, la fabrique de décorticage du riz à Vlorë, la fabrique de fermentation du tabac à Shkodër, la fabrique des tissus de laine et celle de meubles à Tirana. Au total, au cours du premier quinquennat on a mis en place et en service 150 fabriques ou entreprises nouvelles d'Etat ou coopératives s'occupant de la production industrielle. Les mines et l'industrie pétrolière connurent un nouveau développement. Les branches existantes de l'industrie s'agrandirent. A la suite de la réalisation du premier plan quinquennal, en 1955 la production industrielle globale a été 11,5 fois plus élevée qu'en 1938. En 1955, l'industrie en Albanie produisait en 35 jours autant qu'elle produisit au cours de -toute l'année 1938.

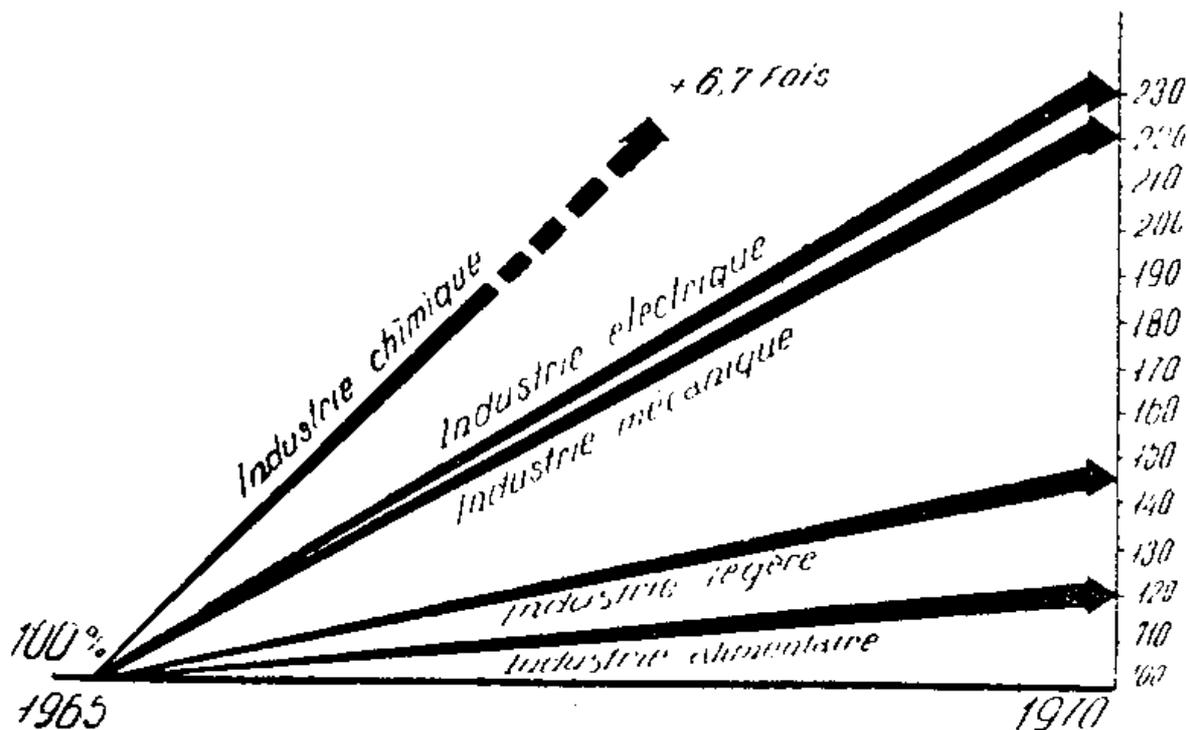
Le processus de l'industrialisation socialiste de notre pays s'est poursuivi à des rythmes encore plus élevés au cours du second plan quinquennal (1956-1960), dont le projet de directives a été approuvé par le troisième Congrès du Parti du Travail d'Albanie. Au cours de ce quinquennat on a mis en exploitation une série d'installations industrielles importantes, à savoir la centrale hydro-électrique «Karl Marx» sur le fleuve Mat, la raffinerie de pétrole à Cerrik, la conserverie de poisson et de légumes à Vlorë, les conserveries de fruits et de légumes à Elbasan, Korçë et Shkodër, la verrerie, la fabrique de velours et le Combinat alimentaire à Tirana, les fabriques de vin à Këlcyrë, Durrës, Librazhd, Permet et Shkodër, l'usine de porcelaine à Tirana, la fabrique d'enrichissement du cuivre à Kurbnesh, les briqueteries de Tirana, Lushnjë, Vlorë, Korçë, Shkodër et Elbasan, une série de lignes électriques à haute tension, des mines nouvelles et de nombreux autres ouvrages. A la fin de l'année 1960, la production industrielle globale atteignit un niveau de 25 fois plus élevé qu'en 1938. En particulier, la production dans la branche de l'industrie électrique, en 1960 par rapport à l'année 1938, s'est accrue de 24,4 fois, dans l'industrie pétrolière 21,8 fois, dans l'industrie houillère 78,6 fois, dans celle du chrome 41,9 fois, dans l'industrie mécanique 30,4 fois, etc. A l'issue de la réalisation du second plan quinquennal, l'Albanie venait de construire la base économique du socialisme et les rapports socialistes de production étaient institués tant à la ville qu'à la campagne.

En 1960, dans le secteur socialiste de l'économie, furent réalisés environ 90 pour cent du revenu national, plus de 99 pour cent de la production industrielle globale, 100 pour cent du commerce de gros, 90 pour cent du commerce de détail, plus de 80 pour cent de la production agricole globale.

Grâce au développement impétueux de l'industrie, de nouveaux centres habités vinrent s'ajouter à la carte d'Albanie : Cërrik, Maliq, Patos, Fushë-Arrës, Kurbnesh, Bulqizë, Memaliaj, Laç et autres. D'importants changements ont également été apportés aux villes et aux agglomérations existantes. La réalisation du second plan quinquennal entraîna aussi la modification de la structure de la production industrielle globale suivant les branches, dans le sens de l'accroissement de la part revenant aux branches de production des moyens de production et surtout aux branches de l'industrie minérale dans l'ensemble de la production industrielle. Même au cours des années du second plan quinquennal, l'industrie n'a cessé de se développer à des rythmes élevés, en dépassant considérablement les rythmes de développement des pays capitalistes. Ainsi, le rythme moyen annuel de l'augmentation de la production industrielle en Albanie au cours des années 1951-1959 a été 20,6 pour cent, tandis qu'en Grèce 8,8 pour cent, en Yougoslavie 11,3 pour cent et en Italie 8,3 pour cent.

Des tâches nouvelles encore plus vastes ont été prévues pour le développement de l'industrie par le troisième plan quinquennal (1961-1965). Ce quinquennat a été celui des grands investissements et des grands travaux, dont la plupart ont été effectués dans le domaine de l'industrie. Même au cours des années du troisième plan quinquennal, malgré les grandes difficultés suscitées par les impérialistes et les révisionnistes modernes, l'économie populaire de notre pays, en particulier l'industrie, n'a cessé de se développer à des rythmes très rapides. En 1965, la production industrielle globale a été 34,8 fois plus élevée qu'en 1938, en particulier dans la branche de l'industrie électrique elle a été 41 fois plus élevée, dans celle du pétrole 27,5 fois, de la houille 106,3 fois, du chrome 44,9 fois, dans l'industrie mécanique 44,7 fois. Au cours de ce quinquennat ont été construites un grand nombre d'installations industrielles nouvelles, à savoir : la seconde centrale hydro-électrique sur le fleuve Mat portant le nom de F. Engels, la centrale hydro-électrique «J. Staline» sur le fleuve Bistricë, l'usine sidérurgique à Elbasan, l'usine de pièces de rechange pour tracteurs à Tirana, l'usine de la métallurgie du cuivre à Gjegjan de Kukës, la tréfilerie de cuivre à Shkodër, trois fabriques de papier et beaucoup d'autres établissements industriels.

Production suivant les branches de l'industrie en 1970 (1965 = 100).



Au cours du troisième quinquennat on a terminé et mis en service 430 unités économiques et social-culturelles contre 400 prévues par le plan. La construction de ces nouveaux établissements industriels, la réalisation du troisième plan quinquennal a assuré l'amélioration de la structure des branches de l'industrie et multiplié les produits industriels.

La part de la production industrielle dans le cadre des productions industrielle et agricole prises ensemble s'est élevée, en 1965, à 56,6, pour cent contre 8 pour cent en 1938. Ces données montrent les grands pas accomplis dans l'industrialisation socialiste du pays au cours des années de pouvoir populaire.

LE DEGRE DE DEVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE MINERALE DANS LA REPUBLIQUE POPULAIRE D'ALBANIE ET SES PERSPECTIVES D'AVENIR

L'industrie minérale est la principale branche de l'industrie lourde de notre pays. Le sous-sol de l'Albanie est riche en minerais utiles. Citons en les essentiels : pétrole, chrome, ferronickel, cuivre, charbon, bitume et autres.

Mais, malgré les importantes richesses du sous-sol, dans le passé l'industrie minérale ne prit aucun développement appréciable. Par sa politique des «portes ouvertes» le régime féodalo-bourgeois de l'époque avait laissé main libre aux puissances étrangères, impérialistes, de faire main basse sur les richesses de notre pays.

Les impérialistes, surtout les italiens, fondèrent leurs sociétés par actions en Albanie, ils entreprirent l'exploitation des nappes de pétrole, des gisements de bitume, de charbon, de chrome et de cuivre de la façon la plus primitive et la plus rapace. S'étant assuré une main-d'oeuvre à bon marché, ils ont exploité nos mines en partant de mobiles purement commerciaux et lucratifs, faisant fi de toute règle technique et sans mécaniser aucunement les opérations de travail.

Le pouvoir populaire a une fois pour toutes mis un terme à la situation ci-dessus. Il procéda dès le début à la nationalisation de toutes les sociétés et entreprises qui appartenaient en propre au capital étranger et au capital local. Une fois passée aux mains de l'Etat, malgré les difficultés sérieuses et les ravages causés par la guerre et les occupants, notre industrie minérale a poursuivi sa marche en avant et est devenue le secteur le plus important de notre économie populaire.

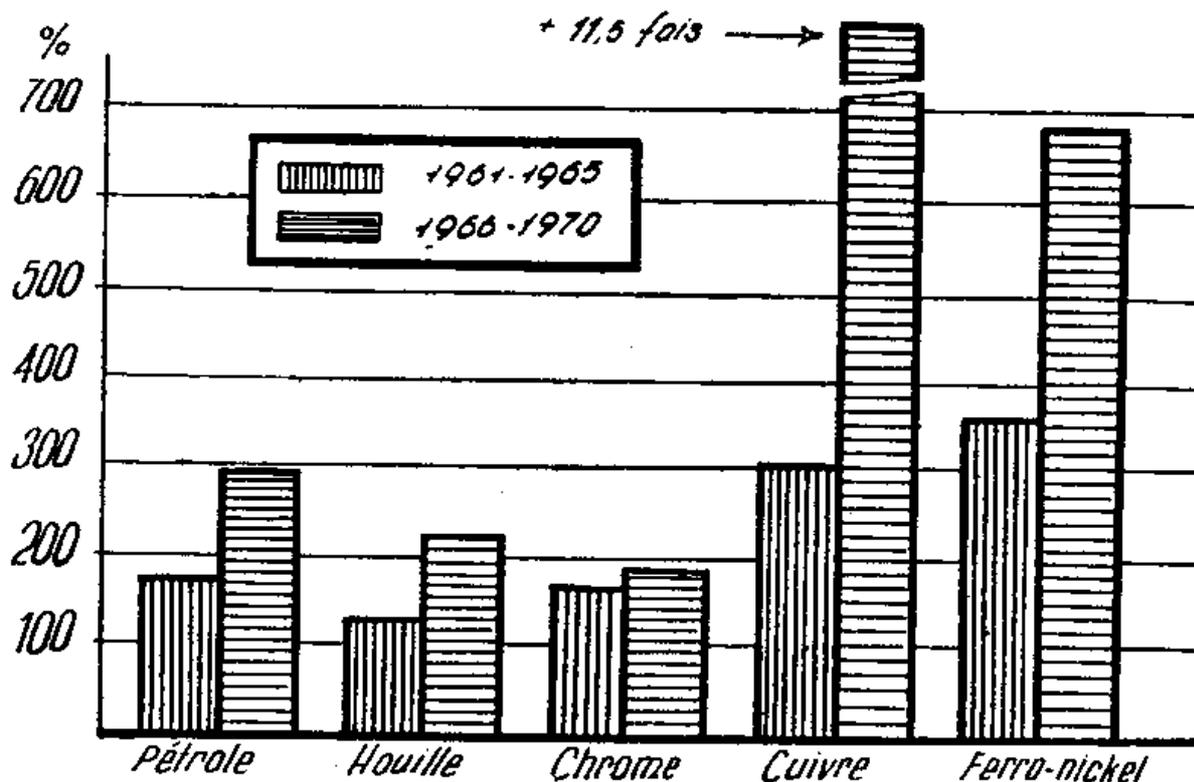
Le pouvoir populaire a effectué dès le début d'importants investissements et a pris des mesures immédiates pour le développement et la transformation des richesses naturelles, en ouvrant des mines nouvelles et en bâtissant des usines nouvelles qui sont le dernier mot de la technique. Tout cela a permis d'augmenter la production d'un quinquennat à l'autre.

L'Albanie a aujourd'hui cinq fois plus de mines qu'avant la guerre. En 1968, par rapport à 1938, l'industrie pétrolière fournit une production 41 fois plus élevée, l'industrie houillère 164 fois plus, celle du chrome 52 fois plus, tandis que celle du cuivre 29 fois plus par rapport à l'année 1950, l'industrie du ferronickel plus de 3 fois plus par rapport à l'année 1960, etc.

Alors que sous les régimes antipopulaires et les occupations étrangères, les richesses du sous-sol albanais étaient transformées à l'étranger, aujourd'hui une partie d'entre elles est traitée dans les usines et les fabriques nouvelles construites après la Libération, à proximité des gisements de minerais.

L'Albanie possède à l'heure actuelle ses raffineries de pétrole, ses fabriques pour la transformation complète du minerai de cuivre, ses usines sidérurgiques, ses usines d'engrais chimiques et autres.

Production de l'industrie minière pendant les périodes 1961-1965 et 1966-1970 (1956-1960 = 100).



De grandes perspectives s'ouvrent devant l'industrie extractive et celle de transformation des minerais utiles au cours du quatrième plan quinquennal (1966-1970). En 1970, la production industrielle marquera un accroissement de 54 pour cent par rapport à la dernière année du troisième quinquennat. Le quatrième quinquennat sera celui de l'amélioration ultérieure de la structure de la production industrielle, en donnant la priorité au développement des branches de production des moyens de production, en particulier des branches de l'industrie minière. Ainsi donc, rappelons à titre d'exemple que, par rapport à l'année 1965, en 1970 la production augmentera comme suit : industrie pétrolière 85 pour cent, industrie houillère 69 pour cent, industrie du cuivre 151 pour cent, du ferronickel 102 pour cent, etc. L'accroissement de la production de l'industrie minière est en rapport avec l'accroissement de la production dans les mines existantes et avec la mise en exploitation de nouveaux gisements et mines.

Les travailleurs des différentes branches de l'industrie minière s'acquittent avec succès et graduellement des tâches du quatrième quinquennat. Au cours de l'année 1967, on a mis en service de nouvelles installations pour le traitement du pétrole et la production du coke à partir du bitume. Une nouvelle grande houillère a commencé l'extraction du charbon et une autre est en cours de construction en Albanie centrale. Dans l'Albanie septentrionale on a découvert de nouveaux gisements de cuivre et de chrome. Entre-temps, par leurs propres forces, les spécialistes albanais ont définitivement mis au point la carte géologique du pays, oeuvre de grande valeur, qui éclaire les perspectives du développement ininterrompu de l'industrie minière albanaise.

Le développement de cette branche très importante de l'économie populaire a pour objectif l'édification d'une économie avancée reposant sur les richesses et les ressources intérieures, capable de garantir l'indépendance du pays et son développement incessant sur la voie du socialisme. Le développement de l'industrie minière joue un très important rôle pour le développement des autres branches de l'économie populaire. Le quatrième plan quinquennal pose la tâche de l'extension du front de la mise en valeur des richesses naturelles, en englobant dans la circulation économique un nombre toujours croissant de nouveaux gisements de minerais utiles et de combustibles et en augmentant la valeur par leur transformation sur place. La réalisation de cette tâche par la construction et la mise en exploitation de nouvelles mines et usines de transformation, plus qu'en tout autre quinquennat, assure à notre pays la possibilité de s'engager dans une phase nouvelle de l'industrialisation, celle du

développement de l'industrie lourde de transformation, qui est décisive pour garantir la suprématie de la production des moyens de production dans le cadre de toute l'industrie. C'est grâce aux matières premières que lui procure sur place l'industrie extractive que l'industrie de transformation a vu le jour et ne cesse de se développer avec succès.

Au cours des premières années qui suivirent la Libération, l'Albanie ne possédait qu'une fonderie pour la production du cuivre blister, tandis que maintenant elle possède plusieurs usines de traitement du cuivre, à commencer de celles de l'enrichissement, de la fusion, du raffinage jusqu'à celle de la fabrication des fils électriques de cuivre. La mise en service des usines nouvelles a rendu possible le traitement de haute qualité et sur place de tout le minerai de cuivre extrait de nos mines. Notre pays est devenu à présent non seulement un exportateur du cuivre blister mais aussi du cuivre cathodique et des fils électriques de première qualité. Dans la tréfilerie de cuivre de Shkodër seront usinés environ 600 types divers de fils électriques. Au cours du quatrième quinquennat, à la suite de l'extension des usines existantes et de la construction d'usines nouvelles, de nouveaux sous-produits de cuivre travaillé rempliront les besoins du pays et seront exportés vers les marchés extérieurs.

De grandes perspectives d'avenir s'ouvrent devant la sidérurgie. La construction de l'usine de laminage de l'acier à Elbasan est le premier pas pour la mise sur pied de cette industrie. Au cours du quatrième quinquennat sera bâtie l'usine pour la fonte du ferronickel, qui, avec ses produits, assurera la fourniture de la laminière existante et donnera une nouvelle impulsion à l'industrie mécanique, à celle de construction de machines et autres. Au cours de ce quinquennat, on construira également l'usine ou fonderie pour la production du ferrochrome raffiné.

La grande perspective du développement de la métallurgie en Albanie repose sur les importantes réserves de minéraux qui ont été découvertes par les géologues albanais, surtout au cours de ces dernières années. Ainsi donc, les réserves de nombreux minéraux importants couvrent dès à présent non seulement les besoins de ce quinquennat, mais aussi ceux des futurs quinquennats.

COMMENT S'EST DEVELOPPEE L'INDUSTRIE DES COMBUSTIBLES EN ALBANIE ?

L'industrie des combustibles et en particulier celle du pétrole occupe une place importante dans l'économie de l'Albanie. Le pétrole est l'une des principales matières premières du pays. Avant la Libération, cette richesse était exploitée par les sociétés capitalistes étrangères, mais à la suite de l'avènement du pouvoir populaire, elle devint l'une des principales ressources pour l'accroissement du potentiel économique et du bien-être du peuple, ainsi que de la capacité défensive du pays.

Le pouvoir populaire a effectué d'importants investissements pour le développement rapide et multiforme de l'industrie pétrolière. Après la Libération, l'industrie extractive ne se borna pas à l'exploitation des champs pétrolifères de Kuçovë (aujourd'hui Qyteti-Stalin) mais elle se développa encore davantage, en s'étendant aux champs pétrolifères de Patos et à ceux de Marinzë nouvellement mis en exploitation, et autres. Alors qu'avant la guerre en Albanie une seule nappe de pétrole était exploitée, à présent le pétrole et le gaz sont extraits de 9 nappes. Les succès obtenus dans la recherche du pétrole et du gaz par nos propres forces, surtout au cours du troisième quinquennat ont créé une solide et réelle base pour le développement rythmique de l'industrie pétrolière non seulement pendant le quatrième quinquennat, mais aussi pendant les futurs quinquennats. Les forages de prospection et l'exploitation du pétrole se font à l'heure actuelle suivant les exigences de la technique moderne, par des méthodes scientifiques, ce qui a grandement accru la production. La production de l'industrie pétrolière est à présent 41 fois plus élevée qu'en 1938. Avant la Libération l'Albanie ne produisait que 104 kilogrammes de pétrole par habitant, tandis qu'en 1965 elle a réussi à en produire 441 kilogrammes (bien que la population du pays ait presque doublé).

C'est pour la première fois après la Libération qu'en Albanie fut créée l'industrie de transformation. On a construit des raffineries à Cërrik et à Qyteti-Stalin, qui produisent de l'essence, du gasoil, du solaroil, du pétrole pour tracteurs, des huiles lubrifiantes, du coke, du bitume de différentes espèces et autres. D'importateur de sous-produits de pétrole qu'elle était dans le passé, l'Albanie en est devenue un exportateur. A Qyteti-Stalin a aussi été mise en place une usine de production du coke bitumineux pour les besoins de la métallurgie du cuivre. Au cours des années de pouvoir populaire a, de même, été créée une base mécanique moderne auxiliaire de l'industrie pétrolière, qui non seulement effectue des réparations capitales et moyennes, mais produit, outre les pièces de rechange, même des pièces

nouvelles pour le forage des puits, pour l'extraction et le traitement du pétrole. Dans tous les secteurs de l'industrie pétrolière on voit travailler maintenant des ouvriers, des techniciens et des ingénieurs dotés d'une riche expérience et de bonnes connaissances technico-professionnelles.

Le développement à des rythmes rapides de l'industrie des combustibles dans notre pays s'est effectué conformément à la politique d'édification d'une économie aussi indépendante que possible, que suit le Parti du Travail. Cette politique tend à assurer dans le pays, grâce aux ressources intérieures et dans la mesure du possible, tout ce qui est nécessaire à l'édification socialiste. Se proposant d'interrompre le processus de l'édification socialiste en Albanie, la clique de Tito et les révisionnistes khrouchtchéviens se sont efforcés de saboter notre industrie pétrolière et de barrer la perspective de son développement. Mais il n'en fut rien, parce que le Parti du Travail d'Albanie s'en est tenu à son programme de l'industrialisation socialiste du pays et à sa politique de développement de l'industrie pétrolière. Les géologues albanais ont découvert d'importants gisements de pétrole et de riches couches de charbon, en ouvrant ainsi de nouvelles perspectives de développement à l'industrie des combustibles.

Les nouvelles tâches que pose de quatrième plan quinquennal pour le développement impétueux de toute l'économie populaire font de la question de l'accroissement de la production de combustibles l'un des problèmes les plus importants. Dans le bilan des combustibles (la part de l'industrie pétrolière augmentera. En 1970, la production de cette industrie augmentera de 85 par rapport à l'année 1965 contre 26 pour cent, chiffre de l'accroissement au cours du troisième quinquennat, tandis que nos raffineries traiteront jusqu'à 120 pour cent plus de pétrole que pendant la dernière année du troisième quinquennat. La découverte et la mise en exploitation d'importants gisements de gaz naturel permettra d'en accroître de cinq fois environ la production. La production de houille augmentera de 69 pour cent. De vastes houillères sont en train d'être mises en service en Albanie centrale.

La possibilité d'atteindre les objectifs fixés pour le renforcement de la base des combustibles repose sur l'intensification des travaux géologiques prévus par le quatrième quinquennat, pour élargir la perspective en vue d'une exploitation de longue durée des gisements connus et pour découvrir de nouveaux gisements. La technique dont dispose à l'heure actuelle notre industrie pétrolière rend possible le forage des puits à des rythmes rapides et à de grandes profondeurs. Dans nos charbonnages également, la construction des puits verticaux a rendu possible l'exploitation en profondeur des riches couches de houille. Une fabrique d'enrichissement du charbon sera mise en service au cours du quatrième quinquennat. Le renforcement de la base des combustibles, en même temps que l'augmentation de la production d'énergie électrique, est considéré par le pouvoir populaire en Albanie comme le maillon décisif dans le développement de (l'industrie et de toute l'économie populaire.

LES BASES DE LA DECISION SUR L'ELECTRIFICATION DE TOUT LE PAYS JUSQU'AU 8 NOVEMBRE 1971

Au mois de décembre 1967, le Parti et le Gouvernement ont décidé que soit achevé, d'ici au 8 novembre 1971, 30^e anniversaire de la fondation du Parti du Travail d'Albanie, l'électrification de tous les villages du pays, soit 14 ans avant le délai prévu par le plan à long terme. Cette décision historique repose sur le développement impétueux de l'industrie électrique au cours des années de pouvoir populaire.

Avant la Libération, dans ce domaine l'Albanie était le pays le plus arriéré d'Europe. La puissance installée de toutes les centrales d'Albanie en 1939 s'élevait à 3340 kW, tandis que la production annuelle d'énergie électrique était de 9.315.000 kWh. Les quelques petites centrales qui existaient servaient principalement à l'éclairage partiel des villes où on les avait installées, tandis qu'il ne pouvait même pas être question de l'électrification des villages.

Le programme de l'industrialisation socialiste que venait d'entreprendre le pouvoir populaire ne pouvait même pas être conçu sans l'électrification du pays. Voilà pourquoi il a attaché une grande importance au développement de cette branche. Au bout d'une très courte période historique, l'industrie électrique en Albanie a pris un très grand développement. On a construit et mis en service plusieurs centrales hydro-électriques ou thermiques, à savoir : La centrale hydro-électrique «Lénine» près de Tirana, les centrales thermiques de Tirana, de Qyteti-Stalin, de Vlorë, de Cërrik, de Maliq, les centrales hydro-électriques «Karl Marx» et «Frédéric Engels» sur le fleuve Mat, la centrale hydro-électrique «J. Staline» sur le fleuve Bistricë et autres.

A la fin du troisième quinquennat la production d'énergie électrique dans notre pays a été 41 fois plus élevée qu'en 1938 et la capacité installée par habitant a été égale à la moyenne mondiale. En 1968, l'industrie électrique produit 80 fois plus qu'avant la guerre. L'électrification constitue une solide base pour la mécanisation des travaux, mais elle contribue aussi directement à l'amélioration de la technologie de la production, à l'accroissement de la production en quantité et en qualité et elle diminue la dépense de carburants et d'autres combustibles.

Un grand succès du développement de l'énergétique en Albanie c'est la création du système énergétique unique de la République, qui fut mis sur pied en 1957, en unissant les centrales et les sous-stations au moyen des lignes à haute tension. La mise en place du système énergétique unique en Albanie a accru les capacités assurant l'approvisionnement en énergie électrique, elle a créé les possibilités pour une exploitation rationnelle des centrales hydro-électriques et des centrales thermiques, ce qui a entraîné, en conséquence, la diminution du prix de revient de l'énergie électrique.

Le système socialiste a rendu possible l'application d'une série de principes importants qui ont aidé à accélérer les rythmes de développement de l'industrie de production d'énergie électrique, à savoir :

- développement planifié de l'énergétique électrique et le progrès de ce secteur par rapport aux autres secteurs de l'énergétique ;
- concentration de la production de l'énergie électrique dans des centrales relativement puissantes et l'élimination de la production de l'énergie en petits groupes non-économiques ;
- construction de centrales électriques fonctionnant avec des combustibles du pays, tels que la houille, le gaz et le mazout ;
- exploitation complexe des ressources hydro-énergétiques ;
- regroupement des centrales électriques dans un système unique ;
- coordination de la construction des centrales hydroélectriques et des centrales thermiques, qui en fonctionnant parallèlement au système énergétique commun, se complètent mutuellement, assurent l'alimentation ininterrompue en énergie et sont incontestablement avantageuses pour l'économie populaire.

C'est en se basant sur ces principes qu'on a résolu le problème de la mise sur pied et du développement du système énergétique en Albanie.

Au cours du quatrième quinquennat (1966-1970), l'industrialisation socialiste dans notre pays s'est engagée dans une phase nouvelle — la phase du développement de l'industrie lourde de transformation — à savoir la métallurgie du cuivre, la sidérurgie et la métallurgie du ferrochrome, l'industrie chimique et autres. Dans ces conditions, les exigences pour un approvisionnement continu et ininterrompu de l'économie en énergie électrique s'accroissent. C'est pour cette raison qu'on a prévu des rythmes rapides pour l'augmentation de la production d'énergie électrique, qui s'accroîtra 2,3 fois en 1970 par rapport à 1965. De nouvelles capacités productives ont été ou sont mises en service. En 1968 est entièrement mise en exploitation la centrale thermique de Fier ayant une puissance installée de 100.000 kW environ. Entre-temps on a commencé et on étend tous les jours davantage les travaux pour la construction de la première centrale hydro-électrique sur le fleuve Drin, à Vau i Dejës, dans le Nord du pays. Cette centrale hydro-électrique, qui est la plus grande unité de ce quinquennat, aura une puissance installée de 250.000 kW et une production annuelle moyenne de un milliard kWh environ. La centrale hydro-électrique de Vau i Dejës a entièrement été projetée dans le pays par des spécialistes albanais. Les bâtisseurs de cet ouvrage, en travaillant avec un élan révolutionnaire, se sont engagés à livrer à l'exploitation cette centrale en 1971, deux ans avant terme. Pendant le quatrième quinquennat, l'industrie électrique albanaise, qui s'occupe aussi de la production, dans le pays, des fils électriques, fabriquera aussi des ampoules et lampes électriques, des moteurs, des transformateurs et autres. Par nos propres forces sont créés dans différents districts, nombre de chaînes de fabrication, d'entreprises et d'ateliers nouveaux pour la production de quantité d'articles et d'équipements électro-techniques qui auparavant étaient importés.

Tout cela a rendu possible l'adoption d'une décision hardie, telle que l'électrification de tous les villages d'ici au 8 novembre 1971. Pendant une période de quatre ans seront électrifiés 70 pour cent

des villages du pays, ce qui signifie une moyenne de 2 villages par jour. La seule énergie qui sera consommée annuellement par les villages sera environ 10 fois plus élevée que l'énergie électrique qui était produite en 1938.

Pour les besoins de l'électrification des villages on construira environ 10.000 kilomètres de lignes de diverses tensions, 1.600 cabines de transformateurs, environ 160 centrales électriques actionnées par des forces de nature diverse.

Une oeuvre si vaste et humanitaire ne peut être entreprise et réalisée que par un pouvoir vraiment populaire et révolutionnaire, tel que notre pouvoir, pour lequel l'homme, les masses travailleuses sont tout. Même les Etats ayant un potentiel économique et un développement industriel bien plus grands ne se sont pas fixé une tâche semblable.

LES PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE MECANIQUE

Avant la Libération en Albanie l'industrie mécanique n'était représentée que par quelques petits ateliers primitifs de réparation des véhicules. Au cours des années de pouvoir populaire elle a été marquée par un développement rapide. Aujourd'hui elle est représentée par 170 usines et ateliers mécaniques s'occupant d'un travail de production et elle est en état de faire face, avec des pièces de rechange, à plus de la moitié des besoins de l'économie populaire, de fabriquer des machineries et des équipements simples pour tous les secteurs et de garantir presque tous les genres de réparations de nombreuses machineries de toutes sorte. En 1968, le volume de la production fournie par cette branche de l'industrie est 95 fois plus élevé que celui de l'année 1938 et 26 pour cent plus élevé que celui de l'année passée. Le 4^e plan quinquennal prévoit que l'industrie mécanique livrera toutes les pièces de rechange pour les machines agricoles que possède le pays, qu'elle fabriquera l'outillage agricole ordinaire de façon à satisfaire tous les besoins du pays sous ce rapport, qu'elle fabriquera des pièces de rechange pour tracteurs de manière à satisfaire 80 pour cent des besoins dans ce secteur et des pièces de rechange en général pour toute l'économie du pays de manière à en satisfaire environ 70 pour cent des besoins, des machines et des équipements agricoles simples, des machines et des équipements pour les différents processus de travail dans tous les secteurs.

Sur l'initiative des travailleurs, chaque année on fabrique de nouveaux types de pièces de rechange qu'on importait auparavant. A l'heure actuelle, on produit aussi des pièces de rechange coulées dans des fours électriques. En particulier, on voit augmenter la nomenclature de la production de pièces de rechange pour véhicules automobiles et tracteurs, qui sont fabriquées aujourd'hui dans deux usines spécialisées dans ce domaine.

Un soin particulier est porté à la fabrication de machines agricoles, surtout des accessoires de tracteurs. Un grand nombre de tracteurs seront équipés d'un dispositif pour déplacer la terre ; on fabriquera, en quantité suffisante à satisfaire les besoins du pays, des pompes à souffler et à asperger, des pompes centrifuges tirées par des tracteurs et servant à irriguer, des batteuses de céréales, des trieurs, des égreneuses de maïs, des ramasseuses et des lieuses de foin, des semeuses modifiées répandant l'engrais au pied de chaque plante, des charrues à traction animale, des herse, des cultivateurs et autres.

Pour d'autres secteurs de l'économie populaire l'industrie mécanique fabrique des ventilateurs centrifuges, des transporteurs divers, des scies à ruban et circulaires pour le bois, des machines à broyer les fourrages, des téléphériques de toute sorte, des moteurs diesel, des marteaux, des pétrisseuses, des wagonnets divers pour les mines, les briqueteries et le bâtiment, des moteurs électriques, des transformateurs, beaucoup d'autres genres de machines destinées au secteur de l'industrie alimentaire, de l'artisanat, etc.

Ces dernières années on a organisé la mise au point des projets et la production dans le pays de nombreuses chaînes de fabrication, ateliers et usines entières.

Des initiatives utiles ont aussi été prises par les travailleurs dans le domaine de la production de marchandises de consommation courante. A présent, le pays satisfait ses besoins en ce qui concerne toutes les variétés d'ustensiles de cuisine, de cuisinières économiques, il satisfait la majeure partie des besoins en tentes diverses, en réchauds électriques et à pétrole pour la cuisine ; il a commencé la fabrication en série des réchauds, des récipients domestiques divers de tôles émaillées et on est en train de produire en grande quantité différents matériaux de construction.

Ces dernières années en Albanie a commencé et s'étend aussi la fabrication des instruments à couper les métaux servant dans l'industrie mécanique. Par ailleurs, l'industrie mécanique ne cesse de devenir un solide appui pour la mécanisation du travail et l'accroissement de la production dans beaucoup d'autres secteurs.

Maintenant, devant l'industrie mécanique se pose la tâche de l'accroissement de la concentration des machines-outils à couper les métaux afin de renforcer les usines en exploitation, la tâche de la fixation d'un profil, de la spécialisation et de la coopération de ces usines, la tâche de la mise sur pied de chaînes de fabrication, d'ateliers et d'usines nouvelles de manière à passer graduellement à la fabrication de machines.

Au cours des années du quatrième quinquennat l'industrie mécanique augmentera sa production de deux fois environ par rapport au quinquennat précédent et elle y parviendra principalement à travers son exploitation en profondeur, l'exploitation des machines à trois relèves et le développement sur une vaste échelle de la coopération entre les usines et les ateliers mécaniques.

QUELLE EST LA PLUS JEUNE BRANCHE DE L'INDUSTRIE ALBANAISE ?

La branche la plus jeune, qui à proprement parler n'a été créée que ces dernières années, est l'industrie chimique. Avant la Libération, il ne pouvait même pas être question de cette branche. Dans le processus de l'industrialisation socialiste on a formé les cadres nécessaires et on a commencé à mettre en place des ateliers et de petites fabriques pour livrer des produits chimiques indispensables à satisfaire les besoins de la population et de l'économie nationale. On a créé et élargi les entreprises de fabrication des articles pharmaceutiques et des cosmétiques, de fabrication des articles en matière plastique et d'autres produits chimiques. Au début, ces entreprises importaient la matière première de l'étranger. Ainsi, pour ne citer qu'un exemple, pour la production du sulfate de cuivre ou de fer, on faisait venir l'acide sulfurique de l'étranger.

L'embryon de l'industrie chimique en Albanie ce furent les entreprises chimiques locales, qui ne pouvaient satisfaire qu'une partie des besoins de l'industrie.

Les besoins du développement d'une série de branches de l'industrie, surtout de l'industrie légère, du verre, du textile, du pétrole et autres, dictaient la nécessité impérieuse de la création de l'industrie chimique lourde. Le développement de l'industrie chimique s'imposait comme une nécessité absolue surtout en raison des besoins de l'agriculture en engrais chimiques, afin d'acheminer au plus tôt le pays vers une agriculture intensive.

Partant de tout cela, au cours du troisième quinquennat on a commencé la construction de trois grandes usines de l'industrie chimique : l'usine des engrais azotés à Fier, l'usine des superphosphates à Laç et celle de la soude caustique et calcinée à Vlorë. Bien que qu'on construisît pour la première fois ce genre d'usines dans notre pays, elles ont été mises en place et montées en un temps record.

La mise en service de ces usines, l'extension de l'industrie chimique existante, ainsi que la construction, au cours du quatrième quinquennat, d'autres établissements, accroîtront le rôle de l'industrie chimique dans le développement de l'économie de l'Albanie. La production de l'industrie chimique pour les cinq années prises ensemble sera 6,7 fois plus élevée (que pendant le troisième quinquennat. Les nouvelles usines chimiques ont une technologie moderne de production et un degré élevé d'automatisation et de mécanisation.

A l'usine des engrais azotés à Fier, outre le nitrate d'ammonium qui en est le principal produit, on produira également une série d'autres articles, tels que l'ammoniaque, l'acide nitrique, l'oxygène, l'azote et autres, qui serviront à satisfaire avec ces genres de produits les besoins du pays. Tous ces produits étaient auparavant importés de l'étranger.

Pour la première fois en Albanie on produira aussi l'acide sulfurique, qui sera fourni par l'une des fabriques de l'usine de superphosphates à Laç. Ce produit qui trouve une large utilisation dans de nombreux secteurs de l'industrie, tels que, par exemple, les industries du pétrole, des textiles, des cuirs et autres, sera entièrement préparé dans le pays.

Jusqu'à présent le sulfate de cuivre a été produit par des méthodes vieilles et, de surcroît, avec de l'acide sulfurique importé, tandis que bientôt sera construite une fabrique nouvelle, utilisant entièrement les matières premières locales.

La mise en service de l'usine de soude à Vlorë est un nouveau grand pas en avant dans le développement de l'industrie chimique en Albanie. Aussi bien la soude calcinée que la soude caustique sont maintenant produits dans le pays. Bien plus, une partie de la production est exportée.

A présent, l'Albanie a jeté de solides bases pour le développement ultérieur de l'industrie chimique, qui, en s'appuyant sur les produits des usines existantes, en élargissant celles-ci et en mettant sur pied des usines nouvelles, sera en mesure de satisfaire bon nombre de besoins en produits chimiques, qui sont nécessaires à l'industrie. En 1968, la production de l'industrie chimique est de 53 pour cent plus élevée que celle de l'année passée.

SUR QUELLES BASES REPOSE LE DEVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE ET DE L'INDUSTRIE LEGERE ?

Le but suprême du pouvoir populaire — l'élévation continue du bien-être des masses travailleuses, se reflète partiellement même dans le développement à des rythmes rapides de l'industrie alimentaire et de l'industrie légère. Le développement de ces branches repose en premier lieu sur l'utilisation des matières premières produites dans le pays.

L'Albanie a des conditions naturelles très favorables pour le développement de l'industrie alimentaire. C'est un pays où l'on peut pratiquer les cultures agricoles les plus variées et où peuvent se développer l'élevage et la pêche. Malgré cela, à l'époque de la domination féodalo-bourgeoise, lorsque toute l'économie était en un état arriéré, il ne pouvait même pas être question d'une industrie alimentaire moderne. Il n'existait alors dans le pays que quelques petites minoteries, huileries et ateliers ou petites fabriques de cigarettes.

Après la libération du pays, dans son programme de l'industrialisation socialiste du pays, parallèlement au développement à des rythmes rapides de l'industrie lourde, le pouvoir populaire a aussi prêté une attention particulière à l'extension et à la modernisation de l'industrie alimentaire, qui occupe une place importante dans la production des articles de large consommation destinés à la population. Parallèlement à l'extension et à la modernisation des entreprises existantes on entreprit la construction, sur une vaste échelle, des nouveaux établissements de l'industrie alimentaire dans tous les districts de la République, on créa l'industrie du sucre, de la mise en conserve des fruits, des légumes, de la viande, du poisson, l'industrie des vins, des boissons alcooliques et non alcooliques, du jus de fruits et des essences, des aliments pour enfants, etc. Aujourd'hui en Albanie il n'y a pas de district qui ne possède de nouveaux établissements de l'industrie alimentaire. Ces derniers ont tous été bâtis à proximité des sources de matières premières. Ainsi, rappelons à titre d'exemple que, dans la plaine où fut cultivée la betterave sucrière après l'assèchement du marais de Maliq (dans le sud-est du pays), fut construit le combinat du sucre, dans la ville côtière de Vlorë le Combinat de la mise en conserve du poisson, dans les villes de Korçë, Elbasan, Shkodër, Berat, Peshkopi, Permet et autres, ont été bâties des conserveries de fruits et de légumes ; à Tirana fut construit le Combinat alimentaire «Ali Kelmendi», l'un des plus grands établissements de notre industrie alimentaire, renommé pour ses produits variés, ainsi que le Combinat de la viande; dans les zones de la culture du tabac : Gjirokastrë, Shkodër, Elbasan, Durrës, on a construit des usines de fermentation du tabac et de cigarettes. Pour se faire une idée du grand développement pris par l'industrie alimentaire albanaise pendant ces 24 dernières années, il suffit de rappeler le fait que, en 1968, rien qu'en 9 jours, on réalise, comme volume, une production égale à celle de toute l'année 1938. A présent, elle produit 37 fois plus qu'avant la guerre. L'industrie alimentaire albanaise écoule sur le marché des articles de toute sorte et de qualité toujours meilleure. Les magasins du pays ont de grands étalages de produits, qui sont très appréciés des consommateurs et qui, depuis plusieurs années, sont même connus sur les marchés extérieurs. La République Populaire d'Albanie est devenue un pays exportateur de conserves de toute sorte, de vins, de cognac, de fruits secs et de plantes médicinales et elle a considérablement étendu l'exportation des articles traditionnels, tels que le tabac et les cigarettes. Pour répondre aux demandes de nos produits alimentaires sur le marché extérieur, il a été créé dans la capitale une entreprise d'exportation, l'«Agroexport», qui expédie nos produits agricoles et d'élevage, à l'état frais ou

industrialisé, vers des dizaines de pays du monde. Ils sont exportés dans de nombreux pays d'Europe, d'Asie, dans les pays arabes et même jusqu'au continent américain. Les produits de l'industrie alimentaire albanaise attirent l'attention dans les foires internationales aussi.

Le plan quinquennal en cours ouvre de grandes perspectives à cette branche de l'économie. Il est prévu que l'industrie alimentaire accroisse sa production de 24 pour cent en 1970. Au cours de ce quinquennat, cette industrie poursuivra son expansion par la mise sur pied, dans divers districts, de fabriques nouvelles de minoterie, de pâtes alimentaires, de traitement du lait, de fabriques de vins, d'extraction d'huiles, de traitement du tournesol, de fabriques pour l'industrialisation de la pomme de terre, pour l'industrialisation du miel et autres. Entre-temps, les fabriques existantes s'agrandiront par l'adjonction de nouveaux ateliers.

Le développement rapide de cette industrie, parallèlement au développement impétueux de la production de céréales, des cultures industrielles, des cultures fruitières et de la horticulture, permettra d'augmenter encore davantage à l'avenir l'approvisionnement de la population en denrées alimentaires et d'accroître l'assortiment des articles albanais d'exportation.

L'industrie légère albanaise joue un rôle important dans la transformation des matières premières produites dans le pays, dans la satisfaction des besoins de la population en articles de large consommation, dans la réduction des importations et dans l'extension de l'assortiment de nos articles d'exportation. Alors qu'avant la guerre elle n'était qu'à la phase de l'artisanat, elle s'est transformée aujourd'hui en une industrie développée comprenant des fabriques et des combinats modernes, capable de remplir la majeure partie des besoins de la consommation intérieure et de produire même toujours davantage des articles d'exportation. Parmi les branches nouvelles de l'industrie légère créée au cours de l'industrialisation il y a l'industrie textile, celles des articles de bonneterie, des confections, des chaussures et des articles en verre, en porcelaine, en caoutchouc, en matières plastiques et autres.

Au cours de l'année 1968, l'industrie légère produira près de 45 fois plus qu'en 1938, soit 22 pour cent de plus qu'en 1967.

L'industrie textile surtout a pris un grand développement. En 1938, les petites entreprises du textile produisirent 358.000 mètres de cotonnades, soit 30 centimètres par tête d'habitant. Tandis qu'à l'heure actuelle on produit 65 fois plus par habitant qu'il y a 30 ans, bien que le nombre de la population ait doublé.

Au cours des années de pouvoir populaire on a construit de grands combinats, tels que le Combinat textile «Staline» à Tirana, le combinat des articles de bonneterie «Faucille et Marteau» à Korçë, le Combinat textile «Mao Tsé-toung» à Berat, etc.

En 1970, par rapport à 1965, les principaux articles de l'industrie des textiles et des articles de bonneterie augmenteront comme suit: cotonnades 150 pour cent, articles de bonneterie 163 pour cent, fils à coudre 8 fois plus.

En 1970, à chaque habitant de l'Albanie reviendront environ 19,5 mètres de cotonnades contre 15 mètres qu'on lui en a fourni en 1965.

Avec la mise en service du combinat textile «Mao Tsé-toung» à Berat, l'un des plus modernes établissements de ce genre, l'industrie textile albanaise a commencé à produire de nouveaux types de tissus de haute qualité qu'on importait auparavant.

Au cours de ce quinquennat, auprès du combinat des articles de bonneterie à Korçë, sera mise sur pied une fabrique de fils à coudre et à broder, qui sera en mesure de remplir tous les besoins du pays en articles de ce genre.

Au Combinat textile «Staline» on procédera à l'extension de la fabrique existante de lainages, pour produire des étoffes de haute peignée.

A l'avenir on élargira les essais pour l'emploi des fils synthétiques combinés avec des fils de coton et de laine pour la fabrication de nouveaux types de tissus et d'articles de bonneterie.

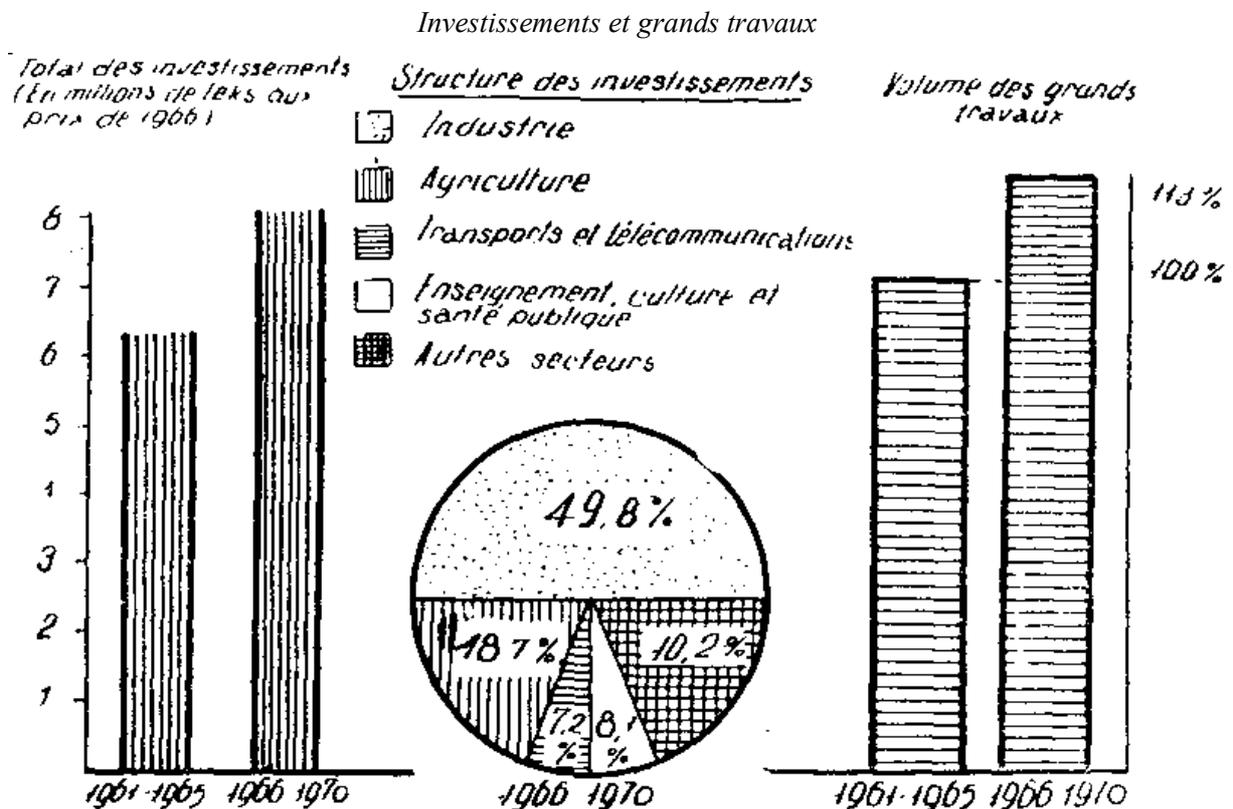
De la sorte, l'Albanie de pays importateur de textiles de toute sorte est devenue pays exportateur de ce genre d'articles.

QUELLES SORTES DE GRANDS TRAVAUX SONT EXECUTES EN ALBANIE ET A QUI SERVENT-ILS ?

«L'Albanie, un grand chantier de construction», c'est ainsi que notre pays a été caractérisé par beaucoup d'étrangers qui ont eu l'occasion de le visiter dans les années qui ont suivi la Libération.

L'Albanie a été l'un des pays qui ont subi le plus de dommages importants au cours de la seconde guerre mondiale non seulement en vies humaines, mais aussi en valeurs matérielles et culturelles ; 21 pour cent des maisons rurales ont été incendiées ou détruites ; les ponts, les fabriques, les ateliers, les mines, les ports et beaucoup de routes ont été détruits ou gravement endommagés. Dans le courant de l'année 1946, c'est-à-dire en un temps record, nos travailleurs du bâtiment, aidés par la population, en travaillant avec abnégation, ont reconstruit les villes et les villages ravagés, fis ont remis en service la majeure partie des mines, ont réactivé les principaux ports du pays et remis sur pied beaucoup d'établissements de caractère économique.

Aussitôt après la Libération, dans divers districts du pays ont été créées de grandes entreprises d'Etat du bâtiment. La grande armée des bâtisseurs a remis à la patrie des ouvrages dignes de l'époque socialiste, elle a incarné en eux ses capacités, son talent et son esprit combatif.



En Albanie socialiste, les travaux de construction ont été effectués en vue de servir les intérêts nationaux, actuels et en perspective. Des centaines d'établissements industriels bâtis dans les divers districts de la République ont imprimé un développement impétueux à l'industrie minière d'extraction et de transformation, à l'industrie électrique, mécanique, à celle des matériaux de construction ; ils ont posé les fondements de l'industrie des engrais chimiques, de l'industrie textile moderne, de l'industrie du sucre, des conserves, du verre et de la porcelaine, du caoutchouc et des matières plastiques, des produits pharmaceutiques et autres. En agriculture, la superficie des terres cultivées et irriguées a été considérablement étendue à la suite de l'assèchement des grands marais, de l'aménagement de canaux et de réservoirs d'irrigation, travaux qu'on poursuit aujourd'hui même dans les zones montagneuses reculées. Entre-temps, les constructeurs ont bâti et ne cessent de bâtir, dans toutes les régions du pays, de nouveaux édifices d'habitation, des écoles, des maisons de la culture, des hôpitaux, des crèches et des jardins d'enfants, ils percent des routes dans les zones montagneuses reculées.

Pour se rendre compte dans quelles proportions se sont accrus les grands travaux dans notre pays, il suffit de rappeler que, pour accomplir le volume des travaux de construction exécutés en Albanie au cours de deux décennies du pouvoir populaire, le régime féodalo-bourgeois aurait dû y mettre près de deux siècles, s'il avait suivi les rythmes de l'année 1938. Le volume des travaux de construction réalisés au cours d'une année à l'époque de la domination féodalo-bourgeoise, est réalisé à présent en moins d'une semaine. Rien qu'au cours du troisième quinquennat (1961-1965) les bâtisseurs albanais ont mis sur pied plus de 430 unités industrielles, agricoles et social-culturelles. La réalisation du plan des grands travaux de construction dans la mesure de 104 pour cent, soit 67 pour cent de plus que pendant le second quinquennat, est un grand succès obtenu dans les conditions du double blocus impérialiste-révissionniste. Pour entraver l'édification du socialisme en Albanie, les révissionnistes khrouchtchéviens ont annulé de manière arbitraire tous les accords relatifs à l'attribution de crédits et à l'assistance économique, ils ont rappelé leurs spécialistes, ils ont rebuté tout contrat conclu avec le Gouvernement albanais. Mais leur blocus a honteusement échoué devant la volonté révolutionnaire au travail des ouvriers, des techniciens et des ingénieurs albanais. En ce qui concerne les nouveaux établissements industriels, ce qui devait être bâti en cinq ans, les bâtisseurs albanais l'ont construit en deux ans et demi environ du fait que les nouveaux ouvrages, au lieu d'être mis sur le chantier au début du quinquennat, l'ont été au courant de la troisième année du quinquennat, étant donné qu'il a fallu un certain temps pour mettre au point les projets et s'assurer les équipements. Grâce au grand travail et à l'élan révolutionnaire des travailleurs du bâtiment, on a atteint des rythmes élevés dans le domaine de la construction. Ainsi donc, le Combinat textile «Mao Tsé-toung» à Berat a été construit approximativement deux fois plus vite que le Combinat textile «Staline» à Tirana, l'usine des engrais azotés à Fier a été bâtie en moins de deux ans, ce qui est un temps record pour nos conditions. Nous avons projeté et construit par nos propres forces la centrale hydro-électrique «Frederick Engels» au Nord du pays et les deux centrales hydro-électriques sur le fleuve Bistricë au Sud, l'usine de la métallurgie du cuivre à Kukës, une série d'établissements d'autres branches de l'économie, le grand Palais de la Culture dans la capitale et beaucoup d'établissements de caractère social-culturel.

Les travailleurs albanais du bâtiment ont commencé la bataille pour la réalisation du quatrième quinquennat (1966-1970) avec un riche bilan et expérience, avec une détermination et un optimisme révolutionnaires pour embellir et renforcer la patrie socialiste avec de nouveaux ouvrages. Le nombre des importantes unités économiques, sociales et de caractère social-culturel, qui seront construites au cours du présent quinquennat, est de 50 pour cent plus élevé que le nombre de celles construites au cours du troisième. Les investissements prévus pour les deux principales branches de l'économie: industrie et agriculture — représenteront plus de deux-tiers de l'ensemble des investissements. Plus qu'en tout autre quinquennat, au cours de l'actuel quinquennat, on effectuera un grand pas en avant pour la construction de nouvelles mines et usines, afin d'augmenter la production et le traitement du pétrole et des minéraux utiles. On construira 57 mines et usines nouvelles et importantes et on entreprendra la construction de beaucoup d'autres qui seront achevées au cours du prochain quinquennat.

Nos auteurs de projets, en s'appuyant sur le principe consistant à compter sur nos propres forces, ont élaboré et élaborent les projets d'ouvrages importants pour le développement économique et culturel du pays.

Partout se réalise une étroite collaboration du personnel d'ingénieurs et de techniciens avec les ouvriers afin de mettre au point des projets de qualité supérieure et de bas prix de revient, de livrer les ouvrages avant terme. Les constructeurs ont à leur disposition une industrie moderne pour la production des matériaux de construction préfabriqués, tandis que les écoles du pays accroissent sans cesse les contingents de cadres moyens et supérieurs destinés aux chantiers de construction.

COMMENT RESOUT-ON CHEZ NOUS LE PROBLEME DU LOGEMENT ?

Dans le passé la question du logement dans notre pays se caractérisait par une situation misérable. Dans les villes prédominaient principalement les maisons n'ayant qu'un rez-de-chaussée sans aucun confort, tandis qu'à la campagne les chaumières. Cette situation s'aggrava encore par suite des destructions causées par la guerre. Les occupants nazi-fascistes incendièrent et détruisirent 62.475 maisons rurales et urbaines.

Après la Libération, les masses travailleuses emportées par leur élan révolutionnaire, se mirent à guérir les blessures laissées par la guerre, en travaillant bénévolement. La question de la construction des logements se trouvait alors au centre de l'attention. Rien qu'au cours des premières cinq années de l'après-guerre, non seulement on a reconstruit les maisons détruites, mais on a bâti aussi 1100 appartements nouveaux.

Au cours des années des quinquennats, le rythme de construction des logements fut considérablement accéléré. Dans les principales villes on a bâti de grands ensembles résidentiels d'appartements destinés aux familles des travailleurs. Par ailleurs, les agglomérations auprès des grands centres miniers et industriels ont pris l'aspect de petites cités pittoresques. Au cours des années de pouvoir populaire, l'Etat à lui seul a fait construire une quantité d'habitations suffisant à loger plus de la moitié de la population qu'avait le pays avant la guerre. C'est de grandes proportions qu'assuma la construction de maisons dans les villages par les paysans coopères eux-mêmes tant avec leurs propres revenus qu'avec des crédits favorables accordés par l'Etat. Rien qu'au cours des trois quinquennats (1951 à 1965), dans les villages on a construit environ 75.000 maisons nouvelles. A l'heure actuelle, plus de la moitié des familles paysannes habite des maisons neuves.

Afin d'accélérer le processus de construction des habitations, le pouvoir populaire a aidé sans cesse les travailleurs au moyen de crédits à long terme et sans aucun taux d'intérêt pour se faire construire des maisons personnelles. Au cours du seul quinquennat passé, les citoyens se sont fait construire 30.000 maisons neuves.

A la suite de la réalisation des grands travaux de vaste envergure, les villes et les villages ont radicalement changé d'aspect, ils se sont agrandis, embellis et modernisés. Les travaux de construction dans les villes et les villages sont exécutés sur la base de plans soigneusement étudiés, afin d'assurer les meilleures conditions possibles de vie aux travailleurs.

Mais malgré l'accélération des rythmes de construction des habitations, la question du logement, par suite de l'accroissement rapide de la population, qui a doublé par rapport à l'avant-guerre, demeure encore un problème urgent pour notre pays. Ce problème ne pouvait pas être résolu par la voie habituelle, d'autant plus que notre pays effectue d'importants investissements pour la construction de fabriques, d'usines, de centrales hydro-électriques, pour l'aménagement de mines, pour l'assèchement de marais et la construction de systèmes d'irrigations. Dans ces conditions, la question du logement ne peut être réglée que par la voie révolutionnaire. En généralisant l'expérience acquise lors de l'élimination des ravages de la guerre au cours des premières années qui ont suivi la Libération, et surtout l'expérience acquise lors de la grande action pour la liquidation des conséquences du tremblement de terre du 30 novembre 1967, lorsqu'au bout de 29 jours, au moyen du travail bénévole, on a reconstruit et réparé 6048 maisons d'habitation et d'établissements socio-culturels, le Parti et le pouvoir ont fait de ce problème une affaire des masses. Parallèlement aux travaux de construction que l'Etat exécutera dans ce domaine, la population elle-même, par le travail bénévole, bâtira des habitations en sus du plan. A cette fin, dans les quartiers et les centres de travail on a constitué des organismes chargés d'organiser le travail bénévole des masses, d'arrêter les projets, de fixer l'emplacement des constructions, de prendre les mesures nécessaires à s'assurer les matériaux de construction et l'outillage nécessaire. Cette campagne a englobé les larges masses dans tout le pays et elle a suscité un élan sans précédent au travail pour trouver au plus tôt une solution à ce problème. Les travailleurs de la ville de Tirana se sont engagés à construire, à eux seuls, au cours de cette année, 800 appartements en sus des prévisions du plan.

Cette voie révolutionnaire conduira certainement au règlement rapide de la question du logement. Dès les premiers mois de l'année 1968 on a construit de nombreux appartements nouveaux et des familles de travailleurs s'y sont déjà installées.

Une grande action révolutionnaire de ce genre n'est possible que dans un pays socialiste, tel que l'Albanie, où le principe «un pour tous et tous pour un» a remplacé le principe bourgeois «homo homini lupus». La participation des larges masses à cette action montre que le problème du logement chez nous est résolu en suivant une juste voie, au profit des travailleurs.

Les maisons d'habitation qui sont propriété d'Etat sont données en location aux travailleurs qui en ont besoin, sans aucune distinction ou discrimination.

Leur répartition est effectuée par les conseils populaires de quartiers, élus par le peuple, sur la base des demandes et des besoins de la population. Le fonds des logements est réparti sur la base d'une norme fixée suivant le nombre de personnes qu'a chaque famille.

Le loyer des logements en Albanie est symbolique, il est des plus bas, sinon le plus bas au monde. Il n'absorbe que 3 pour cent du revenu moyen du travailleur.

Les personnes qui possèdent en propre leurs maisons peuvent les louer. Cependant, même dans ces cas, le loyer ne dépasse pas les normes fixées d'Etat. De la sorte, chez nous on a barré la voie à toute spéculation sur le fonds du logement.

COMMENT S'EST ACCRU LE VOLUME DES INVESTISSEMENTS PENDANT LES ANNEES DE POUVOIR POPULAIRE ET DE QUELLE MANIERE CET ACCROISSEMENT INFLUE-T-IL SUR LE RENFORCEMENT DE LA BASE MATERIELLE ET TECHNIQUE DE L'ECONOMIE POPULAIRE ?

Il ne saurait même pas être question de comparer les investissements qu'effectue l'Etat albanais pour le développement économique et culturel du pays à ceux effectués au temps de la domination féodalo-bourgeoise. On a calculé que, pour pouvoir effectuer le volume des investissements capitaux de nos quatre plans quinquennaux s'échelonnant sur la période allant de 1951 à 1970, le régime d'alors y aurait mis 1480 ans, autrement dit pour réaliser les investissements effectués en une seule année actuellement en Albanie le régime féodalo-bourgeois y aurait mis 74 ans.

Voici encore un exemple significatif à ce propos. Pendant la période du régime zogollien, à des fins démagogiques on avait fait venir un groupe de spécialistes étrangers, qui, après avoir effectué les études nécessaires, aboutit à la conclusion que, pour construire une centrale hydroélectrique à Vau i Dejës, il fallait investir tout le budget du ministère des travaux publics de l'époque pendant environ 1500 ans. Tandis qu'actuellement notre Etat socialiste construit cet ouvrage grandiose en 5 ans, lorsque se poursuivent aussi les travaux aux chantiers de centaines d'autres ouvrages.

Au cours des années de pouvoir populaire, les investissements se sont multipliés de façon notable d'une année à l'autre, d'un quinquennat à l'autre. Ainsi donc, au cours du troisième quinquennat par rapport au second, les investissements ont été 43 pour cent plus élevés et au cours du quatrième quinquennat par rapport au troisième il est prévu que les investissements augmenteront de 34 pour cent environ. Le fait que l'Albanie réalise aujourd'hui une production industrielle 44 fois plus élevée et une production agricole trois fois plus élevée qu'avant la Libération, est dû dans une grande mesure à ce que le pouvoir populaire a effectué d'importants investissements pour le développement des secteurs productifs. Afin de créer une économie forte et stable, notre Etat assigne au développement des deux principales branches de l'économie : industrie et agriculture, plus de deux tiers de l'ensemble des investissements. En outre, l'Etat alloue aussi des investissements considérables à d'autres secteurs dont dépend l'accroissement du bien-être des masses travailleuses.

Dans la République Populaire d'Albanie, les investissements capitaux sont centralisés entre les mains de l'Etat. Cela assure le financement centralisé et crée les conditions nécessaires pour diriger de manière planifiée le développement proportionné, ininterrompu et à des rythmes rapides de l'économie et de la culture, l'élévation incessante du bien-être matériel et du niveau culturel du peuple.

Le Parti du Travail d'Albanie s'en tient avec persévérance au juste cours révolutionnaire de l'édification du socialisme en nous appuyant sur nos propres forces. Cela se traduit clairement même dans le domaine des investissements. C'est par ses ressources intérieures que le pays s'assure la majeure partie des moyens nécessaires à effectuer les investissements et les grands travaux.

Le nouvel ordre social, créé dans notre pays à la suite de l'avènement du pouvoir populaire, a découvert et multiplié de nouvelles ressources de l'accumulation intérieure. L'instauration de la propriété sociale sur les principaux moyens de production, la concentration, entre les mains de l'Etat, du système financier, l'élimination des classes exploiteuses, en même temps que de leurs dépenses parasites, l'établissement d'un sévère régime d'économies, de pair avec les efforts incessants des masses travailleuses pour l'augmentation des biens matériels, ont assuré l'accroissement considérable du revenu national. A la fin du troisième quinquennat, en 1965, le revenu national était 5,4 fois plus élevé qu'avant la guerre, tandis qu'en 1970 il est prévu qu'il sera 50 pour cent plus élevé qu'en 1965.

L'instauration d'un rapport aussi juste que possible dans la répartition du revenu national en fonds d'accumulation et en fonds de consommation et leur utilisation aussi efficace que possible, — de manière à produire l'effet maximum pour le renforcement de l'économie et l'accroissement du bien-être du peuple actuellement comme dans un avenir lointain, — a été et demeure l'objet d'un soin continu et particulier dans la politique économique du Parti du Travail. Etant donné les circonstances dans lesquelles notre pays édifie le socialisme, il est prévu que, durant le quinquennat en cours, environ 28,2 pour cent du revenu national seront affectés au fonds d'accumulation et 71,8 pour cent au fonds de la consommation sociale et personnelle. «Afin que l'accumulation serve, en premier lieu, à créer une économie forte et stable, — a dit le camarade Enver au 5^e Congrès du Parti du Travail d'Albanie, — l'orientation du Parti a consisté et consiste à accorder la priorité aux investissements dans les secteurs productifs. Conformément à cela, il a été prévu que 80 pour cent du volume global des investissements soient affectés aux secteurs productifs et 20 pour cent aux secteurs non-productifs.

Les investissements et les grands travaux qu'effectue l'Etat albanais, de pair avec le travail plein d'un élan révolutionnaire des masses travailleuses de la ville et de la campagne pour atteindre avant terme les objectifs du présent quinquennat, sont suivis d'un renforcement rapide de notre économie populaire, ils accélèrent l'édification intégrale de la base matérielle et technique du socialisme et la transformation de l'Albanie d'un pays agraire-industriel en un pays industriel-agraire et ils accroissent le bien-être du peuple.

LES COOPERATIVES D'ARTISANAT

En Albanie, l'artisanat s'était développé depuis les temps reculés. Dans notre siècle, avant la Libération du pays, la pénétration du capital étranger a entravé le développement ultérieur de l'artisanat albanais. Ce n'est qu'après la Libération et l'avènement du pouvoir populaire que furent créées les conditions favorables pour son développement ultérieur sur la voie de la coopération. La mise sur pied des coopératives d'artisanat correspondait entièrement aux intérêts des hommes de métiers et en général des petits producteurs. Les premières coopératives d'artisanat furent constituées en 1946. A l'heure actuelle, tous les artisans sont coopérés. Les coopératives d'artisanat sont devenues aujourd'hui un secteur important pour l'accroissement de la production d'articles de large consommation, pour satisfaire toujours mieux les besoins de la population en services et réparations. Alors que, dans le système capitaliste de l'économie, le développement de la grande industrie entraîne la différenciation et la ruine des petits producteurs marchands, dans le système socialiste de l'économie, les artisans, unis dans des coopératives d'artisanat en tant que forme la plus adéquate, qui combine leurs intérêts personnels avec ceux de la société, se voient créer de bonnes conditions pour le développement de leurs talents, pour augmenter la production, pour ranimer et développer ultérieurement les métiers et les activités, dont quelques-uns étaient en train de disparaître par suite de la pénétration du capital étranger avant la Libération.

Comme dans tous les autres secteurs de l'économie, dans les coopératives de l'artisanat aussi ont été effectués nombre d'investissements pour la construction de locaux nouveaux. Les artisans qui naguère travaillaient dans de petites boutiques, délabrées et sombres, avec des instruments de travail primitifs et à petit rendement, aujourd'hui, unis de leur plein gré dans les coopératives, oeuvrent dans de bonnes conditions et ont toutes les possibilités et tous les moyens pour un développement de leurs capacités sous tous les rapports.

Les coopératives d'artisanat bénéficient des assurances sociales et leurs membres jouissent de tous les droits garantis par la loi, au même titre que les ouvriers des entreprises d'Etat.

Les artisans de notre pays, unis dans les coopératives, sont éduqués dans l'esprit de la collectivité, dans l'esprit de la nouvelle attitude envers le travail et la propriété commune, en se dotant de la nouvelle conscience socialiste, débarrassée des survivances du passé.

Avec le développement et le renforcement des coopératives, ont été mis sur pied plusieurs nouveaux secteurs de production tels que ceux des articles de verre, de jonc, des tapis avec ou sans velours ; en outre on a commencé à raviver la production d'objets d'art tels que les broderies, les articles en soie, les bijoux, les objets en céramique, les articles de pelleterie, les pipes, les objets en pyrogravure et ceux en filigrane d'argent et autres.

A l'heure actuelle, les coopératives d'artisanat se répartissent en dix principales branches, à savoir celles du bois, de la poterie, des matériaux de construction, des confections, des textiles, des peaux, du caoutchouc et autres, et elles déploient leur activité dans tous les districts de la République, en apportant leur aide aux travailleurs de la ville et de la campagne.

Les coopératives d'artisanat ont obtenu de bons résultats dans l'accroissement du volume de la production et des services et réparations. Ainsi donc, à la fin du second quinquennat (1960), par rapport à l'année 1938, exception faite de 18 fabriques qui ont été englobées dans l'industrie d'Etat, leur production a augmenté de 15 fois, tandis qu'à la fin du troisième quinquennat (1965), par rapport à l'année 1960, leur production a augmenté de plus de 32 pour cent.

Un soin spécial a été consacré au secteur des réparations et des services afin de desservir mieux, plus vite et à meilleur marché toute la masse des travailleurs de la ville et de la campagne. A l'heure actuelle, environ 40 pour cent des travailleurs des coopératives d'artisanat s'occupent des réparations et des services.

Depuis quelques années, les coopératives d'artisanat en Albanie ont commencé à livrer des produits d'exportation. Tels sont les confections de velours, les tapis de toute sorte, les pipes et autres articles de bruyère, les articles de pelleterie et autres. Ces articles ont été appréciés dans plusieurs foires internationales.

Le quatrième plan quinquennal prévoit que le volume de la production industrielle des coopératives d'artisanat augmentera de 46 pour cent en 1970 par rapport à 1965, soit un accroissement annuel moyen de 9 pour cent. La production d'articles métalliques, selon les prévisions, s'accroîtra de 110 pour cent. Les coopératives qui s'occupent de la fabrication d'instruments de travail augmenteront leur production de 161 pour cent, en aidant ainsi l'industrie d'Etat à satisfaire les besoins de l'agriculture en instruments de travail et en outillage de toute sorte.

Au cours du quatrième quinquennat, un soin spécial sera porté à la production des objets d'art aux motifs nationaux. Le volume de ces articles augmentera de plus de 6 fois en 1970 par rapport à l'année 1965.

A présent, dans les coopératives d'artisanat on prend les mesures nécessaires pour une mécanisation plus poussée des procédés de travail, pour une plus grande qualification des ouvriers, pour l'accroissement du rendement au travail et la diminution du prix de revient, ainsi que pour l'amélioration de la qualité et de la structure des marchandises. Entre-temps, on augmentera les articles d'exportation.

Les coopératives d'artisanat d'Albanie ont été représentées par leurs produits dans beaucoup de foires internationales, comme celles de Bari, de Paris, de Vienne, d'Izmir et autres. Dans ces foires, les produits de l'artisanat albanais ont beaucoup plu, surtout les tapis à velours et ceux de type «Kavaja», les pipes, les objets d'art qui reflètent la culture et l'art du peuple albanais, ainsi que de nombreux autres articles.

LA POSITION ET LE ROLE DES MASSES DANS LE PROCESSUS DE L'EDIFICATION SOCIALISTE DU PAYS

QUI DIRIGE LES ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET QUELS RAPPORTS EXISTENT ENTRE LES TRAVAILLEURS ET LES CADRES DIRIGEANTS ?

Les entreprises industrielles sont la propriété de tout le peuple et leur direction est réalisée par la classe au pouvoir, autrement dit par la classe ouvrière. Elle dirige toute l'économie populaire par l'entremise de ses représentants au gouvernement.

Les dirigeants des entreprises sont nommés par les organes gouvernementaux respectifs et ils sont responsables devant eux pour l'organisation de la production et l'accomplissement du travail. Dans leur travail ils sont aidés par l'organisation de base du Parti, par l'organisation des unions professionnelles, ainsi que par tout le collectif des travailleurs. Le dirigeant de l'entreprise, l'organisation du Parti et celle des unions professionnelles dirigent, dans le cadre des tâches du plan et du contrat collectif, l'entreprise et la production.

Les dirigeants des entreprises sont des gens du peuple, des fils d'ouvriers et de paysans, dont la plupart ont combattu, l'arme à la main, pour chasser les fascistes; ils ont oeuvré avec abnégation pour l'instauration du pouvoir populaire, étant indéfectiblement fidèles à la cause du peuple et du Parti. Ils ne sont pas rares les cas où de simples ouvriers, qui ont pris part à la construction des établissements industriels et se sont fait remarquer au travail, ont été nommés dirigeants de ces mêmes établissements. La plupart des cadres dirigeants de notre économie se sont formés au cours du processus de l'édification socialiste.

De nombreux dirigeants d'entreprises ont été formés dans nos écoles supérieures. Ils sont des fils d'ouvriers et de paysans, aussi empressés et dévoués que leurs parents à la cause du socialisme. La jeune génération, éduquée et trempée par le Parti du Travail, portera plus avant le flambeau de la révolution et de l'édification socialiste du pays.

Les dirigeants des entreprises s'occupent de la gestion de la production sur la base des principes du centralisme démocratique, qui combine correctement la direction centralisée avec le développement maximal de l'activité créatrice des masses travailleuses qui prennent une part directe à la création des biens matériels.

Les dirigeants des entreprises n'en sont pas les propriétaires. Ils n'ont aucun droit sur la production et les bénéfices que réalise l'entreprise. Tout cela appartient en propre au peuple. Leur tâche consiste à gérer, judicieusement et dans l'intérêt de l'édification socialiste du pays, cette richesse qui leur a été confiée au nom du peuple.

L'instauration de la propriété sociale sur la production et les moyens de production exclut toute exploitation de l'homme par l'homme. Sur cette base ont aussi été institués des rapports nouveaux entre les ouvriers et les dirigeants des entreprises. Aussi bien les ouvriers que les dirigeants des entreprises sont des hommes de la même classe. Il n'existe entre eux aucune sorte de contradictions antagonistes. Au contraire, leurs intérêts, — l'organisation et le développement ultérieurs de la production qui conduisent à l'édification du socialisme et à l'accroissement du bien-être général, — concordent entièrement. Les collectifs de travail dans nos entreprises socialistes incarnent l'étroite collaboration entre ouvriers et dirigeants des entreprises. Le collectif de travail de chaque entreprise discute et fixe les tâches du plan, sur la base duquel la direction organise et dirige la production. Les dirigeants des entreprises sont aidés par les ouvriers dans l'exécution de leurs tâches, aussi bien par le travail plein d'abnégation pour la réalisation des plans d'Etat, qu'au moyen de la consultation et de l'échange de l'expérience pour la solution des problèmes compliqués. Les cadres dirigeants, le personnel d'ingénieurs et techniciens et les ouvriers apprennent les uns des autres, en réalisant de la sorte une union aussi étroite que possible de la science et de l'expérience pratique dans la production. Grâce à cette collaboration étroite et à cette aide mutuelle, de nombreuses inventions et rationalisations utiles ont vu le jour, et la révolution technico-scientifique s'est approfondie.

Pour renforcer les liens entre cadres dirigeants et ouvriers et pour prévenir tout danger de bureaucratisation des premiers, dans toutes les entreprises de notre pays, les cadres dirigeants

effectuent un travail direct de production non inférieur à un mois. Cette initiative prise par eux a une grande importance politique parce qu'elle contribue à rétrécir la différence entre le travail physique et le travail intellectuel, met parfaitement les cadres dirigeants au courant des problèmes de la production, les rapproche davantage des ouvriers, de leurs soucis et de leurs problèmes, leur apprend à apprécier comme il faut et à ne pas dédaigner le travail productif, élimine toute trace de manifestation de bureaucratisme et de technocratie dans leur conscience, les trempe physiquement et les dispose à faire n'importe quel travail. Dans ce sens, une grande importance revient à la rotation des cadres, à l'envoi à la production des cadres dirigeants, qui ont effectué pendant longtemps un travail de bureau et à la promotion des hommes de la base à des postes de direction.

Tout, cela montre que chez nous, contrairement à ce qui se passe dans les pays capitalistes et révisionnistes, entre les dirigeants des entreprises et les ouvriers, il n'existe aucun fossé ; au contraire des relations de collaboration active et d'entraide sont établies entre eux. Les collectifs de travail contrôlent l'activité de la direction de l'entreprise, et cela à l'aide de leurs organisations, surtout de l'organisation du Parti et de l'organisation des unions professionnelles, en organisant des réunions de production et en exerçant le contrôle ouvrier. Les ouvriers critiquent les défauts et les erreurs des cadres dirigeants et s'ils ne s'améliorent pas et ne s'acquittent pas comme il faut de leur devoir, ils les destituent de leurs postes.

Les rapports entre les dirigeants d'entreprises et les masses travailleuses dans notre pays sont la meilleure concrétisation du centralisme démocratique.

COMMENT A ETE ELIMINEE EN ALBANIE LA DISPROPORTION ENTRE LES SALAIRES DES OUVRIERS ET LES TRAITEMENTS DES CADRES DIRIGEANTS ?

Le juste rapport dans les relations entre ouvriers et cadres dirigeants se reflète aussi dans le système des salaires qui existe en Albanie. Dans notre pays il n'existe pas de dénivellement accentué dans ce domaine. Le rapport entre le moyen et bas salaire d'une part et le salaire élevé d'autre part est chez nous des plus réduits, sinon le plus bas au monde.

Le Parti du Travail et le Gouvernement ont pris de temps à autre des mesures pour une régulation aussi juste que possible du rapport entre les salaires élevés et les bas et moyens salaires. Pour trouver une solution à ce problème on a suivi la voie de la diminution des traitements des hauts fonctionnaires, en commençant par les dirigeants de l'Etat et du Parti, sans porter atteinte aux bas et moyens salaires. Ce problème était posé pour des motifs n'ayant pas un caractère économique. Cette question a une importance politique et idéologique. Les dénivellations des salaires détachent les cadres dirigeants et l'intelligentsia des masses, elles impulsent le travail de bureau et suscitent un sentiment de dédain envers le travail de production, elles ravivent les tendances à la quiétude, placent l'intérêt individuel au-dessus de l'intérêt collectif, créent un terrain favorable à la dégénérescence bourgeoise et révisionniste des cadres.

En posant le problème de la liquidation des anomalies dans le système des salaires, le Parti du Travail et le pouvoir ne portaient pas de la tendance de l'égalisation ou de celle de l'indifférence envers le rapport entre le simple travail et le travail de direction, entre le travail non-qualifié et le travail qualifié. Au contraire, ils portaient du principe marxiste-léniniste selon lequel, sans en arriver à la nivellation des salaires, il ne faut pas permettre des différenciations sensibles, mais rémunérer chacun selon son travail de manière que la rémunération soit en un rapport juste avec les conditions moyennes de vie des travailleurs. Les conditions du pays exigent que chaque travailleur soit pétri du sentiment de la simplicité, qu'il ait comme principal but dans la vie et au travail non pas l'euphorie vide et le souci de soi-même, mais l'idéal du socialisme, la lutte pour l'édification de la patrie, la joie du travail créateur, l'élévation incessante du niveau de vie de tout le peuple.

Depuis 1966 on a procédé à deux diminutions des traitements élevés, sans toucher les bas et moyens salaires, en liquidant au maximum les disproportions qui existaient dans ce domaine. Dans le même temps, on a élevé les salaires moyens de quelques catégories, les basses pensions de retraite, on a fixé un niveau maximum pour les pensions de retraite, on a annulé l'impôt sur les salaires mensuels allant jusqu'à 680 leks.

Ces mesures ont trouvé l'approbation unanime de toute la population. Les travailleurs eux-mêmes, en comprenant l'importance politique de la suppression de tout privilège dans le système des salaires, ont renoncé de leur propre gré à nombre de rétributions complémentaires et à d'autres revenus supplémentaires sur les traitements. L'importance de cette initiative est grande en premier lieu pour l'éducation communiste des hommes, pour leur éducation dans l'esprit du principe de la primauté de la politique et de l'idéologie du Parti, dans l'esprit du collectivisme, en vue de liquider les manifestations de l'individualisme, qui sont étrangères à notre société, socialiste et l'une des bases de la dégénérescence bourgeoise et révisionniste des hommes. Ces initiatives donnent une claire idée de la juste signification du rapport entre l'intérêt général et l'intérêt individuel, en assurant la prééminence de l'intérêt général. Dans cet ordre d'idées se rehausse le rôle des encouragements moraux. Ces encouragements assument une importance croissante dans la société socialiste, en tant que moyen essentiel pour la mobilisation consciente des travailleurs dans le travail créateur.

COMMENT LES SALAIRES DES TRAVAILLEURS SONT-ILS FIXES EN ALBANIE ?

L'instauration de la propriété sociale des moyens de production en Albanie a eu pour résultat d'éliminer l'exploitation de l'homme par l'homme. Le produit du travail social, tout comme les moyens de production, est propriété de la collectivité. Une partie du revenu fourni par ce produit va à l'accumulation et à l'extension de la production ; le restant est distribué aux membres de la société pour leur usage personnel sous forme de rémunération du travail, selon le principe socialiste «De chacun selon sa capacité, à chacun selon son travail», ainsi qu'à travers les dépenses engagées par l'Etat dans le domaine social et culturel, et dont bénéficie toute la population.

Le mode de calcul des salaires et traitements pour les diverses espèces de travail, est de la compétence du gouvernement, qui tient compte, dans la fixation de la rémunération, non seulement du genre et de la catégorie d'un travail donné, de sa quantité et de sa qualité, mais aussi des différences existant entre le travail pénible et le travail aisé, entre le travail qualifié et le travail non-qualifié, ainsi que de l'importance de ce travail. En effet, les travaux auxquels sont engagés les ouvriers ou les employés ne sont pas tous de la même catégorie, fût-ce par leur importance, ou par leur nature. Notre législation du travail, tenant compte du caractère plus ardu des travaux pénibles, prévoit pour les travailleurs qui y sont employés une rémunération plus élevée que pour ceux qui s'adonnent à des travaux plus faciles, de façon à permettre aux premiers de pourvoir à leurs besoins et de recouvrer leurs forces dépensées au travail. Sont considérés travaux pénibles tous les travaux des mines, les travaux de chargement et de déchargement, de peinture nécessitant un usage permanent de couleurs à base de plomb, les travaux de plongée sous-marine, de fusion du verre, de manipulation d'appareils de rayons X, etc. Toutefois, le perfectionnement incessant des moyens de production dans notre pays est en train de créer les conditions favorables non seulement pour un accroissement des rendements et une amélioration de la qualité, mais aussi pour la réduction de la distinction entre le travail pénible et le travail aisé.

La législation du travail réserve un traitement particulier aux enfants âgés de moins de 16 ans qui ont un emploi. Ceux-ci, outre la rémunération qu'ils touchent pour le travail accompli, (qui ne doit pas dépasser la durée de 6 heures), reçoivent une rémunération supplémentaire, équivalant à deux heures de travail. C'est là un avantage que la législation socialiste accorde aux mineurs, compte tenu de leur jeune âge et de la fragilité de leur santé. La limite inférieure d'âge pour toute espèce de travail est de 15 ans dans notre pays.

L'ouvrier ou l'employé n'est pas seulement rémunéré pour le travail qu'il effectue durant le temps effectif, c'est-à-dire durant les huit heures de travail, mais il a droit aussi, pour toute heure de travail supplémentaire, à une rémunération supérieure, pour un temps égal de travail, de 25 pour cent à la rémunération normale. Dans les cas où l'ouvrier ou l'employé est détaché pour quelque raison justifiable, pendant une période donnée, de son centre de travail, il continue d'être rétribué par l'entreprise, l'institution ou l'organisation à laquelle il est attaché de façon permanente. Les cas où l'ouvrier ou l'employé a droit à être rétribué à son centre de travail, même pour les périodes où il n'y travaille pas effectivement, sont les suivants : lorsqu'il participe aux réunions de l'Assemblée Populaire ou à un conseil populaire en qualité de représentant du peuple, lorsqu'il remplit la fonction de juge assesseur, qu'il est cité comme témoin ou comme expert par un tribunal ou par les organes de l'instruction judiciaire, qu'il participe comme délégué à des congrès, des conférences ou des plénums.

Ces dispositions ont été consacrées, par voie législative afin que la participation de nos travailleurs à la vie politique et sociale soit des plus larges et qu'aucun obstacle d'ordre matériel ne vienne gêner l'accomplissement des tâches qui leur sont assignées.

Un grand soin est montré dans notre pays pour la préparation aussi complète que possible des masses laborieuses à être prêtes en toute occasion à défendre la patrie socialiste ; les ouvriers ou employés appelés comme réservistes pour une période militaire reçoivent les trois quarts de leur salaire ou traitement normal pour les journées passées sous les armes.

Dans les cas où un ouvrier ou un employé restent sans travail par suite de l'interruption de la production, survenue non pas de leur faute, l'entreprise, l'institution ou l'organisation dont ils dépendaient, est contrainte, si elle ne leur procure pas un travail conformément aux dispositions en vigueur, de leur payer la moitié de leur salaire ou traitement.

La loi témoigne une sollicitude particulière pour les personnes nommées pour la première fois à un emploi, envoyées en service, transférées ou désignées à un nouvel emploi hors de leur résidence habituelle. Ces personnes, outre la rémunération qui leur revient pour le travail effectué, sont indemnisées de leurs frais de voyage, de logement, de nourriture et d'autres dépenses, qu'elles peuvent devoir engager pour le transport de mobilier et d'effets personnels indispensables dans une mesure fixée, pour le transport des membres de leur famille, lorsqu'elles sont transférées, nommées ou élues à une nouvelle fonction hors de leur résidence antérieure. Dans les cas où un ouvrier ou un employé est injustement laissé sans emploi, par suite de la rupture de l'accord de travail par l'entreprise, l'institution ou l'organisation à laquelle il est attaché, il a droit à une rémunération qui ne doit cependant pas dépasser le salaire ou traitement mensuel.

Le salaire, traitement ou rémunération de toute sorte que l'ouvrier ou l'employé reçoit de l'entreprise, de l'institution ou de l'organisation à laquelle il est attaché est le fruit du labeur accompli et de la sueur versée pour l'accomplissement de la tâche qui lui a été assignée. Il s'ensuit que le salaire, traitement, ou toute espèce de rémunération qui lui reviennent pour le travail accompli ne peut subir aucune atteinte.

La législation du travail de la R.P. d'Albanie, par les normes qu'elle prescrit et qui fixent le montant de la rémunération de l'ouvrier et de l'employé, a pour but, d'une part de créer des garanties réelles pour la rétribution de tout travailleur ayant un emploi, et de mener de l'autre une lutte organisée contre les tendances petites-bourgeoises à tirer de la société le plus en lui donnant le moins possible, contre la paresse, le goût excessif de la quiétude personnelle, contre toute espèce de formalisme et d'officialisme qui entrave le progrès de la société.

COMMENT LE CHOMAGE A-T-IL ETE SUPPRIME EN ALBANIE ?

En République Populaire d'Albanie, le développement impétueux de l'économie et de la culture dans la voie du socialisme a entraîné l'accroissement continu du nombre des travailleurs. C'est ainsi qu'en 1968, conformément aux prévisions du plan, le nombre des travailleurs au service de l'Etat doit enregistrer une augmentation de 19.000 personnes par rapport à 1965. Cette augmentation, à elle seule, est quasi égale au nombre de tous les travailleurs que comptait l'Albanie avant la guerre, à l'époque de la domination de la féodalo-bourgeoisie, alors que le nombre total des travailleurs que compte aujourd'hui l'Albanie est 22 fois plus élevé. Le chômage frappait autrefois environ la moitié des ouvriers albanais.

Le droit au travail est le droit social et économique le plus important qui ait été garanti aux travailleurs albanais par l'instauration du pouvoir populaire. Cette conquête est étroitement liée à la nature même de l'ordre socialiste. Les masses travailleuses dans notre pays détiennent non seulement le pouvoir politique mais aussi les principaux moyens et instruments de production. De plus il n'existe pas dans notre pays de classes exploiteuses qui développent la production pour en tirer les plus gros bénéfices possibles pour elles-mêmes et transformer la force de travail en marchandise. Chez nous, les masses travailleuses jouissent elles-mêmes du fruit de leur travail. Le régime socialiste ne connaît ni les crises, ni l'anarchie de la production, qui entraînent dans les pays capitalistes la fermeture des entreprises et la mise sur le pavé de centaines et de milliers d'ouvriers. L'économie socialiste se développe suivant un plan, de façon ininterrompue, harmonieuse, conformément aux intérêts nationaux, aux intérêts des masses travailleuses.

Un tel développement ouvre non seulement des fronts de travail pour les hommes capables de travailler, mais absorbe aussi l'accroissement naturel de la population.

L'élévation continue du rendement du travail, fondée sur la nouvelle technique et sur une bonne organisation du travail, libère une partie de la force de travail de certaines entreprises, mais cette force se voit offrir constamment de nouveaux fronts dans les nouveaux ouvrages qu'édifie le pouvoir populaire.

La planification du développement économique et culturel permet à l'Etat d'assurer à tous les citoyens aptes au travail l'emploi qui correspond à leur profession. Le processus de reproduction élargie socialiste réalise en soi une juste et harmonieuse proportion entre l'accroissement de la force de travail d'une part, et les besoins de l'économie en croissance continue d'autre part.

De profondes transformations sociales et économiques se sont produites dans la campagne albanaise. La collectivisation de l'agriculture s'est accompagnée de l'établissement de rapports socialistes de production, de rapports de coopération et d'entraide, et d'un développement général de la production agricole au profit de la société. Le «chômage agraire latent», qui constituait, avant l'instauration du pouvoir populaire, une grave plaie sociale pour notre pays, a été éliminé une fois pour toutes. Le temps, où les ouvriers et paysans albanais, ne trouvant pas de travail dans leur pays, prenaient le chemin de l'exil vers différents pays du monde, n'est plus qu'un lointain et amer souvenir.

L'édification du socialisme s'accompagne aussi de la suppression des fortes disproportions dans le développement des diverses régions du pays. Cela est important, entre autres raisons, pour permettre d'employer la force de travail de chaque région. Chaque district de la République possède aujourd'hui ses propres entreprises économiques, étatiques et coopérées, ses chantiers de construction, ses institutions sociales et culturelles. En deux décennies de pouvoir populaire les divers districts d'un petit pays comme l'Albanie se sont enrichis de plus de 1000 établissements construits dans les secteurs de l'économie et de la culture.

La politique d'émancipation féminine a joué un grand rôle dans la suppression du chômage. Aujourd'hui on ne fait aucune distinction entre l'homme et la femme ni de discrimination de race ou de nationalité entre les travailleurs pour tout embauchage ou nomination à un emploi. La situation de chaque travailleur dans la société est déterminée par la contribution qu'il apporte au travail utile social. Les femmes albanaises, qui jouissent de la plus complète égalité de droits, participent aujourd'hui largement à la vie économique et culturelle du pays. Actuellement, les femmes représentent plus de 42 pour cent du nombre total des travailleurs.

Outre les garanties économiques qui servent de base matérielle à l'exercice effectif par les citoyens de leur droit au travail, ceux-ci se voient également offrir par l'Etat d'importantes garanties juridiques qui leur assurent le droit au travail et les protègent contre toute atteinte à leurs droits. Ces garanties s'expriment dans les règles qui régissent l'admission au travail des citoyens, dans la réglementation juridique des cas où le travailleur peut être muté ou licencié, dans les actes législatifs qui réglementent l'organisation de la préparation, de la qualification et de la répartition des travailleurs, etc.

Tout citoyen de la R.P. d'Albanie a le droit d'être admis au travail dans toute entreprise, institution ou organisation, d'être nommé ou élu à toute fonction, etc. Le refus illégal d'admission au travail de la part des entreprises, institutions ou organisations, est considéré comme une infraction à la législation du travail.

Le premier acte pratique pour le passage dans les faits de l'exercice du droit au travail en R.P. d'Albanie est l'accord de travail.

L'accord de travail est une convention librement consentie conclue entre l'ouvrier ou l'employé d'une part et l'entreprise, l'institution ou l'organisation employeuse d'autre part, convention aux termes de laquelle l'ouvrier ou l'employé s'engage à accomplir un travail ou une fonction déterminés, à un endroit donné, selon sa profession ou sa spécialité, et l'entreprise, l'institution ou l'organisation qui admet en son sein l'ouvrier ou l'employé s'oblige, en retour du travail fourni, à lui verser un salaire ou toute autre forme de rémunération, et de lui assurer les conditions nécessaires à son travail.

Est admise au travail toute personne qui a atteint l'âge prévu par la législation du travail. Aux termes du Code du Travail, l'âge minimum requis pour être admis à un travail quelconque est de 15 ans. Tout accord de travail passé avec une personne qui n'a pas atteint l'âge prévu par la loi est illégal et, en tant que tel, nul.

Toutefois, notre législation du travail a défini, outre l'âge minimum qui est de 15 ans pour l'embauchage des mineurs, une série de limitations d'âge pour leur emploi à tous les genres de travaux qui, de par leur nature, sont particulièrement pénibles et nuisibles à leur santé. C'est ainsi que les personnes âgées de moins de 18 ans ne sont pas autorisées à conclure d'accord de travail dans certains secteurs particuliers et notamment dans l'industrie minière ; il leur est interdit de travailler aux raffineries de benzol, à la manipulation des acides, des gaz, etc., dans les services communaux, à récurage et à la réparation des égouts, aux courants électriques d'une tension supérieure à 500 volts, aux travaux de terrassement de terrains boueux, aux travaux de chargement et de déchargement, etc.

En outre, même les personnes âgées de plus de 18 ans, ne peuvent être admises au travail dans certains secteurs, qu'après présentation d'un certificat médical attestant que leur état de santé leur permet d'exécuter, un travail pénible. Des certificats de ce genre doivent être obligatoirement présentés par les travailleurs des mines, par les ouvriers de chargement et de déchargement, par les peintres en bâtiment qui emploient continuellement des couleurs à base de plomb, par les préparateurs de produits pharmaceutiques à base de mercure, par les plongeurs, les fondeurs de verre, les employés aux laboratoires de photographie, de radiologie et d'héliographie, aux cabinets de rayons X, etc.

Dans ce domaine, la législation du travail témoigne un soin particulier pour les ouvrières. Les femmes ne sont pas autorisées à être employées à des travaux pénibles et nuisibles à leur santé, comme les travaux souterrains, l'écurage des puits de pétrole, le travail aux hauts fourneaux, aux abattoirs, le transport ou la poussée des troncs d'arbre, le travail dans les mines, le creusement de puits ou de fosses de grande profondeur, le travail aux piliers des ponts et à la construction des ponts en général, le travail de scaphandrier, d'entretien du réseau de P.T.T., le transport à la brouette, le port de fardeaux, le travail de chargement et de déchargement, etc.

Les citoyens de la République Populaire d'Albanie jouissent du droit au travail selon leur profession, leur spécialité et leur qualification, sans aucune distinction ou discrimination. Un tel droit émane du principe socialiste «De chacun selon sa capacité, à chacun selon son travail.»

Notre société est très intéressée à ce que les travailleurs dans notre pays soient employés à des travaux où ils puissent rendre le plus possible du point de vue quantitatif aussi bien que qualitatif. Cet objectif ne peut être atteint que si chacun travaille dans la profession qui est la sienne. Aussi la législation du travail prescrit-elle des règles particulières qui déterminent clairement la manière dont peut se faire la mutation des cadres, autrement dit en quels cas et de quelle manière un travailleur peut être transféré de son emploi. Ces règles ont pour but de prévenir une utilisation irrationnelle de la force de travail, la mutation injustifiée des cadres, etc.

Dans le même temps, la législation du travail permet à l'administration de l'entreprise, de l'institution ou de l'organisation, dans tous les cas où le requièrent les besoins et les intérêts de la production, de transférer les travailleurs d'un emploi à un autre. Une telle pratique est admise non seulement lorsque l'exigent les intérêts de la production mais encore lorsqu'il importe de faciliter les conditions de travail des travailleurs malades, ou inaptes à certains travaux, etc.

La législation du travail de la R.P. d'Albanie garantit le droit au travail aux citoyens non seulement par les règles qu'elle prescrit en ce qui concerne l'admission au travail et les mutations d'emploi, mais aussi en définissant nettement les cas où un travailleur peut être licencié.

Afin de prévenir tout acte arbitraire de la part des dirigeants des entreprises et des institutions ainsi que de leur appareil administratif, la question de l'admission au travail et du licenciement est placée entièrement sous le contrôle des masses. Chaque cas particulier est soumis à l'examen du collectif, sans le jugement duquel la direction ne peut prendre aucune décision.

Les directions d'entreprise ou d'institution ont l'obligation de réserver au travailleur son poste de travail pour une période de 6 mois s'il s'en est absenté pour des raisons de santé. Ce délai est prorogé jusqu'à 12 mois pour les femmes enceintes et en couches. Mais ce délai ne signifie pas qu'au terme de

cette période la direction doit licencier le travailleur d'office. Bien au contraire, les licenciements pour raisons de santé sont très rares et ne sont décidés qu'après une étude très attentive du cas, et seulement quand l'absence du travailleur en question entrave le fonctionnement normal de l'entreprise, de l'institution ou de l'organisation à laquelle il était attaché.

La détermination rigoureuse des cas où l'administration peut congédier le travailleur, ainsi que l'établissement du contrôle des masses sur la question des cadres, exclut toute espèce d'arbitraire dans ce domaine et garantit au travailleur son emploi. Il convient, d'autre part, de souligner que, même dans les cas où l'administration a le droit de congédier un travailleur donné, elle doit lui assurer un autre emploi approprié.

Le socialisme est le seul système où se réalise l'émancipation complète du travail, où le travail est considéré comme le fondement de tous les biens matériels et spirituels, une question d'honneur et de gloire. Pour les travailleurs albanais qui jouissent pleinement du droit au travail et de tous les autres droits qui s'y rattachent, l'édification du socialisme est devenue une source d'inspiration, d'enthousiasme, d'héroïsme et d'initiative innovatrice de masse.

La suppression du chômage en Albanie a guéri à jamais la plaie de l'émigration. Aujourd'hui, l'ouvrier, le spécialiste, ou le paysan albanais, n'est pas contraint de prendre le chemin de l'exil pour assurer sa subsistance comme il le faisait sous le régime antipopulaire, ou bien comme cela se produit actuellement en Grèce, en Yougoslavie, en Italie et ailleurs. En Albanie, il y a du travail pour tous, et l'Albanais trouve aujourd'hui son bonheur dans son propre pays. L'exploitation des abondantes ressources du sol et du sous-sol est faite aujourd'hui dans notre pays par le peuple lui-même au profit des masses travailleuses, qui jouissent de tous les bienfaits et de tous les avantages que leur assure l'ordre socialiste.

LA DUREE DE LA JOURNEE DE TRAVAIL

La législation du travail dans notre pays assure aux travailleurs le droit à un horaire de travail limité. La consécration par voie législative de la durée du travail et du repos constitue une grande victoire de notre classe ouvrière. Ces limitations visent d'une part à assurer le travail social indispensable et d'autre part à garantir aux travailleurs la protection au travail et à leur créer des conditions pour une participation des plus actives à la vie politique, culturelle, sociale, etc. Cela n'a été possible qu'à la suite de l'instauration de notre pouvoir populaire qui a non seulement sanctionné les normes ayant trait à la durée du travail et du congé, mais a institué aussi des garanties réelles pour l'application de ces dispositions.

Sous les régimes antipopulaires notre classe ouvrière était soumise à l'oppression et à l'exploitation le plus féroces. La durée de la journée de travail était de 12 heures, mais dans bien des entreprises minières, on travaillait même de 14 à 16 heures par jour. Dans certains secteurs tels que cafés, restaurants, boulangeries, etc, les travailleurs n'avaient non seulement pas d'horaire fixe, mais pas même un jour de congé par semaine.

Après la Libération, le rêve de notre classe ouvrière de travailler selon un horaire réduit à huit heures par jour devint une réalité. Cette conquête trouve son expression dans l'article 18 du Code du travail qui stipule : «La durée normale de la journée de travail pour les ouvriers ou les employés est de huit heures». Tenant compte du fait que le travail de nuit est plus pénible que le travail de jour, la durée du travail de nuit par 24 heures est fixée à 7 heures (sans réduction de salaire) cependant que pour les ouvriers et employés qui travaillent dans des secteurs difficiles ou nuisibles à la santé, la législation laisse à la compétence du Conseil des ministres de fixer par ordonnance les catégories et genres de travail à horaire réduit, sans diminution de salaire.

La législation du travail s'occupe en particulier des jeunes de moins de 16 ans, des travailleurs qui suivent les cours du soir ou par correspondance ainsi que des femmes enceintes ou allaitant leurs enfants. Pour les jeunes de moins de 16 ans, la durée de la journée de travail ne doit pas dépasser 6 heures, alors que la rémunération qu'ils touchent correspond effectivement à celle de huit heures de travail. Les travailleurs qui poursuivent leurs études secondaires le soir bénéficient d'une réduction de trois heures de travail par semaine, cependant que les femmes allaitant leur nouveau-né jusqu'à l'âge de 9 mois peuvent s'absenter de leur travail pendant une demi-heure au moins toutes les trois ou quatre

heures pour aller allaiter leurs enfants, cette interruption du travail étant calculée en tenant compte de la distance qui sépare le lieu de travail de la femme de son domicile, en sorte qu'elle bénéficie d'une réduction de son temps de travail d'au moins 6 heures par semaine. Les travailleurs fréquentant les instituts supérieurs du soir travaillent 7 heures par jour durant les périodes de cours, alors que la journée de travail de ceux qui préparent une licence sans quitter leur emploi est réduite à 6 heures par jour. Dans tous ces cas, le travailleur, en dépit de son horaire de travail réduit, reçoit une rémunération correspondant à une journée entière de huit heures de travail.

La législation du travail en R.P. d'Albanie prévoit la possibilité que, dans des cas particuliers, le travailleur travaille au-delà de l'horaire normal pour les besoins pressants du travail et de la production, mais avec le consentement préalable de l'intéressé. Ce travail supplémentaire est donc conditionné par l'élévation de la conscience au travail des travailleurs. La prolongation de la durée normale de la journée de travail est autorisée lorsqu'il s'agit de travaux concernant la défense de la R.P. d'Albanie ou l'élimination des conséquences de sinistres ou de calamités, telles que épidémies, incendies, inondations, tremblements de terre, etc., lorsqu'il s'agit de travaux temporaires de réparation de machines, d'installations ou de locaux de travail, dont tout retard provoquerait une suspension du travail pour un grand nombre de travailleurs, ou qu'il importe de prendre des mesures pour le salut du patrimoine socialiste mis en péril pour divers motifs, etc.

La loi interdit le travail en dehors de l'horaire normal aux femmes enceintes ou allaitant leurs enfants, aux jeunes de moins de 16 ans et aux malades munis d'un certificat médical. Ces limitations visent à préserver la santé des travailleurs. Aussi, la loi fixe-t-elle en outre à 180 heures par an le temps total de travail supplémentaire que le travailleur est autorisé à effectuer en dehors de l'horaire normal.

COMMENT EST GARANTI LE DROIT AU CONGE PAYE ?

Le souci du pouvoir pour la vie et la santé des travailleurs se manifeste également par la reconnaissance légale et la garantie du droit au congé payé. Le travailleur a droit à un congé hebdomadaire ininterrompu d'au moins 36 heures, exception faite pour les cas de travail par roulement ininterrompu, auxquels cas le congé hebdomadaire ne doit pas être inférieur à 24 heures. D'ordinaire, le jour de congé hebdomadaire en R.P. d'Albanie est le dimanche. Toutefois, dans des cas d'urgence, ou dans les entreprises où la production ne peut être interrompue, le travailleur a le droit de prendre son jour de congé un autre jour de la semaine.

Les travailleurs de la R.P. d'Albanie jouissent également du droit au repos les jours de fête civile, qui se situent aux dates les plus marquantes de l'histoire de notre peuple, telles notamment les journées commémoratives de la proclamation de l'Indépendance, de la proclamation de la République, le 1er Mai, le jour de la Libération de la patrie (fête nationale), le jour de la Grande Révolution Socialiste d'Octobre et le jour de l'An. Tout travailleur qui a travaillé un jour férié se voit accorder un autre jour de repos, ouvrable celui-là. Le droit au repos en R.P. d'Albanie est donc, comme on le voit, un droit effectif, et le travailleur n'a pas la faculté de s'y soustraire en se faisant rémunérer.

Aux termes du Code du travail, l'ouvrier ou l'employé jouit aussi du droit au congé annuel. Ce congé est de 12 journées ouvrables et il est accordé à tous les citoyens qui travaillent, ainsi qu'à tous les travailleurs admis pour la première fois à un emploi, à la condition que 11 mois au moins se soient écoulés depuis le jour de leur embauche ou de leur nomination. L'ouvrier ou l'employé conserve le plein droit au congé même dans les cas où il est transféré d'une entreprise ou d'une institution à une autre. L'entreprise ou l'institution qui l'accueille à la suite de son transfert a l'obligation de lui accorder le plein congé annuel même s'il n'a pas passé à son service les 11 mois prévus par la loi. Les jeunes, âgés de moins de 16 ans, ont droit à un congé annuel de 24 jours, dont il leur est recommandé de passer la majeure partie dans les maisons de repos mises sur pied dans les meilleurs centres climatiques. Quant aux travailleurs de plus de 70 métiers particulièrement difficiles, tels notamment les mineurs de fond, les métallurgistes, les travailleurs de l'industrie du cuir, du tabac, du pétrole, du ciment, du verre, des briques, des imprimeries, les travailleurs de la santé publique dans les établissements de maladies infectieuses et psychiatriques, ceux de l'instruction publique, de la culture, des sciences et autres ont droit à un congé complémentaire pouvant aller de 6 à 36 journées ouvrables par an. Aux termes de la loi, le temps de travail nécessaire qui donne droit au travailleur de bénéficier du congé annuel est calculé en ajoutant au temps passé effectivement au travail, le temps où les tâches

sociales ou étatiques dont il a été chargé l'ont contraint à s'absenter de son lieu de travail, le temps d'incapacité provisoire au travail au cours duquel l'entreprise, institution ou organisation dont il dépend est obligée de lui réserver son poste, le temps passé à l'école ou à des cours s'il y est envoyé sur l'ordre de l'entreprise, institution ou organisation à laquelle il est attaché. On inclut également dans ce calcul la période de chômage passée par le travailleur, s'il a été injustement licencié et s'il s'est vu réintégrer à son poste, sur décision des organes compétents.

Tous les travailleurs fréquentant les cours du soir ou par correspondance, bénéficient d'un congé particulier. Il leur est accordé un congé payé de 10 à 30 jours, selon le degré de l'enseignement suivi, pour leur permettre de se préparer à leurs examens. La législation du travail témoigne un souci particulier pour les femmes enceintes ou allaitant elles-mêmes leurs enfants. L'ouvrière ou l'employée en état de grossesse a droit à un congé payé de 12 à 15 semaines.

Les travailleurs bénéficient dans notre pays des meilleures conditions pour passer leurs vacances annuelles. L'Albanie est tenue par tous ceux qui l'ont visitée pour un pays aux rares beautés naturelles. Le pays est couvert pour une grande part de hautes montagnes revêtues de forêts de pins, de sapins et de hêtres, et parsemées de lacs d'origine glaciaire, aux eaux limpides. C'est dans ces monts que prennent leur source les cours d'eau de montagne qui arrosent les vallées dont le pays est traversé de part en part. Le long de la côte de l'Adriatique s'étendent de vastes plages, salubres et au sable fin, riches en iode. Dans le Sud, sur le littoral de la mer Ionienne, se déroule la magnifique riviera albanaise, remarquable par ses contrastes et où se rejoignent les climats montagneux et maritime, où croissent agrumes et oliviers, pins et cyprès, qui agrémentent un panorama d'une beauté naturelle incomparable.

C'est précisément en ces lieux qu'ont été aménagées des maisons de repos pour les travailleurs et leurs enfants, ainsi que des hôtels de tourisme. De pareils établissements n'existaient pas chez nous avant la Libération, de même que les travailleurs ne connaissaient pas le droit au travail et au congé.

Les maisons de repos des travailleurs, administrées par les unions professionnelles accueillent chaque année des dizaines de milliers de travailleurs, des enfants et des retraités et leur offrent des conditions fort satisfaisantes. Pour toute la durée de leur séjour dans les maisons de repos les travailleurs albanais ne paient que 22 pour cent des frais. Le restant est couvert par les assurances sociales d'Etat qui déboursent à cette fin des sommes très considérables.

La loi sur les assurances sociales prévoit l'allocation de subsides aux travailleurs ayant besoin de prendre un congé prolongé dans les sanatoriums ou les stations thermales et hydrominérales.

Les unions professionnelles ont créé, dans les lieux les plus pittoresques du pays, des centres de tourisme qui attirent en toute saison de l'année des milliers de travailleurs des villes qui y viennent en excursion. Le droit au travail et au congé est une grande conquête que la classe ouvrière albanaise n'a réalisée que grâce à l'instauration du pouvoir populaire.

EN QUOI CONSISTE LE CARACTERE DEMOCRATIQUE DU SYSTEME DES ASSURANCES SOCIALES D'ETAT ?

Les assurances sociales d'Etat représentent une des plus importantes victoires remportées par la classe ouvrière avec l'établissement du pouvoir populaire. Elles constituent un système complet et très étendu qui est fondé sur le principe selon lequel chaque ouvrier et sa famille doivent être matériellement assurés contre toute éventuelle incapacité de travail.

A l'époque de la domination des cliques féodalo-bourgeoises, l'Albanie était le seul pays d'Europe dépourvu de tout système d'assurances. L'ouvrier qui tombait malade non seulement n'était pas rétribué, mais il était contraint de payer de sa poche tous les frais nécessités par son traitement à l'hôpital ou dans tout autre établissement sanitaire. En cas de perte de sa capacité de travail, sa famille demeurait sans aucun secours. Sans égard à la durée de ses états de service, l'ouvrier ne recevait pas la moindre compensation lorsqu'il vieillissait ou qu'il n'était plus en mesure de travailler.

L'Albanie de cette époque ne connaissait aucune loi pour la protection des ouvriers. Seuls les fonctionnaires recevaient une pension, mais ils la payaient en fait eux-mêmes, car ils étaient contraints d'abandonner chaque mois une partie de leur traitement. La situation changea de fond en comble

quand le peuple prit le pouvoir en main. Au lendemain même de la Libération le nouveau pouvoir créa les assurances sociales et les travailleurs se virent assurer les prestations nécessaires en cas d'incapacité de travail ; ils commencèrent à bénéficier de l'assistance médicale gratuite, les femmes enceintes obtinrent une période de congé avant et après l'accouchement, etc.

Parallèlement au développement de l'économie, s'élargissait aussi le champ d'action des assurances sociales.

Les assurances sociales d'Etat s'étendent en Albanie à tous les secteurs et elles font bénéficier de leurs subsides tous les ouvriers et employés, les membres des coopératives d'artisanat, et également dans un certain nombre de cas prévus, les élèves des écoles et des cours professionnels, les étudiants des établissements supérieurs, les militaires en service obligatoire, ainsi que les invalides de la Lutte de Libération Nationale. Les familles des assurés bénéficient aussi de ces secours. Il apparaît ainsi que les assurances sociales profitent en Albanie à une très forte partie de la population.

C'est là une manifestation du caractère foncièrement démocratique de notre système dans ce domaine.

Le champ d'action des assurances sociales est des plus vastes. Elles englobent, outre l'assistance médicale gratuite dispensée sans exception à tous les citoyens de la R.P. d'Albanie, une prestation pécuniaire pour incapacité temporaire de travail en cas de maladie, d'accident, de quarantaine, de congé d'accouchement, l'aide sous forme de traitement dans les sanatoriums et les établissements prophylactiques, les stations climatiques et thermales ; sous forme d'alimentation diététique assurée dans des réfectoires spéciaux ; de séjour dans les maisons de repos pour les ouvriers ou employés comme pour leurs enfants ; l'aide pour le développement de l'éducation physique, du tourisme et du travail extra-scolaire avec les enfants, l'aide pécuniaire pour le recouvrement de la capacité de travail, pour les cas d'accouchement et pour les frais d'enterrement.

Les assurances sociales d'Etat englobent les retraites de vieillesse, d'invalidité, les pensions familiales, les pensions pour ancienneté de service et pour mérites particuliers.

Le fonds des assurances sociales est alimenté par les versements qu'y effectuent les entreprises, institutions et organisations employeuses, étatiques ou sociales, ainsi que par le budget de l'Etat. Les ouvriers et employés, pour leur part, n'y font aucun versement. Indépendamment de tout versement de cotisation, le droit des travailleurs aux assurances sociales devient une réalité, du fait qu'il est garanti par l'Etat même.

La masse des subsides versés aux travailleurs assurés dépend du travail de chacun, de son ancienneté, du degré de difficulté de son travail, etc. Le montant des pensions est calculé selon le principe qui consiste à accorder des pourcentages plus élevés aux salaires les moins élevés, tout en garantissant un minimum aux salaires les plus bas et en établissant un maximum pour les plus élevés.

Le droit aux assurances sociales prend généralement naissance au moment de la création des rapports juridiques de travail. L'ouvrier ou employé qui quitte son emploi bénéficie des assurances sociales même quand moins de 30 jours se sont écoulés depuis, le jour de la cessation de son travail. Dans les cas où les rapports de travail sont interrompus non pas du fait du travailleur, le bénéfice des assurances sociales subsiste même après l'interruption de ces rapports.

Le système très avancé des assurances sociales d'Etat dans notre pays témoigne du grand intérêt dont fait preuve le pouvoir populaire à l'égard des travailleurs et de leurs familles, afin de leur procurer les moyens matériels d'assurer leur existence en toutes circonstances.

Les assurances sociales en République Populaire d'Albanie constituent un facteur important pour l'élévation du niveau de vie matériel et culturel des travailleurs, pour la protection de leur santé. Le nombre des assurés et le montant des fonds dépensés n'ont cessé de croître en fonction du développement de l'économie et de la culture, de l'accroissement du revenu national du pays.

Notre système d'assurances sociales, par la multiplicité des types d'assurances, des indemnités et des pensions versées, comme par leur pourcentage élevé par rapport aux salaires, ainsi que par les conditions requises pour en bénéficier, est éminemment avantageux pour les travailleurs.

DE QUELLE ASSISTANCE BENEFICIE LE TRAVAILLEUR EN CAS D'INCAPACITE TEMPORAIRE DE TRAVAIL ?

La loi sur les assurances sociales d'Etat reconnaît et garantit aux citoyens qui travaillent les moyens matériels de subsistance en cas d'incapacité temporaire de travail. Les salariés ayant une ancienneté au travail inférieure à 10 ans touchent une indemnité égale à 70 pour cent de leur salaire moyen du dernier mois ayant précédé leur incapacité, et ceux comptant une ancienneté supérieure à 10 ans touchent une prestation égale à 85 pour cent de leur salaire moyen. Les travailleurs employés de façon permanente dans les mines souterraines et ayant une ancienneté de moins de 5 ans touchent des assurances sociales en cas d'incapacité de travail une indemnité égale à 80 pour cent de leur salaire moyen alors que ceux qui ont une ancienneté de plus de 5 ans touchent 95 pour cent de ce salaire.

C'est dans la même mesure, c'est-à-dire à 95 pour cent du salaire moyen du dernier mois, que sont indemnisés également les ouvriers ou employés invalides du troisième ou quatrième groupe de la Lutte de Libération Nationale ; la loi ne fixe pour cette dernière catégorie de travailleurs aucune limite d'ancienneté, ils bénéficient de cette indemnité pour toute la durée de leur inaptitude au travail.

Les personnes employées à un travail provisoire ou saisonnier, et ayant trois mois au moins d'activité au cours des 12 derniers mois, touchent pendant toute la durée de leur incapacité, une indemnité égale à 60 pour cent du salaire moyen de leur dernier mois de travail.

Lorsque l'incapacité de travail est occasionnée par un accident de travail ou une maladie professionnelle, l'ouvrier ou l'employé, indépendamment de son ancienneté, au travail, touche 95 pour cent de son salaire moyen du dernier mois précédant son incapacité.

Les travailleurs des mines reçoivent pour les cas analogues pendant toute la durée de leur incapacité de travail une indemnité égale à 100 pour cent du salaire moyen du dernier mois.

Dans de tels cas, l'ouvrier ou l'employé affecté à un travail temporaire ou saisonnier bénéficie d'une indemnité égale à 95 pour cent de son salaire moyen du dernier mois, indépendamment de son ancienneté au travail.

La loi sur les assurances sociales protège et secourt particulièrement les femmes ouvrières ou employées. Pendant leur congé de maternité elles touchent, quand leur ancienneté au travail est inférieure à 5 ans, une allocation égale à 75 pour cent de leur salaire moyen du dernier mois précédant la cessation du travail et en cas d'ancienneté dépassant 5 ans, une prestation égale à 95 pour cent du salaire moyen. Le congé accordé pour l'accouchement est de 12 à 15 semaines.

La loi prévoit également l'affectation temporaire à des travaux plus aisés des ouvriers ou employés qui, pour des raisons de santé, sont incapables d'accomplir le travail qui leur est assigné et dont la poursuite nuirait à leur santé. L'affectation à un travail plus aisé peut être aussi recommandé pour les femmes enceintes. Des travaux de durée réduite peuvent également être recommandés. Dans ces cas, le travailleur, aux termes de la loi, reçoit des assurances sociales une prestation pécuniaire pour compenser la perte de salaire qu'il subit du fait de la réduction de son horaire de travail.

QUELLES SONT LES CONDITIONS REQUISES POUR BENEFICIER D'UNE PENSION D'INVALIDITE ?

La loi sur les assurances sociales est empreinte d'un souci particulier à l'égard des invalides. La pension d'invalidité est accordée dans les cas où l'invalidité résulte de maladies chroniques contractées ou de blessures reçues au cours de la Lutte de Libération Nationale, d'un accident au travail ou de maladies professionnelles ; de maladies de caractère général ou d'un accident sans rapport avec le travail habituel de l'accidenté. Suivant le degré d'incapacité de travail, les invalides sont répartis en quatre groupes :

Les deux premiers comprennent les personnes qui ont entièrement perdu leur capacité de travail et qui ne sont en mesure d'accomplir aucun autre genre de travail ; les deux autres groupes rassemblent les travailleurs capables d'effectuer un travail relativement facile ou à horaire réduit, selon les conditions fixées par la commission d'expertise médico-ouvrière.

Les causes admises d'invalidité, le début de l'état d'invalidité ainsi que le groupe d'invalidité, sont fixés par la commission d'expertise médico-ouvrière.

La pension d'invalidité est allouée sans égard à l'ancienneté au travail de l'ouvrier ou de l'employé, si l'invalidité a eu son origine dans la Lutte de Libération Nationale, si elle est la conséquence d'un accident de travail, de maladies professionnelles. Les invalides ayant perdu leur capacité de travail par suite d'une maladie non professionnelle ou d'un accident hors travail, se voient accorder une pension, proportionnelle à leur ancienneté au travail. Le montant de la pension d'invalidité varie selon le groupe d'invalidité, son pourcentage par rapport au salaire mensuel moyen étant respectivement : pour le premier groupe, de 85 pour cent, pour le deuxième de 70 pour cent, pour le troisième de 60 pour cent et pour le quatrième groupe de 40 pour cent.

Les invalides de la Lutte de L.N. et ceux qui le sont devenus des suites d'un accident au travail ou d'une maladie professionnelle bénéficient en outre d'une augmentation de 10 pour cent sur la pension d'invalidité.

La pension d'invalidité est accordée non seulement aux ouvriers ou aux employés devenus invalides pendant qu'ils ont un travail, mais encore à tout travailleur dont le début de l'invalidité date de moins de trente jours après son abandon du travail ou même de moins de deux ans, au cas où l'invalidité est la conséquence d'un accident de travail ou d'une maladie professionnelle qui se sont produits alors que l'intéressé avait encore sa place.

Certaines personnes n'ayant pas été antérieurement en rapport de travail et devenues invalides en accomplissant un travail socialement utile reçoivent une pension d'invalidité dont le montant est déterminé en fonction du groupe d'invalidité qui est le leur. Cette catégorie comprend les élèves des écoles et cours professionnels et les étudiants des établissements de degré supérieur devenus invalides au cours de leur pratique d'études, les personnes devenues invalides en remplissant des missions spéciales qui leur ont été confiées par des organes de l'Etat ou des organisations sociales, ou en accomplissant leur devoir pour la protection de l'ordre socialiste, le sauvetage de vies humaines, la protection du patrimoine socialiste ou tout autre travail social pour l'édification socialiste du pays; les personnes devenues invalides durant leur service ou une période d'instruction militaires.

Si les personnes comprises dans ces divers groupes ont antérieurement été en rapport de travail, elles reçoivent une pension d'invalidité selon les conditions et dans la mesure fixées pour les ouvriers et les employés. Le système des assurances sociales accorde une place importante aux pensions de vieillesse. Ces pensions sont l'expression de la grande sollicitude que témoigne le pouvoir populaire pour l'existence des masses laborieuses. Tout ouvrier ou employé a droit à une pension de vieillesse lorsqu'il atteint l'âge et l'ancienneté au travail requis. A cette fin, les travailleurs sont classés en trois catégories, en fonction du degré de difficulté de leur travail. Ceux qui effectuent le travail le plus pénible bénéficient de la pension de vieillesse à un âge moins avancé et avec une ancienneté au travail plus réduite. La première catégorie, celle des travaux les plus pénibles, comprend le travail souterrain, une catégorie de travaux dans les usines de traitement des minerais de cuivre, de chrome, dans les usines de produits chimiques, etc.

Les travailleurs de la première catégorie reçoivent une pension de vieillesse à l'âge de 50 ans et avec une ancienneté au travail de 20 ans, ceux de la deuxième à 55 ans avec une ancienneté au travail de 25 ans, et ceux de la troisième à l'âge de 60 ans et avec une ancienneté de 25 ans. Dans chacune de ces catégories, les femmes reçoivent une pension à un âge et avec une ancienneté au travail inférieurs de 5 ans à ceux requis pour les hommes. Tout ouvrier ou employé a droit à une pension de vieillesse conformément aux conditions prévues pour la première ou la seconde de ces catégories, s'il compte dans l'une ou l'autre d'entre elles, une ancienneté au travail non inférieure à la moitié de l'ancienneté requise.

Le temps total d'ancienneté au travail valable pour l'obtention de la pension est calculé en tenant compte de tout le temps que l'intéressé a effectivement passé en qualité d'ouvrier ou d'employé salarié au service d'entreprises, d'institutions ou d'organisations étatiques ou sociales, ou au service d'employeurs privés, à compter du 28-XI-1912 (date de la proclamation de l'Indépendance nationale), et cela indépendamment de toute suspension de travail.

L'ancienneté au travail inclut également le temps passé dans les rangs des détachements partisans de l'Armée de Libération Nationale, ainsi que l'activité déployée au cours de la Lutte de L.N. dans les conseils de L.N. et autres organes du pouvoir populaire, à condition que l'intéressé n'ait pas interrompu son activité, jusqu'à la Libération de l'Albanie.

Pour les personnes ayant pris part au mouvement de L.N. et poursuivies de ce fait par l'ennemi, l'ancienneté au travail est calculée en tenant compte aussi du temps passé en émigration politique, dans les prisons ou les camps de concentration. On tient compte également du temps d'emprisonnement, de déportation ou d'émigration politique, antérieur au 7 avril 1939, pour les personnes ayant participé aux mouvements démocratiques progressistes, et poursuivies de ce fait par les régimes antérieurs.

Toute personne ayant fait partie des formations de l'Armée de L.N., des organes dirigeants du mouvement de L.N., des unités armées des villes, comme membre du Parti Communiste Albanais ou militant particulièrement distingué du mouvement de L.N. ou des mouvements révolutionnaires à l'étranger, voit cette période d'activité calculée comme période de travail, au double.

Toute ouvrière ou employée ayant mis au monde au moins 6 enfants et les ayant élevés jusqu'à l'âge de 8 ans, bénéficie d'une pension de vieillesse à l'âge de 50 ans si elle a une période d'ancienneté au travail de 15 ans. De même, les sourds, les muets et les personnes ayant fait partie du 1^{er} ou de 2^{ème} groupe d'invalides avant d'être admis à un emploi, reçoivent une pension de vieillesse aux conditions suivantes : pour les hommes à l'âge de 50 ans avec une ancienneté au travail non inférieure à 15 ans et pour les femmes à 40 ans avec une ancienneté au travail non inférieure à 10 ans.

Outre la pension complète d'ancienneté accordée aux conditions prévues par la loi, celle-ci prévoit une pension partielle dans les cas où l'intéressé a atteint l'âge requis sans avoir rempli l'ancienneté exigée pour la pension complète. Cette sorte de pension est accordée à tout ouvrier ou ouvrière, employé ou employée, comptant respectivement une ancienneté au travail non inférieure à 12 ans et demi ou à 10 ans sous le pouvoir populaire. Pour avoir droit à une pension partielle, les hommes doivent être âgés de 60 ans et les femmes de 55 ans.

Le montant de la pension varie en fonction du salaire que touche le travailleur et de son ancienneté au travail. La pension est calculée sur le salaire mensuel moyen, qui est lui-même calculé sur le salaire global de l'intéressé au cours des 12 derniers mois d'emploi, ou, à la demande du travailleur lui-même, sur le salaire touché au cours de trois années consécutives pendant les 10 dernières années.

Le travailleur a le droit de choisir le salaire le plus avantageux pour lui des périodes que nous venons de citer. La pension est fixée à 70 pour cent du salaire mensuel moyen. Toutefois, la pension de vieillesse ne peut être inférieure à 350 leks ni supérieure à 900 leks par mois.

EN QUOI CONSISTENT LES PENSIONS FAMILIALES ET QUI EN SONT LES BENEFICIAIRES ?

La loi des assurances sociales accorde une place importante aux pensions familiales. Bénéficie d'une pension familiale tout membre, incapable de travailler, de la famille d'un ouvrier ou employé, décédé alors qu'il avait un emploi ou moins de deux ans après l'arrêt de son travail. Profitent également d'une pension familiale les membres incapables de travailler de la famille d'un pensionné ou d'un martyr de la Lutte de libération Nationale s'ils ont été à sa charge. La loi place sur le même pied toutes les familles de travailleurs qui perdent la personne qui assurait leur subsistance, sans égard à la cause du décès: accident, ou maladie de caractère général.

Les pensions familiales sont également allouées aux personnes incapables de travailler et qui ont été à la charge de leurs parents lorsque ceux-ci sont décédés dans l'accomplissement de fonctions spéciales au service de l'Etat ou de la société, en remplissant leur devoir pour défendre le patrimoine socialiste ou dans l'exercice d'activité sociale pour l'édification socialiste du pays, en accomplissant leur service militaire ou une période d'instruction, etc. Ont droit à une pension familiale les enfants, petits-enfants, les enfants adoptifs et les enfants, de ceux-ci, âgés de moins de 16 ans, ou jusqu'à 19 ans lorsqu'ils poursuivent leurs études secondaires, ou encore jusqu'à 25 ans lorsqu'ils font des études supérieures, et même s'ils sont plus âgés lorsqu'ils sont incapables de travailler, ainsi que les frères et soeurs des personnes décédées dans les mêmes conditions, qui n'ont pas de parents en état de travailler ; les parents, les parents adoptifs et leurs conjoints, lorsqu'ils ont atteint l'âge de 60 ans pour les hommes,

de 55 ans pour les femmes, ou même au-dessous de cet âge s'ils sont incapables de travailler ; l'époux ou l'épouse en secondes noces d'un des parents quand ils ont été à la charge de leurs beaux-enfants pour une période d'une durée non inférieure à dix ans ; les grands-parents, s'ils n'ont personne qui, aux termes de la loi, soit obligé de pourvoir à leur subsistance.

En outre, une pension familiale est versée au père, à la mère ou au conjoint de la personne décédée, indépendamment de son âge et de sa capacité de travail, s'il n'a pas d'emploi et s'il a la charge d'un ou plusieurs enfants, petits-enfants, enfants adoptifs ou enfants de ceux-ci, frères ou soeurs du défunt, âgés de moins de huit ans.

La détermination du montant des pensions familiales se fait conformément au principe socialiste qui prend pour base le travail fourni par le soutien de la famille. De plus, il est tenu compte également du nombre des membres de la famille qui sont incapables de travailler et qui sont à sa charge. La pension familiale est fixée proportionnellement au salaire mensuel moyen du soutien de la famille ou du salaire sur la base duquel était calculée sa pension de retraite. Ainsi, lorsque la famille du travailleur décédé se compose de trois membres ou davantage, incapables de travailler, elle reçoit une pension égale à 65 pour cent du salaire moyen du soutien de la famille, quand elle en compte deux, à 50 pour cent et quand elle en a un seul, à 40 pour cent.

La loi des assurances sociales protège particulièrement les enfants. L'enfant a droit à une pension familiale en cas de décès d'un de ses parents même lorsque son autre parent a un emploi ou bénéficie lui-même d'une pension. Pour les enfants ayant perdu leurs deux parents quand ceux-ci ont rempli les conditions requises pour bénéficier d'une retraite ou quand ils étaient retraités, la pension familiale est calculée sur la somme des salaires des deux parents.

QUEL SOIN TEMOIGNE LE POUVOIR POPULAIRE POUR L'AMELIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL ?

La protection du travail, la sauvegarde de la vie et de la santé des travailleurs représentent aux yeux du pouvoir populaire un des principes essentiels qui président à l'organisation socialiste du travail, elles font partie intégrante des plans économiques d'Etat. Ce principe consiste à améliorer les conditions de travail, à alléger l'effort physique soutenu par le travailleur, à prévenir les accidents et les maladies professionnelles.

Le pouvoir populaire en Albanie, outre de nombreuses autres mesures prises en vue de promouvoir le bien-être des travailleurs, montre le plus grand soin pour la protection du travail. Une série de mesures ont été prises en cette matière. La Constitution de la République Populaire d'Albanie, le Code du travail et de nombreux arrêtés et règlements, ainsi que leur mise en pratique, créent pour nos travailleurs des conditions de travail, techniques et organisationnelles, qui leur assurent des possibilités sans cesse croissantes de mettre en oeuvre leurs capacités professionnelles et culturelles, en fournissant le rendement maximum au travail, avec le minimum de dépense d'énergie, en supprimant ou en éliminant les dangers d'action chimique ou mécanique sur l'organisme des travailleurs.

Notre Etat, par la voie des importants moyens financiers qu'il met à la disposition des entreprises, des institutions ou des organisations, assure des garanties réelles pour l'observance rigoureuse des mesures concernant la protection du travail. Il a également sanctionné par voie légale la responsabilité qui incombe aux personnes ayant pour tâche de veiller à la protection des travailleurs au travail.

Avant la Libération, il n'existait dans notre pays aucune espèce de loi sur la protection du travail. Les accidents, surtout dans les mines, étaient très fréquents et affectaient souvent de graves proportions. De nombreux travailleurs, peu de temps après avoir été embauchés, étaient atteints de tuberculose, de nombreux autres de rhumatisme. Le régime féodal-bourgeois de Zogu ne se souciait pas le moins du monde de mettre sur pied les moyens nécessaires pour la protection du travail.

Les choses, aujourd'hui, ont totalement changé. Les dispositions relatives à la protection de nos travailleurs au travail s'inspirent des nobles principes socialistes. Afin de prévenir l'action des facteurs nocifs sur l'organisme des travailleurs, des facteurs qui mettent en péril leur vie, leur santé et endommagent leur équipement, on a prévu les mesures nécessaires à prendre dans certains cas concrets. La mise en fonctionnement de mécanismes présentant un danger, ou dépourvus des moyens de protection est interdite.

Les installations mécaniques présentant un danger ou les endroits à proximité de courroies de transmission, d'engrenages de scies électriques, etc. doivent être isolés par des moyens de protection, tels que treillis, planches épaisses revêtues le cas échéant de caoutchouc, etc., en sorte que les travailleurs ne soient pas distraits de leur tâche par les précautions à prendre pour se protéger d'une courroie de transmission ou d'une scie électrique, etc. Les usines, fabriques et les divers ateliers sont construits, reconstruits et mis en exploitation selon les règles de la sécurité technique, les règles sanitaires et hygiéniques. Toute entreprise, institution ou organisation est tenue de prendre, dès la mise au point du projet de l'établissement, les mesures nécessaires afin que la protection au travail soit le plus efficace possible. Pour les cas où les ouvriers doivent travailler dans des conditions d'un bruit assourdissant, ou lorsqu'ils sont exposés à l'action de gaz ou d'autres facteurs qui influent directement sur leur organisme, le Code du travail et les règlements relatifs à la sécurité technique prévoient les mesures à prendre pour atténuer le bruit des machines au cours de la production, pour la mise en place d'un système d'aéragé approprié, l'équipement en masques anti-gaz, l'approvisionnement en eau, la distribution de savon, ainsi que de divers antidotes, tels que lait, huile, ou beurre additionné de sucre, etc. Dans certains secteurs, les travailleurs sont pourvus, aux frais de l'entreprise, de l'institution ou de l'organisation dont ils dépendent, de vêtements spéciaux ou d'équipements individuels de protection. C'est le cas pour les plongeurs, les travailleurs des mines, des fonderies, etc. Les travailleurs affectés à des secteurs boueux ou inondés sont munis de bottes, ceux qui travaillent sous la pluie de bottes, d'imperméables, etc. Quant à ceux qui travaillent à des fours de très haute température, ils sont équipés de vêtements d'amiante, et ceux qui exposent leurs yeux sont pourvus de lunettes, de masques spéciaux, etc. Pour certaines catégories de travail qui, par leur nature, occasionnent une rapide usure des vêtements, l'entreprise, l'institution ou l'organisation procure gratuitement aux travailleurs les vêtements appropriés. C'est ainsi que les mécaniciens, ajusteurs, ouvriers de la voirie, etc., reçoivent gratuitement des vêtements de travail, tels que bleus, blouses, etc. Aux termes de règlements particuliers, les travailleurs du commerce et de la santé publique sont pourvus de blouses.

Par protection du travail on n'entend pas seulement, la création des conditions de travail qui écartent les dangers pour la vie des travailleurs, autrement dit l'observance des règles de sécurité technique, des règles sanitaires et hygiéniques, mais également une protection conçue de manière que les travailleurs ne considèrent pas leur travail comme une tâche pénible, mais comme une source d'inspiration pour des inventions, rationalisations, innovations, etc. C'est dans cet esprit qu'il faut également comprendre la création de conditions permettant aux travailleurs d'avoir des loisirs, de disposer du temps libre pour participer à la vie politique, sociale et culturelle, développer leur culture, progresser sur le plan technique et scientifique. De même, compte tenu des particularités purement physiologiques que présentent une catégorie déterminée de travailleurs, notamment les femmes, les mineurs de 18 ans, ainsi que les personnes munies d'un rapport médical, ces travailleurs ne peuvent être employés à des travaux dans le sous-sol ou à des travaux pénibles et nuisibles à la santé.

Afin de contrôler l'application des dispositions relatives à la protection au travail, des règles de sécurité technique, des règles sanitaires et hygiéniques, l'Etat a institué des organismes investis de pouvoirs étendus, tels les inspectorats du travail, de la sécurité technique et sanitaire, les groupes de contrôle ouvrier, etc. En outre, tous les travailleurs et leurs organisations de masses — les unions professionnelles — ont le droit et le devoir d'exercer un contrôle sur l'application des règles de protection au travail et de réclamer des personnes chargées de cette tâche la rigoureuse observance de ces règles.

POURQUOI LE ROLE CREATEUR DES MASSES TRAVAILLEUSES DANS NOTRE REGIME SOCIALISTE, NE CESSE-T-IL DE CROITRE ?

Le grand élan révolutionnaire au travail qui s'est emparé de nos masses laborieuses en vue de l'édification intégrale du socialisme constitue un lumineux témoignage de la croissance continue du rôle et de l'activité créatrice des masses laborieuses. Nos masses font progresser la cause de l'édification socialiste dans tous les domaines, elles développent en profondeur la révolution technique et scientifique, elles accroissent la puissance de la patrie en la dotant de nouvelles capacités productives, elles élèvent par leurs propres moyens de nouvelles chaînes de fabrication, de nouveaux ateliers, de nouvelles fabriques et usines. On prévoit que, dès 1968, les indices techniques et économiques planifiés pour l'année 1970 seront atteints dans d'importantes branches de la production.

Le socialisme est, sous tous les aspects, l'oeuvre des larges masses travailleuses. Notre pays en est un éclatant exemple. La participation des masses à l'édification de la nouvelle société socialiste s'accroît dans des proportions inouïes.

La manifestation d'un pareil phénomène est rendue possible par l'existence de nombreux facteurs objectifs et subjectifs :

La révolution populaire en Albanie a aboli la domination de la féodalo-bourgeoisie. Le rôle des masses travailleuses s'est beaucoup accru au cours de la période d'édification du socialisme dans notre pays, car elles jouissent d'une liberté complète, des fruits de leur labeur, les fabriques, les combinats, les mines et les autres richesses du pays sont entre leurs mains. L'établissement de rapports socialistes de production, la propriété sociale des moyens de production, l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme, l'application du principe socialiste «De chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail» — sont autant de facteurs qui, pris dans leur ensemble, créent des possibilités sans précédent dans l'histoire, pour le développement de l'initiative et de l'activité créatrice des masses travailleuses. Dans la lutte pour l'édification du socialisme les masses laborieuses voient de leurs propres yeux qu'elles ne travaillent plus pour les capitalistes, mais pour elles-mêmes, pour la société nouvelle qu'elles bâtissent.

Le rôle des masses populaires s'accroît considérablement en régime socialiste, car elles agissent consciemment. En socialisme, elles ne sont plus le jouet de l'action spontanée comme elles le sont généralement sous le capitalisme, mais elles agissent de façon consciente, car elles sont les détentrices des moyens de production et du pouvoir politique. Elles savent pourquoi elles travaillent et luttent, elles connaissent aussi en général les résultats de leur travail. Aussi, est-ce seulement par leur travail pour l'édification du socialisme que les masses travailleuses créent consciemment leur histoire. Le fait que l'Albanie socialiste, en un laps de temps relativement court, a laissé bien derrière elle son amer passé, qu'elle a développé chez elle à un rythme élevé l'industrie, l'agriculture, la culture, la science, atteste à quel point le rôle des masses travailleuses dans l'édification du socialisme a été déterminant et leur active participation a été consciente dans cette édification.

Au cours de la période d'édification du socialisme, le principe marxiste-léniniste et révolutionnaire qui consiste à compter avant tout sur ses propres forces revêt une importance de premier plan. D'après ce principe, les facteurs décisifs pour l'édification du socialisme sont les forces internes, les ressources matérielles et les forces humaines, les larges masses laborieuses. Sa grande importance consiste, entre autres, dans le fait qu'il suscite la confiance dans les forces et le talent des masses, la détermination à travailler et à vaincre en toute circonstance, qu'il supprime le sentiment d'infériorité et de passivité que les impérialistes et leurs laquais s'emploient avec tant de zèle à inculquer aux peuples, en propageant l'idée que la libération et le développement des peuples sont, soi-disant, impossibles sans leur aide.

En outre, le rôle des masses populaires dans la période de construction de la société socialiste s'accroît, dans la mesure où s'accroît considérablement aussi le degré d'organisation des masses travailleuses. Les nombreuses organisations sociales qui font partie du système de démocratie socialiste rassemblent dans leurs rangs les larges masses, elles les éduquent et les entraînent dans l'activité pratique, dans les domaines économique, politique et culturel. Les unions professionnelles, notamment, groupent dans leurs rangs tous les travailleurs au service de l'Etat, ceux des organisations sociales, etc., et sont considérées comme des écoles du communisme.

En socialisme, le niveau culturel, technique et professionnel des masses travailleuses ne cesse de s'élever. Ce facteur influe au plus haut point sur le développement d'une très large initiative créatrice des masses laborieuses dans tous les domaines.

Le socialisme amène la véritable émancipation de la femme. La population féminine qui représente la moitié de la population totale constitue en effet une force considérable. Le socialisme dans notre pays a radicalement transformé le rôle de la femme dans la société. Naguère méprisée, opprimée, maintenue dans l'ignorance, réduite à un rôle passif dans la vie économique, politique et sociale, elle a été promue au rang de citoyenne jouissant de l'égalité des droits dans tous les domaines, au rang de bâtisseuse active de la société socialiste. Avant la Libération, 668 femmes seulement avaient un emploi dans les villes d'Albanie, tandis que des dizaines de milliers y travaillent aujourd'hui.

COMMENT EST APPLIQUE EN ALBANIE LE PRINCIPE DE LA PRIMAUTE DE L'INTERET GENERAL SUR L'INTERET PERSONNEL ?

L'une des questions essentielles que pose l'éducation communiste des hommes est celle qui concerne l'attitude à l'égard de l'intérêt général de la société, la prééminence de cet intérêt sur l'intérêt personnel.

Shkurte Pal Vata, une jeune fille des montagnes du Nord de l'Albanie, est allée, de son plein gré, comme des milliers et des milliers de jeunes gens et de jeunes filles de notre pays, travailler à la construction du chemin de fer Rrogozhinë-Fier, dans l'Albanie centrale. «Je suis venue ici, disait-elle, car ainsi le veut l'intérêt de la Patrie, du socialisme.» Elle est tombée en héroïne en travaillant à ce chantier de l'édification socialiste.

Son père, Pal Vata, un simple montagnard, surmonta sa douleur de père et prit la place de sa fille, «afin que le front de l'édification du socialisme, comme il le dit, n'ait aucun vide à aucun moment»

L'exemple de la jeune montagnarde souleva d'enthousiasme toute la jeune génération de notre pays. Des milliers de jeunes gens et de jeunes filles se déclarèrent prêts à la remplacer et sont partis travailler au chantier de la voie ferrée et à d'autres fronts de travail, partout où le demandaient les intérêts de la patrie.

Le jeune Fuat Cela est un simple coopérateur de la région montagneuse de Skrapar. Quoique privé de la vue, il se refuse à vivre aux dépens d'autrui, il participe à tous les travaux agricoles, aussi difficiles soient-ils, et il est même allé travailler comme volontaire à la construction de la voie ferrée Rrogozhinë-Fier.

Le tremblement de terre du 30 novembre 1967 vint frapper, entre autres, la famille de l'ouvrier du bâtiment Mustafa Elezi, de la ville de Berat. Son fils Agron, qui accomplissait son service militaire auprès d'une unité de frontière, est tombé victime de ce tremblement de terre en remplissant son devoir de garde vigilant des frontières de la patrie. Sa famille fut cruellement touchée par la perte d'Agron, mais, plaçant les intérêts de la patrie au-dessus de tout, elle décida d'envoyer son autre fils, Mehmet, à la même unité où servait Agron, pour qu'il le relève à la garde des frontières sacrées de la Patrie.

Les districts de Dibër et de Librazhd furent lourdement touchés par le tremblement de terre du 30 novembre. Tous les travailleurs du pays exprimèrent leur solidarité fraternelle avec la population sinistrée. Des milliers de spécialistes, de tous les districts, quittèrent leurs familles et accoururent au secours des zones dévastées, dans la saison la plus froide. En moins d'un mois, ils effacèrent toutes les conséquences du tremblement de terre.

De nos jours, le mouvement d'aide aux nouvelles coopératives montagneuses pour la consolidation aussi rapide que possible de leur économie gagne de plus en plus en ampleur. De nombreuses entreprises et coopératives agricoles de plaine offrent leur plus large concours aux coopératives de montagne pour leur permettre de développer leur élevage et devenir, comme l'a recommandé notre Parti, de grandes productrices de viande, de lait et de beurre.

L'an 1968 est la première année de la réalisation de la tâche historique que constitue l'électrification de tous les villages d'Albanie, électrification qui doit être menée à terme pour le 8 novembre 1971, trentième anniversaire de la fondation du Parti du Travail d'Albanie. Ce mouvement est devenu l'affaire des masses laborieuses tout entières. Partout, les collectifs des entreprises économiques ont pris d'eux-mêmes l'initiative de porter par leurs propres moyens la lumière électrique dans bon nombre de villages, de préparer des électriciens, de mettre au point les projets de centrales hydro-électriques, les réseaux de lignes à haute tension, de créer des chaînes de fabrication, des ateliers et de nouvelles entreprises pour la production de l'équipement électrotechnique, etc. Les plus grands districts du pays contribuent également à l'électrification des districts montagneux. La jeunesse scolaire s'est déclarée prête à travailler bénévolement pendant les vacances scolaires pour porter la lumière électrique dans les régions rurales. De son côté, la paysannerie coopérée s'est engagée à apporter aussi son concours pour fournir le bois nécessaire et accomplir une série de travaux utiles pour l'électrification.

Dans toutes les villes du pays, un grand travail est mené pour la construction de nouveaux logements. Tous les travailleurs offrent leur concours bénévole pour régler au plus vite le problème du logement.

La contribution volontaire des masses pour la construction de nouveaux appartements, permettra de résoudre ce problème dans des délais bien plus rapprochés que ceux prévus par les plans d'Etat.

Ce ne sont là que quelques exemples illustrant la grandeur de notre homme nouveau, qui conçoit le bonheur non pas en petit-bourgeois mais en révolutionnaire, qui subordonne l'intérêt personnel à l'intérêt général, qui met son existence au service des intérêts supérieurs de la Patrie, du peuple et du socialisme.

En fait, la primauté de l'intérêt général de la société sur l'intérêt personnel émane de la nature même du socialisme, en tant que régime qui repose sur la propriété sociale des moyens de production, sur la collectivisation.

La création des conditions objectives ne signifie cependant pas encore que la question soit définitivement réglée en faveur du socialisme. L'intérêt personnel s'est ancré dans la conscience des hommes au long des siècles d'existence de la propriété privée. A l'époque de l'édification du socialisme, il se heurte à l'intérêt général. S'en remettre à l'action spontanée, ériger l'intérêt personnel en fétiche, à l'instar des révisionnistes khrouchtchéviens, veut dire revenir en arrière, fouler aux pieds le socialisme.

Notre Parti guide consciemment la lutte en vue d'éduquer les travailleurs en authentiques révolutionnaires, qui placent l'intérêt général au-dessus de l'intérêt personnel. Par suite, les travailleurs albanais ont pris et continuent de prendre une série d'initiatives qui visent à accorder la primauté à l'intérêt général. Telles sont les initiatives des travailleurs pour la suppression ou la réduction de nombreux stimulants matériels dans la rémunération du travail, pour le don à l'Etat des obligations souscrites, l'initiative de la paysannerie coopérée pour le rétrécissement des lopins personnels, au profit de la propriété collective, et celle des travailleurs des entreprises agricoles d'Etat pour la suppression des enclos personnels. Toutes ces initiatives attestent que les masses laborieuses voient extirper de leur conscience tout vestige de l'ancienne morale bourgeoise fondée sur la propriété privée, qui divise les hommes et attise l'égoïsme, l'individualisme, la poursuite du profit personnel aux dépens de la société. Les travailleurs albanais jugent la réalité actuelle en la plaçant dans ses perspectives de développement, ils jugent de leurs actions à la mesure dans laquelle elles concordent avec l'idéal socialiste, avec le progrès de la révolution. Et cela constitue une sûre garantie de l'édification du socialisme dans notre pays.

Tout en plaçant au premier plan l'intérêt général et les stimulants moraux, le Parti du Travail d'Albanie ne sous-estime pas le rôle du stimulant matériel, de l'intérêt personnel. Au contraire, les conditions de notre pays où règne et se renforce constamment la propriété sociale des moyens de production permettent de combiner judicieusement les intérêts particuliers avec l'intérêt général, d'améliorer constamment le bien-être de la population entière, et partant, de chacun.

Par sa juste conception de l'intérêt personnel le Pouvoir populaire a lutté et continue de lutter pour l'application du principe de la rémunération du travail calculée en fonction de la quantité et de la qualité du travail fourni. Périodiquement, il a été procédé à un ajustement du système des normes, des salaires et autres stimulants matériels afin qu'ils se conforment le mieux possible au principe de répartition selon le travail. Dans le même temps le Parti a combattu toute tendance petite-bourgeoise d'égalisation et de standardisation, en considérant ces manifestations comme étrangères au socialisme. Le Parti du Travail d'Albanie a affirmé que la primauté de l'intérêt général sur l'intérêt personnel conduit au socialisme, alors que la primauté de l'intérêt personnel sur l'intérêt général conduit en arrière, au triomphe de la propriété privée, à la destruction du socialisme et à la restauration du capitalisme, comme cela se produit dans les pays où les révisionnistes ont accédé au pouvoir.

L'AGRICULTURE ALBANAISE SUR LA VOIE DU DEVELOPPEMENT SOCIALISTE

QUEL FUT LE CARACTERE DE LA REFORME AGRAIRE ?

Avant la libération du pays, la paysannerie albanaise était l'objet d'une exploitation effrénée, qui s'exerçait sur elle de toutes parts et sous diverses formes : des gros propriétaires terriens par la rente qu'ils en prélevaient et qui atteignait souvent la moitié du produit global de la terre ; de l'Etat féodalobourgeois par les nombreux impôts et amendes qui la frappaient et en premier lieu par le système de la dîme ; des commerçants par l'échange inéquitable des produits agricoles et industriels ; des usuriers, par les taux excessifs des prêts qu'ils accordaient aux villageois. En 1938, la paysannerie laborieuse s'est vu prélever 45 pour cent de la quantité totale des céréales qu'elle avait produites (près de 70 pour cent de cette quantité fut appropriée sans indemnité par les classes exploiteuses, alors que le restant fut acheté à bas prix par les commerçants et les spéculateurs des villes).

Les campagnes albanaises étaient dominées par les rapports féodaux et semi-féodaux. La production agricole était très peu élevée. La terre était travaillée selon des méthodes et avec des moyens primitifs.

La paysannerie albanaise a mené une lutte résolue contre l'oppression et l'exploitation, et elle a versé son sang au cours des siècles pour défendre ses droits, pour conserver sa terre. Cet état de choses contraignait de temps en temps les milieux dirigeants à manoeuvrer, à promettre une réforme agraire. Mais ces promesses demeurèrent des paroles en l'air. La paysannerie laborieuse continua d'être féroceement exploitée.

Aussitôt après la Libération, le pouvoir populaire à peine instauré inscrivit à l'ordre du jour la réalisation de la réforme agraire.

Les mesures tendant à alléger la condition de la paysannerie, à l'affranchir de l'exploitation et de l'oppression dont elle souffrait, avaient déjà commencé à être prises au cours de la lutte de Libération Nationale. Dès cette époque, dans toutes les régions libérées, les dépôts de céréales des gros propriétaires étaient confisqués, les baux et les dettes annulés, etc. Dans les premières journées qui suivirent la Libération l'Etat prit des mesures en vue de stocker les céréales, d'empêcher toute spéculation, il supprima les dîmes, allégea les conditions des baux, annula les dettes de la paysannerie. Ces mesures préparaient les conditions pour la mise en oeuvre de la réforme agraire.

Cette réforme, qui fut appliquée en 1945-1946, en un très bref laps de temps, en 14 mois seulement, fut la première révolution dans les rapports socio-économiques des régions rurales d'Albanie. Le trait dominant de cette révolution était la suppression des vestiges de la féodalité dans l'économie, la liquidation de la classe des gros propriétaires terriens, la remise à titre gratuit de la terre à la paysannerie, conformément au principe selon lequel «la terre appartient à celui qui la travaille». La réforme agraire procéda à une redistribution générale des terres. Toutes les terres non directement cultivées par leurs propriétaires furent expropriées sans indemnité. Près de la moitié de la paysannerie du pays, en majeure partie privée de terre ou presque, reçut à titre gratuit terres, oliviers et bêtes de travail. En interdisant l'achat et la vente, le louage et l'aliénation de la terre, le pouvoir populaire limita considérablement la différenciation de la paysannerie en deux pôles opposés : en riches et en pauvres. La réforme agraire fut mise en oeuvre dans notre pays à travers une lutte contre les ennemis de classe : les gros propriétaires fonciers, les koulaks et leurs valets. Pour la correcte réalisation de la réforme agraire, le pouvoir populaire bénéficia du concours actif des masses de la paysannerie laborieuse, par la création des «comités des paysans pauvres» qui prirent part à la répartition des terres. L'heureuse application de la réforme agraire fut un facteur très important pour le renforcement ultérieur de l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie laborieuse, une puissante base du régime de démocratie populaire dans notre pays. La réforme agraire, en faisant du paysan le maître de la terre qu'il travaillait, accrut son intérêt pour l'augmentation de la production agricole et créa, dans le même temps, les conditions préliminaires en vue de la collectivisation de l'agriculture, de la transformation de la propriété privée des petits producteurs ruraux en propriété socialiste par la voie de la coopération de l'agriculture.

EN QUOI LA COLLECTIVISATION DE L'AGRICULTURE ALBANAISE A-T-ELLE ETE ABSOLUMENT NECESSAIRE ET QUELLES EN SONT LES CARACTERISTIQUES ESSENTIELLES ?

La transformation socialiste de l'agriculture albanaise représente une grande victoire de la politique qu'a menée et que continue de mener le Parti du Travail pour un juste règlement de la question agraire et l'édification du socialisme dans les campagnes. Le pouvoir populaire a hérité du passé une agriculture arriérée. Elle n'avait qu'un caractère purement extensif. Seuls 10 pour cent de la superficie totale étaient mis en culture. La terre était labourée à la charrue en bois. La seule force de traction dans les campagnes était fournie par les bêtes. Les rendements des cultures agricoles étaient fort bas et nullement stables. La réforme agraire détruisit la base des vestiges du féodalisme dans les campagnes. Toutefois ce n'était pas encore une réforme de nature socialiste. Le Parti du Travail d'Albanie voyait clairement que la seule voie pour l'édification du socialisme dans les campagnes, dans un pays à exploitations paysannes morcelées, était la collectivisation de l'agriculture. Toute autre voie, en dehors de la collectivisation, ne conduit qu'au développement ou à la restauration du capitalisme dans les campagnes.

La nécessité de la collectivisation de l'agriculture était également dictée par le besoin de résoudre la contradiction entre l'industrie socialiste qui reposait sur la propriété sociale des moyens de production et la petite exploitation paysanne fondée, elle, sur la propriété privée des moyens de production. L'industrie socialiste s'équipait de moyens techniques avancés, tandis que la petite exploitation privée paysanne était incapable de se développer à un rythme élevé et souvent même d'assurer son propre pain. L'industrie était centralisée et se développait selon un plan unique et général d'Etat alors que la petite exploitation paysanne était morcelée et croissait spontanément.

La collectivisation de l'agriculture était aussi nécessairement dictée par une série de conditions politiques. La mise sur pied de l'industrie socialiste (qui s'érige sur la propriété sociale des moyens de production) entraîne la liquidation de la bourgeoisie et la suppression des éléments capitalistes dans les villes, tandis que la propriété privée dans les campagnes engendre à tout moment, à toute heure, de façon spontanée et dans des proportions sans cesse croissantes, le capitalisme. Notre Etat socialiste ne pouvait reposer longtemps sur deux différentes bases économiques, cet état de choses pouvant provoquer finalement un retour en arrière, au capitalisme.

Seule la collectivisation de l'agriculture pouvait supprimer la base économique du contraste existant entre la ville et la campagne. La collectivisation de l'agriculture représenta la deuxième révolution, le tournant révolutionnaire le plus radical dans les rapports sociaux et économiques des campagnes albanaises. La propriété privée des petits producteurs dans la campagne albanaise se convertit en propriété socialiste par la voie de la coopération de l'agriculture. Les paysans mirent leurs terres et leurs moyens de production en commun et commencèrent à travailler en commun. La répartition du produit se fait en fonction des journées de travail. Le mouvement coopératif ne fut pas abandonné à la spontanéité. Le Parti du Travail d'Albanie mena un vaste travail politique et éducatif parmi les masses paysannes en vue de les grouper en de grandes exploitations socialistes.

Dans cette oeuvre il n'a jamais perdu de vue que la collectivisation de l'agriculture pouvait et devait se faire non pas par des méthodes administratives, mais sur la base du libre consentement de la paysannerie laborieuse. La conviction de la paysannerie quant à la supériorité de l'économie collective sur l'économie privée en agriculture, servit de principale base réelle à la coopération. Le pouvoir populaire n'oublia pas un seul instant que l'heureux accomplissement de la grande tâche que constitue la transformation socialiste des campagnes, exigeait l'appui non seulement politique mais aussi économique de l'Etat socialiste. Dès le début, celui-ci vint en aide à la paysannerie laborieuse en lui fournissant les moyens mécanisés des stations de machines et de tracteurs qui trouvèrent un large emploi dans les grandes exploitations collectives, il soutint le développement de la production dans les coopératives agricoles, en accordant des crédits agraires à des conditions très favorables, les approvisionna en semences sélectionnées, en engrais chimiques, en animaux de race, en insecticides, etc. Les grandes exploitations collectives virent se créer dans leur sein les conditions appropriées pour l'application d'une technique agricole avancée.

Les premières coopératives agricoles mises sur pied en 1944 de plein gré par la paysannerie ne tardèrent pas à montrer la supériorité incontestable des grandes exploitations collectives sur les exploitations individuelles. Le nombre des coopératives agricoles se mit à monter rapidement. Ce processus s'accomplit à travers une lutte acharnée de classes, d'une lutte contre les anciens paysans aisés. Le pouvoir populaire pratiqua sans interruption une politique de limitation économique et d'isolement politique des koulaks en les imposant et en dénonçant leur activité politique. Il s'appuya dans cette tâche sur la paysannerie pauvre en alliance avec la moyenne paysannerie. Tenant compte des conditions concrètes de développement de notre pays et des enseignements léninistes sur la coopération de l'agriculture, le Parti du Travail, dans la première période de collectivisation de l'agriculture qui s'étendit de 1946 à 1955, lança comme directive d'avancer dans ce domaine d'un pas mesuré, conformément au mot d'ordre «ni se hâter, ni marquer le pas».

En avançant sur cette voie, notre agriculture à la fin de 1955, avait fait d'importants progrès et les conditions avaient été créées pour accélérer le rythme de la collectivisation de l'agriculture. Le second plan quinquennal (1956-1960) posa comme tâche essentielle en agriculture de mener à terme la collectivisation dans les zones de plaines. Cette tâche fut en fait réalisée un mois avant le terme fixé. Le deuxième plan quinquennal est entré dans l'histoire de notre pays comme le quinquennat de la collectivisation de l'agriculture. De 90 et 318 qu'il était respectivement en 1950 et en 1955, le nombre des coopératives agricoles monta en 1960 à 1482, et alors que celles-ci couvraient, en 1950 et 1955, respectivement 5,2 et 14,4 pour cent de la superficie totale des terres de la paysannerie, elles embrassèrent, en 1960, 85 pour cent de cette superficie. De pair avec la collectivisation, l'agriculture connut le processus d'agrandissement et de renforcement des coopératives.

Après le cinquième Congrès du Parti du Travail d'Albanie (novembre 1966) la collectivisation de l'agriculture fut mise en oeuvre dans les hautes régions également. Dans un espace de trois mois, 500 nouvelles coopératives agricoles virent le jour. A la fin de 1967, il existait en Albanie 1208 coopératives agricoles agrandies qui s'étendaient sur 99 pour cent de la superficie du sol et qui groupaient 98 pour cent des familles paysannes. Ainsi notre agriculture tout entière fut engagée sur la voie du développement socialiste.

«Le développement de l'agriculture et l'expérience de l'édification du socialisme dans nos campagnes, a dit le camarade Enver Hoxha au 5^e Congrès du PTA, confirment l'importance et la valeur universelle des enseignements du marxisme-léninisme, selon lesquels l'unique voie pour l'édification du socialisme dans les campagnes, dans les pays à petites exploitations agricoles morcelées, consiste dans la collectivisation de l'agriculture. Toute autre voie, en dehors de la collectivisation, ne fait que conduire au développement et à la restauration du capitalisme dans les campagnes.»

Le processus de transformation socialiste de l'agriculture dans notre pays présente des caractéristiques qui lui sont propres. La collectivisation de l'agriculture chez nous fut mise en oeuvre sans emprunter les formes intermédiaires de la coopération, en passant directement de la petite exploitation privée à la coopérative agricole. Sur la question de la transformation socialiste des campagnes, le Parti du Travail a réfuté les vues des révisionnistes modernes sur «les voies spécifiques» et les formes «nouvelles», «préliminaires» et «préparatoires» de la collectivisation.

La coopération fut réalisée chez nous sans attendre que fût construite la base matérielle et technique de la grande production mais parallèlement à la construction de cette base. La coopération a été pleinement assurée chez nous en respectant le principe du libre consentement, progressivement, sans oscillations, sans qu'aucune coopérative ne soit dissoute et sans que les coopérateurs s'éloignent des coopératives créées. C'est là une expression de la grande confiance de la paysannerie dans la juste ligne du Parti du Travail.

La collectivisation de l'agriculture en Albanie s'est opérée sans attendre que s'achève l'industrialisation du pays, ce qui eût entraîné une perte de temps injustifiable et nuirait aux intérêts de l'édification du socialisme en général, et de l'édification du socialisme dans les campagnes en particulier.

La collectivisation de l'agriculture constitue le tournant révolutionnaire le plus radical dans les rapports socio-économiques des campagnes albanaises. La substitution à la petite production rurale de la grande production socialiste a créé les conditions favorables au progrès général de nos campagnes sur la voie du socialisme.

Le triomphe du socialisme dans les campagnes amena la suppression des koulaks en tant que classe, renforça encore davantage l'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie, assura la base économique et matérielle du pouvoir populaire dans les campagnes, modifia la nature même de la paysannerie laborieuse ; à la place de la paysannerie individuelle, se forma une classe nouvelle — la paysannerie coopérée. L'agriculture commença à se développer sur la même base (socialiste) que celle de l'industrie. Ainsi fut résolue l'une des plus profondes contradictions de la période de passage du capitalisme au socialisme, celle entre la grande industrie socialiste et la petite exploitation individuelle rurale. Entre la ville et la campagne de nouveaux rapports s'établirent, des rapports de collaboration et d'aide mutuelle entre deux classes amies ayant des intérêts et des objectifs essentiels communs.

L'ordre coopératif, même après l'achèvement de la collectivisation, ne peut marquer le pas. Il n'a cessé de se développer et de se perfectionner. Au cours du processus de collectivisation, les coopératives agricoles furent créées au niveau du village. Mais nos villages étant petits, les coopératives créées étaient elles-mêmes de dimensions réduites. Dans la plupart de ces villages, elles avaient, ou elles ont encore, de 100 à 200 hectares seulement de terres arables. Cet état de choses concordait pleinement avec les conditions du mouvement coopératif lorsqu'il était encore en cours de réalisation, que les moyens modernes de production et les prémisses pour l'intensification de l'agriculture étaient encore réduits, et que les dirigeants des coopératives n'avaient pas encore acquis l'expérience requise dans l'organisation et la gestion de la production collective à grande échelle. Mais les proportions relativement réduites des coopératives commencèrent peu à peu à ne plus répondre aux exigences du développement ultérieur des forces productives de l'agriculture, de son intensification et de l'utilisation effective de la technique moderne, concentrée entre les mains de l'Etat, dans les stations de machines et de tracteurs. La nécessité objective d'agrandir et de renforcer les coopératives à travers leur fusion se fit jour. Les nouvelles conditions caractérisées par le renforcement organisationnel et économique des coopératives firent de l'agrandissement des coopératives, par la voie de leur union, une exigence de l'heure. Ce processus s'entama vers la fin de 1958, tout d'abord dans les zones de plaines. Les coopératives agricoles dans les zones exclusivement de plaines s'étendent en moyenne sur 500 hectares de terres en culture, tandis que dans les zones à la fois de collines et de plaines, sur environ 300 hectares. Des coopératives plus étendues, de 700 à 1000 hectares, ont également vu le jour.

L'agrandissement des exploitations collectives, fondé sur le libre consentement, par la voie de la fusion des petites coopératives, revêt une grande importance pour l'avenir des campagnes et de l'agriculture socialiste. En s'agrandissant par leur fusion, les coopératives agricoles sont en mesure de se renforcer davantage, de se développer plus rapidement, et de devenir des exploitations socialistes à rentabilité plus élevée.

L'extension des coopératives a rendu possible une meilleure exploitation des réserves que comporte en soi le système socialiste de l'agriculture, un développement plus harmonieux des différentes branches de l'agriculture, une plus exacte détermination des investissements visant au développement de l'économie, une plus juste répartition de la force et des moyens de travail, une limitation des dépenses excessives engagées par les petites coopératives agricoles, tant pour leurs besoins administratifs qu'à d'autres fins.

La collectivisation de l'agriculture établit des rapports socialistes à la campagne comme à la ville. Un système d'économie, unique, socialiste, fut créé. L'exploitation de l'homme par l'homme prit fin. La collectivisation créa de plus grandes possibilités pour l'accroissement des superficies cultivables, irrigables, pour la mécanisation des diverses phases de la production en agriculture et en élevage, pour l'accroissement des rendements et l'adoption de nouvelles cultures agricoles.

LES PRINCIPES QUI PRESIDENT A LA STRUCTURE DES COOPERATIVES AGRICOLES

Les coopératives agricoles sont des unions volontaires paysannes de production, qui reposent sur la propriété sociale des moyens de production et sur le travail en commun, qui excluent toute possibilité d'exploitation de l'homme par l'homme. L'établissement de la propriété collective a rendu possible la conciliation de l'intérêt personnel avec l'intérêt du collectif, de l'intérêt du collectif avec celui de la société tout entière, en reconnaissant en toute circonstance la primauté des intérêts de la société et du collectif.

Les paysans ont groupé de leur plein gré au sein des coopératives agricoles leurs terres et les principaux moyens de production. L'adhésion volontaire à la coopérative constitue un des principes essentiels de la formation des coopératives agricoles, principe qui a été rigoureusement observé au long de tout le processus de collectivisation de l'agriculture en Albanie. Les terres exceptées, tous les biens collectivisés sont estimés par une commission spéciale (commission d'estimation) élue par l'assemblée générale de la coopérative. L'intéressé fait lui-même partie de cette commission. Les bêtes de travail sont payées à leur valeur entière, en 6 ans.

Toutes les terres englobées dans la coopérative sont collectivisées et deviennent la propriété sociale de la coopérative ; toutes les limites qui les séparaient auparavant sont supprimées pour créer l'étendue commune des terres de la coopérative. Chaque famille reçoit de la coopérative, (outre la surface occupée par la maison d'habitation,) une partie des terres collectivisées, qu'elle peut exploiter à titre personnel. La superficie de l'enclos personnel est fixée par l'assemblée générale des membres de la coopérative, mais dans les statuts type, la superficie maximale est fixée à 1 dynym (1000 m²) pour les coopératives des zones de plaine, et à 1,5 dynym pour les coopératives nouvelles des zones de montagnes. Dans les cas de familles nombreuses (comprenant au moins trois couples de conjoints) l'enclos exploité à titre personnel peut atteindre 3 dynyms.

Outre le sol, les biens collectivisés au sein de la coopérative comprennent tout le matériel agricole et les moyens de transport, toutes les bêtes de travail, les bêtes productives et les ruches, abstraction faite de celles qui sont laissées aux coopérateurs pour leurs besoins personnels, les semences utiles pour les semis communs, le fourrage pour les bêtes collectivisées, les bâtiments d'exploitation utiles à la coopérative, ainsi que les ateliers servant à la transformation des produits agricoles et d'élevage.

Les maisons d'habitation, les constructions nécessaires pour l'entretien du bétail personnel de la famille coopérée ainsi que le matériel agricole moins important nécessaire à la culture de l'enclos personnel ne sont pas collectivisés. Chaque famille coopérée a le droit de garder pour ses besoins personnels un certain nombre de têtes de gros et de menu bétail, des porcs et des ruches, dans la mesure autorisée par l'assemblée générale des membres selon les conditions de chaque coopérative, mais en ayant toujours soin de ne pas dépasser les quantités maxima fixées par les statuts type. Aux termes des statuts des coopératives de plaines, le paysan a le droit de garder une vache ou 10 têtes de menu bétail, celui des zones de montagnes une vache et 10 têtes de menu bétail, alors que les membres des coopératives de montagnes nouvellement créées peuvent garder une vache et 20 têtes de menu bétail. La coopérative peut aider, en lui prêtant ses bêtes et ses instruments de travail, toute famille coopérée pour lui permettre de travailler son lopin personnel ou de pourvoir à quelque autre besoin.

La démocratie est l'un des principes essentiels de la structure des coopératives agricoles. Ce fait est illustré par le droit des membres de la coopérative à prendre directement part à la solution de tous les problèmes de l'économie coopérée, le droit de tout membre à élire et être élu à tous les organes dirigeants pour la gestion des affaires de la coopérative, par les droits des coopérateurs à demander aux organes et aux personnes, qui gèrent la coopérative de leur rendre compte de leur activité et à exercer un contrôle sur cette activité ; par le droit des coopérateurs à relever de leurs fonctions avant terme et en tout temps les personnes élues aux organes et aux postes dirigeants, qui n'ont pas rempli leurs devoirs et ne justifient pas la confiance placée en eux par les coopérateurs.

L'organe suprême de la coopérative agricole est l'assemblée générale qui groupe tous les membres de la coopérative. Dans la période séparant deux réunions de l'assemblée, les affaires de la coopérative sont gérées par la présidence de la coopérative, élue par l'assemblée générale des membres. Pour la direction quotidienne des travaux, l'assemblée élit le président de la coopérative qui préside en même temps la présidence. La coopérative déploie toute son activité conformément à ses statuts, aux lois, décisions, ordonnances et instructions des organes d'Etat, en coordonnant ses intérêts avec ceux de l'économie populaire, au bénéfice de l'édification socialiste. La coordination des intérêts personnels des membres de la coopérative avec les intérêts généraux est l'un des principes fondamentaux de l'activité des coopératives agricoles, en vue du vaste et impétueux essor de l'économie commune, de l'accroissement continu du patrimoine collectif et de l'accomplissement en temps requis des tâches assumées envers l'Etat.

La propriété commune et le travail pour le développement et le renforcement de cette propriété demeurent toujours la base de l'amélioration de la condition économique et de l'élévation du niveau culturel des coopérateurs, alors que la terre et le bétail laissés à chaque famille coopérée pour son usage personnel ne lui servent qu'à pourvoir à ses besoins en certains produits tels que fruits, légumes et produits de l'élevage. Par suite de l'amélioration du bien-être et de l'élévation de leur conscience socialiste, qui leur permet de placer l'intérêt général au-dessus de leur intérêt personnel, les coopérateurs ont décidé de leur pleine et libre volonté de réduire l'étendue de leur enclos personnel. Ce fut là une initiative sans précédent, de grande importance de principe, idéologique et économique. Elle détermina de façon révolutionnaire l'attitude des coopérateurs à l'égard de la propriété commune et de la propriété personnelle, à l'égard de l'intérêt général et de l'intérêt personnel, en accentuant encore davantage la primauté du sentiment de propriété collective et de l'intérêt commun sur le sentiment de propriété privée et d'intérêt personnel. Les coopérateurs s'attachent principalement à préserver et à accroître les biens collectifs qui constituent la source de leurs revenus. Tout membre de la coopérative est rémunéré en fonction du travail qu'il effectue. La rémunération est proportionnelle à la quantité de travail fourni. Notre paysannerie coopérée a franchi récemment un important pas en avant dans l'organisation socialiste du travail. Elle est passée des normes de travail individuelles aux normes collectives qui s'accordent mieux avec une plus solide éducation dans l'esprit de collectivisation et d'entraide socialiste, avec une attitude socialiste plus conséquente vis-à-vis du travail collectif dans l'intérêt de la société.

LES AVANTAGES DE L'AGRICULTURE SOCIALISTE COLLECTIVISEE

Le système des coopératives a d'ores et déjà démontré sa supériorité incontestable sur les petites exploitations paysannes. Les coopératives agricoles constituent la principale base d'utilisation des machines et des tracteurs en agriculture.

La création des grandes exploitations a supprimé les haies et les fossés qui morcelaient les terres arables. De vastes superficies de terrains mises ainsi en culture ont permis d'appliquer sur une grande échelle les mesures que prescrit l'agronomie moderne. Afin de promouvoir la mécanisation des travaux agricoles, l'Etat a mis sur pied dans tous les districts de la République des stations de machines et de tracteurs, dont les moyens servent à exécuter les travaux agricoles les plus variés. Aujourd'hui l'agriculture albanaise possède 1 tracteur de 15 ch par 50 ha de terre arable. La charrue primitive était le principal instrument de travail du sol dans les exploitations morcelées, individuelles, tandis qu'aujourd'hui, dans les coopératives agricoles, les moyens mécanisés des stations de machines et de tracteurs effectuent sur les terres pouvant être travaillées au tracteur, 95 pour cent des labours ; 80 pour cent des semailles, 56 pour cent des moissons, 85 pour cent des battages, et le degré de mécanisation ne cesse de s'élever. Alors que dans les pays capitalistes l'emploi de machines en agriculture entraîne la ruine des petits cultivateurs, cette mécanisation, fondée chez nous sur le travail collectif, a allégé le travail du paysan et élevé son niveau de vie. La création de grandes exploitations collectives permet à la paysannerie laborieuse de profiter dans une plus large mesure des ouvrages de bonification et d'irrigation construits par l'Etat, ainsi que de l'aide en crédits prêtée pour le développement de la production agricole, la distribution de semences sélectionnées, d'engrais chimiques, etc. Outre les investissements considérables qu'il engage chaque année dans ce domaine, l'Etat apporte une aide matérielle et technique importante aux coopératives agricoles pour leur permettre d'aménager elles-mêmes des réservoirs pour l'irrigation de leurs terres. Rien qu'au cours du troisième quinquennat (1961-1965) plus de 140 réservoirs de ce genre ont été aménagés dans les coopératives.

Le système coopératif a assuré un accroissement considérable de la production agricole et fait en sorte que l'agriculture ne cesse d'augmenter la quantité de la production marchande, ce qui est de première importance pour l'approvisionnement du pays en vivres et en matières premières agricoles. C'est ainsi, entre autres, que la coopérative agricole de Pirg, dans le district de Korçë, a récolté l'an dernier 40 q de blé par ha, celle de Spilen dans le district de Lezhë 30.5 q de blé par ha et 20 q de maïs en culture sur chaume par ha, celle de Tamarë dans le district de Shkodër 37 q de maïs par ha, etc. Par rapport à 1961, année de sa création, la coopérative agricole de Kavajë a obtenu l'an dernier 3 fois plus de blé par ha, 6,8 fois plus de riz, 2,5 fois plus de lait. Elle a réussi à récolter l'an dernier 80 q de riz par ha sur 60 ha de cette culture, alors que sur certaines parcelles ces rendements ont même atteint 80-100 q par ha.

Ces exemples ne constituent pas des phénomènes isolés et fortuits. On en a la preuve dans le fait suivant : dans les districts de Mat, Librazhd et Kukës, qui sont les régions les plus montagneuses du pays, et où ont été créées l'an dernier un bon nombre de nouvelles coopératives agricoles, les rendements par ha pour le blé et le maïs ont été supérieurs respectivement de 40 et de 35 pour cent à ceux de 1965. De nombreux villages montagneux, qui ne réussissaient auparavant à s'assurer leur pain que pour 3 à 4 mois par an, pourvoient non seulement aujourd'hui à leurs propres besoins mais vendent aussi des excédents à l'Etat.

Les grandes exploitations collectives ont des possibilités bien plus étendues pour développer une production qui embrasse tous les domaines. Elles accroissent non seulement la production céréalière, mais aussi celle des cultures industrielles et maraîchères, elles développent l'élevage, la culture fruitière, l'aviculture, l'apiculture, la viticulture. La collectivisation de l'agriculture a créé les conditions permettant de réaliser un grand tournant dans le caractère de l'agriculture albanaise. D'agriculture extensive qu'elle était avant la Libération, elle est devenue une agriculture intensive. La production agricole est aujourd'hui trois fois supérieure à celle d'avant-guerre. Les revenus annuels par personne que les coopérateurs tirent de l'économie commune s'accroissent d'année en année. En 1967, ils étaient de 26 pour cent plus élevés qu'en 1962. L'union des forces crée de grandes possibilités pour entreprendre des travaux qui seraient irréalisables dans les conditions des petites exploitations privées. C'est ainsi par exemple, que rien qu'en 1967 la paysannerie du district de Dibër a étendu de 3000 ha la superficie irriguée ; elle a aménagé 23 réservoirs, 15 canaux, petits et grands, d'irrigation, alors que plus de 20 coopératives agricoles ont mis sur pied de vastes vergers.

La puissance du travail collectif est également attestée par le mouvement pour le défrichement de terres nouvelles, par les travaux pour l'aménagement et l'irrigation des terres, pour la création de grands vergers, etc. Dès 1968, la paysannerie coopérée a réalisé la tâche qui lui était assignée pour tout le quinquennat en ce qui concerne le défrichement de terres nouvelles.

Le système coopératif crée de grandes possibilités pour l'application de l'expérimentation scientifique sur de vastes superficies, pour l'application des méthodes d'assolement, pour la propagation de l'expérience d'avant-garde, etc.

Le développement de l'économie coopérée assure l'élévation du niveau de vie de tous les membres de la coopérative. La propriété collective les a placés sur un pied d'égalité à l'égard des moyens de production qui appartiennent à tout le collectif. Les coopératives agricoles ne connaissent pas l'exploitation de l'homme par l'homme et elles ne permettent pas que certains accroissent leurs moyens de production et que d'autres en soient privés comme cela se produit dans le cadre de la propriété privée. Les conditions de l'économie collective excluent toute exploitation du travail d'autrui. En ce qui concerne la rémunération du travail, les coopératives agricoles appliquent le principe : «De chacun selon sa capacité, à chacun selon son travail.» Les coopérateurs sont payés en fonction des journées de travail qu'ils accomplissent au cours de l'année agricole. Leurs différences de revenus ne résultent pas de leurs différences de condition économique et sociale avant leur adhésion à la coopérative, mais de leur travail dans l'économie collective, de la valeur des journées de travail, qui s'élève en même temps que le renforcement économique des coopératives.

L'instauration du système coopératif a assuré à la paysannerie albanaise les conditions nécessaires pour une existence prospère et un niveau culturel satisfaisant. Aujourd'hui la moitié environ des familles paysannes habitent dans de nouvelles maisons, construites en majeure partie après la collectivisation de l'agriculture, avec les revenus assurés par la participation à la coopérative et grâce aux crédits très avantageux accordés par l'Etat. Avant la Libération, les villages d'Albanie étaient assez disséminés, tandis que la collectivisation et surtout la création des coopératives agrandies à la suite de la fusion de plusieurs coopératives en une coopérative unique ont entraîné la création de nouveaux centres économiques et administratifs. Les coopératives agricoles s'enrichissent non seulement de nouvelles maisons d'habitation mais aussi d'établissements socio-culturels et éducatifs, de nouvelles routes, de nouveaux villages- électrifiés. Les centres des coopératives ressemblent de plus en plus à de petites villes. La coopérative agricole «Staline» de Krutje peut en servir de lumineux exemple. 22 ans auparavant, aussitôt après la mise en oeuvre de la réforme agraire, elle fut la première à ouvrir la voie à la collectivisation de l'agriculture et elle servit d'étincelle pour allumer la grande flamme de la

collectivisation de l'agriculture dans tout le pays. Au début, elle comprenait 26 familles et 116 travailleurs, 26 paires de boeufs, 212 ha de terres arables et quelques primitifs instruments aratoires. Elle compte aujourd'hui dans son sein 600 familles avec 1200 travailleurs, 2400 ha de terres, 1300 têtes de bovins, et un fonds de réserve de 8 millions de leks. La coopérative agricole «Staline» réalise plus de 10 millions de leks de revenu par an. Elle a produit au cours du quinquennat précédent 54.000 q de céréales panifiables, plus de 16.000 hl de lait, tandis que la production prévue pour le quinquennat actuel est de 150.000 q de céréales et 35.000 hl de lait, outre les autres produits agricoles.

L'accroissement de la production a directement entraîné l'élévation du niveau de vie des coopérateurs. Au lieu des chaumières à l'intérieur noir de suie, on a construit de nouvelles maisons, pourvues de l'électricité et de la radio. Tous les villages de la coopérative sont reliés entre eux par des routes automobiles. La coopérative possède. 6 ambulances, 1 maternité, 2 écoles de huit ans, 1 gymnase avec 1100 élèves et 42 maîtres, dont 80 pour cent sont des cadres issus de Krutje. Chaque village possède ses foyers de la culture ainsi qu'un réseau étendu de points de commerce et d'artisanat qui facilitent la satisfaction des besoins des membres, sans que ceux-ci quittent leur village.

La collectivisation a créé de nouvelles conditions sociales et économiques, propres à transformer la conscience des coopérateurs, à les éduquer dans l'esprit de l'idéologie socialiste.

LE ROLE DES ENTREPRISES AGRICOLES D'ETAT DANS LE DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE ALBANAISE

Les entreprises agricoles d'Etat (EAE) sont de grandes exploitations qui reposent sur la propriété étatique des moyens de production.

Elles sont pourvues d'une technique agricole puissante qui assure un rendement élevé du travail et l'accroissement de la production marchande.

Les entreprises agricoles d'Etat sont des exploitations à branches multiples, mais qui, en fonction des particularités de leur sol, de leur climat et de leur économie, se spécialisent dans un secteur déterminé. C'est ainsi qu'il existe des entreprises agricoles d'Etat qui se consacrent principalement à la culture des céréales, d'autres, situées à proximité des villes et des grands centres industriels, sont spécialisées dans la production des fruits et des légumes, alors que d'autres ont pour principale branche l'élevage.

La rémunération du travail dans les EAE se fait sous forme de salaire en espèces selon le principe socialiste de la répartition.

Les entreprises agricoles d'Etat jouent un rôle important pour assurer l'approvisionnement des villes en produits alimentaires et celui de l'industrie en matières premières.

La production des EAE s'est accrue très rapidement. Si l'on désigne par 100 la production céréalière en 1950, celle-ci a atteint 430 pour cent en 1955, 740 pour cent en 1960 et 22,5 fois cette quantité en 1965. La production du lait a également très vite augmenté. Elle était en 1960 deux fois plus grande qu'en 1955, et à nouveau en 1965 deux fois supérieure au chiffre de 1960.

En tant que forme supérieure d'organisation socialiste de l'agriculture, les entreprises agricoles d'Etat ont eu à remplir une importante mission dans le processus de transformation socialiste des campagnes. Leur mission consistait à servir de puissant point d'appui du socialisme dans les campagnes, en tant que lumineux exemple offert à la paysannerie pour lui montrer la supériorité incontestable de la grande économie socialiste planifiée, mécanisée et avancée, par rapport à la petite exploitation morcelée du paysan isolé. Et la pratique a confirmé que les entreprises agricoles d'Etat ont accompli dignement cette mission pour l'édification du socialisme dans les campagnes, et persuadé la paysannerie des bienfaits que lui apporte la grande production socialiste.

Dans le même temps, les entreprises agricoles d'Etat ont aidé les coopératives et les exploitations paysannes individuelles en leur fournissant des semences sélectionnées, des animaux de race, et du matériel agricole divers.

Les entreprises agricoles d'Etat dépendant du ministère de l'Agriculture ont été créées en Albanie dès 1945 sur la base de certaines anciennes «fermes d'Etat», des domaines des sociétés étrangères et des terres confisquées des gros propriétaires fonciers et des grand capitalistes locaux, des olivaias et des

grands troupeaux nationalisés, puis plus tard des terres gagnées par l'assèchement des grands marais. On compte aujourd'hui 32 EAE. Grâce aux investissements de l'Etat dans ce domaine, ces entreprises se sont développées d'année en année, pour devenir de grands centres agricoles, des bases importantes d'approvisionnement du marché et de l'industrie en produits agricoles et d'élevage, des centres d'application des réalisations de la science et de la technique modernes, des foyers pour la connaissance et la propagation de l'expérience d'avant-garde, les principaux supports des coopératives pour subvenir à leurs besoins en semences et en animaux reproducteurs.

Le développement des entreprises agricoles d'Etat a pour premier aspect l'extension annuelle des superficies consacrées à la culture des plantes agricoles. En 1967, ces entreprises ont cultivé une superficie de 82.190 ha dont 62.920 en plantes des champs et 19.270 en vergers et en vignobles. Les entreprises agricoles appliquent une technique agricole avancée. L'emploi dans la mesure utile d'engrais chimiques et organiques, de semences de haute qualité et de variétés sélectionnées, ainsi que d'autres mesures ont créé des conditions favorables à l'accroissement continu du rendement des céréales panifiables. Mais l'élévation des rendements se constate également dans les autres cultures. Par rapport à la moyenne des années 1951-1955, le rendement du coton dans les années 1961-1966 a augmenté de 60 pour cent, celui de la betterave sucrière de 73 pour cent, etc. L'augmentation incessante de la production agricole enregistrée dans les entreprises agricoles d'Etat est étroitement liée à la mécanisation des travaux agricoles. Ces entreprises disposent de 3,1 tracteurs (calculés en unités de 15 ch) pour 100 ha de terre.

Lorsque, à la suite de la nationalisation des domaines des beys et des agas, furent créées les entreprises agricoles d'Etat, celles-ci possédaient 11.700 arbres fruitiers, 239.000 oliviers et 63 ha de vignes. Aujourd'hui, des zones entières de collines, couvertes depuis des siècles de ronces et de buissons, sont transformées en de riants coteaux revêtus d'arbres fruitiers. D'immenses vergers ont été créés. Celui de Dvoran, dans le district de Korçë, compte 113.000 arbres, celui de Peshkopi 198.000. Uznovë, aux environs de Berat, possède un verger de 211.000 figuiers. A Stiar et Vrine dans le Sud on a planté des jardins d'agrumes qui comptent respectivement 90.000 et 76.000 arbres. Les villes d'Elbasan, Vlorë, Lushnjë et Berat ont vu se créer dans leurs environs d'immenses olivaies. Sur les collines de Tirana, Shkodër, Lushnjë et Durrës les vignes couvrent 3369 ha.

Les lieux habités auprès de nombreuses entreprises agricoles se sont changés en petites villes agricoles, qui se développent conformément à des projets d'urbanisme judicieusement étudiés. C'est ainsi, par exemple, que l'entreprise agricole d'Etat «29 novembre» de Lushnjë compte aujourd'hui plus de 8000 personnes, celle de Sukth plus de 7000, etc.

Par leur exemple positif, les entreprises agricoles d'Etat ont influé favorablement sur l'amélioration du travail et des méthodes de production dans les coopératives agricoles. Elles sont devenues une grande école où des centaines de coopérateurs apprennent la technique de l'aménagement de la surface des terres, de l'aménagement des collines pour y créer de grands vergers, olivaies et vignobles, la technique des cultures maraîchères et des pépinières, etc. Les entreprises agricoles d'Etat, en tant qu'entreprises modernes de la production agricole et d'élevage, se situent à l'avant-garde de notre agriculture et sont en incessant développement.

LES STATIONS DE MACHINES ET DE TRACTEURS ET LEUR ROLE

Les stations de machines et de tracteurs (SMT) sont des entreprises socialistes d'Etat du secteur agricole, qui disposent de tracteurs, de moissonneuses-batteuses et d'autres machines agricoles afin de venir en aide aux coopératives agricoles pour la mécanisation des divers travaux.

Les SMT ont été engendrées par la nécessité de lever la contradiction existant entre la grande économie collective et la base matérielle et technique primitive qu'elle avait héritée de la petite économie individuelle, en fondant l'activité productive des coopératives agricoles sur la technique nouvelle. Le but que poursuivent ces stations est, en mécanisant les travaux agricoles, d'aider à l'accroissement rapide et ininterrompu des récoltes, à l'élévation du rendement et à l'allègement de la tâche des travailleurs de l'agriculture.

Dès le début du processus de collectivisation, le pouvoir populaire s'est particulièrement attaché à ce que les coopératives agricoles soient aidées en moyens techniques avancés, et il a pris des mesures à

cet effet. Il est cependant évident que les coopératives agricoles ne pouvaient faire face toutes seules aux grands frais qu'entraînait l'achat de ces moyens. Aussi, notre Etat prit-il à sa charge toutes les dépenses nécessitées par l'aide à fournir aux coopératives en moyens techniques nouveaux. A cette fin, les quatre premières stations de machines et de tracteurs furent mises sur pied, dès 1947, dans notre pays. Depuis lors jusqu'à l'achèvement de la collectivisation générale de l'agriculture, le nombre des stations de machines et de tracteurs et leur base, matérielle et technique n'ont cessé de s'accroître. Nous possédons aujourd'hui 30 SMT avec plus de 9000 tracteurs calculés en unités de 15 ch.

L'augmentation du nombre des stations de machines et de tracteurs et leur potentiel technique ont permis aux économies agricoles, dont l'activité productive repose sur l'emploi des tracteurs et autres machines agricoles, de croître chaque année en nombre. Dans les premières années de leur création (1947-1949) les SMT avaient pour principale tâche de travailler les terres des coopératives agricoles, des entreprises d'Etat et des exploitations paysannes endommagées par la guerre.

Dans la seconde phase de leur développement (1950-1955) la mission essentielle des SMT était de venir avant tout en aide aux coopératives agricoles et aux exploitations individuelles qui se consacraient à la culture des plantes industrielles. A cette époque, les stations de machines et de tracteurs commencèrent à mieux remplir le rôle important qui leur était dévolu pour la consolidation économique des coopératives agricoles, en les aidant à mécaniser sur une plus grande échelle les travaux agricoles et à accroître le rendement des cultures agricoles.

Durant la période allant de 1955 jusqu'à ce jour, et qui fut la plus importante pour le développement des SMT, leur tâche principale a consisté dans l'extension de la mécanisation des diverses phases des travaux agricoles. Les SMT sont devenues aujourd'hui une force déterminante pour la bonne exécution des travaux agricoles dans des délais optimaux et d'une qualité élevée, ainsi que pour l'application de méthodes de technique agricole avancées.

Alors que dans les premières années de leur existence, les SMT accomplissaient au plus 10 genres de travaux et principalement les labours, elles se chargent aujourd'hui de plus de 70 travaux différents, depuis les labours de diverse et notamment de grande profondeur, les moissons, les battages jusqu'à la tonte mécanisée des moutons.

Aux termes des contrats passés entre les SMT et les coopératives agricoles, celles-ci paient en nature ou en argent la valeur des travaux effectués par les stations de machines et de tracteurs.

Les travailleurs des SMT et les membres des coopératives agricoles participent en commun à la création du produit agricole, en utilisant des moyens modernes de production qui sont la propriété commune du peuple tout entier. Ainsi, les SMT constituent une des formes les plus élevées des rapports économiques de production entre la classe ouvrière et la paysannerie laborieuse ; elles remplissent un rôle déterminant pour le renforcement de cette alliance. Les SMT sont une forme particulière de l'aide économique et financière considérable que notre Etat a accordée de façon organisée à la paysannerie pour le renforcement du nouvel ordre coopératif en agriculture.

En outre, les stations de machines et de tracteurs ont prêté leur concours le plus large aux coopératives agricoles pour une meilleure organisation du travail, pour la planification de la production, pour la mise en application de la technique agricole avancée, pour le renforcement du secteur de la comptabilité, pour la préparation de cadres des secteurs mécanisés, etc. Les SMT ont été le principal levier de l'Etat pour la création des prémisses de la collectivisation totale de l'agriculture. Elles ont été une grande force politique et organisationnelle qui a contribué par tous les moyens à ce que la paysannerie laborieuse se persuade, par sa propre expérience, de la supériorité des grandes économies collectives qui s'appuient sur l'emploi des machines agricoles modernes.

Les SMT créées et dirigées par l'Etat ont joué et continueront de jouer un rôle décisif pour l'établissement de la nouvelle base matérielle et technique de notre agriculture socialiste. La concentration des principaux moyens de production agricole entre les mains des stations de machines et de tracteurs est le seul moyen permettant d'assurer des rythmes élevés d'accroissement de la production coopérée. Elles constituent un puissant levier pour développer, renforcer et intensifier l'agriculture socialiste.

La nécessité des SMT est dictée par trois facteurs principaux.

D'abord par le fait que les principaux moyens de production en agriculture comme dans les autres branches de la production doivent demeurer entre les mains de l'Etat qui représente les intérêts de la société tout entière. En second lieu, parce que la technique ne demeure pas immobile, elle se développe et se perfectionne constamment. L'ancienne technique est supplantée par la technique nouvelle et ce processus s'accompagne de grosses dépenses, de l'investissement de sommes considérables. Ces gros investissements au profit de la production agricole ne peuvent être assurés avec succès que par l'Etat. En troisième lieu, parce que seule la concentration des principaux moyens de production entre les mains de l'Etat permet de venir en aide de la manière la plus équitable à toutes les coopératives agricoles dans les districts et les zones où peuvent être employés les moyens mécanisés, en s'intéressant surtout aux coopératives économiquement les moins solides.

LE NIVEAU ATTEINT PAR LA MECANISATION DE L'AGRICULTURE EN ALBANIE

Dans le passé le principal instrument de travail de la terre était la charrue primitive. Aujourd'hui la situation a changé du tout au tout.

L'Albanie qui ne possédait, avant la Libération, même pas 30 tracteurs à 15 ch en possède aujourd'hui 9000 soit 1 tracteur pour 50 ha de terres arables, ainsi que des centaines de machines agricoles complexes, moissonneuses, batteuses, semeuses, trieuses et ventilatrices, broyeuses de fourrage ensilé, appareils d'aspersion, de tonte des moutons, de traite des vaches, etc.

Alors qu'avant la Libération, la puissance mécanisée ne représentait que 0,8 pour cent de la force énergétique en agriculture, elle en constitue aujourd'hui 85 pour cent. Et ce résultat a été atteint en un peu plus de deux décennies seulement de pouvoir populaire.

Cette puissante technique a apporté à notre économie de grands avantages : les labours sont effectués bien plus rapidement que par le passé, à l'époque le plus propice, et ils sont d'une haute qualité, des labours profonds à grande échelle sont effectués rapidement et avec un coût réduit, les semailles sont achevées dans de brefs délais, etc. Aujourd'hui, sur les terres permettant l'emploi des tracteurs, les travaux mécanisés représentent 95 pour cent des labours, 80 pour cent des semailles, environ 70 pour cent des moissons et battages et ainsi de suite.

Nombre des tracteurs convertis en unités de 15 ch

En milliers



A la différence des pays capitalistes où l'équipement mécanique agricole se trouve entre les mains des riches propriétaires terriens ou capitalistes, qui exploitent les paysans travailleurs en les employant comme ouvriers journaliers, ou en leur imposant des prix élevés pour la mécanisation des travaux, dans notre pays, où le pouvoir est détenu par les ouvriers et les paysans travailleurs, l'équipement mécanique agricole est largement utilisé par toute la paysannerie. Les SMT travaillent avec leurs moyens les terres de la paysannerie, contre une rémunération très réduite. Cela illustre le grand intérêt que l'Etat porte au développement de la production agricole et, partant, à l'accroissement des revenus de la paysannerie même.

Les années de pouvoir populaire ont vu se créer et se renforcer la base mécanique de l'agriculture. Dans divers districts des usines régionales de réparation des tracteurs ont été et continuent d'être mises sur pied. A Tirana ces dernières années une usine moderne de pièces de rechange pour tracteurs a été mise en service. Depuis quelques années déjà l'industrie mécanique locale a commencé de fabriquer les premières batteuses de marque albanaise et une série d'agréats jusque-là importés.

La mécanisation ultérieure de l'agriculture, en allégeant et en libérant d'importantes forces de travail permet le développement d'autres secteurs de production et de divers services dans les coopératives agricoles qui se développent en tant qu'économies à branches multiples.

Actuellement, les coopératives agricoles s'emploient à mécaniser certains travaux qui exigent une nombreuse main-d'oeuvre, tels que la moisson du maïs, du tournesol, la plantation et la cueillette des pommes de terre, l'arrachage de la betterave sucrière, le décorticage et l'égrenage du maïs, les travaux des vignes, les aspersions, le vannage des grains, la manipulation et la conservation des cultures fourragères, le transport des aliments pour le bétail dans les étables, etc.

L'équipement mécanique agricole est utilisé non seulement au cours des campagnes des semailles ou des moissons, mais tout au long de l'année. Les tracteurs sont également employés pour des travaux de déboisement, pour l'aménagement de réservoirs, l'aménagement en terrasses des terres en pente, etc. La mécanisation maximale des travaux agricoles dans les plaines, au cours des dix années à venir, y rendra disponible une importante main-d'oeuvre qui permettra de contribuer au développement des régions montagneuses, où l'on défriche de vastes superficies de terres nouvelles pour y développer la culture des céréales et l'élevage. La mécanisation devient un levier puissant et très efficace au service de l'intensification ultérieure de l'agriculture socialiste en Albanie.

L'AMPLEUR DES TRAVAUX DE BONIFICATION ET D'IRRIGATION DES PLAINES

Notre pays voit se réaliser sur son sol un grand programme de développement intensif de l'agriculture. Les travaux de bonification et d'irrigation des plaines revêtent une grande importance dans ce domaine.

L'Albanie est un pays essentiellement montagneux. En outre, avant la Libération, 150-160.000 ha de terres se prêtant à la culture étaient occupés par des marécages ou des plaines non bonifiées, alors qu'une importante part des terres cultivées souffraient des inondations et de la sécheresse. La surface des terres irrigables était très réduite — au total 29.000 ha. Dans ces circonstances, le règlement du problème de la bonification et de l'irrigation des plaines était d'une importance capitale pour le développement de l'agriculture. Sans la solution de ce problème l'on ne pouvait concevoir une exploitation complète, rationnelle et efficace des terres de la part des économies coopérées, ni envisager un accroissement substantiel et stable du rendement des cultures agricoles, et des récoltes abondantes.

La paysannerie n'aurait jamais été en mesure de résoudre ce problème par ses propres moyens. L'Etat, à cet effet, a investi des fonds importants dans ce secteur.

Dans la période qui suivit la Libération, le Parti et le pouvoir populaire entreprirent de grands travaux tels que l'assèchement du lac marécageux de Maliq, le drainage et l'irrigation de la plaine de Kavajë, l'assèchement du lac du Terbuf, le drainage et l'irrigation de la plaine de Myzeqe, l'assèchement, le drainage et l'irrigation des plaines de Mursi, Vurg, Fier, Roskovec, Thumanë, Lezhë-Mat, etc. Ces grands travaux ont fait en sorte que ces lieux, hier encore lacs, marais, marécages, fournissent aujourd'hui d'abondants produits aux coopératives agricoles socialistes.

Les grands travaux de bonification et d'irrigation exécutés par les soins de l'Etat ont été un puissant moyen de resserrer les liens économiques avec la paysannerie dans le domaine de la production. Ils ont créé des conditions très favorables pour que la paysannerie puisse obtenir des produits agricoles plus stables et plus abondants.

Les travaux accomplis jusqu'à ce jour ont permis de gagner 30.000 ha de terres à la culture et d'augmenter la fertilité de 120.000 autres. La superficie des terres irrigables s'est accrue de 8 fois par rapport à l'avant-guerre. Aujourd'hui, la moitié des terresensemencées est irrigable, ce qui constitue dans ce domaine un des indices les plus élevés en Europe.

Ces indices seront portés à un niveau encore plus élevé au cours du 4^e quinquennat 1966-1970, ce qui constitue un grand programme de développement intensif de l'agriculture.

Les investissements prévus par l'Etat au cours de ce quinquennat pour la construction d'ouvrages hydrotechniques servant à l'agriculture représentent environ 20 pour cent de la somme totale des investissements, tandis que le volume des travaux pour l'assèchement des marais et l'extension de la surface irrigable sera supérieur de 80 pour cent à celui des travaux de ce genre effectués au cours du 3^e quinquennat ou égal au volume de ces travaux exécutés au cours des premiers 17 ans de pouvoir populaire.

Afin d'atteindre ces objectifs, on travaille à l'heure actuelle intensément à une série d'ouvrages de bonification et d'irrigation. On est en train de réaliser avec succès les projets des ingénieurs albanais pour la suppression des derniers marais. D'importants travaux sont également effectués pour l'aménagement du régime des eaux des grandes plaines du Nord et du Sud de l'Albanie.

L'an 1967 a marqué l'achèvement des travaux de bonification, d'aménagement et d'irrigation de la plaine de Breg i Matit qui s'étend sur 7.000 ha au nord-ouest du pays. La plus grande partie du système d'irrigation a été construit dans des régions rocheuses et montagneuses.

Après l'achèvement de cet ouvrage, les travailleurs du secteur des bonifications se sont attachés à la réalisation d'un autre ouvrage important, à la bonification du marais de Kakariqi qui est situé dans le Nord. Son assèchement rendra 2400 ha de terres à la culture.

Dans la zone montagneuse du nord-est, dans le district de Dibër, un canal d'irrigation construit à une altitude de plus 1800 mètres au-dessus du niveau de la mer a été mis en service. Il s'allonge sur plus de 21 kilomètres à travers un difficile terrain montagneux.

Les travaux pour la bonification de la plaine de Dropull dans l'Albanie du Sud, qui permettront d'irriguer plus de 6.000 ha de terres se poursuivent sur une grande échelle. Dans le Sud-ouest du pays on réalise actuellement la bonification complexe de la plaine de Hoxharë, qui couvre une superficie de 22.000 ha. L'Etat emploie les moyens les plus modernes pour l'assèchement des marais. C'est ainsi qu'à Hoxharë, entre autres, a été mise sur pied une grande station d'électropompes d'une capacité de 24 mètres cubes d'eau par seconde. C'est l'une des plus grandes et des plus modernes stations de ce genre en Europe.

Les centaines de réservoirs que l'on construit dans les divers districts du Nord au Sud du pays, et en particulier dans les régions de collines et de montagnes influenceront grandement sur l'accroissement des rendements des cultures agricoles.

A l'échelle des tâches grandioses posées pour le développement de l'agriculture au cours du 4^e quinquennat, l'Etat a alloué aux bonifications des fonds importants qui atteignent le double environ de ceux qui furent investis dans ce domaine au cours du troisième quinquennat. Les fonds destinés aux zones de montagnes et de collines sont 6 fois plus considérables.

Ouvriers, techniciens et ingénieurs albanais acquièrent une riche expérience dans les travaux de bonification; ils font preuve d'un grand talent et, surmontant les difficultés naturelles, prennent d'audacieuses initiatives pour bâtir des ouvrages hydrotechniques complexes. Ils ont projeté et élevé de grandes digues de terre, d'une hauteur de dizaines de mètres, pour la construction desquelles il leur a fallu résoudre une série de problèmes techniques compliqués.

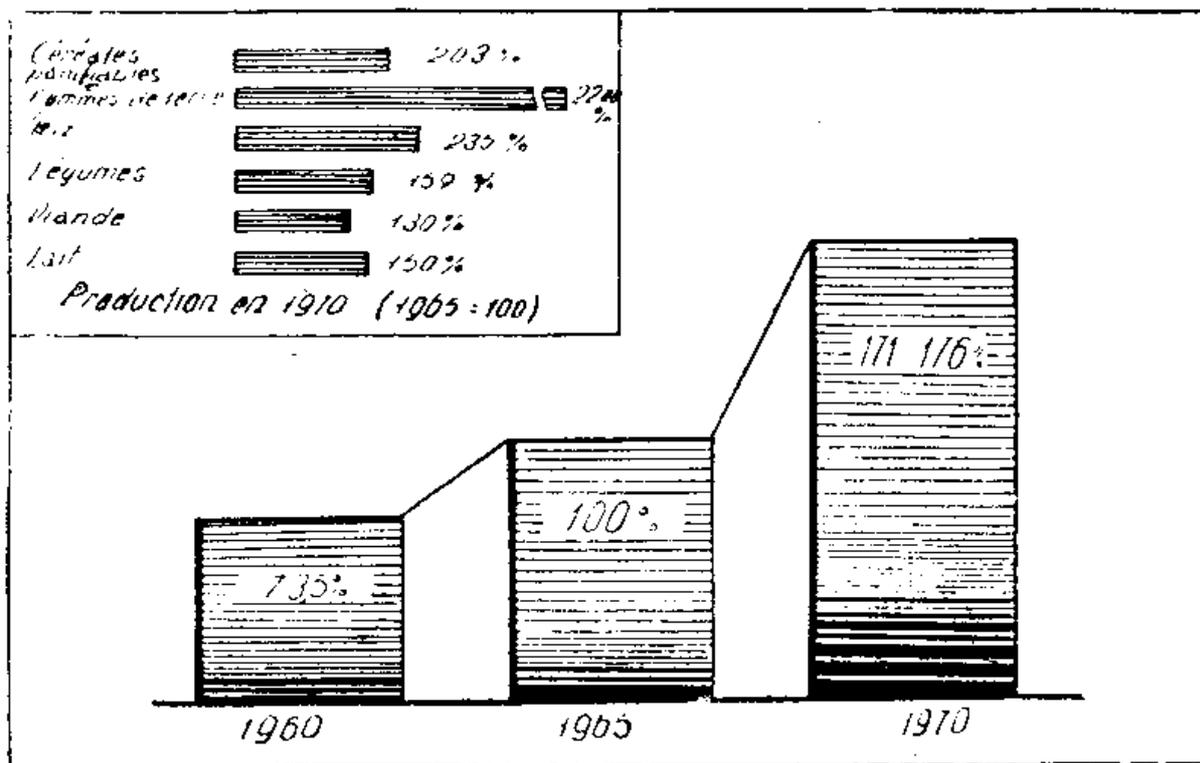
L'Etat ne se contente pas de construire par ses propres moyens des ouvrages de bonification et d'irrigation, tels que ceux que nécessite l'assèchement des marais, réservoirs, canaux d'irrigation, stations d'électropompes, ouvrages d'art, etc. mais il aide sous toutes les formes la paysannerie coopérée à bâtir de ses propres forces des ouvrages relativement simples. L'Etat leur assure gratuitement les matériaux et les cadres de spécialistes ainsi que des crédits à des conditions très avantageuses.

La réalisation des ouvrages de bonification a offert un double avantage ; d'une part de nouvelles terres propres à l'agriculture ont été acquises, et d'autre part un régime plus favorable a été créé pour les cultures, car dans les principales zones agricoles du pays, les plantes souffrent tant de la sécheresse en été que de l'excès d'humidité en hiver. C'est ainsi qu'à Zadrimé par exemple, à la suite de la bonification et de l'aménagement de la plaine, le rendement moyen du blé a doublé. Dans la Myzeqe, après le drainage de la plaine, le rendement du blé a augmenté de 4 q par ha, celui du maïs d'environ 5 q, celui du coton d'environ 5 q également, etc.

QUE FAIT-ON POUR L'INTENSIFICATION DE L'AGRICULTURE ?

Le 4^e quinquennat (1966-1970) est celui de l'offensive générale en vue de l'intensification ultérieure de l'agriculture. Il prévoit l'accroissement de la production agricole, en particulier des céréales panifiables, à un rythme plus élevé qu'au cours des quinquennats précédents. En 1970, la récolte des céréales panifiables aura plus que doublé par rapport à 1965, la production des pommes de terre augmentera de 22 fois, celle du riz de 2,3 fois, celle du tournesol de 5 fois, etc.

Production agricole globale



La réalisation de cette grande tâche est étroitement liée à la satisfaction par les ressources mêmes du pays de ses besoins en céréales panifiables, à l'édification du socialisme et à l'élévation du potentiel défensif du pays. La lutte pour nous assurer dans le pays même les céréales panifiables qu'il nous faut est une lutte pour le socialisme. Cette tâche prend une profonde signification, particulièrement aujourd'hui que la population du pays a presque doublé par rapport à celle d'avant la Libération, lorsque les diverses branches de l'industrie légère et alimentaire demandent des matières premières de l'agriculture, et que les exigences de nos exportations en produits agricoles se sont accrues, que le blocus impérialiste et révisionniste est imposé à notre pays.

Le développement intensif de notre agriculture repose sur une base matérielle et technique qui se consolide de jour en jour. Les fumures du sol sont d'une grande importance. Aujourd'hui la paysannerie albanaise emploie, outre les engrais organiques, et cela dans une mesure sans cesse croissante, les engrais chimiques que produisent déjà l'usine d'engrais azotés de Fier et celle d'engrais superphosphatés de Laç, entrées en service dans les premières années du 4^e quinquennat.

Afin d'assurer les semences sélectionnées de blé, maïs, tabac, tournesol, betterave sucrière, pommes de terre, riz, légumes et cultures fourragères, on a mis sur pied des stations spéciales de recherches scientifiques, qui n'existaient pas du tout avant la Libération. Les plants d'arbres fruitiers sont fournis par les pépinières de l'Etat. Après la Libération, des stations de recherches ont été également créées dans le domaine vétérinaire pour l'amélioration de la race des bestiaux.

Les services de protection des plantes contre les maladies et les agents nuisibles sont l'objet d'un soin particulier. A cet effet, l'Etat, en plus de l'approvisionnement en insecticides, prête aussi aux paysans une assistance technique grâce au concours de spécialistes expressément chargés de cette tâche. La même action protectrice est menée pour la défense des animaux contre les différentes maladies.

Le facteur principal des transformations considérables qu'a connues notre agriculture après la Libération, a été et demeure l'homme, l'homme nouveau de chez nous, doté d'une conscience révolutionnaire et d'un haut esprit révolutionnaire. Il est devenu une force puissante qui fait progresser la production. Partout, dans nos plaines et sur nos montagnes, on travaille avec résolution et enthousiasme pour obtenir de la terre le maximum de produits.

Le système socialiste de l'agriculture crée des possibilités immenses pour que l'expérience d'avant-garde et les résultats scientifiques soient largement diffusés dans tout le pays.

En embrassant tout ce qui est nouveau, progressiste, et en balayant les anciennes méthodes et conceptions conservatrices, les travailleurs albanais de l'agriculture se sont engagés à réaliser avant terme les objectifs que pose le 4^e plan quinquennal pour l'accroissement de la production et des rendements. Afin d'accomplir au mieux leurs tâches, les larges masses de la paysannerie coopérée acquièrent des connaissances scientifiques, elles appliquent avec succès les prescriptions fondamentales du code de technique agricole. L'expérimentation scientifique est devenue l'affaire de toutes les masses laborieuses ; le travail expérimental et de recherche scientifique est devenu le fait non seulement des cadres qui s'occupent de la production agricole, mais aussi des masses de coopérateurs et d'ouvriers des entreprises agricoles d'Etat.

L'Albanie possède aujourd'hui ses propres centres de préparation de cadres et de recherches et d'études scientifiques. Parmi les plus importants de ces centres nous citerons l'Institut supérieur agronomique d'Etat, à Tirana, où de pair avec la préparation des cadres supérieurs en agronomie, en science vétérinaire, en sylviculture, etc. se déploie également une vaste activité dans le domaine des études et de l'expérimentation scientifiques. Depuis l'instauration du pouvoir populaire, le nombre des cadres supérieurs de l'agriculture s'est multiplié par 30 par rapport à la période d'avant-guerre. Le nombre des écoles professionnelles agricoles et des cours de technique agricole s'accroît également d'année en année. Rien qu'en 1967-1968, on a institué 1500 cours de technique agricole et plus de 350 écoles du cycle inférieur, dont les cours sont suivis par des milliers de travailleurs des campagnes.

Le travail considérable mené pour le développement de l'agriculture a eu pour résultat d'accroître la production agricole en 1967, de 26 pour cent par rapport à 1965, celle des céréales panifiables de 47 pour cent, celle de la pomme de terre de 4 fois, de la betterave sucrière de 84 pour cent, du tournesol de 113 pour cent, etc.

DE QUELLE MANIERE EST APPLIQUE LE MOT D'ORDRE «ATTAQUONS-NOUS AUX COLLINES ET AUX MONTAGNES, EMBELLISSONS-LES ET RENDONS-LES AUSSI FERTILES QUE LES PLAINES» ?

L'Albanie est un pays au relief en majeure partie montagneux et montueux. Les terres qui se prêtent à l'agriculture ne représentent que 42 pour cent de la superficie totale alors que celles effectivement cultivées, 19,3 pour cent. Bien que les superficies mises en culture aient presque doublé par rapport au passé, celles-ci n'en sont pas moins réduites.

Dans les coopératives agricoles la superficie de terre arable par tête est seulement de 0,37 ha. Aussi, est-il aujourd'hui indispensable que l'accroissement de la production de céréales panifiables et le développement de toutes les branches de l'agriculture se réalisent dans une judicieuse harmonisation du développement en profondeur et du développement en largeur. Dans l'effort qui est fait en vue du prompt développement de l'agriculture, parallèlement à la lutte pour son intensification, une autre voie, celle du défrichement de terres nouvelles, a été adoptée. Les plus riches réserves dans ce domaine se situent sur les collines et les montagnes. A cet égard, le Parti du Travail, à son 5^e Congrès a lancé le mot d'ordre : «Attaquons-nous aux collines et aux montagnes, embellissons-les et rendons-les aussi fertiles que nos plaines». Le 4^e quinquennat verra la mise en culture de 115.000 ha de terres nouvelles, soit deux fois plus qu'au cours du quinquennat précédent. Cet objectif a été atteint dès 1968, c'est à dire deux ans avant terme. La jeunesse des villes et des coopératives des zones de plaines ainsi que l'armée populaire ont prêté une aide considérable dans ce domaine. Les SMT et les EAE orientées par l'Etat ont également mis de nombreux moyens mécanisés au service du défrichement de terres nouvelles dans les zones de collines et de montagnes. Les coteaux et les versants des monts couverts d'arbustes ont été aménagés en terrasses et on y cultive aujourd'hui des plantes agricoles et des arbres fruitiers.

La paysannerie des districts montagneux a proclamé l'hiver saison de travail intense, afin d'arracher aux montagnes et aux forêts en état de dégradation leurs terres fertiles, jamais exploitées. Dans sa lutte contre le roc, la neige et le froid, animée d'un haut esprit révolutionnaire, elle ravi pouce par pouce à la nature la précieuse terre. Ainsi, les collines et les montagnes ont-elles perdu aujourd'hui leur aspect de naguère. Des milliers et des milliers de ha de terres en pente y ont été aménagés en terrasses. A cette fin, des centaines de milliers de mètres cubes de pierres et de terre ont été transportés et des digues construites sur les torrents pour protéger ces terrasses de l'érosion. Des zones entières ont été changées en grands vergers et en vignobles. Rien que sur les collines qui environnent Berat, on a planté au cours du 3^e quinquennat 3,3 fois plus d'oliviers que cette ville et ses environs n'en comptaient avant la Libération.

LE DEGRE DE DEVELOPPEMENT DES CULTURES DES CHAMPS ET DES CULTURES FRUITIERES

Depuis l'instauration du pouvoir populaire, et surtout après que la collectivisation de l'agriculture eut été achevée, l'économie agricole a avancé et avance systématiquement sur la voie d'un développement qui est celui d'une économie à branches multiples. Jusqu'en 1938 la plus grande part des revenus de l'économie agricole (environ 51 pour cent) était assurée par l'élevage et quelque 43 pour cent par les cultures des champs. Les cultures fruitières et l'économie forestière ne fournissaient qu'environ 6 pour cent de la valeur globale de la production agricole. Le rapport qui existait alors entre la production des cultures des champs et celle de l'élevage donnait en fait à l'économie agricole du pays un caractère pastoral marqué. Depuis l'instauration du pouvoir populaire, le rapport entre ces deux branches principales a été radicalement modifié. Actuellement, la part de la production des cultures des champs est supérieure à celle de la production de l'élevage. En 1970, la production des cultures des champs représentera 61 pour cent de la valeur de la production agricole globale. Dans le même temps, des branches, autrefois d'importance secondaire, ne cessent de se développer. Ainsi, en 1965, la part des cultures fruitières et de l'économie forestière considérées dans leur ensemble dans cette production a augmenté de 2,7 fois par rapport à 1938. Les superficies occupées en 1967 par les cultures industrielles étaient, par rapport à 1950, 2 fois plus étendues, celles réservées aux légumes 2,2 fois, celles des plantes fourragères environ 5 fois. etc.

Au cours du 4^e quinquennat l'agriculture occupe la place prépondérante dans le développement de l'ensemble de l'économie populaire. Les rythmes d'accroissement de la production agricole au cours de ce quinquennat seront plus élevés que ceux du quinquennat précédent, et supérieurs également au taux d'expansion de la production industrielle. L'accroissement du volume global de la production agricole, pour les cinq années prises dans leur ensemble, sera de 41-46 pour cent supérieur à celui du troisième quinquennat, à un taux annuel moyen de 11,5 pour cent, contre 6,4 pour cent au cours du troisième quinquennat. En 1970, le volume global de la production agricole sera de 71-76 pour cent supérieur à celui de 1965 et la récolte des cultures des champs d'environ 115 pour cent plus élevée.

Les cultures des champs représentent aujourd'hui la première des branches essentielles de l'économie agricole. En 1938 les cultures des champs représentaient 43 pour cent de l'ensemble de la production agricole, tandis qu'en 1965 ce pourcentage était d'environ 50 pour cent. La récolte des cultures des champs après la Libération s'est accrue à un rythme plus élevé que celui de l'extension des superficies couvertes par ces cultures.

Ainsi, alors que la superficie couverte par les cultures de champs était en 1965 d'environ 91 pour cent supérieure à celle de 1938, la récolte de ces cultures s'est accrue de 179 pour cent. Alors qu'en 1950 les céréales panifiables occupaient 67 pour cent de la superficie réservée dans tout le pays aux cultures des champs, elles n'en occupaient, en 1967, que 60 pour cent, bien que la récolte des céréales, durant cette période, ait plus que doublé. Cela atteste que notre agriculture, après la Libération, s'est acheminée pas à pas vers son intensification, vers l'élévation des rendements, l'obtention de la plus grande quantité de produits agricoles par unité de superficie de terre arable.

De nouvelles plantes d'un grand avantage économique ont également été introduites dans notre agriculture. Elles ont considérablement augmenté la valeur de la production agricole globale. Alors que la part des céréales panifiables dans cette production a baissé de 67 pour cent qu'elle était en 1938, à 39 pour cent en 1965, celle des plantes industrielles s'est élevée de 5 à 23 pour cent, celle des légumes, pommes de terre et légumineuses de 10 à 13 pour cent.

Ce nouveau rapport dérive du fait que la production des autres plantes s'est accrue à un rythme plus rapide que celui de la récolte des céréales panifiables. Ainsi, alors que la récolte des céréales panifiables en 1965 s'est accrue de 61 pour cent par rapport à 1938, cet accroissement se monte, entre autres, pour la production des plantes industrielles à environ 15 fois, pour les légumes, pommes de terre et plantes fourragères, à environ 3,5 fois. Répondant aux demandes de l'économie populaire, les proportions entre les diverses espèces de cultures industrielles se sont également modifiées.

Alors qu'avant la Libération, les seules, ou presque, plantes industrielles cultivées étaient le tabac et le coton (et cela sur des superficies réduites) on a adopté après la Libération de nouvelles plantes industrielles, telles que la betterave sucrière, le tournesol, etc., En 1965, les plantes industrielles couvraient environ 15 pour cent de la superficie totale des cultures des champs.

Les transformations évoquées ci-dessus attestent la juste tendance que l'on note dans le développement de l'agriculture du pays après la Libération ; elle s'est progressivement changée en une agriculture ne comportant plus de disproportions marquées et où des proportions plus harmonieuses ne cessent de se créer entre les principaux groupes de cultures des champs, où la part respective de certains groupes de cultures a augmenté et celle de certains autres diminué.

Au cours du 4^e quinquennat, les cultures des champs connaîtront un nouvel essor. On prévoit pour 1970 une augmentation de la production des cultures des champs d'environ 115 pour cent supérieure à celle de 1965. Leur part dans la production agricole globale sera d'environ 61 pour cent contre environ 50 pour cent en 1965.

Au cours de ce quinquennat, quelque 91.000 ha de terres nouvelles seront réservées aux cultures des champs. Mais l'augmentation de la récolte des cultures des champs sera surtout redevable à l'élévation des rendements. Ainsi par exemple 82 pour cent de l'augmentation de la récolte des céréales panifiables proviendra de l'élévation des rendements ; la totalité de l'augmentation de la production du tabac, du coton et de la betterave sucrière et 62 pour cent de celle du tournesol découleront également de l'accroissement des rendements.

L'élévation des rendements s'appuie sur deux facteurs importants : sur l'application de l'expérience d'avant-garde et sur la consolidation ultérieure de la base matérielle et technique de l'agriculture. Le volume des travaux mécanisés s'accroîtra de 35 pour cent, la capacité d'irrigation de 38 pour cent, l'emploi des engrais chimiques d'environ 10 fois, etc.

Ces mesures auront pour effet d'accroître la récolte de toutes les espèces de cultures des champs et en premier lieu celle des céréales panifiables et de la pomme de terre. En 1970, la récolte des céréales panifiables doublera et la production des pommes de terre sera 22 fois plus considérable qu'en 1965.

QUEL, EST L'INTERET MONTRE POUR LE DEVELOPPEMENT DES CULTURES FRUITIERES ?

L'Albanie possède des conditions de sol et de climat propices à la croissance de nombreuses espèces d'arbres, depuis les arbres des zones de haute montagne, jusqu'à ceux de climat subtropical, oliviers, agrumes, etc. Dans la période antérieure à la Libération, à part certaines grandes oliveraies plantées depuis les temps les plus anciens dans les districts de Vlorë, Berat, Elbasan et Tirana, on ne pouvait parler de développement des cultures fruitières dans le pays. Ce n'est qu'après la Libération, surtout dans la dernière décennie, que la culture fruitière a connu en Albanie un grand essor. Qu'il suffise de rappeler qu'en 1965, les superficies plantées en arbres fruitiers étaient 3,8 fois plus étendues qu'en 1938. Le nombre des arbres a augmenté de 3,5 fois, celui des oliviers de 2 fois, des agrumes de près de 10 fois et la superficie des vignobles d'environ 5 fois.

Le développement de la fructiculture s'est opéré en largeur et en profondeur. La production fruitière et sa part dans la production agricole globale se sont accrues. La fructiculture s'est changée aujourd'hui en une branche importante de l'économie agricole, et elle assure à la paysannerie de gros revenus. Grâce à l'essor qu'elle connaît elle fournit au marché des quantités suffisantes des diverses espèces de fruits presque à toutes les saisons de l'année. Elle approvisionne notre industrie alimentaire en matières premières pour la préparation de compotes, de confitures, et de marmelade, de jus de fruits, de boissons rafraîchissantes, etc., alimente l'industrie de l'huile en olives, l'industrie vinicole et les distilleries, et satisfait toujours de mieux en mieux aux demandes des marchés extérieurs.

La part de la production fruitière dans le volume de la production agricole globale est passée de 6 pour cent, qu'elle était en 1938, à 12 pour cent en 1965. Cela s'explique principalement par le fait que, par rapport à la période antérieure à la Libération, les rythmes d'augmentation de la production fruitière ont été plus élevés que ceux de l'augmentation de la production agricole globale.

Ainsi, la production fruitière s'est accrue en 1965 de 4,2 fois, alors que le volume de la production agricole globale de 2,3 fois. Dans la même période, la superficie plantée en arbres fruitiers est 3,8 fois plus étendue, alors que la superficie totale des terres cultivées a augmenté de 1,7 fois.

Depuis l'instauration du pouvoir populaire la culture fruitière a également subi une évolution dans la part respective de ses principales composantes. En 1938, la première place (62,1 pour cent) revenait aux oliveraies, alors que les arbres fruitiers ne couvraient que 12,4 pour cent de l'ensemble de la superficie destinée aux cultures fruitières. Après la Libération, en particulier pendant les dix dernières années, les cadences de plantation d'arbres fruitiers proprement dits ont été plus élevées que celles des autres espèces de cultures d'arbres fruitiers. Ainsi, en 1965, la culture des arbres fruitiers proprement dits s'est accrue par rapport à 1938 de 12 fois, alors que la superficie plantée d'oliviers de 2,5 fois et celle des vignobles de 3,1 fois. Il en résulte que les arbres fruitiers proprement dits occupent aujourd'hui 38,2 pour cent, les oliviers 40,9 pour cent et les vignobles 20,9 pour cent de l'ensemble de la superficie couverte de cultures d'arbres fruitiers.

La fructiculture connaîtra au cours du 4^e quinquennat un essor particulier. 26.500 ha de nouvelles cultures d'arbres fruitiers seront plantés au cours de cette période. En 1970, la superficie plantée d'arbres fruitiers doit, selon les prévisions, s'accroître d'environ 43 pour cent en comparaison de 1965 et la part de la superficie réservée à l'arboriculture fruitière, par rapport à la superficie totale des terres cultivées, atteindra 14 pour cent, contre 12 pour cent, chiffre de 1965. Dans les nouvelles cultures d'arbres fruitiers, la priorité sera accordée à la plantation d'oliviers. 70 pour cent de toute la superficie plantée de nouveaux arbres fruitiers le sera d'oliviers. Le plan prévoit la plantation de 4.200.000 arbres fruitiers. On plantera, entre autres, 375.000 pieds d'agrumes, et des vignes sur 1100 hectares.

La production fruitière, en 1970, sera de 75 pour cent supérieure à celle de 1965, celle des oliviers de 21 pour cent, celle des agrumes de 180 pour cent et celle du raisin de 120 pour cent.

LES MESURES PRISES POUR LE DEVELOPPEMENT ULTERIEUR DE L'ELEVAGE

L'Albanie possède, en matière d'élevage, d'antiques traditions. Mais du fait de la négligence des régimes antipopulaires du passé, cette branche de l'économie, jusqu'à la libération du pays, était demeurée qualitativement peu développée, et sa productivité restait basse.

Depuis la Libération, grâce aux mesures prises par le pouvoir populaire pour revigorer l'élevage négligé et lourdement éprouvé par la guerre, des résultats notables ont été obtenus dans l'accroissement du cheptel, l'organisation des troupeaux et l'augmentation de la productivité.

Le développement de l'élevage fut fortement impulsé par la transformation socialiste de l'agriculture, la création des entreprises agricoles d'Etat et des coopératives agricoles, l'organisation des fermes d'élevage dans les grandes exploitations socialistes.

Afin d'obtenir une amélioration de la qualité du cheptel, on a appliqué sur une grande échelle le croisement des bêtes du pays avec des animaux de races sélectionnées, aux indices de productivité élevés. Un effort considérable a été fait pour améliorer la brebis du pays en la croisant avec des béliers mérinos et «Cigaia». Il a fallu, à cet effet, fournir un grand effort et investir des fonds considérables pour assurer les moyens nécessaires, élever les reproducteurs et préparer les spécialistes.

Ce travail a été entrepris en 1957-1958 et il s'est étendu sur tout le pays. Actuellement cette campagne porte ses fruits. Le processus d'amélioration de la race englobe tous les moutons des entreprises agricoles d'Etat et plus de 75 pour cent des ovins de tout le pays. Aujourd'hui 45 pour cent des ovins des entreprises d'Etat sont des bêtes à laine améliorée. Un travail attentif a également été fait et continue de l'être pour l'amélioration de la race des vaches. Auparavant en Albanie la majorité des vaches étaient de race locale, à productivité peu élevée. Aujourd'hui les entreprises et coopératives agricoles se sont constituées de grands troupeaux de vaches de races sélectionnées, notamment «Jersey», «Osteriz» etc. ainsi que de vaches améliorées par le croisement avec ces races. Le travail pour l'amélioration de la race des vaches a été entrepris dès les premières années qui suivirent la Libération. Deux stations centrales de recherches vétérinaires furent mises sur pied à cette fin. Elles devaient étendre leur activité à toute la République.

Ces dernières années un effort est également fait en vue d'améliorer la race des porcins. Dans toutes les entreprises agricoles d'Etat on élève actuellement des porcs de races sélectionnées à productivité élevée.

Les résultats de cet effort se sont fait sentir. La production du lait au cours du 3^e quinquennat, par rapport au 2^e quinquennat, était de 16 pour cent plus élevée, celle de la viande de 19 pour cent et celle de la laine de 23 pour cent. Les entreprises agricoles d'Etat et les coopératives agricoles, en tant que grandes exploitations agricoles socialistes, ont les moyens d'appliquer des mesures efficaces de caractère scientifique pour une judicieuse orientation de l'élevage.

L'élevage prendra un grand essor au cours du 4^e quinquennat. En 1970, le nombre des bovins s'accroîtra de 12 pour cent par rapport à 1965. Les produits d'élevage augmenteront dans la mesure suivante : lait environ 50 pour cent ; viande environ 30 pour cent ; laine 31 pour cent. Les chiffres du 4^e plan quinquennal prévoient un accroissement de la production de lait par tête de brebis de 12 pour cent, et par tête de chèvre de 13 pour cent, une augmentation de la production de laine de mouton de 23 pour cent par tête, etc. Le travail d'amélioration de la race des moutons sera poursuivi et des mesures seront prises également pour l'amélioration de la race des chèvres, en particulier dans la zone de dépression côtière. Les productions du menu bétail s'accroîtront de 35 pour cent. Un effort particulier sera fait pour l'amélioration de la race des vaches, l'augmentation de leur nombre et leur diffusion même dans les zones reculées de montagnes.

LA VENTE DES PRODUITS AGRICOLES ET D'ELEVAGE EST-ELLE GARANTIE EN ALBANIE ?

Notre agriculture socialiste ne connaît pas de crise de surproduction ni d'anarchie dans la production. Bien que la production agricole en 1968 soit trois fois plus élevée que celle d'avant-guerre, pas un grain de blé n'est gaspillé. L'Etat socialiste assure l'emploi rationnel des produits et des matières premières agricoles en garantissant aux paysans la vente de leurs produits.

Les divers produits des exploitations agricoles sont achetés par des entreprises spéciales d'Etat ainsi que par les coopératives d'achat-vente instituées à cet effet. Celles-ci acquièrent les produits agricoles sur la base des contrats conclus entre elles et les diverses exploitations. C'est ainsi que la vente du tabac, en dépit d'une production accrue de 9 fois par rapport à 1938, ne rencontre aucune difficulté.

Les entreprises de stockage de l'Etat sont obligées d'acheter aux économies agricoles toute leur production de tabac, et cet achat est fait à des prix uniques fixés pour chaque variété de tabac et selon sa qualité, sur la base des standards d'Etat.

Il en est de même pour le coton, la betterave sucrière, le tournesol, etc. En ce qui concerne toutes ces cultures, le seul souci des paysans est d'assurer l'abondance et la qualité de la production ; quant à la vente, ils ne s'en préoccupent guère, celle-ci leur étant garantie. L'Etat facilite le drainage de ces produits des campagnes. A cet effet, les entreprises d'Etat de stockage des produits agricoles et les coopératives d'achat-vente ont créé des centres spéciaux de stockage aussi près que possible des producteurs, et elles leur viennent en aide en leur fournissant des moyens de transport pour retirer ces produits des campagnes.

Afin d'assurer l'élaboration ultérieure des produits agricoles, on a construit des dizaines de fabriques et d'usines, telles les usines de décorticage du coton, de fermentation du tabac, des sucreries, huileries et de nombreuses conserveries. Ainsi, tous les produits agricoles stockés sont transformés et conservés, certains d'entre eux étant ensuite soumis à une nouvelle transformation, le tabac et le coton notamment, afin de satisfaire les besoins du marché intérieur et ceux de l'exportation.

Des entreprises particulières d'Etat et les coopératives d'achat-vente s'occupent aussi du stockage d'une série d'autres produits des campagnes : olives, fruits divers, raisin, agrumes, légumes, viande, lait, laine, et autres produits agricoles et d'élevage.

Tous ces produits sont achetés aux paysans dans les campagnes sans que ceux-ci soient obligés de quitter leur travail et de se rendre à la ville pour les vendre, et cela indépendamment de la quantité produite. Ainsi, par exemple, la production d'olives, particulièrement abondante en 1967, a été écoulée sans difficultés, et les olives de toutes les exploitations ont été prises en livraison en temps utile. C'est ce qui se produit aussi pour le raisin dont la production s'accroît d'année en année. Toute la production est prélevée en temps voulu et revendue ensuite à la population ou transformée dans les fabriques de vin, mises sur pied dans presque toutes les principales zones de vignobles.

Il convient également de souligner que l'accroissement de la production n'influe pas sur le niveau des prix des produits agricoles. Ils sont achetés par les entreprises de stockage et les coopératives d'achat-vente sur la base de leur qualité et, pour certains produits comme les fruits et les légumes, en fonction de la période où ils sont mis en vente. Pour la conservation de certains produits s'avaient rapidement comme la viande, les fruits, les légumes, etc. de grandes installations frigorifiques ont été construites auprès des villes principales comme Tirana, Shkodër, Korçë, Durrës, Vlorë, etc., où ces produits sont entreposés et retirés en temps voulu.

Outre les produits agricoles et d'élevage, l'Etat se fait remettre par les économies agricoles une série d'autres végétaux qui croissent librement dans la nature, tels que le sauge, les feuilles de laurier, de chêne égilops et autres plantes à tanin, ainsi que de nombreuses plantes médicinales. Pour ces plantes également, les prix ont été fixés à un niveau encourageant pour les exploitations agricoles afin qu'elles aient intérêt à en assurer la collecte et la livraison aux organes de stockage.

Les prix auxquels les produits agricoles et d'élevage sont achetés aux exploitations agricoles ont été ou sont fixés sur la base d'une analyse approfondie du travail effectué pour leur production. Ils ne varient pas selon les fluctuations de l'offre et de la demande sur le marché, comme cela se produit dans les pays capitalistes.

LA VOIE SUIVIE POUR LA REDUCTION DE LA DIFFERENCE ENTRE LES VILLES ET LES CAMPAGNES

Le Parti du Travail et le pouvoir populaire en Albanie ont entrepris un grand programme qui prévoit une série de mesures en vue de la réduction progressive des différences entre les villes et les campagnes.

La solution définitive du problème rural dans notre pays doit traverser trois phases principales. La première étape consiste dans la suppression une fois pour toutes du contraste antagoniste existant entre les villes et les campagnes. Ce résultat a déjà été obtenu grâce à la liquidation de la base politique et économique de cet antagonisme.

Le renversement des classes exploiteuses par le pouvoir populaire et le passage de ce pouvoir entre les mains des masses laborieuses, avec à leur tête la classe ouvrière, a sapé la principale base de classe du contraste entre les villes et les campagnes et jeté les fondements pour l'établissement de nouveaux rapports entre elles. Dans le même temps, la mise en oeuvre de la réforme agraire, la liquidation définitive des vestiges du féodalisme en économie, la liquidation de la classe des grands propriétaires terriens, la remise de la terre à la paysannerie conformément au principe que la terre appartient à celui qui la travaille, ont créé les prémisses économiques pour la liquidation de la distinction entre les villes et les campagnes.

Un autre pas important vers la suppression de la base économique du contraste entre les villes et les campagnes a consisté dans la collectivisation de l'agriculture qui constitue la seconde révolution, le tournant le plus décisif dans les rapports sociaux et économiques dans les régions rurales, La substitution à la petite production rurale de la grande production socialiste a créé des conditions favorables pour la reproduction élargie dans les régions rurales, pour le développement des forces productives et pour le progrès général des campagnes dans la voie du socialisme. C'est sur cette base que se sont créés de nouveaux rapports, de coopération et d'entraide, entre les classes amies dont les intérêts et les objectifs fondamentaux coïncident.

La deuxième étape, que nous vivons actuellement, tend à combler le retard des régions rurales, autrement dit à réduire les différences essentielles entre les villes et les campagnes. A cette fin, le pouvoir populaire met en oeuvre un vaste programme de réformes essentielles. L'industrialisation socialiste du pays, le développement de la révolution culturelle, l'importante aide économique et financière que le pouvoir a prêtée aux campagnes, sont des parties constitutives de ce plan grandiose. Mais il reste encore beaucoup à faire pour le règlement définitif de cette question. Les voies concrètes et les mesures pratiques menant à l'élévation ultérieure et ininterrompue de la condition économique, sociale et culturelle des campagnes comportent le développement ultérieur de la production agricole, le perfectionnement des divers aspects des rapports de production et le renforcement de la conscience socialiste de la paysannerie à travers son éducation idéologique et politique.

Le pouvoir populaire, considérant le développement ultérieur des forces productives et l'accroissement de la production agricole comme la principale voie conduisant à la réduction des différences entre les villes et les campagnes, a intensifié le rythme du développement de l'agriculture.

La réduction des décalages entre les niveaux respectifs de développement des forces productives dans l'industrie et dans l'agriculture, dépend dans une grande mesure des taux d'expansion respectifs de ces deux branches. Pour le quinquennat actuel, les taux d'expansion de l'agriculture sont plus élevés que ceux de l'industrie. La production agricole s'accroîtra à un taux annuel moyen de 11,5 pour cent, alors que ce pourcentage, pour l'industrie, sera d'environ 8,7 pour cent. Par de tels rythmes, l'augmentation de la production agricole au cours de ce quinquennat sera supérieure à celle de chacun des quinquennats précédents.

Le quatrième quinquennat prévoit que les investissements dans les secteurs de l'industrie et de l'agriculture seront respectivement supérieurs de 40 et de 68 pour cent à ceux du troisième quinquennat.

L'accomplissement des tâches du quatrième plan quinquennal entraînera une réduction ultérieure des disproportions existant entre l'agriculture et l'industrie, de la différence entre les villes et les campagnes, comme le font apparaître les chiffres du tableau ci-dessous :

Augmentation en % au cours du 4^e quinquennat 1966-1970	Industrie (villes)	Agriculture (campagnes)
Production	50-54	71-76
Taux annuel moyen de l'accroissement de la production	env. 8,7	env. 11,5
Investissements de l'Etat	40	68
Revenus réels par habitant	9-11	20-25
Logements nouveaux	5	11

La norme élevée d'accumulation a rendu possible l'accroissement de la production et, sur cette base, l'élévation du niveau de vie de la paysannerie. En comparaison de l'année 1950, les revenus réels de la population rurale étaient en 1962 de 85 pour cent plus élevés, et en 1967 de 26 pour cent supérieurs à ceux de 1962.

Au cours de l'actuel quinquennat, les revenus réels des populations rurales par habitant s'accroîtront à un rythme deux fois plus rapide que celui des ouvriers ou des employés, soit respectivement de 20-25 pour cent pour la paysannerie, et de 9-11 pour cent pour les ouvriers et employés.

Un grand effort est déployé dans notre pays pour l'atténuation des disproportions dans le développement des forces productives existant entre les coopératives agricoles des plaines et celles des montagnes. Notre Etat prête une aide multiple et variée à ces dernières. Les fonds qu'il consacre aux bonifications des plaines seront notamment deux fois plus élevés au cours du quatrième quinquennat qu'au cours du quinquennat précédent, tandis que les fonds alloués aux zones de collines et de montagnes croîtront de 6 fois. Actuellement, on travaille dans notre pays à l'aménagement de 230 réservoirs, dont la plupart dans les zones de montagnes.

Le développement des zones de montagnes sous tous les aspects est devenu chez nous l'affaire du peuple tout entier. Les coopératives de plaines qui se sont d'ores et déjà constitué une économie puissante fournissent aux nouvelles coopératives de montagnes un important appui dans ce sens. Elles échangent avec celles-ci des cadres et l'expérience respectivement acquise, elles leur ont fait don de 5250 têtes de bovins, de 36795 ovins et de 8840 caprins, etc.

Une autre voie tendant à la réduction des distinctions entre les villes et les campagnes est celle du perfectionnement des rapports socialistes de production. A cette fin, le pouvoir populaire, jugeant correctement l'effet de la répartition sur la production et la consommation, a perfectionné le système de répartition ; il a créé un système judicieux de stockage, baissé les normes de stockage obligatoire, supprimé les livraisons obligatoires pour certains produits et dans certaines zones, réduit les impôts et les taxes, etc., en harmonisant au mieux les besoins de la collectivité avec les nécessités de l'élévation du niveau de vie dans les régions rurales.

D'autre part, l'amélioration du rapport entre les revenus provenant de l'exploitation collective et ceux du lopin personnel revêt une grande importance pour le perfectionnement des rapports socialistes de production. Le travail en commun, plusieurs années d'activité dans la coopérative et un travail idéologique soutenu ont convaincu les coopérateurs que la base de leur existence et de leur travail, la principale source de la garantie et de l'amélioration ininterrompue de leurs conditions de vie est aujourd'hui, et elle le sera encore davantage à l'avenir, la propriété commune, l'exploitation collective et non pas la propriété personnelle de l'enclos, ou les revenus de cet enclos. Par suite du rehaussement de leur niveau de vie et de l'élévation de leur conscience socialiste, qui les fait placer l'intérêt général au-dessus de l'intérêt personnel, les coopérateurs ont réduit de leur propre gré l'étendue de leur enclos.

Cette initiative constitue un événement de grande importance de principe, idéologique et économique. Cette décision a déterminé, de manière révolutionnaire, l'attitude des coopérateurs à l'égard de la propriété collective d'une part et de la propriété privée, de l'autre, en développant encore davantage en eux le sentiment de la primauté de la propriété collective et de l'intérêt général sur celui de la propriété privée et de l'intérêt personnel.

La troisième voie conduisant à la réduction des distinctions entre les villes et les campagnes en vue du rehaussement de la condition économique, sociale et culturelle de la paysannerie était celle du renforcement du travail idéologique, politique et culturel, parmi les travailleurs des campagnes. Ce travail se rattache à la solution de la contradiction existant entre le mode socialiste de production qui a triomphé dans les campagnes et le mode d'existence qui est demeuré en retard par rapport à celui-là. Le niveau et le mode de vie des hommes sont étroitement liés à leurs conceptions et à leur vision du monde, à leur mentalité et à leur psychologie, à la forme des coutumes et des traditions, aux préjugés religieux, à tout le bagage spirituel qu'ils ont hérité du passé. Le sort de l'édification du socialisme dépend de la lutte contre les manifestations tendant à placer l'intérêt personnel au-dessus de l'intérêt collectif, de la lutte pour harmoniser judicieusement l'intérêt personnel et l'intérêt collectif et subordonner le premier au second.

Cette lutte a pour objectif essentiel d'éduquer la paysannerie à la nouvelle attitude socialiste envers le collectif de travail, l'Etat et l'ensemble de la société. Elle se relie directement à l'accroissement de la production, à l'établissement de nouveaux rapports socialistes qui sont les facteurs décisifs pour l'élévation du niveau économique, social et culturel des campagnes.

Un grand travail est mené en vue d'extirper les traditions et les coutumes arriérées, les préjugés religieux et les superstitions, de propager les connaissances scientifiques et de former une nouvelle conception du monde. On a surtout pris comme points de mire les coutumes et préjugés qui nuisent à la santé des gens, à leur économie, qui maintiennent les anciens rapports patriarcaux d'inégalité au sein de la famille, qui empiètent sur les droits et la liberté de la femme, qui portent atteinte à sa dignité et qui entravent sa participation active à toute la vie politique, économique et sociale du pays. Les mouvements de la jeunesse et de la classe ouvrière en faveur d'une période déterminée de travail à la campagne ainsi que l'échange de groupes entre les hautes régions et les plaines, entre le Nord et le Sud, revêtent une grande importance dans ce sens. L'importance de ces mouvements découle du fait qu'ils servent à réaliser un échange d'expérience, à briser les anciennes normes et façons de penser, à propager le nouveau progressisme, à éduquer idéologiquement la paysannerie et à renforcer l'unité du peuple autour du Parti. Aujourd'hui, le montagnard du Nord, qui ne s'était jamais éloigné de sa haute maison de pierre, se sent tout autant chez lui dans la plaine et dans la ville.

Dans de nombreux lieux de travail urbains, divers cours ont été institués, où les femmes et les jeunes filles coopérées apprennent différentes professions, se voient dispenser les connaissances nécessaires pour le progrès des campagnes et pour un mode de vie plus cultivé.

D'autres facteurs revêtent également une grande importance pour la réduction des différences essentielles entre les villes et les campagnes. Ce sont notamment la diffusion de l'enseignement et de la culture, la multiplication des établissements culturels, de la santé publique, du commerce, de l'artisanat, etc. La scolarité obligatoire de 8 ans est appliquée dans tous les villages du pays. Afin que cette tâche puisse être menée à bien, on a étendu le réseau des écoles primaires et de 8 ans et celui des internats pour les enfants des villages non encore dotés d'écoles de 8 ans.

Dans la nombreuse série de mesures prises et mises en application par notre Parti et notre Gouvernement en vue de réduire les différences existant entre les villes et les campagnes, une place de première importance revient à la décision du Comité Central de notre Parti sur l'électrification intégrale de tous villages du pays pour le 8 novembre 1971, soit 14 ans avant la date prévue par le plan à long terme. L'Albanie est aujourd'hui le théâtre d'un travail intense pour la réalisation d'un programme grandiose, l'électrification des villages : la date fixée pour l'achèvement de cette électrification, le 8 novembre 1971, étant celle du 30^e anniversaire de la fondation du Parti du Travail. L'Albanie compte au total environ 2550 villages. Le pouvoir populaire instauré le 29 novembre 1944 n'hérita absolument rien dans le domaine de l'électrification rurale. Avant la Libération, l'Albanie était le pays le plus arriéré d'Europe dans ce domaine. L'éclairage électrique faisait même défaut dans une bonne partie des maisons des villes.

L'électrification rurale n'a donc été entreprise, et cela pour ainsi dire à partir de zéro, qu'après la Libération. Le pouvoir populaire a consacré un soin particulier à ce problème en l'inscrivant dans le cadre du plan d'électrification intégrale du pays. Le Parti du Travail et le Gouvernement ont non seulement veillé à ce que le paysan devienne le maître de la terre qu'il travaille (par la mise en oeuvre de la réforme agraire) et à ce que la production socialiste se développe sur la base de la grande économie coopérée, mais aussi à ce que la lumière électrique soit portée dans les villages. «L'électrification et le taux d'utilisation de l'énergie électrique, a dit le camarade Enver Hoxha, constituent l'un des indices les plus importants de l'élévation du niveau de vie et de culture des campagnes». Au lendemain de la libération du pays, la construction de nouvelles centrales hydro-électrique et thermiques imprima à l'industrie électrique un rapide essor. Il en est résulté en 1967 une production d'énergie électrique 129 fois supérieure à celle de 1945. Cela a permis d'accroître considérablement l'approvisionnement de l'industrie et des villes en énergie électrique, celle-ci étant progressivement introduite dans les villages également. A la fin de 1967, on comptait dans le pays 756 villages électrifiés, soit 29 pour cent de l'ensemble des villages du pays. Il en reste donc à électrifier environ 1800.

Un plan préliminaire perspectif, approuvé en 1960, prévoyait que l'électrification intégrale des villages du pays devrait être achevée en 1985. Or les succès obtenus dans l'édification socialiste, la création des conditions matérielles et techniques requises et l'élan révolutionnaire des masses laborieuses pour accélérer le rythme de construction du socialisme, ont créé les possibilités pratiques pour hâter la cadence de l'électrification rurale. Il fut donc décidé qu'à la date du 8 novembre 1971, pas un seul village de la République ne devait plus être privé de lumière électrique. Cela, certes, représente une entreprise audacieuse, révolutionnaire, mais réalisable, et d'une grande portée idéologique, politique, sociale et économique. Notre pouvoir populaire porte donc la lumière électrique jusqu'aux villages les plus éloignés, dans les zones les plus reculées des montagnes, ce que n'ont pas encore réalisé de nombreux Etats, considérés comme super-industrialisés et qui se sont engagés dans la voie de l'industrialisation depuis 100-150 ans et même davantage. Le Parti du Travail d'Albanie, qui a pris une décision historique dans ce domaine, estime que porter l'énergie électrique dans chaque village, dans chaque coin du pays, constitue un important élément révolutionnarisateur de toute la vie du village, une nécessité absolue et un moyen indispensable, aussi bien (pour le développement politique et culturel des campagnes, que pour leur plus rapide développement économique, sur la base de l'électrification graduelle des travaux agricoles également dans l'avenir. L'électrification rurale constitue un nouveau pas vers une réduction ultérieure des différences entre les villes et les campagnes. Les masses laborieuses de tout le pays ont accueilli avec un grand enthousiasme la décision d'achever l'électrification intégrale des villages dans un délai de quatre ans (1968-1971).

Cette question est devenue un important problème pour l'Etat comme pour la société tout entière. Les états-majors d'électrification des villages, qui, secondés par leurs groupes de travail, ont été institués partout auprès des conseils populaires et des comités exécutifs locaux, ainsi qu'auprès des départements ministériels et des institutions centrales, dirigent les travaux d'électrification rurale et résolvent une série de problèmes qui y ont trait. Les comités exécutifs de districts, de concert avec la Direction de l'Economie Communale, mettent au point les projets et les devis. En collaboration avec les spécialistes des diverses entreprises et institutions, ils préparent les projets des centrales hydro-électriques, des centrales diesel et des lignes à haute et basse tension. Entre-temps, le travail de construction des sous-stations électriques, des cabines de transformation et des centrales hydro-électriques se poursuit surtout dans les zones reculées de montagnes dont une bonne part sera électrifiée dès 1968. Les ouvriers, techniciens et ingénieurs des entreprises industrielles ont pris l'engagement de fabriquer, par leurs propres moyens, de nombreux équipements électrotechniques et des articles électriques, autrefois importés. A cet effet, ils mettent actuellement sur pied de nouvelles chaînes de fabrication, de nouveaux ateliers et de nouvelles entreprises. Dans le même temps les entreprises industrielles ont institué des cours pour la préparation de cadres d'électriciens issus des rangs des jeunes gens et des jeunes filles des campagnes. Les districts les plus développés, dotés d'un potentiel technique plus puissant, viennent en aide aux autres districts, surtout aux zones de montagnes, en leur fournissant les spécialistes et les matériaux nécessaires. De son côté, la paysannerie coopérée contribue par son travail bénévole à assurer le bois de construction et exécute divers travaux pour les besoins de l'électrification. Les élèves et les étudiants apportent à ces districts une aide appréciable. Au cours des vacances d'été, un bon nombre d'entre eux ont passé un mois dans les villages afin d'aider à mettre en place les installations électriques. Les nombreuses mesures techniques et organisationnelles prises par l'Etat ainsi que l'élan révolutionnaire des masses, permettront l'heureuse exécution de la décision historique sur l'électrification intégrale de nos villages. Le 8 novembre 1971, jour du 30^e anniversaire de la fondation du Parti du Travail, dans toute la République, jusqu'au village le plus reculé de nos montagnes, brillera la lumière électrique, la lumière du socialisme. Les dernières tâches fixées par le 3^e plénum du Comité Central du Parti et qui ont trait à la coopération entre l'industrie et l'agriculture, entre l'agriculture, l'élevage et les autres secteurs actuellement mis sur pied dans les campagnes, et notamment ceux du bâtiment, de l'artisanat, des services sociaux, etc. revêtent également une grande importance pour le développement des régions rurales et la réduction des différences essentielles qui existent entre celles-ci et les villes.

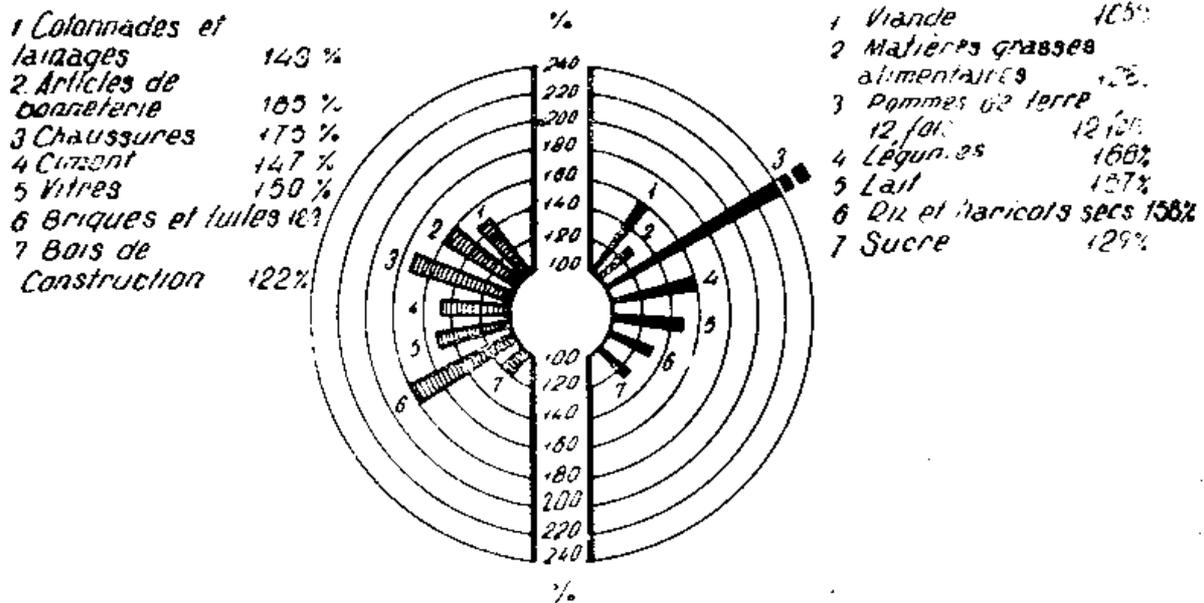
Toutes ces mesures du Parti et du pouvoir permettront de passer, dans l'avenir, de la deuxième à la troisième phase, à la solution du problème rural, autrement dit à la suppression des différences essentielles entre la ville et la campagne.

LE COMMERCE SOCIALISTE AU SERVICE DU PEUPLE

LES CARACTERISTIQUES ESSENTIELLES DU COMMERCE INTERIEUR ALBANAIS

Le commerce socialiste est la forme essentielle de répartition des biens de consommation entre les membres de la société, la forme essentielle de satisfaction des besoins personnels sans cesse grandissants des travailleurs.

Approvisionnement de la population en articles divers en 1970 (1965 = 100)



Notre commerce socialiste, de par sa nature même, diffère foncièrement du commerce capitaliste. C'est un commerce sans capitalistes, les moyens des entreprises commerciales sont propriété de la société. Notre commerce est au service du peuple et il se développe en concordance avec les exigences de la loi économique fondamentale du socialisme sur la satisfaction toujours meilleure des besoins sans cesse croissants de la société.

Le commerce socialiste est une forme de la liaison économique entre les villes et les campagnes, un maillon d'importance vitale dans le système des liens économiques et de production entre l'industrie d'Etat et l'agriculture coopérée. Il relie la production à la large consommation. Dans la société capitaliste, ce lien prend corps à travers le mécanisme spontané de la concurrence alors que chez nous, grâce à l'action de la loi du développement planifié, le commerce peut coordonner de manière planifiée la production et la consommation.

Notre commerce s'appuie d'une part sur l'expansion incessante de la production et d'autre part sur l'accroissement continu des besoins et du pouvoir d'achat des masses. L'expansion planifiée de la production socialiste, l'augmentation des revenus réels des travailleurs et la baisse continue des prix, entraînent l'accroissement de la demande de marchandises. Ces facteurs font en sorte que notre commerce ne connaît ni les difficultés d'approvisionnement en marchandises utiles, ni les crises de vente.

Notre commerce revêt trois formes essentielles : le commerce d'Etat, le commerce coopératif et le commerce rural. Le commerce d'Etat et le commerce coopératif représentent le marché organisé et ils sont directement planifiés par l'Etat socialiste ; le commerce rural, lui, est un marché non-organisé.

La prise en main du commerce a été, une des tâches essentielles du pouvoir populaire dans les années qui suivirent la Libération. Afin de mener à bien cette tâche, le pouvoir populaire, adaptant son action aux conditions concrètes du pays, élaborait et mit en oeuvre une politique qui conduisit d'une part à l'extension de la circulation des marchandises et à l'activation du marché, et d'autre part à la limitation graduelle des éléments capitalistes pour finalement les exclure du domaine de la circulation.

Cette politique fut mise en oeuvre avant tout par la création d'un vaste réseau de commerce d'Etat et coopératif, apte à établir des rapports économiques socialistes entre les villes et les campagnes. Elle fut appliquée grâce aussi à la mise en place d'un rigoureux système de contrôle et de réglementation du commerce privé de la part de l'Etat.

En conséquence de cette politique, le commerce d'Etat d'abord, suivi du commerce coopératif, joue aujourd'hui un rôle décisif dans le commerce de gros comme dans le commerce de détail. Cela a permis d'accroître d'année en année le volume de la circulation des marchandises comme l'illustre le tableau ci-dessous.

Circulation globale des marchandises du commerce de détail et de l'alimentation sociale selon les secteurs (aux prix des années respectives), en millions de leks					
Années	Circulation globale	Secteur			
		socialiste		paysan	privé
		d'Etat	Coopératif		
1938*	390	—	—	120	270
1950	742	239	333	80	90
1960	2514	1518	734	140	122
1965	2970	1754	1005	139	72

Notre commerce a pris un encore plus grand essor au cours de ce quinquennat. La circulation des marchandises s'accroîtra dans la mesure de 25-27 pour cent. L'approvisionnement de la population en certaines des principales marchandises de consommation augmentera approximativement dans la mesure suivante : viande 65 pour cent, matières grasses alimentaires 28 pour cent, pommes de terre plus de 12 fois, légumes 66 pour cent, lait 57 pour cent, fromages 49 pour cent, riz et haricots 39 pour cent, sucre 29 pour cent, oeufs 87 pour cent, cotonnades et lainages 43 pour cent, articles de bonneterie 65 pour cent, chaussures 75 pour cent, ciment 142 pour cent, vitres 150 pour cent, briques et tuiles 83 pour cent, bois de construction 22 pour cent, etc.

LES COOPERATIVES D'ACHAT-VENTE

Les coopératives d'achat-vente sont des organisations économiques sociales créées par la volonté de la masse de leurs membres. Elles exercent le commerce par l'achat et la vente des marchandises dans les campagnes. Ces coopératives ont apporté et apportent toujours une contribution appréciable à l'édification socialiste des campagnes, au renforcement de l'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie laborieuse, en assurant l'échange des produits des villes et des campagnes. Elles ont pour objectif d'aider à l'élévation ultérieure du niveau matériel et culturel de la paysannerie laborieuse.

Les organisations coopérées d'achat-vente s'appliquent à desservir le mieux possible les campagnes. Elles se sont particulièrement attachées à élargir le réseau du commerce dans les zones reculées de montagnes ainsi qu'à moderniser et à spécialiser ce réseau. Aujourd'hui, les coopératives agricoles et la paysannerie coopérée ont à leur service quelque 1300 centres et dépôts de stockage, et 738 ateliers de transformation des productions végétales et animales. Ainsi ont été créées les conditions pour que les produits de la paysannerie, même dans les zones les plus reculées du pays, soient écoulés, ou travaillés sur place. Afin d'assurer la meilleure qualité possible des services, le réseau du commerce a été et continue d'être pourvu d'une base matérielle de plus en plus satisfaisante. Les magasins des coopératives d'achat-vente offrent aujourd'hui une très vaste gamme d'articles : objets de consommation courante, outils et équipements agricoles, matériaux de construction, mobilier, articles culturels, etc.

Les quantités de produits vendus en 1967 à la paysannerie coopérée sont supérieures par rapport à 1965 dans la proportion suivante : cotonnades — 36,3 pour cent, lainages 19,1 pour cent, vêtements «prêts à porter» 42,7 pour cent, bonneterie 72,9 pour cent, bas et chaussettes, — 66,1 pour cent, chaussures 27,8 pour cent, mobilier 39 pour cent, articles en verre 97,9 pour cent, faïence 97,2 pour cent, courtpointes et couvertures 50,6 pour cent, postes de radio 186,4 pour cent, bicyclettes et machines à coudre près de 4 fois, etc.

Les coopératives d'achat-vente ont aidé à la formation de la base matérielle de la production dans les campagnes. Rien qu'en 1967, le volume du chiffre d'affaires par rapport à 1965 pour l'approvisionnement des coopératives agricoles a augmenté de 103,2 pour cent et la quantité des articles mis en vente dans les campagnes s'est accrue dans la proportion suivante : instruments aratoires 237,6 pour cent, ciment 112,3 pour cent, clous 43,5 pour cent, vitres 101,2 pour cent, briques et tuiles — 68,8 pour cent, matières plastiques 2 fois, etc.

Les services d'alimentation sociale sont en plein essor, ils satisfont au mieux les exigences des consommateurs et allègent le travail quotidien de notre paysannerie laborieuse. Des cantines et des restaurants ont été ouverts, qui sont fréquentés par un grand nombre de villageois.

Les coopératives d'achat-vente ont également beaucoup amélioré leur travail, dans le sens aussi de l'extension des services de stockage et de transformation des produits agricoles et d'élevage. Elles s'occupent du stockage des excédents de pommes de terre, d'oignons, de fruits frais et secs, d'oeufs, de lait, de miel, elles stockent également les peaux, la laine, les plantes médicinales et d'autres produits encore. Ayant amassé ces produits agricoles dans les campagnes, elles en organisent la distribution dans tout le pays et en transforment une partie pour les besoins de l'exportation.

A travers l'activité de coopératives d'achat-vente, les paysans et les ouvriers ont créé entre eux un lien direct, dont ils tirent mutuellement avantage. En mettant en oeuvre la politique des prix pratiquée dans toute la République, les coopératives d'achat-vente écoulent les marchandises, même dans les villages les plus reculés aux mêmes prix que dans les villes, tandis que les prix de stockage des produits agricoles et d'élevage sont calculés sur de justes bases économiques et après accord préalable entre producteurs et consommateurs. La participation des masses travailleuses aux coopératives d'achat-vente n'a cessé de croître et celles-ci comptent aujourd'hui plus de 200.000 membres, qui représentent plus de 75 pour cent du nombre des familles à tous les endroits où ces coopératives exercent leur activité. La direction de la coopérative est élue une fois tous les trois ans par ses membres, qui participent à la solution de tous les problèmes.

La collectivisation intégrale de l'agriculture a étendu aux régions reculées de montagne le réseau des points des coopératives d'achat-vente qui approvisionnent les populations, stockent et transforment les produits agricoles, en ayant pour fin non pas le profit, mais la meilleure satisfaction des besoins de la population paysanne.

LES PRIX EN ALBANIE SONT-ILS UNIQUES ?

La politique des prix, en tant que partie intégrante de la politique économique de notre Etat, est guidée par les exigences des lois objectives du socialisme et a pour but d'assurer et de soutenir le développement incessant de notre économie populaire, en vue de l'élévation ultérieure du niveau de vie des masses travailleuses, conformément aux conditions concrètes de notre pays. Le principe des prix fixes et uniques est une particularité du régime socialiste, il élimine les oscillations des prix et assure leur stabilité, instaure la discipline socialiste dans la production et la distribution.

Cette juste politique des prix a renforcé de plus en plus l'alliance entre la classe ouvrière et la paysannerie, elle a promu le développement ininterrompu de la production dans les diverses branches de l'économie, une circulation normale de la monnaie et des marchandises. Le pouvoir populaire poursuit une politique de baisse périodique des prix des marchandises de consommation courante, accroissant ainsi le pouvoir d'achat de la population. Chez nous, les prix sont fixés de façon centralisée suivant une politique unique pour tout le pays, en fonction de tâches posées par l'Etat pour le développement des diverses branches de l'économie et pour l'élévation du niveau de vie matérielle des masses travailleuses. Nos entreprises n'ont pas la faculté de fixer les prix des produits qu'elles écoulent sur le marché. Leurs produits sont vendus à des prix uniques d'Etat à l'endroit où ils sont créés comme au coin le plus reculé du pays, sans égard à la distance ni aux frais. Le camarade Enver Hoxha, parlant au 5^e Congrès du Parti, a dit : «Nous ne renoncerons pas à ajuster et à fixer les prix de façon centralisée et sur la base d'une politique pour tout le pays. C'est la seule voie qui peut empêcher le libre jeu des prix sur le marché, l'anarchie, la concurrence et la spontanéité, qui empêche qu'à travers le mécanisme de l'offre et de la demande, le marché ne se transforme en un régulateur spontané de la production et de la circulation, comme il advient dans l'économie capitaliste et dans les pays où les révisionnistes modernes sont au pouvoir.»

Les prix sont fixés en tenant compte des besoins et des possibilités d'approvisionnement, en vue d'aider à l'amélioration de la structure de la production des marchandises que demandent la population et l'économie du pays. Afin d'encourager la substitution des marchandises importées par des productions du pays, les prix sont établis de façon différenciée, ceux des marchandises produites dans le pays étant nettement plus bas. C'est ainsi que les chaussures à semelle de cuir ou de caoutchouc, les imperméables en toile produite dans le pays, et un certain nombre d'autres articles bénéficient de prix favorables, de 10-20 % inférieurs à ceux des articles analogues importés. Les prix de vente au détail des chaussures, des sandales et des vêtements de confection pour enfants sont fixés de manière à favoriser les parents de familles nombreuses, et contribuent ainsi à l'ajustement partiel des décalages entre les revenus des divers groupes de la population. De même, des prix avantageux ont été fixés pour les instruments aratoires et autres outils destinés aux campagnes et en particulier aux zones de montagnes. Les médicaments, même ceux importés, sont vendus très bon marché. Dans la fixation des prix, il est tenu compte de la destination des marchandises, les objets de luxe étant, toutes proportions gardées, plus chers que les objets de très large consommation.

La juste politique des prix suivie par notre Etat a contribué et contribuera encore à l'avenir au développement de la production industrielle et agricole et à l'élévation incessante du niveau de vie de nos masses laborieuses.

EN QUOI LE MONOPOLE DU COMMERCE EXTERIEUR CONTRIBUE-T-IL AU RENFORCEMENT DE L'INDEPENDANCE ECONOMIQUE DU PAYS ?

Le commerce extérieur en République Populaire d'Albanie est un monopole d'Etat. Toutes les opérations du commerce extérieur sont concentrées entre les mains du ministère du Commerce, elles contribuent à réaliser les tâches de l'édification socialiste et elles sont accomplies conformément aux plans d'Etat des exportations et des importations, qui font partie intégrante du plan de l'économie nationale. Le monopole du commerce extérieur est une condition indispensable pour le développement de l'économie populaire.

Le monopole du commerce extérieur exerce deux fonctions essentielles, en premier lieu il assure l'indépendance économique du pays contre le double encerclement impérialiste-révisionniste, en protégeant l'économie nationale, le marché intérieur, de la pénétration du capital étranger, de l'influence catastrophique des crises économiques, des fluctuations spontanées du marché capitaliste mondial, des blocus économiques organisés par les impérialistes et les révisionnistes modernes. En second lieu il est, pour la R.P. d'Albanie, un instrument de coopération économique avec les autres pays du monde.

L'établissement du monopole d'Etat sur le commerce extérieur au lendemain même de la libération du pays, la prise en main de toutes les opérations de commerce extérieur par l'Etat a préservé notre économie de l'influence et de la pénétration des monopoles capitalistes. Le pouvoir populaire détruisit la base économique de la féodalo-bourgeoisie, liquida les rapports capitalistes dans tous les secteurs économiques du pays, y compris le commerce extérieur. Celui-ci est devenu un système qui sert activement le développement de l'économie du pays. A toutes les étapes de l'édification de la société socialiste, les tâches et l'activité du commerce extérieur ont été rattachées au développement de notre économie socialiste et déterminées par ce développement même.

Le monopole du commerce extérieur a servi de sûr protecteur de l'économie populaire contre l'agression économique des pays étrangers. Il a joué un rôle d'une importance exceptionnelle pour la mise en oeuvre de l'industrialisation socialiste, en assurant l'approvisionnement des entreprises industrielles en machines et en équipements utiles.

Le gouvernement de la République Populaire d'Albanie part des principes du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien dans les rapports entre pays socialistes frères et des principes de la coexistence pacifique dans les rapports entre pays à systèmes sociaux différents, en ayant toujours en vue l'avantage mutuel, l'égalité des parties et la non-ingérence dans les affaires intérieures de chacun. Grâce à cette politique, notre pays entretient des relations commerciales avec 40 pays du monde. De leur côté, nos entreprises du commerce extérieur entretiennent des rapports contractuels avec de nombreuses firmes de divers pays du monde.

L'Albanie exporte des produits variés dans maints pays d'Europe, d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. L'extension géographique de notre commerce extérieur s'est modifiée et accrue dans des proportions qui n'ont pas de comparaison avec le passé.

Ainsi, la République Populaire d'Albanie est apparue également sur les marchés internationaux comme un Etat souverain, doté d'une économie avancée et indépendante, totalement différent de ce que se sont vainement employés à faire d'elle les impérialistes et les révisionnistes modernes, qui souhaitent voir l'Albanie économiquement et politiquement dépendante, soumise à leur diktat.

Ainsi, dans les années qui suivirent la Libération, les révisionnistes yougoslaves ont tenté d'obliger nos organes du commerce extérieur à ne faire du commerce qu'avec la Yougoslavie, sur la base des prix des marchés intérieurs, de ne nous faire exporter en Yougoslavie que des matières premières, et de nous imposer également d'autres méthodes, étrangères aux rapports entre pays socialistes. Ces dernières années, les révisionnistes khrouchtchéviens entreprirent à leur tour une activité hostile contre notre pays. Ils rompirent unilatéralement les accords économiques et commerciaux conclus entre nos pays, s'efforcèrent de créer toutes sortes d'obstacles à notre commerce extérieur, organisèrent le blocus économique, en vue de saboter l'édification socialiste de notre pays. Ils ne sont cependant point parvenus à leurs fins. La juste politique du Parti du Travail et du Gouvernement de la République Populaire d'Albanie et le développement économique de notre pays, sur la base du principe qui consiste à compter sur ses propres forces, ont réussi à lui procurer de nouveaux marchés. Notre commerce extérieur loin d'être paralysé, est allé et va toujours de l'avant.

Le développement sans cesse croissant de l'économie populaire, l'expansion des capacités productives des branches déjà existantes et la création de nouvelles branches dans l'industrie ont permis d'augmenter la quantité et d'améliorer la qualité des articles traditionnels des exportations albanaises, d'élargir la gamme de nos articles d'exportation, de modifier la structure de nos exportations, d'accroître enfin le potentiel d'exportation de notre pays. D'année en année, ce potentiel n'a cessé d'augmenter. A la fin du premier quinquennat, il était deux fois plus élevé qu'en 1938; en 1960, dernière année du second quinquennat sept fois ; et en 1965, dernière année du troisième quinquennat, 9 fois. Le quatrième quinquennat (1966-1970) prévoit un accroissement de 36 pour cent par rapport au quinquennat précédent.

La courbe de l'accroissement de la capacité d'exportation par habitant, si l'on donne à 1938 la valeur 1, est montée en 1955 à 1,5, en 1960 à 2,2, en 1965 à 5,3. Parallèlement à la croissance du volume de la circulation des marchandises du commerce extérieur, on enregistre, au cours des quinquennats écoulés, une modification de la structure des biens exportés et importés. La part des produits fabriqués ou demi-fabriqués dans nos exportations a augmenté alors que celle des matières premières d'origine minérale ou agricole a diminué. En 10 ans (1956-1966), la part des produits industrialisés et des demi-produits s'est accrue d'environ deux fois. Les modifications dans la structure des marchandises exportées sont la conséquence du développement à branches multiples de l'industrie.

Les rythmes d'accroissement des importations n'ont pas ralenti, mais la structure des importations s'est modifiée conformément aux besoins du développement économique. Les listes des produits importés se sont abrégées de nombreux articles aujourd'hui produits par la nouvelle industrie du pays. L'accroissement des productions agricoles a entraîné la diminution de l'importation des articles alimentaires, de sorte que, en 1965, les importations de ces articles sont de 28 pour cent inférieures à celles de 1961. Une riche gamme de biens d'équipement, de machines et de pièces de rechange autrefois importées, telles que pièces de rechange pour tracteurs et véhicules automobiles, machines agricoles, balanciers pour l'extraction du pétrole, transporteurs, tableaux de haute tension, etc. sont maintenant produits dans le pays.

La part des biens d'équipement, des machines et des pièces de rechange, qui représentait en 1938, 9,1 pour 100 de l'ensemble des importations a atteint en 1961 le pourcentage de 37 pour cent et en 1966 de 42,8 pour cent. Le gouvernement de la R.P. d'Albanie a toujours attaché un grand intérêt à l'importation et à la construction d'entreprises industrielles complètes.

Le volume des exportations s'est accru et s'accroît à des rythmes plus rapides que ceux du volume des importations. Le quatrième quinquennat prévoit notamment une augmentation de 36 pour 100 pour les exportations, et de 28 pour 100 pour les importations.

Un tel fait témoigne du renforcement incessant de notre économie, de l'acheminement de notre pays sur la voie de l'amélioration incessante de sa balance des paiements.

La République Populaire d'Albanie, grâce à la qualité de ses produits destinés à l'exportation, peut aujourd'hui se présenter avec confiance sur les marchés étrangers. Les entreprises commerciales comme les entreprises productrices se sont donné pour tâche d'atteindre à tout prix les standards internationaux, en sorte que les marchandises exportées par l'Albanie soient en mesure de soutenir la concurrence internationale et de trouver acquéreur en tout temps et sur tous les marchés. De 1966 à 1970, le volume du commerce extérieur s'accroîtra de 31 pour cent par rapport au quinquennat précédent.

LES PRINCIPAUX ARTICLES ALBANAIS D'EXPORTATION

Le développement rapide et général de l'économie populaire, a permis à l'Albanie d'offrir au marché international une gamme sans cesse élargie d'articles d'exportation.

En 1938 l'Albanie exportait 25 articles dont la plus grande part, en tonnage et en valeur, était représentée par le pétrole brut, suivi des peaux de menu bétail, des fromages, du poisson, des oeufs, des haricots secs, des olives fraîches, de la laine, du bitume naturel, etc. Aujourd'hui, la liste des articles d'exportation s'est allongée de 7,5 fois. Les ressources minérales, telles que pétrole, bitume, chrome, ferronickel, occupent une place importante dans les exportations albanaises.

La mise sur pied dans le pays de l'industrie du bois a permis non seulement de travailler sur place la production de bois locale mais aussi de cesser les importations des articles de bois autrefois importés et d'inscrire sur la liste de nos exportations des articles tels que contre-plaqué, placages, parquet, etc. Les nouvelles fabriques de panneaux de copeaux de bois et de fibres alimentent nos exportations en produits qui rivalisent par leur qualité avec les productions étrangères analogues.

La nouvelle industrie textile a effacé de la liste des importations une rubrique qui atteignait jusqu'à 20 pour cent de l'ensemble des importations albanaises. Aujourd'hui l'Albanie exporte des toiles de coton, des couvertures, des tissus et vêtements de velours, des gabardines et des confections variées. Le combinat de bonneterie de Korçë offre à l'exportation une très riche gamme d'articles.

L'essor de l'industrie de traitement du cuivre a non seulement accru la quantité de cuivre blister pour l'exportation, mais il a eu aussi pour effet d'ajouter à la liste de nos articles d'exportation le cuivre cathodique et les fils de cuivre de divers types. La construction, ces dernières années, de grandes usines de produits chimiques et de matériaux de construction a fait de l'Albanie un pays exportateur d'engrais chimiques pour l'agriculture, de ciment de qualité supérieure, etc. La construction de la fabrique d'amiante-ciment à Vlorë a rendu possible l'exportation de plaques, de panneaux et de tubes de ce matériau. L'industrie alimentaire fournit depuis longtemps pour les marchés étrangers des fruits et des légumes des espèces les plus variées, des sardines et autres poissons en conserves, des compotes variées, des confitures, du cognac, du raki, des jus de fruits et de tomate, de la pulpe de fruit, des fruits secs et autres. Le grand essor pris par l'agriculture au cours des trois quinquennats a fait d'elle également aujourd'hui une importante fournisseuse de nos exportations. Les entreprises d'exportation offrent aujourd'hui au marché extérieur un bon nombre de produits agricoles tels que coton, tabac en feuilles, tomates fraîches en primeurs et tardives, raisin de table de qualité supérieure, pommes de terre de primeurs et de bonne qualité, oranges et citrons, pois, lentilles, oignons secs et aulx, fruits variés frais et secs, et autres légumes. La part des articles agricoles dans nos exportations n'a cessé de croître.

Les artisans apportent, eux aussi, une précieuse contribution à l'accroissement de nos exportations. Les artisans albanais se sont acquis au cours des siècles une solide renommée pour la valeur et le bon goût de leurs exécutions. Tapis avec ou sans velours, pipes en racines de bruyère, objets travaillés en argent, pyrogravures, sculptures et gravures sur bois, ouvrages en jonc et en paille, fabriqués en Albanie, attirent de plus en plus la clientèle étrangère.

La liste de nos articles d'exportation se modifie en faveur des produits manufacturés et des demi-produits, qui représentent plus de 50 pour cent du volume des exportations. Ainsi par exemple la structure des exportations est la suivante : matières premières minérales, 30 pour cent environ, matières premières agricoles et de l'élevage, 18 pour cent, produits manufacturés et demi-produits, plus de 52 pour cent.

L'INSTRUCTION ET LA CULTURE, PATRIMOINE DES MASSES

COMMENT L'ANALPHABÉTISME A-T-IL ÉTÉ ÉLIMINÉ EN ALBANIE ?

En dépit des riches traditions culturelles de notre peuple, la politique antipopulaire des régimes du passé en Albanie avait eu pour effet de maintenir l'instruction publique avant la Libération dans un état réellement lamentable. L'Albanie, au moment de la Libération, était un pays à l'analphabétisme massif. A la dernière année d'avant-guerre, (1938) plus de 80 pour cent de la population du pays étaient illettrés. Dans les régions à population principalement paysanne, en particulier dans les régions montagneuses, le nombre des illettrés atteignait jusqu'à 90 et 95 pour cent de la population. Dans les villages en général, plus de 90 pour cent de la population étaient illettrés. L'analphabétisme atteignait surtout un tel niveau parmi les femmes. Il existait des villages de plusieurs centaines d'habitants où aucune femme ne savait ni lire ni écrire et où seuls deux ou trois hommes savaient le faire.

En fait, la lutte contre l'analphabétisme fut entreprise déjà au cours de la Lutte de Libération Nationale dans les unités partisanses et dans les villages des zones libérées.

La résolution de la Conférence nationale du Parti Communiste Albanais, tenue en mars 1943, recommandait aux communistes... «de promouvoir la vie culturelle dans les villages, en instituant des cours contre l'analphabétisme et autres, afin de permettre aux villageois de s'instruire, en leur donnant ce que tous les régimes antérieurs leur avaient refusé». Après la Libération, la lutte contre l'analphabétisme devint l'un des plus vastes mouvements de l'époque, un mouvement auquel l'Etat et la société tout entière étaient engagés. La lutte fut livrée sur deux fronts : il s'agissait d'abord d'apprendre à lire et à écrire à tous les hommes et femmes âgés de moins de 40 ans, en second lieu de créer un réseau d'établissements scolaires, apte à prévenir la création de nouvelles masses d'illettrés.

Des cours destinés aux analphabètes furent ouverts dans les villes et les villages, dans les lieux de travail et dans les quartiers, partout où il y avait des gens qui ne savaient pas lire ni écrire. Tous les jours, 3 ou 4 fois par semaine les illettrés se rassemblaient pour apprendre l'alphabet, les chiffres. Tous les instituteurs de la République, presque sans aucune exception, avaient la charge d'un ou deux cours. On ne s'en tint pas là : toute personne en mesure d'enseigner l'alphabet se vit confier un cours. Jeunes gens, écoliers, étudiants, jouèrent un grand rôle dans cette oeuvre. Le mot d'ordre de l'Organisation de la Jeunesse était impératif : «Tous les jeunes doivent savoir lire et écrire». La grande organisation des Unions Professionnelles fit un grand effort dans les rangs de la classe ouvrière. Un vaste travail fut également accompli par l'organisation féminine. Des programmes et des textes particuliers furent élaborés à cette fin.

Une loi spéciale, approuvée par l'Assemblée Populaire de la République Populaire d'Albanie, prescrivait à toute personne n'ayant pas dépassé 40 ans et ne sachant pas lire et écrire, de fréquenter les cours destinés aux illettrés. A cet effet, des inspecteurs de l'enseignement furent spécialement affectés aux grands centres de travail afin de s'occuper uniquement de ce problème. Parmi la population entière, un grand mot d'ordre fut lancé : «Pour construire nous devons savoir, pour savoir nous devons étudier.»

Des dizaines de milliers d'anciens illettrés s'inscrivirent au sortir de ces cours aux écoles du soir, sans quitter leur travail, obtenant leur certificat d'études primaires, puis terminant le cycle d'études de sept ans, une partie d'entre eux poursuivant même leurs études secondaires et supérieures.

Grâce à un travail intensif de dix ans, l'analphabétisme, en 1955, était liquidé parmi toutes les personnes adultes n'ayant pas dépassé l'âge de 40 ans. Des illettrés d'âge plus avancé apprirent aussi à lire et à écrire. Le nombre total des personnes ayant fréquenté ces cours et appris à lire et à écrire dépassa 345.000. Afin de parer au risque que de nombreux ex-illettrés ayant terminé ces cours ne retombent dans leurs conditions antérieures en ne lisant plus, les organisations sociales prirent l'initiative de créer auprès des établissements scolaires des groupes de lecture. Conscient de l'importance de ce problème, l'Etat s'attacha à créer et à multiplier les écoles primaires du soir pour adultes. Ces formes de travail se poursuivent encore aujourd'hui, surtout dans les campagnes.

L'Albanie a clos à jamais le chapitre de l'analphabétisme dans son histoire. Celui-ci n'est plus qu'un mauvais souvenir du passé, une flétrissure pour le régime féodalo-bourgeois autrefois au pouvoir, pour un régime que le peuple albanais a enseveli à tout jamais.

LE SYSTEME D'ENSEIGNEMENT EN VIGUEUR EN ALBANIE ET LES FINS QU'IL POURSUIT

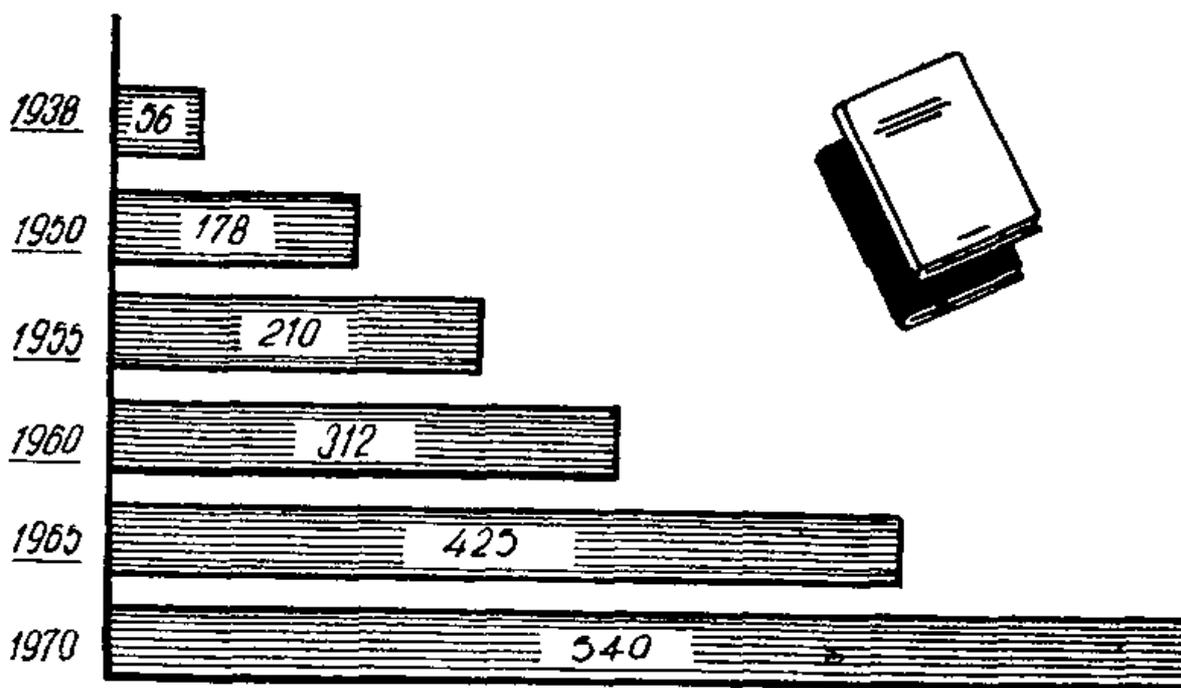
Le système d'enseignement en vigueur en République Populaire d'Albanie a pour but de dispenser à la jeune génération une éducation aussi complète que possible et de la préparer à prendre activement part à l'édification de la société socialiste. Il a pour mission de doter les jeunes de solides connaissances scientifiques, de leur inculquer la conception du monde marxiste-léniniste, de les préparer au travail et de leur enseigner une profession, de les éduquer dans l'esprit du patriotisme socialiste et de l'internationalisme prolétarien et d'assurer leur éducation morale, physique et esthétique.

Le système d'enseignement en R.P. d'Albanie englobe l'éducation préscolaire, l'enseignement général, technico-professionnel et supérieur. L'éducation préscolaire est donnée dans les jardins d'enfants, par les soins d'éducatrices spécialisées. Ces institutions sont créées dans toutes les villes et dans tous les grands centres miniers, industriels et agricoles. Elles dotent les enfants de 3 à 7 ans des connaissances leur permettant d'entreprendre leurs études scolaires dans les conditions le plus favorables. Pour l'entretien de ces enfants dans ces institutions, où ils sont nourris durant la journée, les parents ne paient qu'un quart des dépenses, le reliquat étant couvert par l'Etat.

L'enseignement général est donné dans les écoles de huit ans et dans les écoles secondaires d'enseignement général. L'enseignement de huit ans est devenu obligatoire pour tous. C'est là un grand succès pour l'enseignement populaire en Albanie. Dès la réforme de l'enseignement introduite en 1946 par le pouvoir populaire, l'enseignement primaire fut proclamé obligatoire pour tous les enfants ayant l'âge requis.

Cette réforme sanctionna : le caractère entièrement étatique de l'école, son caractère exclusivement laïque, son caractère unique, la pleine égalité des deux sexes dans le domaine de l'enseignement, le caractère pleinement national de l'école. L'enseignement secondaire général prit notamment un très grand essor après la Libération. On trouve aujourd'hui des écoles secondaires non seulement dans toutes les villes, mais aussi dans les villages.

Nombre des élèves et des étudiants (en milliers)



L'enseignement technico-professionnel est donné dans les écoles primaires et secondaires technico-professionnelles. Ce type d'enseignement se développa grandement après la Libération, répondant ainsi à la création de branches diverses de l'industrie, au développement de l'agriculture sur les bases de la technique agricole moderne, à la création d'un vaste réseau d'institutions culturelles et artistiques. C'est après la Libération que furent instituées pour la première fois des écoles techniques de technologie, de géologie et des mines, de construction, des écoles secondaires artistiques, etc.

Un des plus grands succès de renseignement populaire en Albanie est constitué par la création, après la Libération, et cela pour la première fois dans notre pays, de l'enseignement supérieur. L'Albanie possède aujourd'hui son Université d'Etat, un Institut supérieur agronomique d'Etat, un Institut supérieur des Beaux-Arts et d'autres instituts supérieurs.

Le système d'enseignement en R.P. d'Albanie embrasse aussi l'enseignement destiné aux adultes qui travaillent. Grâce au système d'enseignement du soir et par correspondance, des dizaines de milliers de travailleurs des villes et des campagnes, ont élevé et élèvent constamment leur niveau d'instruction générale et technico-professionnelle, et cela sans quitter leur emploi. L'Etat leur assure à cet effet de grands avantages, un horaire de travail réduit sans diminution de salaire ou de traitement, un congé annuel supplémentaire pour leur permettre de se présenter aux examens, etc. En notre régime de pouvoir populaire, un grand nombre de simples ouvriers ont achevé leur études secondaires et supérieures.

LE CARACTERE DE LA NOUVELLE REFORME DE L'ENSEIGNEMENT

La réorganisation du système d'enseignement en République Populaire d'Albanie a aussi joué un rôle très important pour le développement ultérieur de notre enseignement populaire. En 1960, le Comité Central du Parti du Travail d'Albanie et le Conseil des Ministres de la R.P. d'Albanie ont publié les thèses «pour une étroite liaison de l'école et de la pratique et pour le développement ultérieur du système d'enseignement populaire.» Aussitôt après la publication de ces thèses et sur la base de celles-ci, pendant trois années de suite, un vaste débat public portant sur les questions de l'enseignement a animé tout le pays. Précisément sur cette base, l'Assemblée Populaire promulgua en 1963 la loi sur la réorganisation du système d'enseignement en R. P. d'Albanie.

Après la réforme de l'enseignement de 1946, cette réorganisation a représenté une nouvelle et importante réforme de l'instruction publique dans de nouvelles conditions de développement.

Le but essentiel de cette réforme est la mise en oeuvre du principe marxiste-léniniste de la liaison de l'étude avec la pratique et le travail, à tous les maillons du système d'enseignement. Elle vise en même temps au développement qualitatif le plus complet de notre école ainsi qu'à une nouvelle élévation du niveau de culture et d'instruction de toute la population, et de la jeune génération en particulier.

Aux termes de la loi nouvelle, la durée de l'instruction générale obligatoire est passée de 7 à 8 ans. La nouvelle école de 8 ans est, en fait, une école secondaire incomplète, qui dote également les élèves de la préparation nécessaire pour la pratique et le travail, qui les lance dans la vie mieux préparés et plus mûrs.

En 1970, en un quart de siècle, l'Albanie se sera changée, de pays pour les 4/5 illettré, où un tiers seulement des enfants d'âge scolaire recevaient autrefois un enseignement primaire, en un pays à l'enseignement de masse où tout enfant termine obligatoirement au moins le cycle d'études secondaires incomplet.

C'est sur la base de l'école de huit ans, que toutes les autres catégories d'établissements ont été mises sur pied — enseignement inférieur technico-professionnel, enseignement secondaire général et professionnel, enseignement secondaire du soir sans abandon de la production.

Dans toutes les catégories d'établissements, y compris les écoles secondaires d'enseignement général et les établissements supérieurs, élèves et étudiants, selon l'orientation de leur préparation, s'adonnent aussi à des activités d'utilité sociale, à des travaux de production, et sont éduqués dans l'amour du travail.

L'enseignement s'est engagé dans une nouvelle étape de son développement qualitatif. Celle-ci correspond précisément à l'étape d'édification intégrale de la société socialiste en Albanie.

La révolutionnarisation ultérieure de l'école et de l'enseignement populaires impliquent un perfectionnement plus poussé du système d'enseignement par le renforcement des maillons qui assurent mieux la préparation idéologique et politique de notre jeunesse, sa préparation au travail et à la vie; elle implique la révolutionnarisation des méthodes d'enseignement et d'éducation en rejetant le verbalisme excessif, le formalisme, la routine, etc. ; elle présuppose aussi la révolutionnarisation ultérieure du contenu du travail d'instruction et d'éducation par le renforcement de l'esprit de parti et de la tendanciosité révolutionnaire dans l'enseignement et l'éducation.

L'enseignant, chez nous, n'est pas seulement un spécialiste des matières qu'il enseigne mais avant tout un homme à caractère politique marqué, qui vit suivant le pouls et les problèmes du peuple, qui ne fait qu'un avec celui-ci, qui l'instruit et s'instruit à son école, qui élève sa conscience politique.

Le maître, ayant pour devise le mot d'ordre «la primauté à la politique» et se guidant sur le principe de la ligne des masses, est devenu un patriote ardent, un combattant inflexible de la cause du peuple, persévérant et optimiste dans ses efforts pour surmonter toutes les difficultés sur la voie qui le mène à son but et à l'accomplissement de sa noble mission. La grande armée de près de 20.000 enseignants s'est jetée de toutes ses forces dans la lutte pour la réalisation des tâches que pose l'ultérieure révolutionnarisation de l'école, pour la liaison de celle-ci avec la pratique et la production.

La mise en oeuvre de cette réforme a rehaussé d'un nouveau degré le contenu et la méthode de l'enseignement, a rendu plus étroite la liaison de l'enseignement avec la vie, avec les problèmes de l'édification du socialisme. Les élèves et les étudiants sont mieux dotés de connaissances générales et polytechniques, mieux éduqués au travail, en sorte qu'au sortir de l'école, ils soient pourvus de connaissances suffisantes pour participer directement à la production. La liaison de l'étude avec le travail productif est le principe fondamental de la réorganisation de notre système d'enseignement.

QUE FAIT-ON POUR LA REVOLUTIONNARISATION DE L'ENSEIGNEMENT ET SA LIAISON ETROITE AVEC LA PRATIQUE ET LA PRODUCTION ?

La ligne suivie avec conséquence dans notre pays pour la révolutionnarisation de l'enseignement comme pour toute autre question, est celle des masses. Dans le domaine de l'enseignement, dans le travail qui se fait à l'école, ce principe trouve effectivement une vaste application, du fait que le peuple tout entier est intéressé directement et vitalement à cette question. Aussi, afin d'éliminer les imperfections et de définir les voies que devra suivre notre enseignement dans l'avenir, il a été fait appel aux masses d'enseignants et d'enseignés, aux parents d'élèves et à l'opinion publique tout entière, aux organisations des masses et aux travailleurs de la production, aux spécialistes de toutes les branches de l'économie et de la culture, de la science et de la technique.

Les organes dirigeants de l'Enseignement, depuis le ministère de l'Instruction publique et de la Culture, jusqu'aux organes des instances inférieures, de concert avec les établissements à la base et avec leur appui, ont organisé une série d'expérimentations dans le cadre du perfectionnement du système scolaire et de la révolutionnarisation du contenu et des méthodes d'enseignement et d'éducation. On expérimente actuellement avec succès l'admission des élèves à l'école primaire dès l'âge de 6 ans, la création de gymnases où se combinent l'enseignement général et l'enseignement professionnel à orientation industrielle, agricole et économique ; une liaison plus étroite de l'enseignement avec l'agriculture et le travail de production agricole dans les écoles rurales de huit ans ; l'introduction dans les programmes, d'une nouvelle matière, l'«Education civique», en classe de huitième (quatrième du système français) ; l'enseignement des notions de marxisme-léninisme dans trois classes du cycle secondaire ; le nouveau programme d'éducation physique combiné avec l'éducation militaire ; le nouveau programme d'économie domestique, commun aux garçons et aux filles, ainsi que d'autres programmes et textes. Dans le domaine des méthodes d'enseignement, des efforts sont faits en vue d'une organisation créatrice de l'heure de leçon. Toutes ces expérimentations ont mis en branle la pensée créatrice de milliers d'enseignants, elles stimulent leur initiative révolutionnaire ainsi que celle des masses d'élèves.

Ces expérimentations sont complétées et approfondies par les nombreuses actions et initiatives révolutionnaires des élèves et des enseignants eux-mêmes, dans les aspects les plus divers de la vie scolaire. L'action politique et idéologique devient méthode de travail.

On y a recours avec succès dans la lutte contre la religion, pour l'émancipation de la femme, pour la propagation des enseignements du marxisme-léninisme et de notre Parti.

L'esprit de l'action s'est également introduit dans la vie même de l'école. En premier lieu cet esprit se manifeste par les efforts faits pour le progrès des élèves et pour obtenir un pourcentage élevé de passages d'une classe à la classe suivante. Le mouvement en vue du passage de chaque classe par tous les élèves qui en font partie, se propage d'école en école dans tout le pays.

Les initiatives révolutionnaires ont aussi porté sur les questions touchant le contenu et les méthodes d'enseignement et d'éducation. Les élèves et les enseignants observent une attitude critique vis-à-vis des programmes et des textes, ils en discutent les bons et moins bons côtés, ils font des suggestions et des remarques des plus fécondes pour l'éducation de la jeune génération. En matière de méthodes d'enseignement, une série d'initiatives ont été prises en vue d'une forme d'organisation créatrice de l'heure de cours, contre les schémas et les recommandations stéréotypés, en vue d'une plus grande activation des élèves au cours de la leçon et d'une utilisation plus efficace et plus souple des notes, etc. En ce qui concerne la méthode de travail éducatif, de bons résultats ont été obtenus dans le combat mené contre la rigidité excessive des rapports enseignant^enseignés.

Le mouvement révolutionnaire des élèves et des enseignants a déferlé aussi en dehors des murs de l'école, en particulier dans l'activité politique et culturelle parmi les masses. Une série d'actions concrètes ont été entreprises. Telles sont entre autres la création de brigades de travail et culturelles d'élèves et d'enseignants, la direction bénévole des maisons et des foyers de la culture par les instituteurs de village, le mouvement pour l'hygiène et la propreté à l'école et au village, la diffusion et l'explication des livres parmi les masses paysannes.

On a enregistré de nombreuses actions et initiatives qui visent à faire participer la jeunesse scolaire au travail productif, à rattacher l'étude au travail productif à l'intérieur de l'école.

L'un des traits importants de la nouvelle école albanaise est son caractère polytechnique et la liaison qui y est faite entre l'enseignement et le travail. Afin de mettre en oeuvre cet important aspect de l'éducation communiste révolutionnaire des élèves, on a toujours en vue les enseignements de Lénine qui a dit : «... On ne saurait concevoir l'idéal d'une société future sans rattacher l'enseignement au travail productif de la jeune génération ; ni l'instruction et l'éducation sans travail productif, ni le travail productif sans instruction et éducation, ne pourraient être rehaussés dans la mesure requise par le niveau actuel de la technique et l'état des connaissances scientifiques.»

A cet effet, un grand effort, incessant et opiniâtre, est actuellement mené en Albanie. La masse des enseignants ne cesse de rechercher de manière créatrice des formes et des méthodes aptes à rattacher l'étude au travail. Mettant à profit leur savoir et leur expérience, ainsi que les contacts qu'ils ont avec les hommes de la production et avec la production même, ils se livrent à diverses expériences, font des suggestions à propos des programmes, des textes, des équipements de laboratoire, du matériel d'enseignement, ils les enrichissent eux-mêmes, les modifient et les adaptent pour faire avancer la solution de ce problème. Les travailleurs des bureaux d'études du ministère de l'Instruction publique et de la Culture recueillent, examinent, élaborent et diffusent toutes ces contributions. Bref, dans cet important domaine, on a créé une série d'actions en chaîne qui font de plus en plus progresser vers la découverte des voies conduisant à une liaison plus parfaite de l'étude avec le travail, avec la pratique.

Appuyant cet effort, l'Etat a mis à la disposition des écoles de coûteux équipements complets de laboratoire, fabriqués par des entreprises créées à cette fin et en partie importés. Il convient de souligner que l'Etat, en Albanie, n'épargne rien pour l'instruction publique. Outre cette aide, les enseignants bénéficient en toute occasion du concours total de toutes les entreprises, fermes, coopératives et chantiers de construction, qui leur fournissent des biens d'équipement et leur permettent ainsi d'effectuer avec les élèves les travaux de laboratoire et les leçons pratiques à l'aide de leurs propres appareils et équipements et d'organiser des travaux en commun des élèves et des ouvriers, des excursions communes, etc. A cet effet, les entreprises, sans aucun intérêt pécuniaire de leur part, mettent, en mainte occasion, des ouvriers qualifiés, laborantines, techniciens et ingénieurs, à la disposition des écoliers. Il existe aujourd'hui un bon nombre d'établissements de 8 et de 12 ans dotés d'équipements complets pour le travail du bois, l'ajustage, l'électro-montage et le travail des métaux à froid.

Une autre mesure particulièrement importante et utile est l'initiative qui a vu le jour il y a déjà quelques années, et qui consiste pour les élèves des établissements secondaires et les étudiants universitaires à se rendre avec leurs maîtres et leurs professeurs aux chantiers de construction d'un certain nombre d'importants ouvrages de l'industrie, des communications, etc. où ils travaillent pendant une période de 1 à 2 mois en contact direct avec les ouvriers employés à ces travaux. Ces actions des jeunes volontaires ont, notamment, grandement accru chez la jeunesse scolaire et universitaire l'amour du travail et le sentiment de solidarité socialiste.

Dans son rapport présenté au 5^e Congrès du PTA en novembre 1966, le camarade Enver Hoxha a souligné que «... tout en luttant pour l'application des formes de liaison de l'enseignement avec le travail qui répondent le mieux à nos conditions, à nos exigences et à nos possibilités, et tout en encourageant et en appuyant les initiatives des écoles elles-mêmes, des instituteurs et de la jeunesse scolaire, il faut en même temps procéder à des expérimentations qui peuvent nous aider, à l'avenir, à apporter une solution encore plus radicale au problème de la liaison de l'enseignement avec le travail, en nous basant sur les enseignements du marxisme-léninisme ainsi que sur l'expérience concrète accumulée par notre pratique.»

Suivant cette importante orientation, des consultations, séminaires, écoles expérimentales de divers types et une foule d'autres activités sont actuellement organisés afin que l'école, dans un proche avenir, assure à tout prix une liaison aussi complète que possible de l'étude avec la vie et le travail, cette condition constituant une nécessité impérative pour notre société socialiste.

Toutes ces actions et initiatives sont une base essentielle pour la formation d'une expérience, vaste et concrète, au service de la révolutionnarisation de l'école ; elles constituent un maillon décisif de l'approfondissement de la ligne des masses dans la lutte pour mener à bien cette révolutionnarisation. La lutte pour la révolutionnarisation de l'école s'accompagne de l'accroissement du rôle de la jeunesse scolaire et étudiante, de la masse des écoliers et des étudiants dans toute la vie scolaire. Ceux-ci représentent une puissante force d'impulsion et de choc dans tout le processus de révolutionnarisation de l'école.

Dans le flot des actions tendant à la révolutionnarisation de l'école, se révolutionnarise aussi l'armée des enseignants. Les actions communes auxquelles ils participent avec la masse des élèves constituent un terrain où sont combattus le conservatisme, l'intellectualisme et l'officialisme des enseignants, le sentiment erroné de supériorité intellectuelle. Ainsi sont créées les conditions favorables pour construire les rapports enseignants-enseignés dans un juste style révolutionnaire, pour exercer une influence active sur la révolutionnarisation des enseignants, combattre les tendances bureaucratiques et technocratiques, ainsi que le sentiment, étranger à notre style de vie, de supériorité intellectuelle.

L'AMPLEUR DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE EN ALBANIE

La République Populaire d'Albanie a hérité dans le domaine de l'enseignement un très lourd retard du passé. Avant la Libération, l'enseignement général primaire n'embrassait qu'un tiers des enfants de l'âge requis, alors que dans les campagnes un quart seulement. Quant aux établissements secondaires de l'enseignement général et professionnel il y en avait 11 en tout. Un bon nombre d'écoles primaires et secondaires étaient privées ou bien entre les mains d'étrangers ou d'organisations religieuses. Les établissements d'enseignement supérieur faisaient entièrement défaut.

Cette limitation du réseau de renseignement faisait que dans le pays un seul habitant sur 18 fréquentait une école. Après l'occupation de l'Albanie par l'Italie fasciste la politique suivie dans le domaine de l'enseignement fut une politique d'italianisation et de fascisation. De nombreuses écoles furent alors fermées. Les enseignants patriotes, progressistes et antifascistes, étaient poursuivis et persécutés.

Notre école était un terrain où se rencontraient les influences étrangères des théories pédagogiques bourgeoises. Des faiblesses marquées se faisaient sentir dans la structure du processus d'enseignement, les programmes bien articulés faisaient défaut, ainsi que la base matérielle de renseignement.

Aussitôt après la Libération, des écoles primaires et les premières écoles uniques de 7 ans s'ouvrirent aux quatre coins du pays et l'on créa l'enseignement du soir pour adultes. En même temps, on se mit à rebâtir les locaux scolaires détruits par la guerre, à construire de nouveaux bâtiments scolaires et à préparer des instituteurs au moyen de cours pédagogiques de brève durée.

Des centaines de jeunes gens et de jeunes filles répondirent à l'appel du Parti, les invitant à se rendre dans les zones reculées du pays pour y travailler comme maîtres d'école.

Des internats furent créés dans toutes les villes principales du pays et de nombreuses bourses accordées par l'Etat, en particulier aux enfants originaires de zones éloignées des villes.

Le réseau des établissements scolaires en Albanie s'est étendu dans des proportions qui n'ont pas de précédent. Les portes des écoles sont ouvertes à tous. Ainsi un quart de la population albanaise fréquente les établissements d'enseignement des diverses catégories. Dès 1946, deuxième année de l'instauration du pouvoir populaire, l'instruction primaire générale et obligatoire était instituée dans le pays.

En 1952, l'enseignement populaire passa dans une nouvelle phase de développement. Cette année-là fut en effet marquée par l'institution de l'instruction générale obligatoire de 7 ans, devenu aujourd'hui l'enseignement de 8 ans.

En notre régime de pouvoir populaire, l'enseignement secondaire de 12 ans a également connu un impétueux essor. Alors qu'en 1938 il n'existait en tout dans le pays que 6 établissements secondaires fréquentés par 817 élèves, avec 46 enseignants, on dénombre aujourd'hui 61 établissements de 12 ans, avec 11960 élèves et 940 enseignants.

L'enseignement professionnel s'est aussi considérablement développé. Le problème de son organisation se posa dans notre pays aussitôt après la Libération comme un moyen d'assurer les besoins en force de travail qualifiée et en spécialistes et techniciens des divers secteurs. Notre pays a très peu hérité du passé dans ce domaine. En 1938, il n'y avait en Albanie que 5 établissements secondaires professionnels avec 879 élèves et 34 enseignants. Après la Libération, durant la première phase de la création de l'enseignement professionnel, de nombreux cours de brève durée avec ou sans suspension des rapports de travail, furent institués. A partir de l'année scolaire 1948-1949, sur la base de l'enseignement général unique de sept ans, on a institué un réseau d'établissements secondaires des principales branches de l'enseignement professionnel, qui a été progressivement élargi. Pour l'année scolaire 1967-1968, on dénombrait dans notre pays 20 écoles techniques diverses avec 8500 élèves et 520 pédagogues. Les écoles normales secondaires, qui préparent des instituteurs pour les écoles de 8 ans, tiennent une place importante dans le système d'enseignement secondaire professionnel.

Notre pays est doté aujourd'hui d'un système complet d'écoles professionnelles secondaires qui assure la formation des cadres de techniciens moyens pour tous les principaux secteurs, les principales branches de l'économie et de la culture.

Si l'enseignement professionnel secondaire a réussi à prendre une telle ampleur c'est qu'aux côtés des enfants de citadins ces écoles ont également accueilli de nombreux élèves venant des villages. L'Etat a en effet accordé de nombreuses bourses aux enfants de villageois. Qu'il suffise de rappeler que 70 pour cent du nombre global des élèves des écoles professionnelles secondaires bénéficient d'une bourse d'Etat.

Après la Libération, on a aussi organisé sur des bases solides l'enseignement technique et professionnel primaire. Outre le travail fait dans ce domaine au sein même des diverses entreprises et institutions, des écoles d'apprentissage ont été organisées dès l'année scolaire 1950-1951 en vue de satisfaire aux besoins de l'industrie, de l'agriculture, du bâtiment, des communications, du commerce, de la santé publique, etc. Au début, ces écoles admettaient, aux côtés des élèves ayant terminé le cycle d'études de 7 ans, des élèves relativement âgés qui n'avaient pas achevé ce cycle d'études. Plus tard la situation fut stabilisée et aujourd'hui seuls les élèves ayant terminé le cycle d'études de 7 ans sont admis dans ces établissements d'enseignement. Ceux-ci préparent des ouvriers qualifiés et ils comportent des cours d'études qui varient, selon les spécialités, de 1 à 3 ans.

Au sortir de l'école, les élèves se voient aussitôt offrir un emploi. Ainsi, le problème du travail pour le jeune technicien qui s'engage dans la vie pratique n'est nullement préoccupant. De plus il peut poursuivre ses études parallèlement à son travail. Les portes des différentes facultés de l'Université d'Etat de Tirana lui sont aussi ouvertes.

Les élèves des écoles d'apprentissage bénéficient tous d'une bourse d'Etat. Après un cours d'études de deux ans, les jeunes ouvriers reçoivent un emploi d'un niveau de qualification moyen, généralement dans la région dont ils sont originaires. Ils participent, dans les entreprises où ils sont employés, aux différentes formes de qualification en vue de leur perfectionnement professionnel qui est sanctionné par leur promotion en catégorie. Ces ouvriers, peuvent toujours accéder à l'enseignement professionnel secondaire et supérieur. Il existe de nombreux cas d'anciens ouvriers qui, interrompant ou même sans interrompre leur travail, ont réussi, grâce à leurs efforts et aux conditions favorables créées à leur intention par l'Etat, à devenir des spécialistes dotés d'instruction supérieure.

L'ESSOR PRIS PAR L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR EN ALBANIE

Avant la Libération, l'Albanie était le seul pays d'Europe ne possédant pas d'Université. Les rares cadres supérieurs en fonction à cette époque avaient fait leurs études à l'étranger.

C'est seulement après la Libération que l'enseignement supérieur vit le jour pour la première fois dans notre pays. Dès 1946, fut fondé à Tirana l'Institut pédagogique biennal, pionnier de notre enseignement supérieur, où fut entreprise la formation d'instituteurs pour les écoles uniques de sept ans. Mais le pays avait besoin de nombreux cadres supérieurs. Dans les premières années, une partie de ces cadres, bénéficiant de bourses d'Etat, furent préparés à l'étranger. Mais pour faire face aux besoins du pays en professeurs de l'enseignement secondaire, en ingénieurs des principales branches de l'industrie, en agronomes, économistes, juristes, etc., il était absolument nécessaire de mettre sur pied un enseignement supérieur dans le pays même.

C'est ainsi qu'en 1951 s'ouvraient l'Institut supérieur pédagogique de 4 ans, l'Institut supérieur agronomique et l'Institut supérieur polytechnique ; en 1952 l'Institut supérieur de médecine et l'Institut supérieur économique étaient créés à leur tour ; deux ans plus tard était fondé l'Institut supérieur juridique. En 1957, tous ces instituts, à l'exception de l'Institut agronomique, furent groupés pour constituer l'Université d'Etat de Tirana, qui comprend aujourd'hui 7 facultés, où sont préparés des cadres supérieurs dans 29 branches. Des filiales de l'Université ont été créées ces dernières années à Qytet-Stalin, Berat et Fier. Des cours d'études pour d'importantes branches de l'industrie pétrolière, chimique et textile, y ont été institués et se développent rapidement. De nouveaux établissements, le Conservatoire d'Etat, l'Ecole supérieure dramatique et l'Institut supérieur des Arts figuratifs, fondus aujourd'hui dans l'Institut supérieur des Arts, sont venus enrichir notre enseignement artistique. Il existe aussi un Institut supérieur de culture physique à Tirana ainsi qu'un Institut pédagogique biennal dans la ville de Shkodër.

De la sorte, en créant son propre enseignement supérieur, l'Albanie est aujourd'hui à même de préparer les spécialistes de degré supérieur que nécessitent les principales branches de l'économie et de la culture. Les établissements supérieurs constituent maintenant 20 facultés comprenant 57 sections avec plus de 12.000 étudiants. On compte actuellement en Albanie 70 étudiants pour 10.000 habitants.

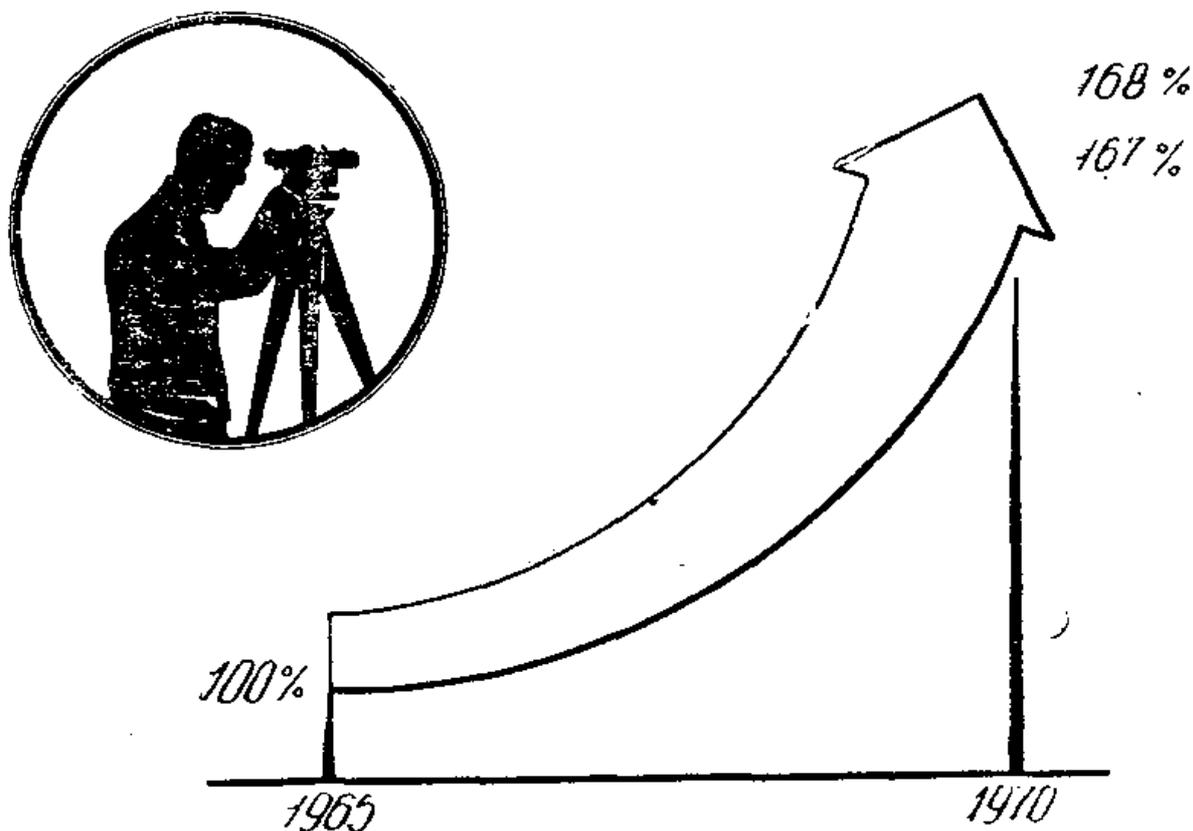
L'enseignement supérieur en République Populaire d'Albanie satisfait de mieux en mieux les besoins du pays en cadres supérieurs, aptes à diriger les différents secteurs et à assurer la recherche scientifique conformément aux conditions et aux exigences concrètes de notre économie. Les cadres formés dans nos écoles sont des cadres dotés d'une saine conception du monde marxiste-léniniste, de solides connaissances professionnelles et scientifiques, d'une haute conscience socialiste, prêts à servir partout où le réclament les intérêts supérieurs de la Patrie. Notre enseignement supérieur ne cesse de raffermir ses liens avec la vie, avec la pratique de l'édification socialiste. Conformément aux plans d'études, des centaines d'étudiants accomplissent chaque année une période d'exercice pratique dans la production, en travaillant dans les fabriques et les mines, aux stations électriques et aux chantiers de construction, dans les fermes d'Etat et les coopératives agricoles, dans les établissements sanitaires, économiques et culturels, en participant à des expéditions géologiques, archéologiques, etc. La plupart des projets de diplômes préparés par nos étudiants ont pour sujet des thèmes concrets de l'édification socialiste.

Les étudiants participent aussi largement à l'activité bénévole de la jeunesse pour la construction de nouveaux établissements industriels, voies de communications, ouvrages hydrotechniques pour l'agriculture, pour l'aménagement de champs en terrasses dans les zones montueuses et montagneuses, etc. Ils considèrent cette participation comme une école de trempe révolutionnaire.

Pour la première fois dans l'histoire de notre pays, des thèses d'agrégation ont été présentées dans nos instituts supérieurs. Aujourd'hui, les chaires des diverses facultés groupent des professeurs titulaires, des maîtres agrégés, des licenciés es sciences, des maîtres assistants et des collaborateurs scientifiques, dont le travail progresse d'année en année et qui entraînent aussi dans leur sillage vers de nouveaux succès les jeunes cadres dans les diverses branches. Les organismes intéressés ont arrêté un plan scientifique à long terme couvrant une période de 15 ans. En application de ce plan, une série d'importantes études sont en cours d'achèvement. Des efforts sont actuellement faits pour la construction d'un laboratoire scientifique de radiations nucléaires. Un laboratoire d'hydraulique a été créé pour le modelage de maquettes des projets hydrauliques et statiques des puissantes centrales hydroélectriques. Ce plan prévoit aussi la création d'un centre de mathématiques de calculs qui aura pour mission l'assimilation et l'application de méthodes de calculs fondées sur l'emploi d'ordinateurs électroniques pour les recherches dans les diverses branches de la science et de la production, la création d'une station sismique, etc.

L'enseignement supérieur a pris un essor si impétueux que les établissements supérieurs ont accueillis et continuent d'accueillir chaque année presque tous les élèves qui ont terminé le cycle d'études secondaires d'enseignement général, un certain nombre de ceux qui sortent des écoles secondaires professionnelles et beaucoup d'autres provenant du travail de production et de l'administration. L'Albanie compte aujourd'hui 2,6 fois plus de cadres supérieurs qu'en 1960, alors qu'en 1970 (dernière année du 4^e quinquennat) leur nombre sera de 67 pour cent plus élevé qu'en 1965. Tous les cadres diplômés sont assurés d'un emploi selon leur spécialité dans les différents secteurs de l'économie et de la culture, qui se développent avec vigueur. Tout citoyen de la République jouit en Albanie du droit de faire des études supérieures. Grâce au souci constant du pouvoir populaire, la base matérielle des étudiants s'est progressivement et considérablement améliorée. Près de 75 pour cent des étudiants bénéficient de bourses. L'Etat investit chaque année des fonds de plus en plus considérables pour la construction de nouveaux bâtiments d'enseignement, pour le développement ultérieur des laboratoires, des cabinets d'études, des chaires, des secteurs scientifiques et des instituts de recherche scientifique, des internats et des cantines pour les étudiants.

Nombre des cadres supérieurs et moyens



LES CONDITIONS CREEES EN FAVEUR DES TRAVAILLEURS POUR LEUR PERMETTRE DE POURSUIVRE LEURS ETUDES SANS SE DETACHER DE LA PRODUCTION

L'organisation des cours du soir et par correspondance destinés à la jeunesse ouvrière et paysanne et à tous les travailleurs qui ne peuvent se détacher de la production est une nouvelle preuve du caractère populaire de l'enseignement en Albanie. L'enseignement du soir et par correspondance constitue une base importante pour la diffusion de l'instruction, l'élévation du niveau culturel et professionnel des travailleurs, la formation des cadres de la production à un rythme plus rapide.

L'enseignement pour les adultes fut créé pour la première fois après la Libération et commença à prendre une forme nettement définie dès l'année scolaire 1946-1947, lorsque fut mis au point le système des écoles du soir pour les travailleurs adultes sans abandon de leur occupation habituelle. Par la suite l'on organisa aussi l'enseignement par correspondance.

Une série de dispositions et de décisions particulières ont été mises en vigueur afin de faciliter la fréquentation de ces écoles par les travailleurs. Aux termes du Code du travail, l'ouvrier ou employé qui suit les cours du soir ou par correspondance a droit à un congé annuel payé. Il est exempté de trois heures de travail (qui lui sont cependant payées) par semaine, lorsqu'il suit les cours des écoles de 8 ans et des établissements secondaires, et de 6 heures lorsqu'il fréquente les établissements supérieurs du soir.

Les établissements du soir ou par correspondance fonctionnent trois jours par semaine. L'ouvrier ou employé qui suit les cours de ces établissements, ne travaille ces jours-là que 7 heures tout en étant rémunéré pour 8 heures par l'entreprise, institution ou organisation, où il est employé. Quant aux travailleurs qui poursuivent leurs études dans les établissements d'enseignement supérieur du soir, ils ne travaillent ces jours-là que 6 heures tout en étant rémunérés pour 8.

Pour les mères de famille inscrites aux cours du soir et n'ayant personne qui puisse s'occuper de leurs enfants, une décision du Conseil des ministres prévoit des conditions encore plus favorable. Toutes celles d'entre elles qui fréquentent les écoles du soir de 8 ans ou secondaires bénéficient d'une exemption de 6 heures par semaine sans réduction de salaire.

Grâce aux conditions ainsi créées et à l'intérêt montré par les travailleurs eux-mêmes, l'enseignement pour les adultes qui travaillent a pris une grande ampleur. Dans l'enseignement secondaire, plus de 40 pour cent des inscrits suivent les cours du soir ou par correspondance, alors que ce pourcentage dans l'enseignement supérieur dépasse 45 pour cent. Pour l'année scolaire 1967-1968, 55.137 personnes, soit plus du quart du nombre total des écoliers et étudiants, suivaient les cours du soir ou par correspondance. Rien que dans les établissements supérieurs, 4300 personnes étaient inscrites aux cours du soir ou par correspondance, le nombre de ceux qui fréquentaient les écoles techniques et pédagogiques et les écoles de 12 ans ayant été respectivement de 10.700 et de 8.000.

A L'AVANTAGE DE QUI EST CONÇU LE SYSTEME DES BOURSES EN ALBANIE ?

Sous les régimes antipopulaires du passé, l'Etat n'accordait qu'un nombre négligeable de bourses, et ceux qui en bénéficiaient étaient généralement des fils d'agas, de beys et de commerçants. Pour les fils d'ouvriers et de paysans, l'octroi d'une bourse était tout à fait exceptionnel.

Aujourd'hui, la République Populaire d'Albanie est dotée d'un dense réseau d'écoles de 8 ans, d'établissements secondaires et supérieurs. Une bonne part des élèves et étudiants de ces établissements en suivent les cours comme internes, et la plupart en qualité de boursiers de l'Etat.

Dans l'ensemble du système d'enseignement de notre pays, plus de 19.500 élèves et étudiants sont internes, dont 13.300 à bourse entière et près de 3.500 à demi-bourse. Rien que dans le système des établissements secondaires d'enseignement général et professionnel, l'Etat a accordé plus de 8.100 bourses, chiffre 5 fois supérieur au nombre global des inscrits à ces établissements avant la Libération.

L'Etat accorde également des bourses aux enfants orphelins, ainsi qu'à une catégorie d'élèves des écoles de 8 ans, et des établissements secondaires d'enseignement général. En ce qui concerne cette dernière catégorie, les bourses sont surtout accordées aux enfants de paysans des zones non encore dotées d'écoles de ce genre.

Afin d'assurer le plus grand nombre possible de cadres locaux, priorité est donnée dans la répartition des bourses, surtout pour les branches les plus utiles aux campagnes, aux enfants de paysans, aux jeunes filles en particulier, et surtout aux enfants des zones reculées des montagnes.

Outre la bourse, qui garantit principalement aux élèves et étudiants la nourriture et le logement, l'Etat procure également des livres et des vêtements à titre gratuit à certaines catégories de jeunes gens. Il assure aussi le logement dans les internats scolaires aux élèves et étudiants sans bourse, originaires des campagnes ou d'autres villes que celle où ils font leurs études.

A tous les niveaux du système d'enseignement du pays, les élèves ou étudiants ne payent pas de droits d'inscription.

COMMENT LA JEUNESSE ALBANAISE EST-ELLE EDUQUEE, A TRAVERS LES ACTIONS, A L'AMOUR DU TRAVAIL ?

La jeunesse albanaise est la jeunesse des actions. Elle fut la première à se jeter dans la lutte pour la libération du pays et, après la Libération, elle consacre toutes ses forces physiques et intellectuelles à la cause de l'édification socialiste de la Patrie. Bon nombre d'ouvrages industriels et agricoles, de voies ferrées et de routes asphaltées ont été construits grâce au travail bénévole de notre jeunesse.

Dès les premières années qui suivirent la Libération, des milliers de jeunes travaillèrent bénévolement à la construction de la nouvelle route automobile Kukës-Peshkopi au nord-est du pays. Environ 60.000 jeunes gens et jeunes filles versèrent leur sueur pour la construction de la voie ferrée Durrës-Elbasan. Un an plus tard, un nombre analogue de jeunes construisaient la voie ferrée Durrës-Tiranë ; après quoi 2.000 autres ont relié la zone industrielle de la capitale à cette ligne par chemin de fer. Près de 5.500 jeunes gens et jeunes filles ont travaillé à la construction du combinat des textiles «Staline»; 2.000 à celle du combinat du sucre «8 novembre» à Maliq, district de Korçë ; d'autres ont participé au percement d'un tunnel à travers le mont Dajti qui domine Tirana et à la construction de la centrale hydroélectrique «Lénine». Une autre grande action qui souleva d'enthousiasme toute la jeunesse du pays fut la construction de la première centrale hydroélectrique sur le fleuve Mat. Plus de 20.000 jeunes ont travaillé à la construction de la route de la «Lumière» et à celle de la première digue sur le Mat. C'est sur ce fleuve qu'ont été construites les centrales hydro-électriques «Karl Marx» et «Friedrich Engels».

Les actions de la jeunesse revêtent non seulement une importance économique mais aussi éducative, politique et idéologique. Par son glorieux travail au service de l'édification socialiste, la jeunesse s'éduque et s'arme des normes et des hautes vertus de la morale communiste ; ainsi se trempe l'homme de la nouvelle société socialiste.

Aujourd'hui également, à une heure où le peuple tout entier est dressé comme un seul homme dans la lutte pour l'édification intégrale de la société socialiste, les actions de la jeunesse sont devenues non seulement traditionnelles mais encore plus massives. Elles se sont changées en de véritables écoles pour son éducation révolutionnaire et sa trempe physique. La participation bénévole aux actions confiées à la jeunesse est devenue pour tout jeune homme et jeune fille une question d'honneur et de fierté. Au cours des années 1965-1967, plus de 130.000 jeunes gens et jeunes filles ont travaillé bénévolement à divers ouvrages de l'édification du socialisme. La jeunesse a participé et elle participe à ces actions sous le mot d'ordre «Pensons, travaillons, vivons en révolutionnaires !»

Le 5e Congrès du Parti du Travail, qui tint ses assises au mois de novembre 1966, appela la jeunesse à «s'attaquer aux collines et aux montagnes, à les embellir et à les rendre aussi fertiles que les plaines.» Les zones où travaille la jeunesse se changeront dans un avenir non lointain, en régions à agriculture et élevage avancés. Des quatre coins de l'Albanie, des villages et des zones de plaines, des lieux de travail et des écoles, des milliers de jeunes gens et de jeunes filles ont afflué et affluent encore en volontaires dans les zones de montagne pour contribuer à leur développement dans tous les domaines. Un assez grand nombre de jeunes gens ont pris l'engagement d'y passer 2, 3 ou 5 ans, voire même toute leur vie.

Ils vivent et travaillent aux côtés des montagnards pour le relèvement de la condition économique, sociale et culturelle de leurs villages. Ils aident à défricher des terres nouvelles pour les semer de céréales panifiables et prennent une part active à toute la vie sociale et culturelle des villages.

En lutte contre l'ancien rétrograde et pour le triomphe du nouveau progressiste, ils combattent les coutumes pernicieuses du passé, répandent la lumière de l'instruction et de la culture, l'idéologie prolétarienne, ils mènent un travail d'éclaircissement en faveur de la pleine émancipation de la femme, pour ses droits, pour faire d'elle une grande force dans l'édification de la société nouvelle, à tous les coins de l'Albanie.

En février 1967, la jeunesse albanaise s'est attaquée à une grande action ; elle a entrepris la construction de la voie ferrée Rrogozhinë-Fier de 54 km de long, dans l'Albanie centrale, important ouvrage du quatrième plan quinquennal. Plus de 100.000 jeunes gens et jeunes filles ont immédiatement répondu à l'appel qui leur avait été lancé à participer en volontaires à cette action. L'ardent enthousiasme manifesté en cette occasion s'inspire de sentiments révolutionnaires, du désir d'œuvrer corps et âme à l'édification complète de la société socialiste et au renforcement ultérieur de la patrie socialiste. La jeunesse s'est engagée à accomplir cette action en deux ans au lieu de quatre comme le prévoyait le plan. La réalisation de cet ouvrage est particulièrement importante pour le transport des minéraux, des produits de notre jeune industrie des engrais chimiques, ainsi que des produits agricoles.

La jeunesse s'est vu confier une autre action importante, la construction de la route automobile de montagne de la Grande Malësi au nord du pays, longue de 75 km, qui remplira un rôle important pour un plus ample développement de cette zone, autrefois complètement négligée, laissée dans un état de régression séculaire. Cet ouvrage aussi doit être achevé en 1968. Dans les combinats, les fabriques, les mines, dans l'agriculture, partout, la jeunesse est une grande force qui fait progresser la production.

Elle a pris de nombreuses initiatives révolutionnaires tendant à accroître le rendement dans l'industrie et l'agriculture, à améliorer encore davantage la qualité des marchandises, à propager de nouvelles méthodes avancées dans la production; elle participe activement au mouvement d'inventions et de rationalisations, elle lutte pour l'approfondissement de la révolution technique et scientifique.

Les actions futures de la jeunesse contribueront à son éducation et à sa trempe révolutionnaires. La R.P. d'Albanie voit grandir sur son sol une jeune génération éduquée dans l'esprit des éminentes traditions patriotiques et révolutionnaires du peuple, politiquement trempée, idéologiquement saine et moralement pure. Ses hautes qualités morales et politiques, la jeunesse albanaise les manifeste on ne saurait mieux par la fusion de son existence avec les intérêts de la Patrie, du peuple, du socialisme. Grâce à cette attitude, la jeunesse sera en mesure de prendre en main le flambeau de la révolution socialiste et de le porter toujours en avant, de bâtir la société socialiste intégrale et de lutter pour l'édification du communisme.

LES TRADITIONS CULTURELLES DU PEUPLE ALBANAIS

Les découvertes archéologiques, surtout celles qui ont été faites sous le pouvoir populaire, témoignent des antiques traditions culturelles du peuple albanais. Sa culture est tout aussi ancienne et riche que la longue histoire de notre pays. Les civilisations les plus remarquables de l'Antiquité se sont développées et ont laissé leurs traces en Albanie.

Le territoire et les habitants de l'Albanie antique, peuplée depuis l'époque paléolithique, ont vécu les grands événements dont les Balkans et l'Europe du sud-est furent le théâtre pendant des siècles. Les anciens Illyriens (ancêtres des Albanais d'aujourd'hui) atteignirent un haut degré de développement économique et culturel. Ils formèrent des États puissants cités dans l'histoire de l'Antiquité pour la résistance acharnée qu'ils opposèrent aux Romains. Dès les temps antiques, des cités naquirent et fleurirent sur notre sol. Telles furent notamment Butrinti, Apollonie, Dyrrah (Dyrrhachion — Durrës actuel), Amantie, Phoinike, etc. Les fouilles faites par les archéologues ont mis à jour de nombreux monuments architecturaux, temples ornés de statues, colonnes de divers styles, théâtres et stades pouvant contenir des milliers de spectateurs, gymnases, places publiques, bibliothèques, etc. Les archéologues y ont découvert un grand nombre de noms, d'inscriptions et divers objets d'origine illyrienne. Ces trouvailles attestent l'existence d'une culture plus ancienne que les cultures grecque et romaine, ainsi que l'influence sensible de la culture illyrienne sur celles-ci, qui étaient, on le sait, les plus puissantes et les plus développées des temps antiques.

Même durant le moyen âge, le peuple albanais, encore que dans des conditions très difficiles du fait des fréquentes invasions dont son territoire était l'objet de la part de grandes puissances étrangères, réussit à développer sa culture et son art. Architectes, graveurs et sculpteurs qui travaillaient le bois et la pierre nous ont laissé de précieuses oeuvres d'art dans maints bâtiments, et les artisans albanais continuèrent les anciennes traditions dans les travaux de filigrane, les pyrogravures, les broderies, etc. Les guerres et les invasions étrangères ont causé de graves dommages à la culture matérielle du peuple albanais. L'occupation turque en particulier, qui dura près de cinq siècles, laissa l'Albanie dans un état de profonde régression. Au cours de la Renaissance Nationale albanaise, (qui couvre la seconde moitié du XIX^e siècle et le début du XX^e), et qui représente une époque révolutionnaire démocratique de grande importance dans l'histoire et la littérature du peuple albanais, la lutte pour la libération nationale prit un grand essor. Les promoteurs de la Renaissance albanaise, personnalités éminentes aux idées progressistes, penseurs avancés, révolutionnaires courageux et patriotes ardents, luttèrent par les armes et la plume pour la libération et l'indépendance de notre peuple, pour le développement de la culture nationale, pour la création d'écoles et d'un enseignement en langue maternelle, pour la défense du patrimoine culturel du peuple albanais, contre les efforts assimilateurs des envahisseurs turcs et des cliques chauvines des pays voisins. Un grand nombre de patriotes albanais prirent la tête de ce mouvement, devenant de véritables porte-flambeaux sur la voie de la lutte de libération. Tels furent, notamment, parmi beaucoup d'autres, Naum Veqilharxhi, Jeronim de Rada, Kostandin Kristoforidhi, Sami Frashëri, Jani Vreto, Naim Frashëri, Andon Zako Çajupi. Un grand nombre de sociétés et d'organisations patriotiques créées dans le pays et à l'étranger, propageaient les idées de liberté nationale, publiaient des livres et des journaux albanais et diffusaient la culture albanaise.

Les efforts de nos patriotes de la Renaissance et l'insurrection générale populaire furent couronnés par la proclamation de l'Indépendance nationale, le 28 novembre 1912. Dans les années qui suivirent, particulièrement de 1920 à 1924, le mouvement culturel en Albanie prit un caractère démocratique marqué, antiféodal et anti-impérialiste. La grande Révolution socialiste d'Octobre, avec ses idées sur le progrès social, eut une profonde influence sur la vie culturelle du pays. De nombreux clubs et sociétés qui déployèrent leur activité durant cette période devinrent des foyers de propagation des idées progressistes, antiféodales et anti-impérialistes.

Sous le régime obscurantiste de Zogu (1925-1939), le mouvement culturel progressiste albanais, sous la conduite des groupes communistes et autres éléments avancés, a mené une lutte résolue contre les courants fascistes, monarchistes décadents et réactionnaires, dans le domaine de la culture et des arts. Ce mouvement progressiste lutta en faveur de la diffusion des nouvelles idées socialistes, anti-impérialistes et démocratiques, et contre la politique réactionnaire du régime féodalo-bourgeois, qui ne se souciait guère du progrès culturel du peuple et qui avait laissé l'Albanie au niveau des pays les plus arriérés d'Europe, au niveau d'un pays où dominaient encore les rapports féodaux et où 80 pour cent de la population étaient illettrés. Une grande part des biens matériels les plus précieux de la culture albanaise furent pillés par les divers occupants et les archéologues étrangers, ou bien vendus pour rien par les cliques antipopulaires qui gouvernaient le pays avant la Libération. Cependant, en dépit des guerres et des dévastations incessantes que notre pays eut à subir au cours des siècles, de nombreux monuments de la culture nationale albanaise ont été conservés jusqu'à nos jours.

LES PRINCIPAUX MONUMENTS DE NOTRE CULTURE ET LE SOIN MONTRE POUR LEUR CONSERVATION

Le peuple albanais a laissé en témoignage de sa très vieille histoire un grand nombre de monuments, dès les temps les plus anciens. Ces monuments non seulement revêtent une grande importance historique et artistique, mais ils constituent aussi une source pour l'éducation de la jeune génération dans les meilleures traditions de ses ancêtres. L'Albanie, par rapport à son étendue, est l'un des pays d'Europe les plus riches en monuments culturels. Sur une superficie de 28.750 km², l'on dénombre 8 cités antiques, 75 citadelles, plus de 115 églises, monastères et mosquées, des centaines de maisons d'habitation, de ponts et autres constructions caractéristiques de grande valeur artistique, qui constituent un fonds précieux de monuments archéologiques, architecturaux et historiques, un riche legs laissé par le passé et un vivant témoignage du travail créateur du peuple albanais et de son apport au trésor de la culture mondiale.

Bon nombre d'étrangers, de savants et de touristes, qui ont visité les monuments historiques culturels d'Albanie, ont qualifié notre pays de «parc de tourisme de premier ordre», présentant un intérêt particulier pour les historiens, les archéologues, les ethnographes et les musicologues.

Les ruines de cités fortifiées illyriennes, vestiges des temps les plus antiques, se rencontrent dans les districts de Shkodër (Albanie du Nord), Tirana (Albanie centrale), Vlorë (Albanie du Sud), etc. Ces cités ont d'épais murs d'enceinte, construits en grosses pierres non taillées et assemblées sans l'aide d'aucun ciment. Elles occupent toutes des positions dominantes et stratégiques, commandant les plaines et les vallées environnantes et quasi imprenables. Le développement économique de l'Illyrie et l'accroissement de sa puissance s'accompagna du renforcement des cités, qui furent alors entourées de murs de pierres de taille, garnis de tours, de portes, etc.

A partir du VII^e siècle avant notre ère, des colonies grecques, qui ne tardèrent pas à fleurir, furent créées sur le littoral albanais. Telles entre autres les cités de Dyrrhachion ou Dyrrhachium (Durrës actuel) Buthroton (Butrint), Apollonie (Pojan, près de Fier), Lissus (Lezhë), qui offrent de nos jours un grand intérêt archéologique par les monuments qui y sont conservés (architecture, mosaïques, sculptures.) On peut encore contempler aujourd'hui des pans des hauts murs qui entouraient les cités antiques, de grandes portes, oeuvres architecturales remarquables, des vestiges de bâtiments publics ou privés, temples, théâtres, stades, établissements thermaux, maisons d'habitation, des sculptures monumentales, des reliefs et inscriptions, des mosaïques polychromes, des monnaies des cités antiques, des objets de l'artisanat illyrien, surtout des armes et des ornements féminins. Le grand centre archéologique de Butrint, dans l'Albanie du Sud, possède notamment un chef-d'oeuvre de l'architecture paléo-chrétienne, le baptistère, construit au VI^e siècle de notre ère. Il se compose d'une couche de mosaïques polychromes divisée en plusieurs zones concentriques et de seize colonnes de granit provenant de temples antiques et disposées en deux cercles concentriques, sur lesquelles reposait le toit. En 1928, fut découverte à Butrint une tête en marbre d'Apollon. Le roi satrape Zogu fit don de ce chef-d'oeuvre au chef de file du fascisme italien. Aujourd'hui cette sculpture de rare valeur se trouve en Italie. Ces dernières années ont été mises à jour à Apollonie 29 sculptures d'un intérêt particulier pour l'étude de la sculpture des deuxième et troisième siècles de notre ère.

D'autres monuments sont également d'un grand prix, tant du point de vue architectural que pour les fresques qui en revêtent les parois. De nombreux ouvrages de la période byzantine et post-byzantine dépassent, quant à leur intérêt, les limites de notre culture nationale. Les églises de l'Albanie centrale contiennent les fresques du grand peintre albanais du XVI^e siècle Onuphre et de son fils Nicolas, qui ont peint avec une rare maîtrise et en des tons saisissants de vérité des figures inspirées, que semble animer un riche univers spirituel. On trouve aussi en Albanie des fresques d'un puissant talent albanais du XVIII^e siècle, David Selenica.

Un autre important groupe de monuments est constitué par les maisons d'habitations populaires, dans les villes comme dans les campagnes. Parmi ces constructions, il convient de signaler la «kulla», habitation fortifiée que l'on rencontre principalement dans l'Albanie du Nord. Mais c'est surtout à Berat et à Gjirokastër que les maisons présentent un style particulier. On y relève la marque d'un style architectural caractéristique et uniforme. De nombreuses maisons sont bâties sur des versants de collines et de montagnes, donnant l'impression d'être posées les unes sur les autres. La manière dont elles sont construites révèle une réelle hardiesse de conception, et chacune d'entre elles attire l'attention par le remarquable travail des sculptures sur pierre et sur bois.

Les monuments de la culture, en tant que remarquables témoignages de l'oeuvre créatrice du peuple, demeurent des sources inépuisables pour l'étude de l'histoire et du développement culturel et artistique du pays. Mais ces monuments, outre qu'ils sont des témoignages qui aident à connaître notre culture, constituent aussi d'importants sujets d'inspiration pour nos artistes, en ce qu'ils illustrent de façon édifiante l'habileté des maîtres locaux, qui ont su enrichir et développer les formes artistiques populaires.

La conservation, la protection et l'étude des monuments de la culture sont étroitement liées à l'édification de notre culture socialiste. Ces liens déterminent la vive attention que le gouvernement populaire a porté et porte toujours à la préservation de ce précieux patrimoine. Les monuments de la culture jouissent en effet de la protection de l'Etat.

La situation des monuments de la culture avant la Libération était totalement différente. Ils étaient abandonnés à la merci des intempéries. La découverte et l'étude des monuments de la culture matérielle albanaise étaient laissées, à l'époque, au soin des étrangers. De nombreux objets mis à jour ont été volés. De même, une bonne part des fouilles et des études faites dans ce domaine, étaient guidées par les objectifs et les intérêts étroits de certains pays étrangers. Les monuments de notre culture qui résistèrent à la fureur dévastatrice des invasions étrangères au long des siècles, furent mal employés ou encore plus dégradés par les gouvernements féodalo-bourgeois. C'est seulement après la Libération du pays et l'instauration du pouvoir populaire, que les monuments devinrent l'objet de l'intérêt qu'ils méritent. Des institutions spéciales d'Etat furent mises sur pied, avec pour mission d'assurer d'abord la protection des monuments, puis, leur entretien et leur restauration. Les lois et décrets élaborés à cette fin plaçaient en effet les monuments de la culture sous la protection de l'Etat. L'Albanie possède aujourd'hui un musée archéologique-ethnographique central à Tirana, ainsi qu'un certain nombre d'autres musées dans les divers districts, où sont rassemblées une bonne quantité d'oeuvres culturelles. Un laboratoire qui s'occupe du nettoyage et de la restauration des objets métalliques et en céramique, a été créé auprès de l'Université d'Etat de Tirana, alors que pour la restauration des monuments archéologiques on a mis sur pied un atelier de restauration, qui a effectué d'importants travaux de cette nature sur un nombre appréciable de monuments de la culture matérielle. Des ateliers ont également été créés dans les centres archéologiques de Butrint, Durrës, et de certaines autres villes du pays.

C'est justement du souci de préserver les précieux monuments de notre antique culture que s'inspire la décision de conférer le titre de ville-musée à certaines de nos villes. Telles sont Gjirokastër et Berat dans le Sud de l'Albanie et Krujë dans l'Albanie centrale. Les monuments et les villes proclamés «monuments culturels» ou «villes-musées» le sont sur la base de certaines données historiques et architectoniques, et cette consécration s'inscrit dans le cadre de l'effort fait pour illustrer au mieux le processus de développement de notre art de la construction.

Dans le même temps, des expéditions archéologiques sont organisées chaque année pour la découverte de nouveaux monuments culturels encore enfouis dans notre sol. Elles révèlent de nouveaux objets qui éclairent d'un nouveau jour l'histoire millénaire du peuple albanais, son art et sa culture.

L'Etat dépense des fonds importants pour la découverte, la protection et l'entretien des monuments culturels. Il veille à ce qu'aucun monument ne soit endommagé et à ce que tous soient conservés dans leur condition primitive. Un exemple illustratif de ce souci nous a été offert lors de la construction du nouveau théâtre de Durrës. Les travaux de creusement des fondations ayant mis au jour les vestiges d'un établissement thermal antique, les constructeurs se trouvèrent devant un dilemme. Celui-ci fut résolu au mieux. Le monument découvert ne fut pas détruit. Des modifications furent apportées au projet initial du théâtre, qui entraînèrent une augmentation des frais prévus pour la construction de cet édifice. Tout visiteur peut entrer par la porte ouest et assister à une représentation au théâtre, mais il peut aussi, avant ou après le spectacle, visiter par la porte est le monument archéologique découvert récemment.

Les monuments culturels de l'Albanie témoignent des grandes capacités créatrices du peuple albanais, qui érige de nos jours de nouvelles oeuvres monumentales, dignes de l'époque socialiste.

LES RICHESSES FOLKLORIQUES DE L'ALBANIE

L'Albanie possède un patrimoine inépuisable de chants et de danses populaires. Au long des siècles, le peuple albanais s'est créé une musique originale, qui se distingue par la variété des tonalités, par la beauté et le sentiment de ses mélodies, par leur rare fraîcheur et leur charme particulier. Les chants populaires représentent l'histoire du peuple albanais mise en musique. Dans chaque chant historique, on sent vibrer la confiance dans la victoire. Ces chants qui servaient aux aïeux des Albanais d'appels au combat sont jalousement conservés. En Albanie du Nord, les chants sont chantés à une voix, tandis que dans le Sud, où prédomine la polyphonie, ils le sont à deux, à trois ou à quatre voix. Le chant nuptial occupe une place de choix dans le folklore albanais. Les chants de ce genre se distinguent par leurs tons joyeux, leur lyrisme et optimisme. Les chants lyriques, érotiques, rituels, allégoriques constituent un riche fonds du folklore musical albanais. C'est avec une profonde passion que le peuple a chanté l'amour pur et sincère.

Les danses albanaises offrent une infinie variété de mouvements, elles sont pleines de vie et de dynamisme. Elles symbolisent la vaillance, la résolution, l'inflexibilité des Albanais. Certaines danses albanaises, notamment celles de la Grande Malesia dans le Nord, sont silencieuses, exécutées sans musique, selon un rythme que créent eux-mêmes les danseurs ; d'autres, surtout celles du Sud, sont accompagnées de chants que chantent les danseurs eux-mêmes ou du son d'instruments populaires. Selon les régions, les danses s'exécutent seul, à deux, ou en groupe, celui-ci étant mené par un ou deux danseurs. Afin d'encourager la propagation et l'élaboration artistique des chants et des danses populaires, on a créé en Albanie, après la Libération, un Ensemble d'Etat de chants et de danses populaires albanaises, qui a obtenu un vif succès au cours de ses tournées à l'étranger.

En matière d'instruments populaires également, le talent créateur du peuple albanais se manifeste sur une vaste gamme et de façon très variée. En dépit de sa superficie réduite, on trouve sur le sol de l'Albanie toutes les sortes d'instruments populaires : idiophones, aérophones, membranophones et cordophones. Nous citerons parmi les instruments à membrane, la grosse caisse, le tambour de basque ; parmi les instruments à vent, la flûte et le gajdé, et parmi les instruments à corde, la lahuta et la çifteli.

L'instrument le plus répandu est la flûte: un tube en bois ou métallique percé de trous, long d'environ 40 centimètres. Le gajdé est un instrument à vent à deux voix. Il se compose d'une outre en peau et de deux tubes, dont un seul a des trous, l'autre servant uniquement à l'accompagnement.

La çifteli est également un instrument très populaire. Elle a la forme d'une petite mandoline, à long manche, généralement à deux cordes. Cet instrument est surtout répandu dans les hautes régions du Nord, où on le trouve pour ainsi dire dans chaque famille.

Notre folklore oral, ainsi que les rites qui accompagnent la célébration des naissances, des mariages et des décès, est aussi fort riche.

Le patrimoine culturel et spirituel de notre peuple constitue un vaste et intéressant champ d'étude. Mais c'est seulement après la Libération que la recherche et l'étude du folklore furent entreprises systématiquement, sur des bases scientifiques. La création de l'Institut des Sciences, en 1947, fut accompagnée de celle d'un secteur qui s'occupe spécialement de la collecte et de l'étude du folklore albanais. Les matériaux folkloriques ont fini d'être recueillis en 700 points du pays et leur collecte se poursuit en d'autres points. Les matériaux rassemblés ne demeurent pas dans les archives de l'Institut, mais ils sont systématiquement publiés. De 1951 à 1963, on a publié 14 volumes de recueils folkloriques divers ; trois volumes qui contiennent des matériaux folkloriques de la période 1635-1912 ont paru à l'occasion du 50^e anniversaire de l'indépendance de notre pays. En 1963, une vaste édition du folklore albanais en 20 volumes, divisés en séries, a été entreprise. En 1962, le secteur du folklore près l'Institut des Sciences a été converti en un Institut distinct, comprenant trois secteurs ; ceux du folklore oral, du folklore musical et de la chorégraphie.

Aujourd'hui l'Institut du folklore possède des cadres expérimentés et, à leurs côtés, des cadres préparés par l'Université d'Etat de Tirana, ainsi que de nombreux collaborateurs de tout le pays qui apportent leur concours au progrès de la nouvelle science albanaise.

A l'Institut, parallèlement au travail de collecte et de classification du folklore, un grand travail est mené pour l'étude scientifique de ces matériaux. Il convient de citer en cette matière des études telles que «le Problème des contes albanais», «le Cycle des preux», «les Chants historiques», «la Morphologie de la musique populaire», «l'Humour et la satire dans notre patrimoine lyrique populaire», etc.

L'Institut du folklore entretient des relations et échange des matériaux avec de nombreuses institutions folkloriques et d'éminents savants étrangers du monde entier. Les travaux des hommes d'étude de cet Institut ont trouvé place dans les archives des Instituts de folklore en France, en Autriche, en Allemagne, etc.

L'Institut est membre de la société internationale «International Folk music council». Afin de consolider ses relations avec l'étranger, l'Institut publie divers matériaux en français sous le titre de «Chansonnier populaire albanais.»

QUE FAIT-ON POUR RECUEILLIR ET CONSERVER LE PATRIMOINE ETHNOGRAPHIQUE ?

Le peuple albanais possède une importante culture matérielle, dont la richesse de son patrimoine ethnographique offre une vaste illustration. De nombreux hommes d'étude et visiteurs étrangers, après avoir apprécié la beauté et la variété des costumes populaires albanais, travaillés avec une grande finesse de goût, les broderies sur soie, les tapis et les carpettes décorés de motifs nationaux, les objets d'art en filigrane d'argent et les pyrogravures, les habitations caractéristiques à l'architecture originale avec leurs pièces remplies d'ornements sculptés sur les portes et les fenêtres, les placards encastrés dans les murs, les corniches et les cheminées, après avoir connu aussi les belles et nobles vertus de notre peuple, telles que l'hospitalité, la fidélité à la parole donnée, la vaillance et ses coutumes traditionnelles, ont déclaré avec admiration que «le peuple albanais est un peuple d'artistes.»

Les matériaux ethnographiques albanais présentent un grand intérêt scientifique et artistique. C'est ainsi que, entre autres, les costumes populaires du type de la xhubletë (vêtement de femme en bure) de la gunë (manteau d'homme de grosse laine) et des fustanelles, ont une très ancienne origine ; les costumes des montagnards et leurs ornements témoignent d'un goût artistique très fin et rappellent ceux des femmes illyriennes ; les maisons caractéristiques des villes-musées : Gjirokastër, Berat, Krujë, et celles de Shkodër, attestent l'habileté des constructeurs sculpteurs sur pierre et sur bois ; enfin, les objets confectionnés par l'artisanat sont la preuve d'une très ancienne tradition, retransmise et développée de génération en génération.

Le peuple albanais constitue, parmi les autres peuples qui lui sont plus ou moins proches, une unité ethnique distincte, non seulement par la langue et les données anthropologiques, mais aussi par les traditions ethnographiques. Ce fait a attiré l'attention de nombreux hommes d'étude de différentes époques. Des descriptions de matériaux ethnographiques de notre pays se rencontrent dans diverses oeuvres des anciens auteurs grecs et romains, dans les ouvrages des chroniqueurs byzantins, dans divers rapports des agents commerciaux et politiques qui ont séjourné dans notre pays, dans des actes et documents écrits des diverses époques, etc., mais ces matériaux, n'ayant pas été rédigés à des fins d'études et n'ayant pas le caractère de travaux scientifiques, sont incomplets et superficiels. Ils n'ont la valeur que de matériaux auxiliaires, pouvant seulement servir à étayer de véritables études scientifiques.

Notre ethnographie nationale a été l'objet d'un intérêt particulier de la part des patriotes albanais, notamment des premiers écrivains et hommes d'étude de la langue albanaise, au XVI^e siècle, Budi, Bardhi, et Bogdani, des membres des colonies albanaises à l'étranger, et surtout des patriotes de la Renaissance Nationale Albanaise, qui accomplirent au XIX^e siècle, un fécond travail pour l'étude de notre culture nationale. Contraints toutefois de travailler dans des conditions difficiles, poursuivis et persécutés par les occupants, ils ne purent, en dépit de leur bonne volonté, accomplir qu'une oeuvre fragmentaire, et ne sortirent pas des limites d'un dilettantisme ethnographique. La conquête de l'indépendance nationale en 1912 fit espérer que le travail portant sur l'histoire de la culture de notre peuple recevrait une nouvelle impulsion et que l'intérêt et le soutien de l'Etat permettraient de créer une institution scientifique qui organiserait un travail scientifique systématique. Mais il n'en fut rien, parce que les classes féodales et bourgeoises qui avaient ravi aux masses populaires les fruits de la victoire et établi leur domination, négligèrent complètement les traditions nationales. Dans les nouvelles conditions créées, les honnêtes patriotes poursuivirent leurs efforts, mais leur oeuvre, en l'absence de l'intervention de l'Etat et d'un organe ayant pour mission de guider et de coordonner leur activité, ne dépendait en fait que de l'initiative privée. Ce ne fut qu'après la Libération, avec l'avènement du peuple, — l'auteur même des traditions nationales, — que les choses changèrent du tout au tout.

Dans la première période qui suivit la Libération, un secteur d'ethnographie fut créé auprès de l'Institut des Sciences, alors qu'il se rattache à présent à l'Institut d'Histoire et de Linguistique. Rassembler, classer, étudier les matériaux ethnographiques, telle est la principale tâche de ce secteur, qui compte aujourd'hui un bon nombre de cadres spécialisés. Les ethnographes albanais sillonnent tout le pays et y recueillent des matériaux très précieux. Ce secteur dispose aujourd'hui d'une très riche collection d'objets de la culture matérielle de notre peuple (plus de 11.000).

Il a été doté d'une photothèque, de bureaux de documentation et d'esquisses, d'archives, d'une bibliothèque, etc. Un musée ethnographique a été créé en 1948, à Tirana. Sa création a été suivie de celle de 11 musées locaux, dont chacun possède un secteur d'ethnographie qui a pour tâche de rassembler et de conserver les matériaux documentaires.

Ces institutions, qui ont entrepris leur travail après la Libération en partant à zéro, constituent aujourd'hui une excellente base pour le travail scientifique. Le musée central ethnographique de Tirana est devenu une école de culture pour les larges masses de la population. Des milliers de jeunes le visitent chaque jour et y acquièrent des connaissances vivantes et concrètes sur le passé de notre peuple et sa culture matérielle. Divers groupes d'artistes, de travailleurs de la culture et de l'art populaire s'y inspirent des traditions artistiques de notre peuple, les étrangers également visitent ce musée avec un grand intérêt.

L'activité du musée ethnographique de Tirana s'est étendue également à l'étranger. Il a organisé depuis sa création plusieurs grandes expositions ethnographiques à l'étranger. Telles notamment celles ouvertes en Chine, à Ceylan, en Italie, en France, etc., et qui ont permis à de nombreux visiteurs de connaître les traditions artistiques du peuple albanais.

Le secteur de l'ethnographie a effectué une série d'études intéressantes sur divers problèmes de l'ethnographie albanaise, dont un bon nombre ont été publiées dans le bulletin de notre Université d'Etat et dans la revue «L'ethnographie albanaise». Il convient de citer la publication des albums ethnographiques illustrés : «L'art populaire», «Le catalogue de motifs populaires», «Les tapis albanais», «Ouvrages de la femme albanaise», etc.

LE DEVELOPPEMENT PRIS PAR LA LITTERATURE ALBANAISE

La littérature albanaise vit le jour avec la publication, en 1555, du premier livre albanais, le «Missel» de Gjon Buzuku. La domination des envahisseurs ottomans, qui dura près de cinq siècles, ne réussit pas à éteindre chez le peuple albanais sa grande soif d'art et de culture. C'est ainsi qu'en même temps que les révoltes réitérées pour la conquête de la liberté, un grand effort était mené pour maintenir vivante la langue albanaise et développer la littérature nationale. Il convient de souligner le rôle important joué dans ce domaine par les écrivains et les poètes, qui ont contribué par leurs oeuvres non seulement à l'enrichissement de notre culture nationale mais aussi à l'éveil de la conscience nationale, en dressant le peuple dans la lutte contre l'absolutisme du régime militaire et féodal des sultans. A cet égard, l'une des périodes les plus lumineuses, marquée par un impétueux essor de la culture nationale, fut celle que nous appelons «Renaissance nationale albanaise», et qui embrasse la seconde moitié du siècle passé et le début de notre siècle. Elle produisit d'éminents écrivains et poètes qui, rattachant leur activité créatrice aux problèmes de l'époque, à la lutte pour l'indépendance nationale, créèrent des oeuvres de valeur qui ne tardèrent pas à être appréciées aussi à l'étranger. Tels sont Naim Frashëri, Andon Zako Çajupi, Sami Frashëri, Kostandin Kristoforidhi, Vaso Pasha, Filip Shiroka, Mihal Grameno, Foqion Postoli et des dizaines d'autres poètes et écrivains qui furent les précurseurs de la littérature albanaise actuelle.

La proclamation de notre indépendance nationale le 28 novembre 1912 inaugura, pour notre littérature, une nouvelle période connue sous le nom de «littérature du réalisme critique» et qui s'étend de 1912 à 1940. Les représentants les plus en vue en sont les écrivains Ndre Mjeda, Fan Noli, Milosh Gjergj Nikolla (Migjeni), Aleksandër Drenova (Asdreni). Leur oeuvre n'est toute qu'un sévère réquisitoire contre l'ordre féodal et bourgeois de cette époque, quand l'Albanie languissait sous la féroce oppression de tout sentiment progressiste.

Les années 30 virent encore apparaître un bon nombre de nouveaux écrivains et poètes qui devaient surtout déployer leur activité dans les années de pouvoir populaire. La période de plus de vingt ans qui suivit la Libération constitue une des pages les plus brillantes de l'histoire de notre littérature, tant en ce qui concerne le contenu, que la réalisation esthétique. Embrassant la méthode du réalisme socialiste, les écrivains albanais ont illustré avec art diverses périodes de l'histoire du peuple albanais : la lutte de nos pères pour la liberté, l'indépendance et la terre ; la lutte de libération nationale — l'une des périodes les plus glorieuses de notre histoire — et l'oeuvre d'édification socialiste du pays.

La littérature albanaise actuelle, en tant que littérature de réalisme socialiste, reflète dignement notre réalité historique. Les grandes transformations économiques, politiques et sociales de notre peuple se sont accompagnées du processus de développement de notre littérature.

La grande valeur de notre littérature réside dans son étroit attachement aux intérêts du peuple, dans le fait qu'elle sert ces intérêts et qu'elle milite en leur faveur. Voilà aussi pourquoi les thèmes qui sont les siens sont directement liés aux intérêts du peuple. Cette littérature s'est efforcée de se saisir de la grande variété de sujets qu'offre la réalité socialiste même, et aussi de retracer et de perpétuer diverses époques de l'histoire de notre peuple dans l'optique du marxisme-léninisme. Ce sont précisément les traits que présentent les oeuvres de nos écrivains Dhimitër Shuteriqi, Shefqet Muraraj, Llazar Siliqi, Sterjo Spase, Andréa Varfi, Kolë Jakova, Ismail Kadare et de bien d'autres. Ces oeuvres ont non seulement trouvé un accueil chaleureux auprès des lecteurs albanais, mais traduites en plusieurs langues, elles ont également été fort appréciées à l'étranger.

L'esprit révolutionnaire du peuple dans l'édification socialiste, la lutte contre l'impérialisme et le révisionnisme, la fierté nationale et les nobles principes de l'internationalisme prolétarien se trouvent largement traités dans l'oeuvre des écrivains albanais. Ceux-ci sont toujours guidés dans leur travail par la méthode du réalisme socialiste qui ne conduit pas comme le prétendent les esthètes bourgeois et révisionnistes, à l'uniformisation, mais qui crée au contraire des possibilités, comme cela s'est vérifié et continue de se vérifier chez nous, pour le plus large épanouissement des individualités des différents styles et manières. Le réalisme socialiste n'est pas conçu chez nous comme une méthode figée et immobile, comme un ensemble de préceptes arides, ou comme une recette universelle. Il est considéré comme une méthode vivante et créatrice engendrée par les nécessités historiques et étayée sur de solides bases sociales, qui oriente les écrivains vers la vérité, interprétée dans un esprit révolutionnaire, selon la conception dialectique matérialiste. Il en dérive que notre littérature ne cesse de progresser et que les héros qu'elle fait vivre, sont attachants, que les lecteurs trouvent en eux des êtres qui leur sont proches, des camarades de travail et de combat. Les rangs des écrivains albanais ne cessent de grossir. De nouveaux noms d'auteurs, ouvriers, paysans coopérateurs, militaires, ont enrichi la nouvelle littérature albanaise de nombreuses oeuvres de poésie et de prose, qui traitent de problèmes actuels. L'héroïsme de masse est le sujet dominant qui attire nos écrivains. Sous le pouvoir populaire a été fondée l'Union des Ecrivains et des Artistes d'Albanie qui compte des branches dans les principaux districts. Les écrivains albanais ne cessent de resserrer leurs liens avec les masses. Bon nombre d'entre eux, quittant la capitale, sont allés vivre dans d'autres districts jusque dans les zones de montagnes les plus reculées, pour trouver auprès du peuple la véritable source d'inspiration, des modèles de héros pour leurs oeuvres.

QUELLE DIFFUSION L'EDITION ET LA PRESSE CONNAISSENT-ELLES EN ALBANIE ?

Les grands succès obtenus dans le développement de l'économie et de la culture populaires ont créé des conditions favorables à un progrès rapide et sans entraves de l'instruction, de la culture générale, de l'édition et de la diffusion du livre parmi les masses populaires. En conséquence, l'édition, dans notre pays, présente un bilan particulièrement riche. L'Albanie, autrefois arriérée et plongée dans les ténèbres de l'analphabétisme, a beaucoup progressé dans ce domaine. Au cours des 12 premières années qui suivirent la Libération (1945-1957), le nombre des livres publiés dans notre pays a été égal à celui de tous les livres parus en Albanie au cours des quatre siècles antérieurs, autrement dit depuis la date du premier livre publié en albanais, 1555, jusqu'en 1944. De 1800 à 1910, soit en 110 ans, qui englobent la période de notre réveil national, on a publié en tout 282 livres divers, tandis qu'aujourd'hui, en Albanie socialiste, plus de 500 nouveaux titres paraissent chaque année. On publie actuellement chaque année en Albanie 2 livres par habitant, chiffre comparable à la moyenne mondiale.

Mais les transformations radicales par rapport au passé, dans le domaine de l'édition, ne consistent pas seulement dans la grande augmentation du nombre des livres et de leur tirage. Des modifications tout aussi profondes ont été également réalisées quant au contenu de nos publications. Celles-ci ont aujourd'hui chez nous un caractère très vaste et elles tendent à pourvoir au mieux aux besoins des travailleurs de toutes les couches, de toutes les catégories et de tous les âges.

Le livre n'est plus chez nous, comme il l'était hier, un moyen d'enrichissement pour les propriétaires d'imprimerie et de maisons d'éditions, mais un puissant instrument au service de l'élévation de l'instruction et de la culture des masses laborieuses.

Aussitôt après la libération du pays, la publication d'ouvrages politiques et idéologiques a fait l'objet d'un soin particulier. On a traduit, en cette branche, les œuvres choisies de Marx et d'Engels, les œuvres complètes de Lénine et de Staline.

Un autre chapitre très important de nos éditions est celui des publications historiques, qui ont pour but de faire connaître aux larges masses laborieuses le glorieux passé de notre peuple. Citons ici parmi les ouvrages capitaux «l'Histoire de l'Albanie», «l'Histoire de la littérature albanaise» ainsi que d'autres importantes études sur des périodes particulières de l'histoire du peuple albanais et principalement sur la glorieuse époque de Skanderbeg. Outre ces ouvrages, des dizaines de brochures ont paru sur des figures éminentes de notre histoire, de même que de nombreux livres de souvenirs de participants à la grande époque de la Lutte de Libération Nationale.

La publication d'œuvres de la littérature artistique albanaise, comme de celle d'autres peuples, a connu un grand essor. La branche «littérature» dans le tableau des éditions albanaises compte plusieurs centaines de titres avec un tirage de millions d'exemplaires.

La littérature pour enfants s'est aussi largement développée après la Libération. On a publié un grand nombre d'œuvres originales d'écrivains albanais, destinées aux divers âges de l'enfance, ainsi que des œuvres des grands maîtres étrangers de cette branche de la littérature. Aujourd'hui nos lecteurs, petits et grands, de tous les âges, peuvent lire dans leur belle langue maternelle les livres pour enfants de nombreux auteurs, et notamment d'Andersen, des frères Grimm, de Tolstoï, de Gajdar, de De Amicis, de Jules Verne, d'Alexandre Dumas.

Ces dernières années ont été marquées dans le domaine de l'édition par la publication sur une grande échelle de nombreux livres de caractère technique et scientifique. Cela correspond à la grande augmentation du nombre des cadres de diverses spécialités qui ont grand soif de publications concernant leur branche ou leur profession. La presse quotidienne et la presse périodique ont également connu un grand essor. Au lieu des 15 revues et journaux publiés en 1938, on fait paraître aujourd'hui 34 revues et 13 journaux centraux, sans compter les journaux locaux publiés en province.

L'Albanie n'est plus, quant au nombre des livres édités, un pays arriéré, comme elle l'était avant la Libération. Elle peut au contraire se ranger aujourd'hui parmi les pays avancés en ce domaine. Et si l'on considère les rythmes très élevés d'accroissement de nos éditions, l'Albanie, dans un très proche avenir, se fera une place d'honneur parmi les autres pays, quant au nombre de livres publiés par habitant.

COMMENT A PRIS NAISSANCE NOTRE ART DRAMATIQUE ?

Bien que l'Albanie possède d'antiques traditions dans le domaine de la dramaturgie, l'art scénique, sous les régimes antipopulaires, était fort peu développé. Des artistes de renommée mondiale, comme Alexandre Moisiu, étaient contraints de faire leur carrière d'acteur à l'étranger.

Notre théâtre populaire est né en même temps que le pouvoir populaire. Dès le Congrès Antifasciste de Libération Nationale, réuni à Permet le 24 mai 1944, il fut décidé, en s'appuyant sur les anciennes traditions de notre pays dans ce domaine et sur l'activité artistique théâtrale clandestinement déployée par les combattants de la liberté dans les prisons, les quartiers, les villages et dans les unités de l'Armée de Libération Nationale, de créer un embryon de théâtre professionnel. Les représentations données par les acteurs partisans, qui tenaient d'une main leur manuscrit et de l'autre leur fusil, aidèrent beaucoup à l'éducation politique et à la mobilisation des masses dans la lutte pour la libération du pays. Après la Libération, l'embryon du théâtre professionnel né dans le feu de la lutte, revêtit les traits d'un théâtre véritable.

Le théâtre partisan, quoique encore imparfait quant à la forme artistique, apporta un élément nouveau : la figure de l'homme du peuple, du héros oublié jusqu'alors, opprimé, méprisé, mais qui, empoignant maintenant les armes et prenant conscience de la grande force du peuple, avait décidé de devenir lui-même le maître de son destin.

Le Théâtre Populaire dramatique, qui ne vit le jour ni dans des salles luxueuses, ni comme produit d'une école ou d'une méthode théâtrale donnée, mais qui fut l'héritier direct du théâtre partisan, a illustré, sous une forme artistique plus élaborée, la glorieuse époque de la révolution populaire. Il a présenté un héros qui incarne toutes les meilleures qualités du peuple libéré et conscient de sa force. La maturité artistique de ce théâtre s'est accrue à un point qu'il a réussi à mettre sur scène dignement de grandes figures historiques telles que celles de Lénine dans la pièce «Les carillons du Kremlin» et de Georges Dimitrov dans le drame «Le procès de Leipzig de 1933».

Le répertoire du théâtre albanais réserve la place principale aux oeuvres de nos auteurs contemporains, qui traitent les problèmes les plus divers, depuis le passé historique du peuple albanais et la Lutte de Libération contre les occupants nazi-fascistes jusqu'aux problèmes posés par notre réalité quotidienne, en illustrant avec clarté, finesse et émotion, l'héroïsme plein d'abnégation et l'élan révolutionnaire des masses laborieuses des villes et des campagnes pour l'édification d'une vie nouvelle, les grandes réformes du pouvoir populaire, la lutte de classes, la vigilance révolutionnaire ainsi que d'autres problèmes sociaux et familiaux. Ces oeuvres ont contribué à donner au Théâtre populaire une orientation nationale et un visage qui lui est propre.

Les étapes artistiques parcourues par le théâtre populaire dramatique de Tirana depuis ses premiers spectacles jusqu'aux récentes représentations d'oeuvres d'auteurs albanais et étrangers, classiques et contemporains, témoignent de la croissance des capacités créatrices des acteurs, metteurs en scène et décorateurs de ce théâtre. Le fait même qu'y ont été mises en scène de grandes oeuvres de la dramaturgie mondiale comme «Othello», «Hamlet», «Intrigue et amour», «le Revizor», «le Bourgeois gentilhomme», etc. constitue un grand succès pour la dramaturgie albanaise.

Par l'esprit qui anime ses spectacles, notre théâtre a servi l'éducation politique et esthétique des larges masses laborieuses.

En plus du théâtre populaire, les années d'après la Libération virent se créer un vaste réseau d'institutions artistiques professionnelles de diverses orientations, qui s'étend sur toutes les régions, sur tous les principaux centres ou villes du pays. En 1938, il n'existait pas même un théâtre professionnel en Albanie, tandis qu'en 1967 il y en avait en service 24, dont 8 dramatiques, 15 de variétés, un théâtre d'opéra et de ballets, un théâtre de marionnettes pour enfants, un ensemble de chants et de danses populaires, un ensemble militaire de chants et de danses.

Tirana compte à elle seule 7 troupes artistiques ; le théâtre de l'Opéra et des ballets, le Théâtre populaire (dramatique), le théâtre de Variétés de l'Etat (qui comporte aussi l'embryon d'un cirque futur), le théâtre de Variétés militaire, le théâtre de Marionnettes pour enfants et les deux ensembles de chants et de danses.

Dans le même temps, des centaines de groupes artistiques d'amateurs de théâtre qui ne cessent de donner des représentations pour le public ont été créés dans les lieux de travail, dans les villages, les écoles, les unités de l'armée et ailleurs. Chaque année, un grand concours théâtral est organisé à l'échelon du district et de la République.

LA VOIE SUIVIE PAR LA CINEMATOGRAPHIE ALBANAISE

La cinématographie albanaise a été créée sous le pouvoir populaire. L'une des nombreuses mesures prises par le pouvoir populaire dans le domaine de la culture après la Libération fut celle de la nationalisation des cinémas existants et la création, en 1947, de l'Entreprise cinématographique d'Etat, qui allait avoir pour mission l'importation et la distribution de films au sain contenu idéologique, et la gestion des salles de cinéma. En outre, un effort fut accompli dès le début, pour créer sans retard la base matérielle qui devait permettre de tourner des films dans notre pays, en d'autres termes pour créer la jeune cinématographie albanaise.

Bientôt, on commença à tourner les premiers films qui avaient plutôt un caractère de chroniques et reflétaient divers aspects de la vie politique, économique et culturelle de notre pays, le montage de ces films se faisant à l'étranger. La mise en service, le 10 juillet 1952, des Studios cinématographiques «l'Albanie nouvelle», pourvus de tous les moyens requis et d'appareils modernes pour la réalisation de films d'actualités et documentaires, permit l'exécution de toutes les phases du travail de réalisation des films dans les nouveaux ateliers de nos studios.

La première production des studios «l'Albanie nouvelle» fut le documentaire «Rencontre cordiale», qui retrace la visite du camarade Enver Hoxha dans les régions du Nord. Le premier film artistique à long métrage «Tana», qui avait pour sujet la transformation socialiste du village albanais, fut réalisé en 1958. Le film, achevé avec succès, a plu à notre public et a également été accueilli avec intérêt par les spectateurs étrangers, partout où il a été projeté. C'était là un événement important et un pas en avant pour la jeune cinématographie albanaise, qui offrait aux spectateurs des films traitant de sujets et de problèmes qui sont les leurs, traduisant leurs aspirations et leurs intérêts, en leur langue maternelle.

Par la suite, nos cinéastes réalisèrent une série d'autres films artistiques de contenu idéologique et de niveau artistique élevés, tels, notamment, «Debatik», «Mission spéciale», «Notre terre», «le Commissaire de la lumière», «Victoire sur la mort», «Duel silencieux», «Les premières années», «Horizons libres».

Notre production cinématographique n'a cessé de s'accroître d'année en année. C'est ainsi, par exemple, qu'en regard d'un seul ciné-journal et de deux documentaires en 1947, on produit, depuis 1963, 46 ciné-journaux par an, soit presque un par semaine, et 4 documentaires, sans mentionner les films artistiques à long métrage. Les films documentaires «la Danse des aigles», «Résurrection», «Trempe», «L'épée au poing», «La ville aux 1000 fenêtres», «Au service de la santé», «Le puits 542», «Migjeni», «Gjirokastër», «Avec nos pêcheurs», «Pour le développement de l'élevage», «le Silence qui parle», et d'autres films encore, sont des travaux d'une réelle valeur idéologique et artistique qui honorent notre cinématographie et ont été fort appréciés par notre public ainsi que par les spectateurs étrangers dans divers pays.

Le film artistique «La Tempête» et les films documentaires «Lumière sur l'Albanie», «Le puits 542», «La ville aux 1000 fenêtres», «La danse des aigles», «A travers l'Albanie», «Parmi nos pêcheurs», «Gjirokastër», etc. ont été présentés dans plusieurs festivals internationaux et y ont remporté des prix, des diplômes ou des places d'honneur.

La cinématographie albanaise s'est donné pour tâche de refléter dans ses réalisations la voie héroïque suivie par notre peuple, ses riches traditions et coutumes, ses vœux et ses aspirations, la réalité historique qu'il a parcourue jusqu'à la libération du pays et celle qu'il traverse pour l'édification du socialisme sous la conduite du Parti du Travail d'Albanie.

Dans les films réalisés jusqu'à ce jour, nos studios ont traité des principales étapes de l'histoire de notre peuple, comme le sont sa lutte conduite par Skanderbeg contre les envahisseurs ottomans, les luttes incessantes de nos pères jusqu'à la conquête de l'indépendance du pays et à la création du premier Etat albanais en 1912 («L'épée au poing»), la grande Lutte de Libération Nationale de notre peuple et l'histoire de la création du Parti Communiste Albanais qui le guida dans cette lutte victorieuse («la Tempête», «Deibatik», «Résurrection», «La trempe», etc.), la lutte de la paysannerie laborieuse, dirigée par le Parti, pour la réforme agraire et la collectivisation de l'agriculture («Notre Terre», «Tana», etc.), le thème de la vigilance révolutionnaire pour la défense de l'ordre socialiste contre les complots et les menées ; de diversion des ennemis de notre pays et du socialisme («Mission spéciale», «Les premières années», «Le garde-frontière», «Duel silencieux») ainsi que d'autres films qui reflètent les coutumes, le folklore et les richesses culturelles de notre peuple.

Le cinéma est devenu un puissant moyen d'éducation et de récréation culturelle pour les travailleurs. Le nombre des cinémas, aujourd'hui cinémas d'Etat, est passé de 17 en 1938 à 43 en 1967, et cela sans compter les cinémas fixes des unions professionnelles, les salles de projection des entreprises et des coopératives agricoles, et les cinémas ambulants.

NOTRE CULTURE SOCIALISTE EST-ELLE LE PATRIMOINE DES MASSES ?

En notre régime de pouvoir populaire, en même temps que le développement de l'enseignement, la culture, dans sa plus large acception, nationale par sa forme et socialiste de contenu, a connu un grand essor. Avant la Libération, il n'existait en tout dans notre pays que 5 bibliothèques et 17 salles de cinéma. Pas un seul théâtre, pas une maison de la culture, pas un musée.

La situation a aujourd'hui radicalement changé. La période qui a suivi la Libération a été marquée par la création d'un vaste système unifié d'établissements culturels à vocation artistique ou éducative, par la naissance et la floraison de la culture, de la science et de l'art nouveaux socialistes.

Avant tout, on a réussi à faire en sorte que la culture appartienne aux masses et qu'elle les serve. Le réseau d'établissements culturels créés a précisément tendu à cet objectif. Tout l'effort pour la diffusion de la culture parmi le peuple n'a cessé d'avoir pour trait dominant son caractère de masse.

L'Albanie entière est aujourd'hui changée en un grand foyer de culture pour les larges masses. Des milliers d'établissements culturels à vocation artistique ou éducative, maisons et foyers de la culture, palais de la culture, théâtres et cinémas, bibliothèques et musées, maisons de pionniers, etc., ont été mis sur pied et ils déploient une activité artistique incessante.

C'est après la Libération que vit le jour, pour la première fois dans notre pays, un nouveau type d'institutions culturelles, les palais et clubs de la culture créés auprès des lieux de travail et qui mènent une activité culturelle de masse parmi les travailleurs. C'est ainsi qu'en 1967 430 maisons et palais de la culture créés dans les lieux de travail pour les travailleurs des villes étaient en service. Un réseau tout aussi large d'institutions de ce genre a été créé dans les campagnes. En 1967, 395 maisons et 1266 foyers de la culture ont mené leur activité dans les campagnes.

Ce vaste réseau d'institutions culturelles éducatives, qui effectuent un travail culturel massif quotidien et direct sur les lieux où les travailleurs vivent et sont à l'oeuvre, constitue un des moyens les plus puissants dont disposent le pouvoir populaire et les organisations de masse pour faire de la culture le patrimoine des masses, pour la mettre entièrement au service de celles-ci. Ces institutions offrent à nos travailleurs la possibilité de lire des livres, d'écouter des concerts, des causeries et conférences diverses, de voir des films, de participer à divers cercles artistiques pour y développer leur talents, de visiter des expositions, d'apprendre à mener une vie cultivée et à passer leurs loisirs en personnes cultivées. A cette fin, des salles, des installations de toute sorte, des instructeurs, etc. sont mis à leur disposition.

Afin d'éduquer les enfants et de cultiver leurs talents, des palais et des maisons de pionniers comportant de nombreux cercles, groupes sportifs, cinémas, etc. ont été créés dans toutes les villes. Des cercles des diverses branches d'art ont été mis sur pied dans toutes les écoles du pays, depuis les écoles élémentaires jusqu'aux établissements supérieurs.

Partout, dans les villes et les campagnes, on s'applique, dans tous les domaines, à faire connaître aux masses les dernières conquêtes de la science et de la technique ; des consultations, ainsi que des sessions techniques et scientifiques où les ouvriers et les paysans coopères prennent la parole, sont organisées pour favoriser l'échange de l'expérience d'avant-garde. Chaque année, s'ouvrent des expositions d'arts figuratifs et l'on organise des concours théâtraux et des festivals de chants et de danses, à répertoire national. Le nombre des bibliothèques et des musées ne cesse de croître. L'Albanie possède aujourd'hui 29 bibliothèques avec 1.367.000 volumes, 24 musées et 25 maisons-musées, outre des milliers de petites bibliothèques et de «coins-musées» créés par les entreprises, les coopératives agricoles, les écoles et les diverses institutions.

Notre art et notre culture socialistes s'appuient puissamment sur notre terre natale, sur le peuple, ils émanent du peuple et sont mis entièrement à son service, ils sont clairs et compréhensibles pour le peuple. La création artistique et culturelle se caractérise dans notre pays par son profond contenu idéologique, son esprit révolutionnaire, national et populaire, sa forme artistique élevée ; elle va au fond du coeur des gens de chez nous, elle les inspire et les mobilise pour de grandes oeuvres, pour faire avancer la cause de la Révolution et de l'édification socialiste.

Le caractère populaire de notre art se reflète aussi dans la composition même de la grande armée de nos artistes, dans leur vie. Nos artistes sont des fils du peuple, des fils de paysans et d'ouvriers, à qui le pouvoir populaire a créé les possibilités de développer leurs talents. Aussi ne négligent-ils rien pour servir le peuple. Chez nous, les collectifs théâtraux, depuis ceux du théâtre de l'Opéra et des ballets jusqu'à ceux des théâtres de variétés, donnent plus de la moitié de leurs représentations dans les entreprises industrielles, les chantiers de construction, les coopératives agricoles, les écoles et les unités de l'armée.

La vaine gloriole et la vie de luxe détachée du peuple sont étrangères à nos artistes. Ils ne font qu'un avec les masses, ils vivent et travaillent avec elles. Comme toute notre intelligentsia populaire, ils prennent part également au travail direct de production pour connaître de plus près la vie et les

difficultés de nos masses laborieuses, pour se lier plus étroitement à elles, et pour s'inspirer de leur héroïsme quotidien. Les écrivains et les peintres albanais quittent aussi par périodes leurs cabinets de travail ou leurs ateliers pour aller travailler et vivre plusieurs années dans les régions rurales où bouillonne la vie, seule source d'inspiration d'oeuvres vivantes et réelles.

Notre peuple épris d'art suit avec intérêt et s'assimile avidement l'art et la culture. Livres, journaux, revues sont répandus aujourd'hui jusqu'aux coins les plus reculés du pays.

En 1967, le nombre des spectateurs rien que dans les théâtres professionnels et les cinémas d'Etat s'est élevé à plus de 7,5 millions, sans mentionner ici les dizaines de millions de spectateurs qui ont assisté aux représentations des groupes d'amateurs ou aux films projetés dans les cinémas des unions professionnelles ou par les cinémas ambulants. Aujourd'hui le cinéma s'est poussé jusqu'aux coins les plus reculés du pays. Les films projetés par les auto-cinémas ont attiré à eux seuls plus d'un million de spectateurs.

Afin de permettre à tous les travailleurs de suivre la vie culturelle du pays, le pouvoir a fixé des prix symboliques pour les billets des représentations données par les troupes professionnelles. Les billets de cinéma coûtent de 1,5 à 2 leks, et pour les représentations organisées, à l'intention d'un collectif 50 centimes seulement ; les billets de théâtre, y compris ceux de l'Opéra, de 2 à 5 leks. Les représentations théâtrales et les concerts dans les palais et les maisons de la culture sont offerts au public gratuitement.

Ces réalisations ont fait de l'art et de la culture le patrimoine des larges masses. Ils servent aujourd'hui à la saine éducation idéologique et esthétique de celles-ci et influent sur la formation de l'homme nouveau de notre société socialiste, doté de hautes vertus morales et politiques.

LE SPORT ET L'EDUCATION PHYSIQUE ONT-ILS UN CARACTERE DE MASSE ?

Depuis l'avènement du pouvoir populaire, le sport et l'éducation physique se sont épanouis et ont pris un extraordinaire essor. Devenus entièrement le bien des masses, ils servent à consolider la santé de celles-ci et à préparer physiquement les travailleurs et la jeunesse, pour les rendre plus aptes au travail et à la défense du pays.

Au lieu des quelques clubs avec environ 1200 membres d'avant la Libération, il existe aujourd'hui chez nous plus de 1800 collectifs de culture physique et de sport avec plus de 113.000 membres. Rien que les campagnes comptent 1250 collectifs de culture physique et de sport avec 50.000 membres.

Le caractère massif est le trait distinctif de notre mouvement sportif. Des dizaines de milliers de jeunes gens et de jeunes filles pratiquent le sport avec passion et prennent part aux diverses compétitions et aux championnats. Les actions de masse telles que les manifestations d'éducation physique des écoliers et des étudiants, les cross de masse, les compétitions d'athlétisme et de natation, les excursions de tourisme, les ascensions d'alpinisme et les concours de masse qu'on appelle chez nous «spartakiades» ont désormais pris un caractère traditionnel. Un fait significatif du développement et de l'extension massive de l'éducation physique et du sport dans toutes les masses du pays consiste dans la participation des jeunes filles à ces manifestations. Alors qu'avant la Libération on ne comptait pas une seule équipe féminine, aujourd'hui le nombre des jeunes filles et des jeunes femmes qui participent aux activités physico-sportives atteint environ 95.000. Les coopératives agricoles même possèdent aujourd'hui des équipes féminines.

La culture physique et le sport se développent chez nous sur des bases purement volontaires. L'Etat veille à leur développement, en allouant des fonds se montant à plusieurs millions de leks pour la trempe et l'éducation physique des masses.

Des progrès qui n'ont aucun point de comparaison avec le passé ont également été accomplis dans le sens de l'enrichissement de la base matérielle et de la préparation des cadres. La base matérielle s'est notablement étendue et consolidée. Des quelques terrains de sport rudimentaires que comptait le pays avant la Libération ont vu leur nombre se multiplier des dizaines de fois. Dans chaque école, fabrique et usine, ainsi que dans les villages et les coopératives agricoles ont été créés des coins et des terrains de sport, où les jeunes gens et les jeunes filles s'exercent avec passion. Dans les années qui ont suivi la Libération dix grands stades ont été construits et ces installations ont grandement influé sur

l'amélioration des performances sportives. La capitale, outre les stades «Qemal Stafa» et «Dinamo», s'est enrichie dans ce domaine du palais des sports «Partizani», l'un des plus beaux ouvrages sportifs construits par notre pouvoir populaire, mis au service de la jeunesse de la capitale et pourvu des installations les plus modernes.

Alors qu'avant la Libération, l'Albanie ne comptait que 27 cadres d'éducation physique, leur nombre a augmenté aujourd'hui de 20 fois, sans compter les cadres auxiliaires : entraîneurs volontaires, activistes et autres. L'Institut de la culture physique et des sports «Vojo Kushi», à Tirana, est devenu un important centre de préparation des cadres supérieurs de notre mouvement d'éducation physique et il a formé, en même temps que des centaines de maîtres d'éducation physique et de moniteurs capables, des dizaines d'athlètes de talent, dont certains ont même acquis des titres sportifs fort enviables. L'extension de la base matérielle et la préparation des cadres ont contribué à améliorer aussi, sur la base du mouvement de masse, la qualité des performances sportives. Les championnats régulièrement organisés dans la majorité des sports, et qui sont suivis avec intérêt par des milliers de sportifs fervents, aident aussi à élever le niveau des résultats. Les records nationaux d'avant-guerre ont été battus plusieurs fois et remplacés par de nouveaux records de niveau bien plus élevé. Dans de nombreuses compétitions, et de la part d'un grand nombre d'athlètes, des résultats de niveau international ont été obtenus, notamment en tir, en athlétisme, etc. Les joueurs de football de notre équipe nationale ont remporté la coupe des Balkans des équipes nationales, alors que l'équipe du «Partisan» s'est vu décerner deux fois de suite la médaille d'argent au tournoi des armées des pays socialistes à Leipzig et à Hanoï. Les équipes de la «Dinamo» et du «17 novembre» ont, elles aussi, disputé un bon nombre de matchs internationaux et obtenu de bons résultats. Des dizaines d'équipes de la R.P. d'Albanie ont rencontré des équipes de clubs et des équipes représentatives de nombreux pays et remporté maints succès. Plus de 3.000 sportifs de notre pays ont (conquis leur promotion en première catégorie ou le titre de «maître es sports». Huit d'entre eux portent le titre d'honneur de «maître émérite es sports».

Les sportifs albanais sont membres de nombreuses organisations sportives internationales, et notre pays est membre de la Fédération de la GANEFO (Forces nouvelles en voie de développement) et du Comité olympique international. En conséquence, l'activité internationale des sportifs albanais et leurs relations avec les sportifs des autres pays n'ont fait que s'étendre. Les sportifs albanais ont visité de nombreux pays du monde et l'Albanie a reçu des hôtes des quatre coins du globe qui sont venus se mesurer avec nos équipes et nos athlètes. Les plus valeureux de nos sportifs ont été honorés de médailles et de diplômes dans maintes activités internationales.

QUEL INTERET PRESENTE L'ALBANIE POUR LES TOURISTES ?

La petite Albanie présente pour les touristes étrangers un intérêt particulier. Les visiteurs étrangers sont fascinés par ses beautés et ils l'ont qualifiée de «perle touristique», de «parc touristique de grand attrait» de «jardin aux fleurs les plus variées» et autres. La beauté et l'intérêt de l'Albanie frappent tout aussi bien le peintre que l'historien, le linguiste que l'ethnographe, le musicologue que l'alpiniste, toute personne qui souhaite connaître un peuple qui, bien que petit, a parcouru ici, sur les côtes de l'Adriatique et de la mer Ionienne, une voie glorieuse au cours de son histoire millénaire et qui bâtit aujourd'hui victorieusement sa vie socialiste nouvelle.

La République Populaire d'Albanie, de par sa position géographique, compte un bon nombre de centres climatiques et balnéaires très salubres. Parmi les centres balnéaires les plus importants et les plus fréquentés nous citerons : les plages de Durrës, Dhermi, Sarandë, Pogradec, Shëngjin, Golem, Shirokë, etc.

La plage de Durrës, située sur le littoral de l'Adriatique, est longue de presque 6 kilomètres et large de plusieurs dizaines de mètres. Son sable est très fin et riche en iode. La mer, le long de la côte, y est peu profonde et celle-ci s'y enfonce en pente très douce. Le climat de cet important centre balnéaire est du type méditerranéen chaud. Après la Libération, on y a construit un bon nombre de maisons de repos pour les travailleurs et les enfants, de grands hôtels de tourisme, d'établissements de bains, de terrains de sport, de magasins, et un rideau d'arbres a été planté le long de la plage. C'est l'une des plus belles plages de l'Adriatique et elle attire chaque année de nombreux touristes étrangers.

Sur la côte sud, où s'allonge la magnifique riviera albanaise, au pied du mont élevé de la Çikë qui se dresse, abrupt, sur la mer Ionienne, se trouve le centre balnéaire de Dihermi à proximité du village du même nom. La plage riante, la beauté pleine de contrastes de la nature environnante, confèrent à ce lieu un rare attrait. L'eau de la mer y est étonnamment transparente et sa température est plus élevée que celle de la plage de Durrës. Dhermi est l'un des centres balnéaires les plus plaisants, et pittoresques, et un lieu de repos particulièrement apprécié. En outre, notre côte est jalonnée d'autres centres balnéaires tels que la plage de Shengjin, celles de Golem, de Vlorë, de Sarandë, etc. A l'intérieur de notre territoire, il convient de citer Pogradec, sur les bords du lac d'Ohri, aux eaux limpides, dont la plage s'étend sur plusieurs centaines de mètres. De par son altitude (700 m), Pogradec est aussi une station climatique. Environné de montagnes et de coteaux couverts de riches vergers, il est doté d'un climat très salubre.

On trouve également aux quatre coins de l'Albanie un bon nombre de maisons de repos et de stations de tourisme dans les plus belles régions montagneuses parmi les grands pins et auprès de sources cristallines. L'une des plus renommées de ces stations est celle de Theth dans les Alpes septentrionales. Une maison de repos y a été construite sur un versant de la montagne, d'où l'on domine toute la plaine de Theth et la vallée du même nom. De toutes parts, se dressent des montagnes couvertes de forêts de hêtres et de pins. Outre la beauté naturelle du lieu, la fraîcheur et la salubrité du climat de montagne, la qualité de l'eau et les neiges éternelles qui coiffent les cimes des monts, font de Theth une station de repos, de tourisme et d'alpinisme des plus appréciées. Nous citerons encore parmi d'autres stations de montagne, les stations climatiques renommées de Lurë, Qafë-Shtamë, Dardhë, où le pouvoir populaire a construit des maisons de repos, qui sont devenues des stations de tourisme pour les travailleurs.

Par rapport à sa superficie, l'Albanie se classe parmi les premiers pays d'Europe pour la richesse de ses monuments culturels de toutes les époques. On y trouve les deux grands centres archéologiques de Butrint et d'Apollonie, — deux villes célèbres dans le monde antique, — dont il est resté jusqu'à nous jours de magnifiques sculptures. Dans les divers districts de l'Albanie, les touristes peuvent admirer des citadelles grandioses comme celles de Shkodër, de Berat, de Gjirokastër, etc. Ils peuvent notamment visiter la forteresse de Krujë, centre de la résistance albanaise contre les Turcs, et dont le nom est étroitement attaché à celui du grand héros national albanais, Gjergj Kastrioti Skanderbeg. L'Albanie offre encore aux visiteurs des monuments culturels variés tels qu'églises, mosquées, vieux ponts, maisons à l'architecture caractéristique, monuments qui présentent tous un vif intérêt artistique et qui témoignent du talent du peuple albanais. Les touristes y visiteront les villes-musées de Gjirokastër, Berat, Krujë, qui gardent les traces de leur antique histoire et l'originalité de leur architecture. Ils pourront encore admirer en Albanie de nombreux objets de la culture matérielle exposés dans les musées du pays, et visiter les divers lieux de travail et de production, les chantiers de construction des grands ouvrages du quinquennat en cours, les institutions culturelles et artistiques.

Depuis l'avènement du pouvoir populaire, le tourisme a pris un vigoureux essor. L'«Albturist», entreprise d'Etat du tourisme albanais, fut créé en 1955 ; une série d'hôtels de tourisme ont été construits, principalement sur la belle et vaste plage de Durrës, comme aussi dans les principales villes et stations balnéaires du pays. Cette institution a entrepris la publication à grande échelle de prospectus, d'affiches, d'illustrations, de dictionnaires de poche, de guides et autres publications relatifs au tourisme, qui permettent aux visiteurs étrangers de se faire une idée de l'Albanie avant de partir pour notre pays. Depuis la création de l'«Albturist», — et cela dans un espace de temps relativement bref — de nombreux visiteurs ou touristes sont venus chaque année passer leurs vacances en Albanie pour connaître le pays. Par les soins de l'«Albturist» les groupes de touristes suivent les programmes fixés — certains séjournant une quinzaine au bord de la mer, d'autres faisant des séjours plus brefs à itinéraire varié avec la visite de nombreuses stations touristiques et de villes du pays. Ce mouvement de touristes débute généralement en mars et il se poursuit jusqu'en octobre et en novembre.

Bon nombre de touristes ayant passé une fois leurs vacances en Albanie y sont revenus une deuxième et une troisième fois. L'Albanie est maintenant bien connue de par le monde et cela non seulement par la richesse et la variété de ses beautés naturelles, mais aussi en raison du rehaussement de son prestige dans l'arène internationale.

TOUT POUR LA PROTECTION DE LA SANTE DU PEUPLE ET L'ELEVATION DU BIEN-ETRE DES MASSES TRAVAILLEUSES

LES SUCCES OBTENUS DANS LE DOMAINE DE LA SANTE PUBLIQUE EN ALBANIE

Sous les régimes antipopulaires, les pouvoirs publics ne manifestaient aucun souci pour la protection de la santé des masses laborieuses. Qu'il suffise de rappeler que la liste civile du roi Zog était aussi élevée que l'ensemble des dépenses prévues pour l'entretien de tous les établissements sanitaires de l'époque. Il n'y avait dans tout le pays que 10 hôpitaux avec 805 lits, un pavillon d'accouchement avec 15 lits, et 36 établissements médicaux de traitement ambulatoire. Ces institutions avaient en tout à leur service 102 médecins, 136 infirmiers, 32 sages-femmes, 45 dentistes étaient employés dans le secteur de la stomatologie, alors que celui de la pharmacie ne comptait en tout que 107 cadres dotés d'une préparation supérieure ou secondaire. Il n'y avait à l'époque qu'un médecin pour 10.000 habitants.

La malaria, la tuberculose, la syphilis et beaucoup d'autres maladies faisaient des ravages. Dans bien des régions, 60 pour cent des décès étaient causés par la tuberculose, alors que 50 pour cent de la population albanaise était atteinte chaque année de malaria.

Après la Libération, la situation changea du tout au tout. L'Etat prit entièrement à sa charge la protection de la santé du peuple dans toute sa complexité. Ce souci est également consacré dans la Constitution de la République Populaire d'Albanie qui déclare que «l'Etat veille à la santé du peuple». Conformément à quoi, le pouvoir populaire adopta une série de mesures qui, dans le secteur de la santé publique comme dans les autres domaines marquèrent une véritable révolution. L'une des premières mesures qui devait contribuer à la satisfaction des besoins du peuple, consistait à supprimer l'anomalie héritée du passé, que représentait la concentration des cadres médicaux dans les principaux centres, et à les répartir de façon rationnelle dans tout le pays. Dès 1945, des ambulances furent créées dans un bon nombre de régions éloignées. L'infirmier et le médecin poussèrent jusque dans les régions reculées où ils n'avaient jamais mis les pieds autrefois, et les conditions indispensables pour une activité sanitaire mieux organisée furent créées.

Dans les années de pouvoir populaire, la Santé publique a connu un développement sans précédent, en extension comme en profondeur. Au lieu des 10 hôpitaux existant en 1938, on en compte aujourd'hui 97, alors que le nombre des lits a été multiplié par onze ; au lieu d'un pavillon d'accouchement il y a aujourd'hui 113 maternités et maisons d'accouchement ; au lieu d'un pavillon anti-tuberculeux attaché à l'hôpital général civil de Tirana, le pays est doté aujourd'hui de 5 sanatoriums antituberculeux, de 16 dispensaires antituberculeux, (non compris les 20 points antituberculeux sans lits) et d'un préventorium pour enfants. Afin de faire face aux besoins de la population, parallèlement à l'extension des établissements hospitaliers proprement dits, un important accroissement a été enregistré dans le réseau des ambulances de médication et des polycliniques, qui ont atteint le chiffre de 1038.

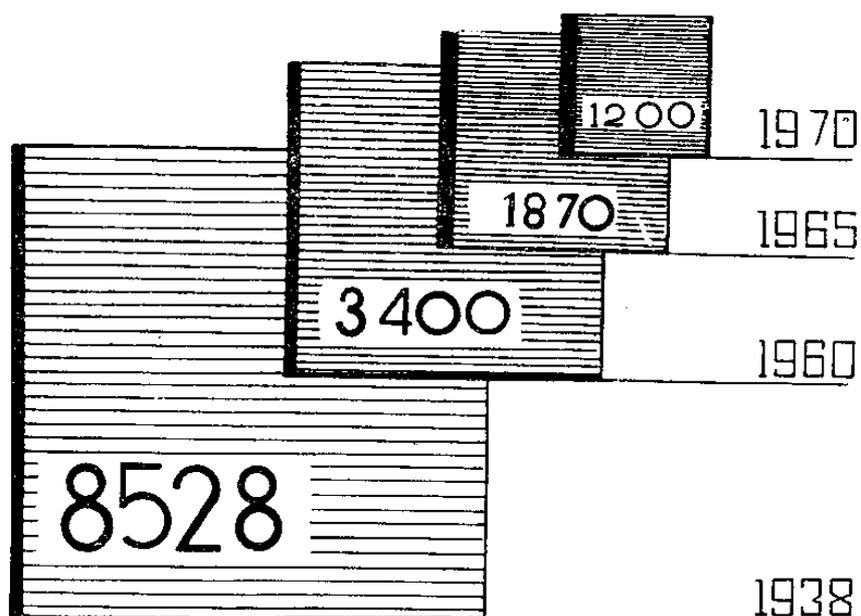
Le district de Fier dans l'Albanie centrale où l'énorme majorité de la population souffrait autrefois de la malaria et d'autres maladies, est une excellente illustration de la grande extension prise par le réseau des établissements sanitaires. La ville est pourvue aujourd'hui d'un hôpital doté de tous les appareils et de tous les médicaments requis, et six autres hôpitaux fonctionnent dans diverses localités du district. On y trouve aussi sept maternités, et 81 ambulances périphériques, etc. 60 cabinets de consultation gynécologiques et six cabinets dentaires sont au service de la population dans les campagnes. Aujourd'hui, même les habitants des villages les plus reculés peuvent être admis à un hôpital qui leur est proche, sans être obligés d'aller jusqu'à la ville. Plus de 50 cadres dotés d'une instruction professionnelle supérieure, outre un bon nombre d'autres cadres moyens tels que aides-médecins, sages-femmes, dentistes, pharmaciens, etc., sont à l'oeuvre pour protéger la santé de la population. Un autre exemple nous est offert par le centre industriel de Laç, dans l'Albanie du nord-ouest, où les médecins étaient autrefois tout à fait inconnus. Aujourd'hui, rien que le réseau sanitaire de la ville ouvrière possède un personnel de 34 médecins, pathologistes, pédiatres, aides-médecins, sages-femmes, etc. La question des cadres médicaux a été résolue par la juste voie révolutionnaire. Aussitôt après la Libération, de nombreux cours et écoles ont été ouverts afin de préparer des infirmiers, aides-médecins, sages-femmes et laborantines. En 1947, fut créé à Tirana l'établissement polytechnique de médecine qui prépare des cadres médicaux moyens.

Les élèves qui y étaient inscrits provenaient de toutes les régions du pays avec le propos de retourner dans leurs villes et villages pour servir dans les établissements sanitaires locaux. Des écoles spéciales furent ouvertes pour la préparation de sages-femmes destinées aux maternités des villages. En 1952, fut créé l'Institut Supérieur de Médecine qui devait être plus tard encadré comme Faculté dans l'Université d'Etat de Tirana. Cet établissement, à lui seul, diplôme chaque année 160 médecins, soit près de 1,5 fois plus que le nombre total des médecins d'avant la Libération. Grâce à ce grand travail, nous possédions, en 1967 10 fois plus de médecins, 5 fois plus de dentistes et plus de 4 fois plus de pharmaciens qu'avant la Libération, sans compter les médecins du ministère de la Défense et du ministère de l'Intérieur. L'augmentation du nombre des établissements et des cadres sanitaires a été accompagnée de l'extension de l'assistance médicale spécialisée. Chaque district est aujourd'hui doté de services spécialisés : pathologie, pédiatrie, chirurgie, obstétrique-gynécologie, oto-rhino-laryngologie, ophtalmologie, neurologie, etc. De nouveaux services tels que ceux de neurochirurgie, de cardio-chirurgie, ont été mis sur pied à Tirana. On a commencé à organiser la lutte contre les tumeurs et à employer les isotopes et la télécobaltothérapie. Un Institut anticancéreux a été créé et l'Institut d'Epidémiologie et d'Immunologie va bientôt voir le jour.

L'Etat dépense des fonds importants pour le développement de l'équipement sanitaire. En 1965, dernière année du 3^e quinquennat, les dépenses dans ce secteur étaient 180 fois plus élevées que celles de 1938. Au cours du 4^e quinquennat, les investissements de l'Etat au titre de la Santé publique sont de 145 % plus élevés que ceux du quinquennat précédent. On construira notamment 11 hôpitaux nouveaux et de nouveaux bâtiments seront élevés auprès des hôpitaux existants afin d'en étendre les capacités. Les conditions requises seront assurées pour la mise sur pied de nouveaux services spécialisés, et notamment des hôpitaux de pédiatrie seront créés dans un certain nombre de districts.

L'extension et le renforcement des services sanitaires dans les campagnes feront l'objet d'un soin particulier. Dans 27 localités rurales, 27 centres sanitaires dotés de tous les types de services ambulatoires : ambulances, cliniques odontoiatriques et stomatologiques, pharmacies, consultations maternelles et infantiles et maisons d'accouchement seront créés. Le nombre des lits d'hospitalisation dans le pays sera en 1970 de 23 % supérieur à celui de 1965. En 1970, l'Albanie aura un médecin pour 1.200 habitants, contre un médecin pour 1870 habitants en 1965. A l'avenir, la priorité est celle d'améliorer l'assistance médicale ambulatoire. A cette fin, le nombre des cadres médicaux affectés aux services ambulatoires sera accru dans les polycliniques, consultations et centres sanitaires des localités rurales. L'augmentation du nombre des cadres médicaux permettra à l'assistance médicale d'être assurée, pour chaque malade donné, dans les polycliniques comme à domicile par le même médecin, afin que celui-ci connaisse bien l'état de santé de la population qu'il sert.

Nombre des habitants pour un médecin



QUELLES SONT LES MESURES PROPHYLACTIQUES PRISES POUR LA PROTECTION DE LA SANTE DU PEUPLE ?

L'un des principaux traits distinctifs de notre santé publique est son caractère prophylactique marqué. Tous nos établissements sanitaires mènent une lutte résolue afin de prévenir l'apparition des diverses maladies.

C'est en cela que consiste la différence essentielle entre la santé publique telle qu'elle est conçue en notre régime de pouvoir populaire et celle d'avant la Libération ou des pays capitalistes, où les médecins, qui se soucient surtout de leurs gains personnels, n'ont aucun intérêt à voir se développer les mesures prophylactiques.

Les services prophylactiques ont vu le jour en Albanie aussitôt après la Libération. Afin d'empêcher la propagation des maladies, le Pouvoir populaire entreprit une série d'importantes actions prophylactiques. L'une d'entre elles consistait dans la vaccination préventive gratuite de tous les citoyens. En dépit de la pénurie sensible de cadres médicaux, l'examen systématique de tous les ouvriers est passé dans les faits dès l'année 1946-1947.

En 1948, des centres hygiéniques furent créés dans toutes les villes. Ils avaient pour tâche non seulement de mener des enquêtes épidémiologiques mais aussi d'arrêter les mesures à prendre pour combattre toute maladie contagieuse. Les centres hygiéniques jouèrent aussi un rôle important pour l'amélioration de l'hygiène des villes et pour le contrôle médical.

Trois ans plus tard, furent créés des centres sanitaires antiépidémiques qui concentrèrent toute l'activité prophylactique des organes sanitaires ; des laboratoires chimiques furent mis sur pied afin d'effectuer toutes les analyses des produits alimentaires, des eaux potables, de l'air, etc. ; citons notamment le laboratoire central des produits et des recherches microbiologiques à Tirana et les laboratoires bactériologiques des districts qui prêtent un précieux concours à la lutte pour la suppression des maladies infectieuses, au moyen de la production des médicaments immuno-biologiques, etc.

De très importantes mesures ne cessent d'être prises dans tous les lieux de travail et de production afin de créer des conditions hygiéniques et sanitaires aussi satisfaisantes que possible pour les ouvriers.

Aucun ouvrier ne peut être embauché sans examen médical préalable ; quant aux ouvriers de certaines catégories de travaux pénibles qui peuvent nuire à la santé, ils sont soumis à un contrôle médical constant. Par décision spéciale du gouvernement, un service sanitaire pourvu d'un médecin, d'un aide-médecin ou d'un infirmier, a été créé auprès de tous les grands centres de travail.

Outre les lieux de travail, le service de prophylaxie s'étend aussi largement sur les établissements fréquentés par les enfants d'âge préscolaire et scolaire, où un travail organisé de grande ampleur est mené pour l'application rigoureuse des règles d'hygiène et de propreté. Une attention particulière est portée dans nos écoles au développement physique des écoliers qui sont soumis à un contrôle continu de leur condition anthropométrique.

Les organes sanitaires de prophylaxie jouent aussi un rôle important en ce qui concerne le plan d'aménagement des villes et des villages. Nos constructions se font aujourd'hui sur la base des projets approuvés par les organes de l'inspection sanitaire. Les projets de construction déterminent les mesures à prendre pour la construction de canalisations. C'est toujours selon ce critère et ce style de travail, et sous le contrôle incessant des organes sanitaires, que l'on construit aujourd'hui dans les villages également.

Parallèlement à l'activité des organes sanitaires, les diverses organisations sociales prêtent aussi un important concours pour l'application des mesures prophylactiques : mesures de prévention des maladies contagieuses, vaccinations, désinfections, lutte contre les insectes nuisibles, etc. (pour lesquels l'Etat dépense chaque année des fonds considérables.)

Grâce aux mesures prophylactiques précitées, notre peuple a été protégé contre les nombreuses épidémies causées notamment par les maladies infectieuses intestinales, contre certaines maladies telles que la malaria, la syphilis, le trachome, etc., et d'autres, comme la tuberculose, la poliomyélite, la diphtérie, etc., ont été réduites au minimum.

COMMENT L'ASSISTANCE MEDICALE EST-ELLE ORGANISEE EN ALBANIE ?

La plus grande victoire enregistrée dans le domaine de la santé publique est l'institution du service médical et des soins gratuits pour toute la population urbaine et rurale.

Une décision à cet égard, prise en décembre 1963 par l'Assemblée Populaire, déclare : «l'assistance médicale est fournie gratuitement par l'Etat à tous les citoyens de la République Populaire d'Albanie, qu'ils soient ou non au service des institutions, entreprises ou organisations étatiques, coopérées ou sociales.» Quelle que soit la durée de l'hospitalisation, ou le montant des dépenses nécessitées pour les soins du malade traité, celui-ci n'a absolument rien à verser. Toutes les dépenses sont couvertes par l'Etat. Cet aspect de notre organisation sanitaire atteste le profond humanisme socialiste qui caractérise le pouvoir populaire et prouve aussi que l'homme chez nous est considéré comme le capital le plus précieux. Dans le même temps, cette grande victoire du peuple albanais témoigne d'un renforcement sans précédent de l'économie populaire. Aucun des pays capitalistes à potentiel économique élevé n'a mis et ne pourra mettre en oeuvre une pareille mesure humanitaire, car la médecine y est une source de profits pour certains, tandis que les masses laborieuses y sont un objet d'oppression et d'exploitation.

Avant l'adoption de cette mesure, l'assistance médicale gratuite dans les établissements hospitaliers de l'Etat n'était assurée qu'aux personnes qui étaient au service de l'Etat et à leurs familles, ainsi qu'aux malades de maladies contagieuses (y compris la tuberculose), de tumeurs malignes et à tous les enfants âgés de moins de 4 ans. Les examens médicaux dans les ambulances étaient toutefois assurés gratuitement à tous les citoyens sans exception. En étendant à tous les citoyens sans exception la gratuité de l'assistance médicale, le pouvoir populaire a accompli un pas important dans le sens de la protection et de la consolidation ultérieure de la santé du peuple, et garanti ainsi à chaque citoyen le droit d'être examiné, hospitalisé et soigné sans rien déboursier.

Les premiers secours médicaux sont dispensés dans les ambulances. Les ambulances de quartier, qui disposent de pathologistes, de pédiatres, de radiologistes et de services de chirurgie et de piqûres, ont sous leur contrôle tous les habitants du quartier. Au premier examen, le médecin dresse la fiche du malade, sur laquelle sont portés le diagnostic et le traitement prescrit. Grâce à cette fiche, le médecin dispose à tout moment de l'historique de la maladie et il prescrit les nouveaux traitements à suivre. Lorsque l'état du patient requiert son hospitalisation, sur la recommandation de son médecin traitant il est admis au pavillon affecté à sa maladie.

COMMENT EST ASSUREE LA PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE ?

En dépit du nombre élevé de naissances en Albanie, le taux d'accroissement de la population, avant la Libération, se maintenait à un très bas niveau. L'une des causes principales de cet état de choses résidait dans la haute mortalité des enfants en bas âge, dans l'absence d'intérêt pour la santé de la mère et de l'enfant. Tout service organisé de protection de la santé de la mère et du nouveau-né faisait pour ainsi dire entièrement défaut. Le seul établissement de ce genre existant sous le régime féodalobourgeois était le pavillon d'accouchement de l'hôpital de Tirana, qui comptait 15 lits, et où seules les femmes des classes privilégiées bénéficiaient des soins d'accouchement. En dehors de ce pavillon, il n'existait aucune autre institution de protection maternelle et infantile.

Dès son instauration, le pouvoir populaire prit des mesures pour l'organisation d'un réseau d'institutions sanitaires assurant la protection de la mère et de l'enfant. L'assistance obstétricale gratuite fut organisée pour toutes les femmes, non seulement à l'accouchement, mais aussi durant la période prénatale. Cette mesure était d'une grande aide dans ce domaine. Le réseau des maisons d'accouchement et des consultations pré et post-natales et de nourrissons commença à s'étendre à des rythmes accélérés dans tout le pays. Un vaste plan fut élaboré en vue de la construction de nombreuses maternités dans toutes les régions du pays, en particulier dans les régions reculées, autrefois privées de la moindre aide médicale. Bon nombre des femmes de ces régions purent ainsi donner naissance à leurs enfants dans les maisons d'accouchement des localités ou des villes les plus proches.

Les consultations (cabinets de consultation de médecine gynécologique et infantile) jouent un rôle considérable pour la protection sanitaire maternelle et infantile. Ces cabinets de consultations, en tant qu'établissements importants dans la pratique de la médecine prophylactique, gardent sous leur contrôle toutes les femmes enceintes et les enfants âgés de moins de 3 ans.

Ils ont pour tâche de conseiller les mères sur les nombreux problèmes, qui se posent à elles pour bien élever et éduquer leurs enfants. Les cabinets de consultation organisent un service de patronage à domicile, aussi bien pour les femmes enceintes et en couches que pour celles qui, de façon générale, ont besoin d'une assistance gynécologique. Ce système de services crée ainsi les possibilités de dépister et de combattre en temps voulu les complications ou toutes autres affections pouvant se manifester au cours de la grossesse. Le personnel médical des cabinets de consultations s'informe des conditions de travail des femmes malades et applique à leur profit la législation du travail concernant les femmes en général et les femmes enceintes en particulier.

Les mères ont droit à un congé payé de 84 jours (35 jours avant et 49 jours après l'accouchement) et sont assurées de conserver leur emploi. Dans les cas d'accouchements, pathologiques ou quand le travail habituel de la mère est particulièrement dur ce congé est prolongé jusqu'à 98 jours. Nos lois prohibent que des femmes en état de grossesse ou allaitant leurs enfants soient employées à des services nocturnes ou à d'autres travaux pénibles, susceptibles d'exercer une influence nocive sur leur organisme. Les mères de nombreux enfants, outre les indemnités matérielles qu'elles reçoivent, sont honorées et décorées des médailles de «mère héroïne», de l'ordre de la «Gloire aux mères», de la «Médaille à la mère».

Les services de pédiatrie ont également pris un grand essor. Avant la Libération ces services se limitaient dans notre pays à un pavillon de 35 lits à l'hôpital de Tirana. Faute d'un service médical infantile, de nombreuses maladies et surtout la diarrhée infantile, faisaient des ravages, élevant considérablement le taux de mortalité. Rien que dans la ville de Tirana, où ces services étaient relativement meilleurs qu'en province, le taux annuel moyen de mortalité infantile, de 1933 à 1940, a atteint 161 pour 1000.

Ce n'est qu'après la Libération que le secteur de pédiatrie a pris un vaste essor. Un hôpital pédiatrique pourvu de 400 lits a été créé à Tirana, alors que dans tous les hôpitaux de la République étaient aménagés des pavillons et des ambulances pédiatriques. Dans certains districts, des hôpitaux pédiatriques sont actuellement en chantier. Ainsi, la lutte pour la protection de la santé de l'enfant a été organisée sur des bases solides et ce travail organisé a eu pour résultat de réduire au minimum les cas de maladies contagieuses telles que rougeole, diphtérie, poliomyélite, etc. Plus de 400.000 enfants de la République ont atteint le deuxième âge sans avoir contracté la rougeole.

Un autre succès important enregistré est celui de la vaccination générale contre la diphtérie et la poliomyélite. Cette vaccination a eu pour résultat de raréfier à l'extrême les cas de diphtérie; quant à la poliomyélite, on s'achemine vers sa liquidation totale.

Un grand effort est fait pour protéger les enfants de la tuberculose. La thérapeutique appliquée et le contrôle en masse dans les écoles, jardins d'enfants et crèches ont rendu possible la découverte de formes primaires d'infection, alors que les formes avancées chez les enfants sont aujourd'hui rares.

Afin de combattre le rachitisme, l'Etat, par la voie des cabinets de consultation, des jardins d'enfants et des crèches, distribue gratuitement des vitamines « D », dans les quantités requises. Pour les enfants âgés de moins de 1 an, les pharmacies fournissent gratuitement tous les médicaments de traitement ambulatoire.

Le souci du pouvoir pour la protection de la santé des enfants se manifeste en outre par l'organisation de crèches sanatoriums, de crèches anti-dysentériques et de crèches réservées aux enfants atteints de dystrophie, ainsi que par l'entretien attentif des crèches et des garderies de type courant où toutes les conditions sont créées pour la croissance et le développement normal des enfants.

COMMENT LES SERVICES SANITAIRES SE SONT-ILS ETENDUS AUX CAMPAGNES ALBANAISES ?

Autrefois les services sanitaires dans les régions rurales étaient dans un état lamentable. Dans tous les villages du pays, où vivaient environ 80 % de la population, il n'y avait en tout que 14 ambulances, ayant chacune pour tout personnel un infirmier. Voilà pourquoi les maladies les plus répandues dans le passé, telles que malaria, tuberculose, syphilis, trachome frappaient au premier chef les populations rurales. Les paysans des zones reculées des montagnes n'avaient jamais connu de médecin.

Aussitôt après la Libération, le pouvoir populaire prit des mesures pour l'amélioration des services sanitaires dans les campagnes, en assurant à la paysannerie l'assistance médicale gratuite et en installant les établissements sanitaires le plus près possible de l'habitat des paysans. En 1967, nos villages bénéficiaient des services de 50 hôpitaux, de 69 maisons et sections d'accouchement, de 850 ambulances et de 30 centres sanitaires qui occupaient 108 médecins, 240 aides-médecins, 455 sages-femmes et 595 infirmiers.

Actuellement a lieu la réorganisation du service sanitaire rural qui vise à porter l'aide médicale aussi près que possible de la population paysanne. Cette aide doit être complète, en sorte que la paysannerie ne soit pas contrainte de descendre à la ville pour pourvoir à des besoins sanitaires des plus simples, qui peuvent lui être assurés au village. Selon cette nouvelle organisation un service médical est mis sur pied dans tout chef-lieu de localité sous forme de centre sanitaire ou d'hôpital. Le personnel permanent du centre sanitaire comprend un médecin, un aide-médecin, une sage-femme et un infirmier. L'hôpital, outre les cadres du centre sanitaire, est doté aussi d'un personnel complémentaire dont le nombre est proportionnel à sa capacité en lits. Le centre sanitaire ou l'hôpital dirige et organise tout le service sanitaire de la localité dont relèvent tous les autres établissements sanitaires du même ressort, telles que ambulances, et maisons d'accouchement dans les divers villages. Actuellement, toutes les localités possèdent leur propre médecin, sans compter le personnel auxiliaire. Certaines localités à population particulièrement dense, ou situées dans des régions fort reculées sont desservies par deux médecins.

Dès les premières années qui suivirent la Libération, une série de mesures ont été prises dans le domaine sanitaire en faveur de la population, et notamment par l'admission gratuite de toutes les femmes paysannes aux maternités, l'hospitalisation gratuite de tous les enfants âgés de 4 ans et au-dessous, la remise gratuite de médicaments dans les pharmacies, même pour les soins à domicile, pour tous les enfants âgés de moins de un an, l'hospitalisation et le traitement gratuits de tous les malades atteints de maladies contagieuses, et, à partir du 1^{er} janvier 1964, l'assistance médicale et l'hospitalisation gratuite pour la population entière, y compris les paysans.

Le développement des établissements sanitaires dans les campagnes s'accompagne de l'extension du réseau des pharmacies. Alors qu'avant la guerre il n'existait qu'un nombre réduit de pharmacies, par ailleurs toutes concentrées dans les villes, aujourd'hui, rien qu'auprès des ambulances de village, sont en service 117 pharmacies et agences de produits pharmaceutiques.

Dans le cadre des mesures prises en vue de protéger la santé des populations rurales, une série d'actions ne cessent d'être menées afin de réaliser une amélioration radicale des conditions d'hygiène et de propreté et d'élever le niveau de vie des paysans. Dans de nombreux villages de la République, on a mis sur pied des maisons et des villages modèles, qui servent d'exemple d'un mode de vie cultivé et où les paysans du village ou des villages voisins viennent apprendre pratiquement comment améliorer leur mode de vie. Le réseau des établissements sanitaires dans les villages albanais ne cesse de s'étendre d'année en année. On en construit actuellement un grand nombre, surtout dans les zones de montagnes, et ils permettront d'accomplir de nouveaux progrès pour la protection et le renforcement de la santé de nos populations paysannes.

LES MESURES PRISES PAR LE POUVOIR POPULAIRE POUR LE RELEVEMENT DU NIVEAU DE VIE DES MASSES TRAVAILLEUSES

L'objectif suprême du pouvoir populaire en Albanie est la construction du communisme, de la société d'abondance, où chacun travaillera selon sa capacité et sera rémunéré selon ses besoins. Toutes les mesures prises par le pouvoir populaire sont des pas accomplis sur la voie conduisant à la réalisation de cet idéal.

Toute l'activité du pouvoir populaire s'inspire d'un esprit d'humanisme révolutionnaire, de la sollicitude constante pour l'homme, qui est considéré comme le capital le plus précieux. Le pouvoir populaire n'a d'intérêts que ceux du peuple, aussi lutte-t-il inlassablement pour le relèvement du niveau de vie des masses travailleuses, pour la satisfaction de leurs besoins sans cesse croissants.

Le pouvoir populaire a toujours considéré l'édification du socialisme et l'élévation du niveau de vie matériel et culturel des travailleurs comme une question unique et indivisible de sa politique et de son activité quotidienne.

Le relèvement du niveau de vie en Albanie socialiste se produit sur des positions révolutionnaires, comme la réalisation du bien-être pour tous et non pas pour certains, d'un bien-être éternel et non pas provisoire, pour le présent et pour l'avenir. Le pouvoir populaire a veillé et veille à ce que le niveau de vie s'élève tant pour les travailleurs des villes que pour ceux des campagnes, et, en ce qui concerne ces derniers, aussi bien pour ceux des zones de collines et de montagnes, que pour ceux des zones de plaines. Il n'a cessé de s'employer à harmoniser les intérêts immédiats avec ceux à long terme, les intérêts individuels avec ceux de la société, les intérêts de groupe avec l'intérêt général.

Dès les premiers temps de son existence, le pouvoir populaire a pris une série de mesures révolutionnaires en faveur de l'élévation du niveau de vie des masses laborieuses. Dans les premiers mois qui suivirent la Libération, les banques, les mines et les fabriques, les moyens de transport furent nationalisés et devinrent la propriété du peuple. Les biens de la grande bourgeoisie commerçante spéculatrice furent confisqués au profit du peuple. Il fut mis un terme aux grandes concessions accordées. Les dettes de la paysannerie et du peuple travailleur qui échappèrent ainsi aux spéculateurs et aux usuriers furent annulées. Le commerce extérieur devint le monopole de l'Etat. Ainsi fut mis sur pied le secteur socialiste de l'économie, ce qui rendit possible un développement harmonieux et proportionné du pays, base essentielle pour le relèvement du niveau de vie des masses laborieuses.

Les moyens de production étant en Albanie propriété sociale, et les classes exploiteuses et l'exploitation de l'homme par l'homme n'existant plus, la production se développe dans l'intérêt des travailleurs, et il n'existe pas de consommation parasitaire des biens matériels créés par eux. Le revenu national, qui a augmenté de près de 6 fois par rapport à la période d'avant-guerre, se répartit de façon à assurer en même temps que le renforcement incessant de l'économie le rehaussement continu du niveau de vie de la population.

La juste politique du pouvoir populaire dans notre pays a eu pour résultat d'assurer un rapport judicieux entre l'accroissement naturel de la population d'une part et l'augmentation de la production industrielle et agricole, du revenu national et de son emploi, de la circulation des biens de large consommation et des investissements d'autre part. Cela est clairement illustré par le tableau ci-après :

Accroissement annuel moyen au cours du 3^e quinquennat (1961-1965) en %	
1) Accroissement de la population	2,9
2) Production industrielle globale	6,8
3) Production des biens de consommation	6,5
4) Production agricole	6,4
5) Production céréalière	8,4
6) Revenu national	5,8
7) Accumulation	6,2
8) Consommation	4,6
9) Circulation commerciale des marchandises	4,1
10) Investissements d'Etat	8,7

De la sorte, en assurant l'accroissement de la production industrielle et agricole, l'augmentation du revenu national, l'augmentation prioritaire de l'accumulation et celle des biens de consommation à un rythme plus rapide que celui de l'accroissement annuel moyen de la population, on assure à la fois l'élévation du niveau de vie des masses travailleuses dans la période actuelle, et l'augmentation continue des investissements, à l'effet d'assurer la reproduction élargie socialiste, qui détermine aussi le développement à long terme des forces productives, une élévation continue du niveau de vie de la population pour l'avenir également.

Le pouvoir populaire n'a cessé de veiller au développement ininterrompu des forces productives du pays, au développement de la reproduction élargie socialiste et à l'augmentation du revenu national. Il fixe de justes proportions entre le fonds d'accumulation et le fonds de consommation, ainsi qu'entre les divers chapitres de chacun de ces deux grands fonds du revenu national. Ces proportions permettent une combinaison judicieuse des intérêts actuels avec les intérêts à long terme et une harmonisation des intérêts personnels avec ceux de la société.

Afin d'atteindre ce but, le fonds d'accumulation s'accroît constamment à un rythme plus accéléré que le fonds de consommation, les intérêts sociaux sont placés au-dessus des intérêts personnels, les intérêts immédiats subordonnés aux intérêts à long terme.

Cette politique a eu pour résultat d'accroître le volume de la production par habitant, comme l'illustre le tableau ci-dessous :

Production par habitant	1938	1950	1965	1967
Pétrole kg	104	108	441	500
Houille kg.	4	37	178	222
Chrome kg.	7	43	167	166
Ener. élec. kWh	9	18	183	300
Ciment kg.	9	13	72	112
Cotonnades ml.	0,3	0,9	13,3	16,0
Sucre kg.	—	0,5	8,0	9,2

Volume de certaines productions par habitant en 1967

1967	p. rapp. à 1938 en fois	p. rapp. à 1965 en %
Pétrole	9,1	119
Charbon	117,8	131
Chrome	46,7	105
En. électrique.	63,2	172
Ciment	24,5	165
Cotonnades	87,8	127
Chaussures	9,4	101
Sucre	29,6*	120

* Par rapport à 1950

Le rythme d'accroissement de certaines productions essentielles par habitant est plus élevé dans notre pays que dans les pays voisins.

Accroissement de la production par habitant En 1966 par rapport à 1938 (en fois)	Energie électrique	Houille	Ciment	Chrome
Albanie	25	51	8,0	25
Yougoslavie	11,5	4,1	3,0	2
Grèce	8,0	39	9,6	1,3
Italie	4,7	0,6	4,4	—
Turquie	8,5	2,0	8,0	16
Bulgarie	34	9,0	9,6	—
Roumanie	15,1	—	9,3	—

Le fougueux essor de l'économie de notre pays sur la voie du socialisme a ouvert de larges fronts de travail. On n'y connaît plus le chômage dont souffrait une grande partie de la population apte au travail à l'époque de la domination des cliques féodalo-bourgeoises. Le nombre des travailleurs est aujourd'hui 22 fois plus élevé qu'avant la guerre.

L'augmentation du revenu réel des travailleurs est dû, entre autres facteurs, au système avancé de sécurité sociale, à l'assistance médicale et à l'enseignement gratuit pour tous, à la baisse périodique des prix des marchandises de consommation courante, à l'extension du réseau des institutions social-culturelles au service du peuple, telles que crèches et garderies d'enfants, dont les parents ne paient qu'environ un tiers des frais, aux congés que les travailleurs sont assurés de passer dans des maisons de repos où ils n'acquittent qu'un quart des dépenses, aux bas loyers des logements (environ 4 pour cent du revenu moyen d'un travailleur) etc.

L'établissement de prix uniques pour toutes les marchandises et l'augmentation de la circulation des marchandises sont aussi d'une grande importance pour l'élévation du niveau de vie des masses laborieuses. Au cours des deux dernières décennies (1947-1967) le volume de la circulation des marchandises a augmenté de 6,5 fois. La population est chaque année mieux approvisionnée en marchandises de consommation courante. La vente des articles ci-après s'est accru en 1967 par rapport à 1966 dans les proportions suivantes : lait 27,2 %, viande, poisson et charcuterie 17,8 %, sucre 10,9 %, fromages 8,4 %, matières grasses alimentaires 4,1 %, haricots 6,6 %, riz 6 %, fruits frais 18,4 %, pommes de terre 34,4 %, lainages 27,1 %, cotonnades 10,4 %, articles de bonneterie 9,1 %, bas et chaussettes 27,6 %, chaussures de tout type 13,5 %, ciment 96,6 %, bois d'oeuvre 7,3 %, etc. Cette année les chiffres du plan de circulation des marchandises sont de 6,5 % plus élevés que ceux de l'année précédente.

Onze baisses de prix successives ont été décrétées depuis l'instauration du pouvoir populaire. La baisse de 1967 a réduit les prix du sucre de 10 %, des confitures de 15 %, des tissus de velours de 20 %, des divers lainages de 20 %, de certains types de chaussures de 22 %, des imperméables de 22 %, etc.

La politique fiscale a joué un rôle important pour l'élévation du niveau de vie de la population. La majeure partie des recettes du budget de l'Etat a été et continue d'être assurée par le secteur socialiste de l'économie, tandis que la part des impôts levés sur la population n'a cessé de diminuer. Ainsi donc, alors qu'en 1955 ces impôts représentaient 8,1 % des recettes, ils n'en constituaient en 1960 que 2,6 %, et l'année dernière 1,4 %, seulement de l'ensemble des recettes du budget de l'Etat. En 1967, l'impôt sur les salaires de tous les ouvriers sans exception a été supprimé, ainsi que l'impôt sur les salaires non supérieurs à 680 leks de tous les autres travailleurs. 200.000 travailleurs ont profité de cet allègement fiscal d'un montant global de plus de 26 millions de leks. Ainsi les ouvriers et une grande partie des autres travailleurs ne verseront plus à l'Etat d'impôt sur leurs salaires mensuels. C'est là un grand succès de la politique financière de notre Etat socialiste et l'expression du raffermissement de ses finances. Dans le même temps, les impôts sur le revenu des enclos personnels des coopérateurs et des coopératives agricoles de montagnes nouvellement créées ont été également abolis. La paysannerie entière ainsi que des centaines de nouvelles coopératives des hautes régions bénéficient de cette mesure d'allègement.

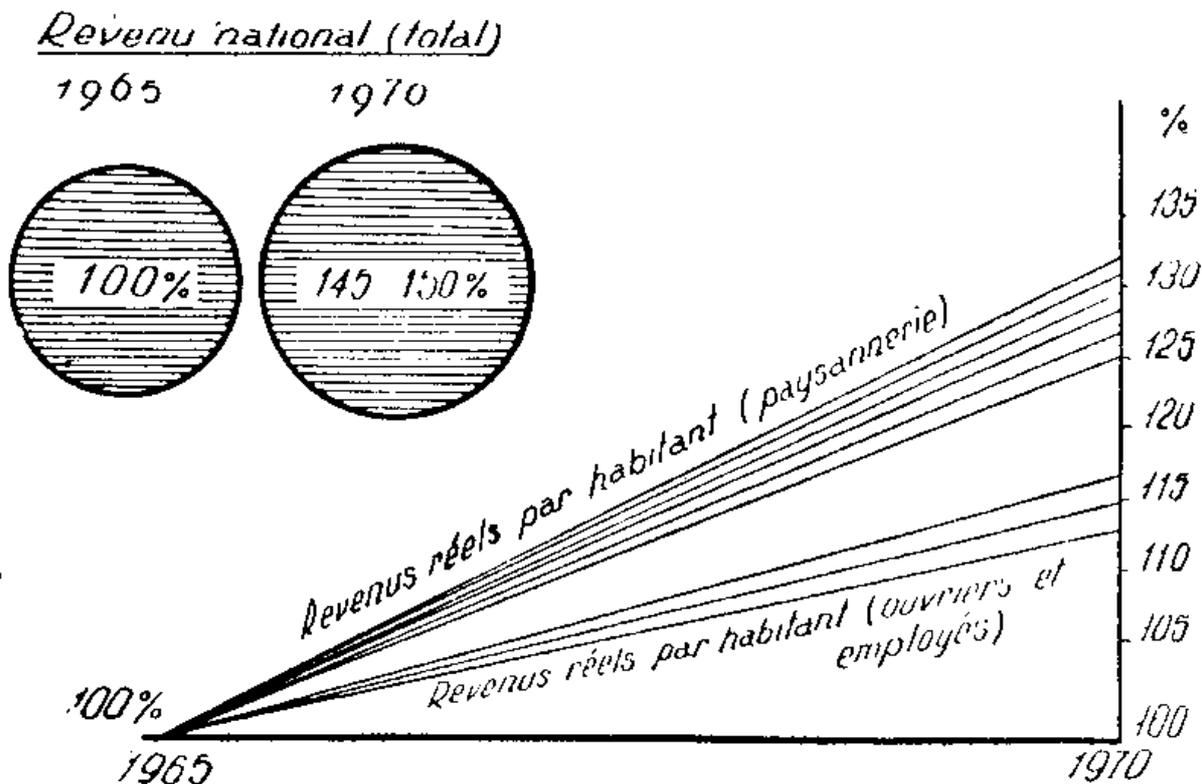
La suppression des impôts sur les salaires des ouvriers et des employés, sur les revenus des enclos personnels dans les coopératives, ainsi que sur les nouvelles coopératives de montagnes se traduit par un allègement annuel global de 90 millions de leks pour la population.

Ces derniers temps, le gouvernement populaire a pris une série de mesures économiques d'allègement au profit des nouvelles coopératives montagnaises à peine créées et des autres coopératives agricoles économiquement peu solides. L'Etat prêtera un important soutien à ces exploitations. Les nouvelles coopératives agricoles se verront accorder des crédits sans intérêt bancaire. Cet intérêt est également supprimé pour les crédits alloués aux anciennes coopératives de montagnes, alors que les autres coopératives qui ont obtenu des crédits se voient prolonger l'échéance de paiement jusqu'à trois ans. L'Etat augmentera ses investissements dans les zones de montagnes et de collines afin de réaliser, au-delà même des prévisions, les tâches fixées par le plan en ce qui concerne la bonification et l'irrigation des terres. Il est aussi une mesure dont l'application servira à promouvoir considérablement l'élévation du niveau de vie dans les campagnes, il s'agit de la décision historique prise en décembre 1967 par le 4^e plénum du Comité Central du Parti du Travail d'Albanie, concernant l'électrification intégrale des villages du pays à la date du 8 novembre 1971, 30^e anniversaire de la fondation du Parti du Travail d'Albanie.

Les mesures prises par le Pouvoir populaire pour l'élévation du niveau de vie des masses laborieuses, ont eu pour résultat d'accroître, dès 1968, par rapport à 1965, le revenu réel des ouvriers et des employés de 7 % en regard de 9 à 11 % prévus par le plan quinquennal pour 1970, et celui de la paysannerie de 17 % en regard des 20 à 25 % prévu par le plan pour 1970. Les dépenses de l'Etat pour l'enseignement, la culture et la santé publique, ainsi que pour la sécurité sociale seront en 1970 de 19 à 21 % plus élevées qu'en 1965. A la suite de l'accroissement du produit social, le revenu national augmentera de 45 à 50 %.

Ainsi, seront créées de nouvelles possibilités pour accroître les fonds affectés à l'élargissement de la production socialiste et à la consommation, et cela au grand avantage de la société. Les investissements prévus pour les services communaux, où les logements tiennent la première place, seront, au cours du 4^e quinquennat, de 5 % supérieurs à ceux du quinquennat précédent.

Revenu national et revenus par habitant



Une particulière importance est accordée au cours de ce quinquennat à l'amélioration de la santé publique. Alors qu'en 1965, l'on comptait dans notre pays un médecin pour 1870 habitants, on aura en 1970 un médecin pour 1200 habitants. En 1970, le nombre des lits dans les établissements hospitaliers sera d'environ 23 % plus élevé qu'en 1965.

L'enseignement populaire connaîtra un grand essor. Le nombre des écoliers et des étudiants en 1970 dépassera 540.000, soit 117.000 de plus qu'en 1965. On enregistrera en particulier une forte augmentation du nombre des écoliers de l'enseignement de huit ans par rapport au quinquennat antérieur. En comparaison de 1965, le nombre des cadres supérieurs et des cadres moyens sera, en 1970, supérieur respectivement de 67 % et de 68 %.

L'indice le plus significatif de l'élévation du niveau de vie d'un peuple est celui de l'allongement de la durée moyenne de la vie de l'homme. Cette durée, de 38 ans qu'elle était en 1938, a atteint aujourd'hui 66 ans et elle ne cesse de croître. C'est là une victoire colossale de notre ordre socialiste.